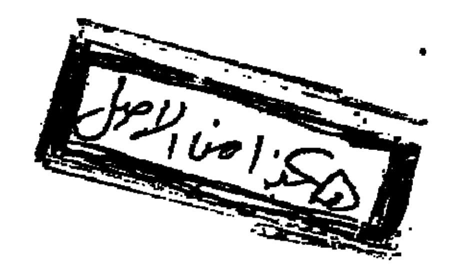




Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

DERNIÈRE ÉDITION BOURSE

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE – N° 14254 – 5 F

SAMEDI 24 NOVEMBRE 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

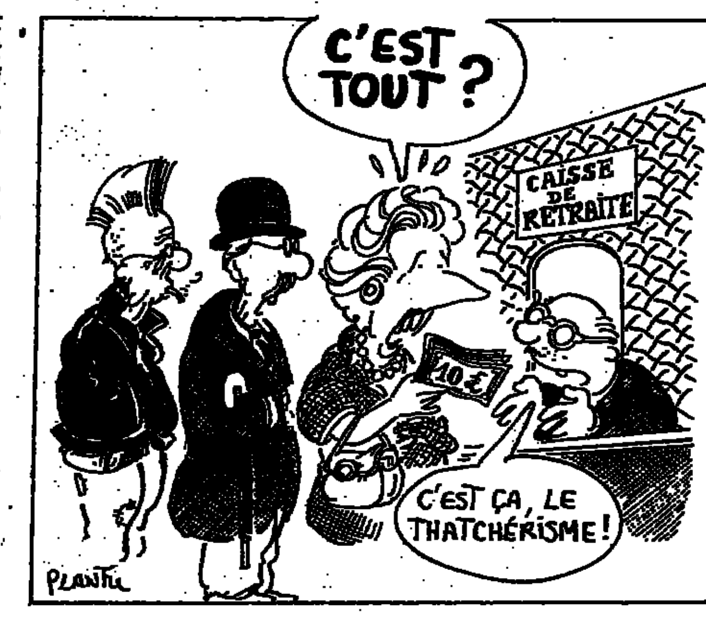
Les conséquences de la démission de Mme Thatcher

Les partisans de l'Europe attendent de Londres une politique moins hostile

Trois candidats briguent la succession de Mme Margaret Thatcher à la tête du Parti conservateur, et donc du gouvernement britannique : MM. Michael Heseltine, ancien ministre de la défense ; Douglas Hurd, secrétaire au Foreign Office et John Major, chancelier de l'Echiquier.

Les députés tories voteront mardi 27 novembre. D'ici à cette date, Mme Thatcher, qui a informé la reine Elizabeth de sa décision de démissionner, reste premier ministre.

Après cette démission, les partisans de l'Europe espèrent un infléchissement de la position britannique, comme l'a déclaré M. Roland Dumas.



LONDRES

de notre correspondant

Les premiers ministres britanniques, en temps de paix en tout cas, ont généralement pour seul objectif de bien administrer leur pays. Mme Thatcher, elle, s'était mise à la tête d'une croisade. Elle a fait reculer l'Etat au nom de la liberté individuelle et serait allée beaucoup plus loin encore si elle en avait eu les moyens et si la société britannique l'avait permis. Elle a cherché à réduire le pouvoir de tous les corps intermédiaires. Les syndicats, bien sûr, mais aussi les collectivités locales et les associations professionnelles. Dans ce combat, il y avait des accents libertaires : il ne s'agissait pas seulement de politique au sens où on l'entend généralement. Elle n'était pas pour rien la fille d'un prédicateur, bénévole et laïc, de l'Eglise méthodiste...

Ne compter que sur soi et ne jamais laisser les autres prendre les décisions à votre place. Telles sont les valeurs, farouchement individualistes, auxquelles il faut ajouter l'esprit de parcimonie et le refus de toute extravagance, qu'elle avait héritées de son enfance à Grantham (Lincolnshire), au cœur d'une Angleterre encore victorienne. Son père y était épicier, au croisement des deux rues principales de la ville. Elle-même officiait parfois derrière le comptoir.

DOMINIQUE DHOMBRES

Lire la suite page 6

Cassandre quitte la scène

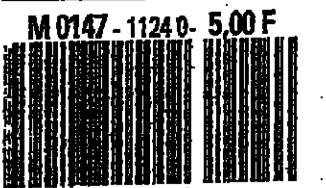
LES grands hommes d'Etat – on le sait depuis l'Antiquité – sont, le plus souvent, victimes d'eux-mêmes. La chute sans gloire – mais non sans panache – de Margaret Thatcher n'échappe pas à la règle. L'orgueil inflexible et une volonté de fer, l'obstination combative et un ardent courage : ces fières qualités de « Maggie », après l'avoir si bien servie à l'apogée de son règne, finirent – l'inéluctable usure du pouvoir aidant – par lui nuire, hâtant sa fin, devenue fatale aux yeux de ses meilleurs amis politiques.

Ces vertus « victoriennes » lui valent de ses pairs, à l'heure où l'irritation s'apaise, un hommage où l'admiration l'emporte – une fois n'est pas coutume – sur les hypocrisies d'usage. « On vous aime » lance par téléphone George Bush à celle qui fut la première femme à la tête d'une grande démocratie d'Occident. Elle qui prôna avec tant de conviction le « libéralisme » économique, cher à son ami Ronald Reagan, au point d'en faire un dogme qui porte désormais son nom, méritait bien ce gentil mot d'adieu.

LE jour même, Mme Thatcher venait de rendre un ultime service à son grand allié, en ordonnant l'envoi de quatorze mille soldats britanniques supplémentaires dans le Golfe. Son admiration pour l'Amérique ne l'empêcha pas de trouver M. Gorbatchev à son goût – « un homme stimulant » – et de juger d'emblée la perestroïka « bonne pour l'humanité ». Preuve que chez « Maggie » – pragmatique et visionnaire – le poids des réalités et le sens de l'Histoire pouvaient triompher de la doctrine.

Il y eut, dans le réalisme historique de Mme Thatcher, une faille majeure : l'Europe, qui fut sa roche Tarpéienne. Et pourtant, certains dirigeants « européens » fervents, idéologiquement aux antipodes du thatchérisme, tels MM. Jacques Delors et Felipe Gonzalez, ne cachaient pas leur secrète admiration pour une femme qui avait su leur en remontrer. Son « anti-européanisme » tenait en partie à sa méfiance viscérale à l'égard de la trop puissante Allemagne, héritage, outre-Manche, d'une longue tradition germanophobe frisant parfois l'atavisme. Il dissimulait mal aussi, chez celle que l'ancien chancelier Helmut Schmidt appelait « lady Disraeli », un entêtement nationaliste farouche – et presque pathétique – à enrayer l'inéluctable déclin de l'Empire.

A cet égard, « Maggie » a sans doute gouverné quelques années de trop. A force de consentir discrètement à l'Europe les concessions qu'elle jurait bruyamment la veille de refuser, Mme Thatcher finit par ne plus faire peur à ses pairs, qui choisirent d'ignorer ses oukases, mis au compte du caprice. C'était peut-être là, pour la « Dame de fer », la pire des humiliations. Pourtant, en défiant les « eurocrates de Bruxelles », le premier ministre britannique exprimait tout haut un sentiment partagé par beaucoup de citoyens du Vieux Continent. Peut-être, s'apercevra-t-on bientôt, que l'Europe avait aussi besoin d'une Cassandre.



Lire également

Le premier tour du scrutin en Pologne

M. Walesa grand favori de l'élection présidentielle

Les Polonais votent, dimanche 25 novembre, pour élire leur prochain président de la République. Les sondages indiquent que M. Lech Walesa devrait distancer nettement ses deux principaux concurrents.

Le leader de Solidarité est crédité de 38 % des intentions de vote contre 23 % pour le chef du gouvernement, M. Tadeusz Mazowiecki, et 17 % pour l'homme d'affaires qui se déclare « apolitique », M. Stanislaw Tyminski. De l'avis général un second tour de scrutin, prévu pour le dimanche 9 décembre, sera nécessaire pour départager les candidats.

VARSOVIE

de notre envoyée spéciale

Les téléspectateurs polonais qui ont accès à la chaîne francophone TV5-Europe auront pu faire, jeudi 22 novembre, d'intéressantes comparaisons sur les mœurs politiques d'une vieille démocratie occidentale et d'une démocratie naissante d'Europe centrale post-totalitaire.

La dernière série d'émissions électorales de la campagne présidentielle – dix minutes pour chacun des six candidats – venait de s'achever sur les écrans polonais, lorsque TV5 commença la retransmission en différé d'un des journaux de 20 heures de la télévision française dans lequel figuraient en bonne place M. Jean-Marie Le Pen et une bordée d'invectives sur la *« République des pourris »*.

Peut-être, après tout, ce spectacle aura-t-il apporté quelque consolation aux Polonais que la fulgurante ascension du candidat « apolitique » Stanislaw Tyminski et de son slogan *« La seule démocratie est celle de l'argent »* a fait rougir de honte. Plusieurs intellectuels engagés au côté de M. Tadeusz Mazowiecki ont déploré un manque de culture politique dans cette campagne électorale qui expliquerait, en partie, les inquiétants débordements d'antisémitisme observés ces dernières semaines.

Mais, si le manque de culture politique est une affliction commune aux pays sortant du communisme, la Pologne n'est pas la plus durement atteinte.

SYLVIE KAUFFMANN

Lire la suite page 4

Castro, Khrouchtchev et l'apocalypse

La correspondance des dirigeants cubain et soviétique pendant la crise des fusées, publiée par « le Monde » en exclusivité prouve que le premier était favorable à une attaque nucléaire des Etats-Unis en cas de tentative américaine d'invasion de Cuba

par Jacques Amalric

Pourquoi Fidel Castro s'est-il décidé, en en confiant une copie à Jean-Edern Hallier, à rendre public son échange de correspondance avec Khrouchtchev pendant la crise des fusées soviétiques installées à Cuba, en octobre 1962 ? A-t-il surtout voulu répondre à Khrouchtchev, qui lui a reproché dans ses mémoires d'outre-tombe d'avoir eu un comportement irresponsable en lui recommandant froidement, au plus fort de la crise, d'avoir recours aux armes nucléaires contre les Etats-Unis ? On le dit beaucoup à La Havane, mais force est de constater, à la lecture de ces documents passionnants, que le geste de Castro risque d'avoir l'effet inverse à celui recherché. Qu'apprenons-nous en effet dans ces cinq lettres ? Tout simplement que Fidel Castro a recommandé à Khrouchtchev, dans une lettre écrite le 26 octobre, de lancer une « première frappe » nucléaire contre les Etats-Unis dans le cas où ils entreprendraient une opération d'invasion de l'île pour neutraliser les fusées nucléaires que les Soviétiques étaient en train d'y installer. Toujours dans la même lettre, Castro – qui n'envisage pas un instant, à ce stade, que le numéro un soviétique puisse céder aux exigences de John Kennedy et retirer ses fusées – explique qu'il craint une opération américaine dans les trois jours qui viennent. De fait, le temps presse pour Washington car nombre de fusées sont déjà à Cuba et Kennedy ne se contentera probablement pas longtemps du blocus naval annoncé le 22 octobre.

Lire la suite page 3 ainsi que page 2 l'article de JEAN-EDERN HALLIER

La réforme des lycées

Le Conseil national des programmes devait rendre public, vendredi 23 novembre, son rapport sur « l'évolution des lycées ». Ce document propose un remodelage ambitieux des filières, des programmes et des horaires afin de favoriser une *« réelle démocratisation »* des études secondaires. Il prévoit l'introduction d'une plus grande souplesse, grâce à des enseignements semestriels à option. De même, il propose qu'une partie du baccalauréat soit évaluée en contrôle continu.

Ce projet de réforme sera examiné le 3 décembre par le Conseil supérieur de l'éducation. Le ministre de l'éducation nationale devrait arrêter sa décision avant l'été 1991.

Lire page 13 – section B les articles de GÉRARD COURTOIS et de CHRISTINE GARIN

ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 650 m. ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; G.-B., 70 p. ; Grèce, 190 DR ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

DOCUMENT

POINT DE VUE

Le représentant de nos illusions et de nos désillusions

par Jean-Edern Hallier

JE ne suis ni de près ni de loin le chantre de Fidel Castro. Ou alors un écrivain n'a plus le droit de brosser le moindre portrait sans se faire traiter de cireur de pompes. Comme l'écrivait récemment Jean Cau de mon livre : *« Pourvu qu'on ne nous relise pas, et qu'on n'enchaîne pas la lecture de nos vieux dithyrambes avec celle, toute fraîche, de Jean-Edern Hallier car on pourrait comparer la qualité de nos cirages. Et accessoirement de nos courages... »*

Nul n'en disconviendra, Castro est une légende qui a désormais *plus de trente-deux ans.* Dans le vieil affrontement entre les Etats-Unis et Cuba, je me contente d'être contre le fort et pour le faible. Est-ce un crime si impardonnable aujourd'hui ? Je me suis rendu une première fois à Cuba du *20 juin au 7 juillet 1990. J'y suis* retourné il y a trois semaines pour tourner l'émission « Océaniques » avec Pierre-André Boutang, dans le prolongement de ma *Conversation au clair de lune. Elle sera diffusée* le 26 novembre sur FR3.

« L'Histoire m'absoudra »

De ce nouveau voyage, nous avons ramené onze heures de film. Nous avons tourné dans les hôpitaux, les écoles, les plantations *de canne à sucre, la maison* d'Hemingway, les bistrots de la vieille Havane et devant sa cathédrale. Ou, tout simplement, dans le bureau du Conseil d'Etat que Castro occupe en permanence. Pendant cinq autres jours je ne l'ai *pas quitté – j'ai surtout découvert* l'homme privé, le passionné de biologie, d'échecs, de littérature, de peinture et de la vie des Touaregs.

En revenant d'une visite aux chantiers des brigadistes volontaires, je lui demandai s'il était en *mesure d'étayer* ce qu'il venait de me déclarer sur ses relations réelles avec Khrouchtchev à l'heure des fusées. Sur le moment, il ne me répondit pas, mais le soir même il me remit solennellement l'échange de cinq lettres avec le *dirigeant soviétique – ajoutant* qu'il faisait d'abord un cadeau à l'écrivain que je suis, même si les Russes risquaient d'être légèrement agacés par la publication de *pareils documents. Ils sont d'une* importance exceptionnelle : ils éclairent la vérité historique d'un jour certes ambigu, mais ils démontent surtout complètement les douteux Mémoires de Khrouchtchev exhumés par son fils.

« L'Histoire m'absoudra », déclarait naguère Fidel Castro. C'est vrai. Ses critères ne sont pas les *mêmes. Elle est faite par* les grands fauves. Elle n'a pas à être *jugée par les animaux domestiques.* Qu'on arrête de nous *assommer avec les atteintes aux* droits de l'homme, stratégie fatale de l'Amérique pour donner une justification historique à toute démobilisation – d'autant que, selon le dernier rapport d'Amnesty international, il n'y a, en *plus, pas un seul disparu à Cuba...* A l'époque où on n'arrêtait pas de fusiller ceux qu'on appelait là-bas les contre-révolutionnaires, les Sartre, Duras et autres intellectuels français voulaient se faire embaucher comme ouvriers de la *canne à sucre.*

Chercher la petite bête...

Autrefois nous aurions mis cinquante ans à découvrir que Napoléon a massacré les Espagnols. Aujourd'hui, avec la vitesse de l'information, école forcenée de la *désillusion,* n'importe quel témoin douteux réduit à néant tout per*sonnage mythique de l'Histoire* – et s'il invente des charniers à Timisoara, on le croit sur parole. Pas un grand homme, d'Alexandre à Charles-Quint, de Pierre le Grand à *une grande femme,* la dernière impératrice de Chine, n'aurait sur*vécu dans l'histoire de l'humanité.*

D'autant que si l'on veut chercher la petite bête chez Castro, *l'exemple que donnent nos démocraties « avancées »* est autrement plus édifiant. Faites ce que je dis, ne faites pas ce que je fais. On a vu ce qu'a donné la démocratie *américaine* avec Truman en 1945 : Hiroshima, trois cent mille morts. *A côté de Bush, le fameux génie* défunt des Carpates, Ceausescu, aura été largement dépassé par l'intervention américaine à Panama, avec ses quartiers *détruits par les bombardements* aveugles, et ces milliers de morts dans la population civile. D'ailleurs peu importe aux Américains : ils prennent leurs remords pour des absolutions.

Ce à quoi je suis le plus sensible chez Castro, c'est le défi. Don Quichotte n'est pas mort. Les hommes croient faire l'Histoire, ils *ne savent pas l'Histoire qu'ils font.* Pourquoi Castro ? Il n'y avait pas de personnage plus représentatif de nos illusions et de nos désillusions. En le prenant comme figure *emblématique,* j'ai voulu ramasser la mise de la seconde partie du *vingtième siècle. Comme* Christophe Colomb croyant découvrir les Indes, j'ai cru moi aussi partir à l'Est, comme tous les intellectuels se ruant par la brèche du mur de *Berlin, et je me suis retrouvé* à l'Ouest. Une fois de plus on ne me le pardonnera pas. *Qu'y puis-je ?*

► **Jean-Edern Hallier, écrivain, vient de publier aux éditions *Messidor Fidel Castro, conversation au clair de lune.***

La correspondance des dirigeants cubain et soviétique

1. « Ne laissez pas les impérialistes frapper le premier coup nucléaire »

La crise des fusées soviétiques a commencé le 16 octobre 1962, lorsque les services de renseignement américains remettent au président John Kennedy des photos aériennes, prises à plus de 20 000 mètres par les fameux avions espions U 2 – les satellites espions n'existaient pas à l'époque, – *indiquant clairement* que les forces soviétiques, arrivées au mois d'août *précédent dans l'île,* installent des plates-formes de lancement de missiles *nucléaires. Ces clichés montrent aussi* les fusées, dont la portée est d'environ *1 800 kilomètres. La crise ne devient* publique que le 22 du même mois, *lorsque* Kennedy la révèle à ses concitoyens, accuse les dirigeants soviétiques de *« duperie délibérée »*, déclare la mise en quarantaine de Cuba pour éviter l'arrivée de nouvelles armes et exige le retrait des armes controversées, qui menacent les Etats-Unis d'une « première frappe » nucléaire.

Moscou commence par nier les faits *tandis que le blocus naval de Cuba est* mis en place le 24 et que les Etats-Unis entreprennent de survoler l'île à très basse altitude pour suivre les travaux d'installation de fusées. Le 25, devant la détermination américaine, Khrouchtchev fait parvenir un message secret à Kennedy (qui n'a, à ce jour, jamais été publié) dans lequel il reconnaît la présence des fusées nucléaires et laisse entendre qu'elles pourraient être retirées moyennant un engagement américain de ne pas envahir Cuba. Lorsque Fidel Castro écrit la lettre suivante à « M. K. », il n'est manifestement pas au courant de la démarche du dirigeant soviétique. Craignant soit une attaque aérienne contre les sites de fusées, soit une tentative d'invasion, il assure Khrouchtchev de la détermination cubaine et va jusqu'à lui suggérer une attaque nucléaire contre les Etats-Unis en cas de débarquement américain à Cuba.

Cher camarade Khrouchtchev,

De l'analyse de la situation et des rapports en notre possession, je conclus que l'agression peut se produire dans les prochaines vingt-quatre ou soixante-douze heures.

Il y a deux possibilités : la première et la plus probable, c'est l'attaque *aérienne* contre des *objectifs* précis avec pour seul but de les détruire; la seconde, moins probable mais possible, c'est l'invasion. Je comprends *que celle-ci, pour être réalisée,* exigerait une grande quantité de forces et, de *plus,* c'est *la forme la plus répugnante* d'agression, ce qui peut l'empêcher.

Vous pouvez être sûr que nous résisterons fermement et résolument à l'attaque, quelle qu'elle soit. Le moral du peuple cubain est extrêmement élevé et il affrontera l'agresseur héroïquement.

Je souhaite, en ces circonstances, vous exprimer en quelques mots une *opinion personnelle.*

Si la seconde hypothèse se réalise et si les impérialistes envahissent Cuba, dans le but de l'occuper, le danger pour l'humanité d'une telle politique agressive est si grand qu'après cela l'Union soviétique ne devrait jamais laisser se créer une situation dans laquelle les impérialistes pourraient frapper contre elle le premier coup d'une guerre nucléaire.

Je vous dis ceci, car je crois que l'agressivité des impérialistes devient extrêmement dangereuse et s'ils en arrivent à un acte aussi brutal – violant la loi et le droit universel – que l'invasion de Cuba, ce serait le *moment d'éliminer pour toujours* un danger pareil. Il s'agirait d'un acte *relevant* de la *plus* légitime défense, aussi dure et terrible que fût la solution, car il *n'en existerait* pas d'autre.

J'en arrive à cette conclusion à voir la façon dont se développe cette politique agressive et dont les impérialistes, en dépit de l'opinion mondiale, se placent au-dessus des principes et du droit, font le blocus des mers, violent notre espace aérien et préparent l'invasion, *tout en faisant* échouer toute possibilité de négociation, bien qu'ils connaissent la gravité du problème.

Vous avez été et vous êtes un inlassable défenseur *de la paix* ; je comprends à quel point ces heures doivent être amères, quand *les résultats* de vos efforts surhumains sont menacés si sérieusement. Cependant, jusqu'au dernier moment, nous conserverons l'espoir que la paix soit sauvée et nous sommes prêts à y contribuer avec les moyens à notre portée. Mais, *en même temps, nous* nous disposons calmement à affronter une situation que nous voyons *très réelle et très* proche.

Je vous exprime, une fois de plus, la gratitude infinie et la reconnaissance de notre peuple envers le peu*ple soviétique, qui a été si généreux* et si fraternel avec nous, et, à vous, j'exprime notre profonde *gratitude* et notre admiration, souhaitant de vous voir réussir dans votre énorme tâche et dans les graves responsabilités qui sont les vôtres.

Fraternellement.

FIDEL CASTRO
La Havane, le 26 octobre 1962.

2. « Ne vous laissez pas entraîner par votre sentiment d'indignation »

Après le message secret de Khrouchtchev du 25 octobre, Moscou sème la confusion à Washington en publiant le 27 un nouveau texte du secrétaire général dans lequel il propose toujours *de retirer les fusées soviétiques* de Cuba en échange d'une promesse américaine de non-envahissement de l'île mais dans lequel il exige aussi le retrait des fusées américaines installées en Turquie (dépassées techniquement, en tout état de cause). Kennedy choisit d'ignorer ce second message – public – et répond avec prudence mais positivement au premier message, promettant de ne pas envahir Cuba si Khrouchtchev retire ses fusées. Quelques heures plus tard, le numéro un soviétique accepte le marché. Il lui reste à s'expliquer avec Castro, qui n'a manifestement pas été consulté. La lettre suivante, dans laquelle il reproche à « Fidel » d'avoir fait abattre un avion espion américain, indique qu'il sait que ce sera *difficile.*

Cher camarade Fidel Castro,

Notre message du 27 octobre au président Kennedy permet de régler la question en votre faveur, de défendre Cuba de l'invasion et du déclenchement de la guerre. La réponse de Kennedy que, semble-t-il, vous connaissez aussi, offre les garanties suivantes : non seulement les Etats-Unis n'envahiront pas Cuba avec leurs forces, mais ils ne permettront pas à leurs alliés de réaliser l'invasion. Le président des Etats-Unis répond ainsi positivement à mes messages des 26 et 27 octobre 1962.

Maintenant, nous venons de préparer notre réponse au message du président. Je ne vais pas vous l'exposer car vous en connaîtrez le texte qui est actuellement diffusé par la radio.

Pour cette raison, nous aimerions vous recommander, en ce moment où la crise évolue, de ne pas vous laisser entraîner par les sentiments; manifestez de la fermeté. Il faut dire que *nous comprenons votre sentiment* d'indignation devant les actions agressives des *Etats-Unis et les violations* des normes élémentaires du droit international.

Mais ce dont il s'agit maintenant, ce n'est pas tant du droit mais du *caractère insensé* des militaristes du Pentagone. Alors qu'on est en vue d'un accord, *le Pentagone* cherche un prétexte pour le faire échouer.

Voilà pourquoi il organise les vols de provocation des avions. Hier, vous avez abattu l'un d'eux, alors qu'avant vous ne les abattiez pas quand ils survolaient votre territoire. Les agresseurs vont utiliser ce fait pour atteindre *leurs objectifs.*

C'est pourquoi nous aimerions vous conseiller amicalement : faites preuve de patience, montrez de la fermeté et encore de la fermeté. Bien entendu, s'il y a une invasion, il faudra la repousser par tous les moyens. *Mais il ne faut pas se laisser entraîner* par les provocations. Maintenant l'élimination du conflit est proche avec une solution qui vous sera favorable, puisqu'elle vous garantira contre l'invasion de Cuba. Les militaristes effrénés du Pentagone veulent visiblement faire échouer l'accord et vous pousser à des actions qui pourraient être utilisées contre vous. Nous vous deman*dons de ne pas fournir un tel prétexte.*

Pour notre part, nous ferons tout pour stabiliser la situation de Cuba, pour *défendre Cuba de l'invasion* et pour vous assurer la possibilité de construire pacifiquement la société socialiste.

Nous vous adressons nos salutations à vous et à votre direction collective.

N. KHROUCHTCHEV
Le 28 octobre 1962.

3. « Nous avons décidé de ne pas nous croiser les bras »

L'accord de principe intervenu entre Kennedy et Khrouchtchev pour *dénouer la crise, irrite profondément* Fidel Castro, qui en a été tenu à *l'écart. C'est ce qu'il explique dans* cette lettre à M. K., tout en justifiant la destruction de l'avion espion américain et en laissant entendre qu'elle a été effectuée en accord avec les responsables militaires soviétiques présents à Cuba. La déclaration cubaine, dont il fait état au début de sa lettre, date du 28 octobre et est connue comme la « déclaration des cinq principes ». Cuba y exige, pour accepter l'accord soviéto-américain, la fin du blocus économique de l'île, la renonciation par les Etats-Unis à la subversion, la fin des activités des émigrés cubains aux Etats-Unis, la fin des survols aériens américains et l'abandon par Washington de la base de Guantanamo. Cuba affirme également être opposé à une inspection internationale destinée à vérifier le départ des fusées soviétiques.

Cher Camarade Khrouchtchev,

Je viens de recevoir votre lettre. La proposition de notre gouvernement par rapport à ce que vous communiquez est contenue dans la déclaration faite aujourd'hui et dont vous connaissez sûrement le texte.

Je souhaite clarifier quelque chose *concernant* les *mesures* anti-aériennes que nous avons adoptées. Vous dites : *« Hier vous avez abattu l'un des avions alors que, avant, vous ne les abattiez pas quand ils survolaient votre territoire. »*

Avant, ces vols constituaient des violations isolées, sans objectif militaire précis ou sans danger réel.

Cette fois, ce n'était pas le cas. Le danger existait d'une attaque-surprise sur des installations militaires déterminées. Nous avons décidé de ne pas nous croiser les bras car une attaque-surprise – les radars de détection étant éteints et les avions potentiellement agresseurs survolant *impunément les objectifs – pourrait* détruire complètement ces cibles. Nous avons pensé que nous ne devions pas le permettre, après les efforts et les dépenses que nous avons faits, et de plus, parce que cela nous affaiblirait militairement *et moralement.*

C'est pour cette raison que le 24 octobre, les forces cubaines ont mobilisé cinquante batteries anti-aériennes, toute notre réserve, pour appuyer les positions des forces soviétiques.

Si nous voulions éviter les risques de l'attaque par surprise, il fallait donner aux artilleurs l'ordre de tirer. Le commandement des forces soviétiques pourra vous fournir des renseignements supplémentaires au sujet de l'avion abattu.

Avant, les violations de l'espace aérien se faisaient *de facto* et furtive*ment. Hier, le gouvernement* américain s'est accordé officiellement le *privilège de violer notre espace* aérien à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit. Cela, nous ne pouvons pas l'accepter, car cela équivaudrait à renoncer à notre souveraineté. Cependant, nous sommes d'accord pour éviter un incident en ce moment précis où il pourrait compromettre les négociations et nous donnerons aux batteries cubaines l'instruction de ne pas *tirer, mais seulement pendant* la durée des négociations et sans reve*nir sur la déclaration, publiée hier,* concernant la décision de défendre notre espace aérien. De plus, nous devons penser au danger d'incidents possibles dans les conditions actuelles de tension.

Je souhaite aussi vous informer que nous *sommes, en principe,* opposés à l'inspection de notre territoire.

J'apprécie extraordinairement l'effort que vous avez fait pour maintenir la paix ; et nous sommes absolument d'accord sur le besoin de lutter pour cet objectif. Si l'on y arrive d'une manière juste, solide et définitive, ce sera un inestimable service rendu à l'humanité.

Fraternellement,

FIDEL CASTRO
La Havane, le 28 octobre 1962.

Le Monde

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret
Rédacteurs *en chef* : Bruno Frappat, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Philippe Herreman, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

DOCUMENT

pendant la crise des fusées de 1962

4. « Nous ne luttons pas pour mourir »

Khrouchtchev expose dans cette longue lettre ses arguments à son allié amer auquel il reproche clairement d'avoir préconisé une attaque nucléaire contre le territoire américain. Il s'explique aussi, avec moins de conviction, sur le manque de consultations avec La Havane aux heures les plus chaudes de la crise, confirmant implicitement que le risque nucléaire ne peut être partagé – fût-ce avec un allié idéologique. Cette lettre ne permet cependant pas de savoir qui, de Castro ou de Khrouchtchev, a eu le premier l'idée d'installer des fusées à Cuba. A ce sujet, M. K parle seulement d'une décision prise « avec vous ». Le message catastrophique de Castro – qu'il date du 27 octobre – est, en fait, le premier câble publié ici, daté du 26 mais reçu le 27 à Moscou en raison du décalage horaire.

Cher camarade Fidel Castro,

Nous avons reçu votre lettre du 28 octobre et les communications sur les entretiens que vous, ainsi que le président Dorticos, avez eus avec notre ambassadeur.

Nous comprenons votre situation et nous tenons compte de vos difficultés dans cette première étape suivant l'élimination de la tension maximale due à la menace d'une attaque des impérialistes américains que vous attendiez d'un moment à l'autre.

Nous comprenons que, pour vous, certaines difficultés aient pu surgir à la suite de notre promesse faite aux Etats-Unis de retirer de Cuba la base de fusées, en échange de l'engagement des Etats-Unis d'abandonner leurs plans d'invasion de Cuba par leurs troupes et celles de leurs alliés de l'hémisphère occidental, de mettre fin ainsi à ce qu'on apelle la « quarantaine », autrement dit le blocus de Cuba ! Cet engagement a conduit à la fin du conflit dans la zone des Caraïbes, conflit qui impliquait, vous le comprenez bien, le choc des superpuissances et sa transformation en une guerre mondiale où seraient utilisés l'arme thermonucléaire et les missiles. D'après notre ambassadeur, certains Cubains estiment que le peuple cubain souhaiterait que la déclaration ait un autre caractère, qu'elle ne porte pas, en tout cas, sur le retrait des fusées. Il est possible que ces sentiments existent dans le peuple. Mais nous, personnalités politiques, chefs d'Etat, sommes des dirigeants du peuple et le peuple ne sait pas tout. Il n'est pas en mesure de comprendre tout ce que les dirigeants doivent, eux, prendre en compte. C'est pourquoi nous devons marcher à la tête du peuple. Alors, il nous suivra et nous respectera.

Si, en cédant au sentiment populaire, nous nous étions laissés entraîner par certaines couches enflammées de la population et si nous avions refusé de conclure un accord raisonnable avec le gouvernement des USA, probablement la guerre aurait été déclenchée faisant des millions de morts et les survivants auraient dit que la faute en incombait aux dirigeants pour n'avoir pas pris les mesures nécessaires pour conjurer cette guerre d'anéantissement.

La prévention de la guerre et de l'attaque contre Cuba ne dépendait pas seulement des mesures prises par nos gouvernements, mais aussi de l'analyse des actions ennemies près de votre territoire. Bref, il fallait considérer la situation dans son ensemble.

Certains disent que nous n'avons pas effectué entre nous les consultations nécessaires avant d'adopter la décision que vous connaissez.

En fait, nous considérons qu'il y a eu consultations, cher camarade Fidel Castro, puisque nous avons eu vos câbles, l'un plus alarmant que l'autre et, finalement, votre câble du 27 octobre où vous vous disiez presque sûr de l'attaque contre Cuba. D'après vous, il ne s'agissait que d'une question de temps : vingt-quatre ou soixante-douze heures.

Recevant de vous ce câble, si alarmant et connaissant votre courage, nous pensions que l'alerte était totalement justifiée.

N'était-ce pas, de votre part, une consultation ? Ce câble, nous l'avons interprété comme un signal d'alerte maximal. Mais si nous avions continué les consultations dans de telles conditions, et sachant que les militaristes bellicistes effrénés des Etats-Unis voulaient profiter de l'occasion pour attaquer Cuba, nous aurions perdu du temps et le coup aurait pu être porté.

Nous pensons que la présence à Cuba de nos fusées stratégiques a polarisé l'attention des impérialistes. Ils ont eu peur qu'elles soient utilisées, et c'est pourquoi ils risquaient de vouloir les liquider soit en les bombardant, soit en envahissant Cuba. Et nous devons reconnaître qu'ils étaient en mesure de les mettre hors de combat. C'est pourquoi, je le répète, votre alarme était tout à fait fondée.

Dans votre câble du 27 octobre, vous nous avez proposés d'être les premiers à asséner le coup nucléaire contre le territoire de l'ennemi. Bien sûr, vous comprenez où cela nous entraînerait. Ce ne serait pas un simple coup, mais le commencement de la guerre mondiale thermonucléaire.

Cher camarade Fidel Castro, je trouve votre proposition incorrecte bien que j'en comprenne les raisons.

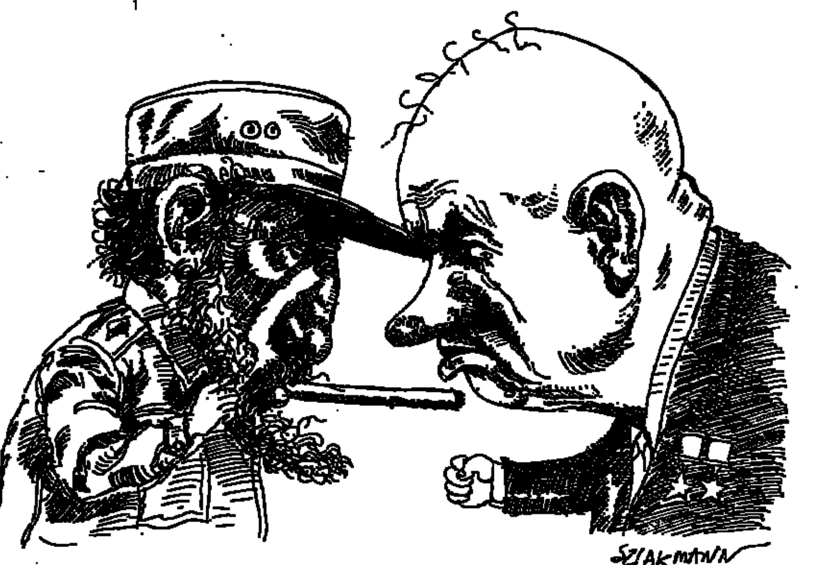
Nous avons vécu un moment extrêmement grave, la guerre thermonucléaire mondiale aurait pu être déclenchée. Evidemment, les Etats-Unis auraient subi d'énormes pertes, mais l'Union soviétique et tout le camp socialiste auraient aussi beaucoup souffert. Il est même difficile de dire comment cela aurait pu se terminer pour le peuple cubain. Premièrement, dans le feu de la guerre, Cuba aurait brûlé. Sans aucun doute le peuple cubain aurait lutté courageusement mais – sans aucun doute aussi, héroïquement, – il aurait péri. Si nous luttons contre l'impérialisme, ce n'est que pour mourir mais pour tirer parti de toutes nos potentialités, pour perdre le moins possible dans cette lutte et gagner ensuite davantage, afin de vaincre et de faire triompher le communisme.

Les mesures adoptées nous ont permis d'atteindre l'objectif que nous nous étions fixé lorsque nous avons décidé avec vous d'envoyer les fusées à Cuba. Nous avons arraché aux Etats-Unis l'engagement de ne pas envahir Cuba et de ne pas le permettre à leurs alliés latino-américains. Nous avons réussi tout cela sans guerre nucléaire.

Nous pensons qu'il faut profiter de toutes les possibilités pour défendre Cuba, pour renforcer son indépendance et sa souveraineté, pour faire échouer l'agression militaire et pour empêcher la guerre mondiale thermonucléaire dans l'étape actuelle.

Et nous avons réussi.

Bien entendu, nous avons fait des concessions, nous avons pris des engagements. Nous avons agi suivant le principe d'une concession en échange d'une autre concession. Les Etats-Unis, eux aussi, ont fait des concessions, ils ont assumé devant le monde entier l'obligation de ne pas attaquer Cuba.



Donc, si nous faisons la comparaison : d'une part, l'agression des Etats-Unis et la guerre thermonucléaire, d'autre part, les engagements pris, les concessions en échange d'autres concessions, le maintien de l'inviolabilité de la République de Cuba et la prévention de la guerre mondiale, je pense que la conclusion est parfaitement claire.

Bien sûr, pour la défense de Cuba et des autres pays socialistes, nous ne pouvons pas avoir confiance dans le renoncement du gouvernement des Etats-Unis (de ne pas envahir Cuba). Nous avons adopté – et nous continuerons d'adopter – toutes les mesures pour renforcer notre défense et accumuler les forces nécessaires à une possible réplique. Actuellement, avec les armes que nous lui avons fournies, Cuba est plus que jamais en position de se défendre. Même après le démantèlement des installations des fusées, vous aurez des armements suffisamment puissants pour repousser l'ennemi sur terre, dans les airs et sur mer, à proximité de votre territoire.

En outre, comme vous vous en souvenez, nous avons dit dans notre message au président des Etats-Unis daté du 28 octobre que *« nous souhaitons en même temps que le peuple cubain ait l'assurance que nous sommes à ses côtés et que nous n'abandonnons pas notre responsabilité d'aider le peuple cubain »*. Il est clair pour tout le monde que c'est, de notre part, un avertissement très sérieux adressé à l'ennemi.

Vous déclarez dans les meetings qu'on ne peut se fier aux Etats-Unis. Bien sûr, vous avez raison. Vos déclarations sur les conditions des pourparlers avec les Etats-Unis sont également correctes. Avoir abattu au-dessus du territoire cubain un avion nord-américain a été une opération utile car elle s'est terminée sans complications. C'est une leçon pour les impérialistes. Bien entendu, nos ennemis vont interpréter les événements à leur façon. La contre-révolution cubaine essaiera, elle aussi, de relever la tête. Mais nous pensons que vous maîtriserez complètement l'ennemi intérieur sans notre aide. Ce que nous avons réussi de plus important, c'est d'empêcher pour l'instant une agression de l'ennemi extérieur.

Nous considérons que l'agresseur a subi une défaite. Il se préparait à attaquer Cuba, mais nous l'avons arrêté et nous l'avons obligé à reconnaître devant l'opinion publique mondiale qu'il ne le fera pas au stade actuel. Nous considérons cela comme une grande victoire. Evidemment, les impérialistes ne cesseront pas la lutte contre le communisme. Mais nous avons aussi nos projets et nous allons prendre nos décisions. Ce processus de lutte continuera tant qu'il existera dans le monde deux systèmes politico-sociaux, tant que l'un de ces deux systèmes, et nous savons que ce sera notre système communiste, n'aura pas triomphé dans le monde entier.

Camarade Fidel Castro, nous avons décidé de vous envoyer cette réponse le plus vite possible. Nous ferons une analyse plus détaillée de ce qui s'est passé dans une lettre que nous vous adresserons prochainement. Dans cette lettre, nous ferons une plus ample analyse de la situation et donnerons notre appréciation sur les résultats de l'élimination du conflit.

A présent, alors que commencent les conversations sur le règlement du conflit, nous vous demandons de nous communiquer vos considérations. De notre part, nous continuerons à vous informer sur le développement des conversations et à faire les consultations nécessaires.

Camarade Fidel Castro, nous vous souhaitons tout le succès possible, et je suis sûr que vous l'obtiendrez. Il y aura encore des machinations contre vous. Mais, avec vous, nous prendrons toutes les mesures pour les désamorcer et pour contribuer au renforcement et au développement de la Révolution cubaine.

N. KHROUCHTCHEV
Le 30 octobre 1962

5. « Nous n'ignorions pas que nous aurions été exterminés en cas de guerre nucléaire »

Fidel Castro persiste et signe, dans le document suivant, reprochant toujours à Khrouchtchev d'avoir accepté de retirer les fusées, de ne pas l'avoir consulté à ce sujet ; il continue d'autre part à estimer pertinente sa suggestion d'un recours à l'arme nucléaire contre les Etats-Unis dans le cas où Washington aurait déclenché une invasion de Cuba. Peu après, il organisera une manifestation à La Havane sur le thème « Nikita, ce qu'on donne ne se reprend pas ! ». Il s'opposera aussi à ce que des inspecteurs internationaux se rendent à Cuba pour vérifier le démantèlement des bases de fusées et contraindra Mikoyan à un long séjour à La Havane avant de se décider à laisser repartir les bombardiers stratégiques soviétiques, dont le retrait était également prévu dans l'accord Kennedy-Khrouchtchev.

Cher camarade Khrouchtchev,

J'ai reçu votre lettre du 30 octobre. Selon vous, nous avons été consultés avant que soit adoptée la décision de retirer les projectiles stratégiques. Vous vous fondez sur les nouvelles alarmantes qui, selon vous, arrivaient de Cuba et sur mon dernier câble du 27 octobre. Je ne sais pas quelles sont les nouvelles que vous avez reçues, je réponds seulement du message que je vous ai envoyé la nuit du 26 octobre, reçu par vous le 27.

Ce que nous avons fait face aux événements, camarade Khrouchtchev, c'est de nous préparer et de nous disposer à lutter. A Cuba, il y a eu un seul type d'alerte : l'alerte en vue du combat. Quand, d'après nous, l'attaque impérialiste a été imminente, j'ai cru bon de vous le communiquer et d'alerter aussi bien le gouvernement que le commandement soviétique puisqu'il y avait des forces soviétiques décidées à lutter avec nous pour défendre la République de Cuba contre une agression extérieure que nous n'étions pas en mesure d'empêcher mais contre laquelle nous pouvions résister.

Je vous ai indiqué que le moral de notre peuple était très élevé et que nous aurions résisté héroïquement à l'agression. A la fin du message je vous ai redit que nous attendions avec calme les événements.

Le danger ne pouvait nous impressionner car nous le sentions planer sur notre pays depuis longtemps et, en quelque sorte, nous y sommes habitués.

Les Soviétiques qui ont été auprès de nous savent combien l'attitude de notre peuple a été admirable pendant cette crise et quelle grande fraternité s'est créée entre les hommes de nos deux peuples dans les heures décisives. Beaucoup de Cubains et de Soviétiques, qui étaient prêts à mourir avec le maximum de dignité, ont versé des larmes quand ils ont appris la décision surprenante, inattendue et pratiquement inconditionnelle de retirer les armes.

Vous ne savez peut-être pas jusqu'à quel point le peuple cubain était prêt à accomplir son devoir envers la patrie et l'humanité.

Je n'ignorais pas, lorsque je les ai écrits, que les termes de ma lettre pourraient être mal interprétés par vous et c'est ce qui est arrivé ; peut-être parce que vous ne les avez pas lus attentivement ; peut-être à cause de la traduction ; peut-être parce que j'ai voulu dire beaucoup en trop peu de lignes. Cependant, je n'ai pas hésité à le faire. Croyez-vous, camarade Khrouchtchev, que nous pensions égoïstement à nous, à notre peuple généreux, disposé à s'immoler, non de façon inconsciente, mais en toute connaissance du risque encouru ?

Non, camarade Khrouchtchev, peu de fois dans l'Histoire et je pourrais même dire jamais, car jamais aucun peuple n'a couru un danger pareil, un peuple n'a été prêt à lutter et à mourir avec un sens si universel de son devoir.

Nous savions, ne croyez pas que nous l'ignorions, que nous aurions été exterminés, comme vous l'insinuez dans votre lettre, au cas où la guerre thermonucléaire aurait éclaté. Cela ne nous a pas amenés pour autant à vous demander de retirer les projectiles, à vous demander de céder. Est-ce que vous croyez par hasard que nous souhaitions cette guerre ? Mais, comment l'éviter si l'invasion se produisait ? Précisément, cette possibilité existait, l'impérialisme bloquait toute solution et ses exigences, de notre point de vue, étaient inacceptables pour l'URSS et Cuba.

Et si le fait se produisait, que faire des fous qui avaient déclenché la guerre ? Vous-même, vous avez affirmé que dans les conditions actuelles la guerre deviendrait, inévitablement, très vite une guerre thermonucléaire.

Selon moi, une fois l'agression déchaînée, on ne doit pas accorder aux agresseurs le privilège de décider, en outre, de l'utilisation de l'arme nucléaire. Le pouvoir destructif de cette arme est si grand et la vitesse des moyens de lancement est telle que le premier utilisateur de l'arme nucléaire peut bénéficier au départ d'un avantage considérable.

Et moi, je ne vous ai pas suggéré, camarade Khrouchtchev, que l'URSS fût l'agresseur, car cela aurait été plus qu'incorrect, cela aurait été immoral et indigne de ma part. Mais j'ai proposé que, si l'impérialisme attaquait Cuba et les forces militaires de l'URSS stationnées à Cuba et destinées à aider notre défense en cas d'attaque extérieure, devenant par là même agresseur de Cuba et de l'URSS, on réponde par un coup capable de l'anéantir.

Chacun a ses opinions et moi, je soutiens la mienne sur le caractère dangereux des cercles agressifs du Pentagone et sur leur tendance à vouloir déclencher un coup préventif. Je ne vous ai pas suggéré, camarade Khrouchtchev, que l'URSS passât à l'attaque alors qu'on était encore au milieu de la crise, ce que l'on pourrait déduire de votre lettre, mais qu'après l'attaque impérialiste l'URSS agit sans hésitation, sans jamais commettre l'erreur de laisser se créer une situation dans laquelle les ennemis porteraient contre elle le premier coup nucléaire. Et dans ce sens, camarade Khrouchtchev, je maintiens mon point de vue, car je pense qu'il s'agissait d'une appréciation réelle et juste d'une situation bien précise. Vous pouvez me convaincre que je me trompe, mais vous ne pouvez pas me dire que je me trompe sans me convaincre.

Je sais que c'est un sujet si délicat que c'est seulement dans des circonstances comme celles-ci et dans un message très personnel que l'on pouvait l'aborder.

Vous pouvez vous demander quel droit j'avais de le faire. J'ai abordé ce sujet sans me préoccuper de son caractère épineux, en suivant ma conscience et mon devoir de révolutionnaire, inspiré par le sentiment le plus désintéressé d'admiration et d'affection à l'égard de l'URSS, de ce qu'elle représente pour l'avenir de l'humanité et par le souci de ne jamais plus la voir de nouveau victime de la perfidie et de la trahison des agresseurs, comme elle l'a été en 1941, ce qui a coûté des millions de vies et de destructions.

En outre, celui qui vous parlait n'était pas là pour exciter mais pour combattre dans la tranchée la plus dangereuse.

Je ne vois pas comment on peut affirmer que nous avons été consultés sur la décision que vous avez prise.

Je ne peux souhaiter rien d'autre en ce moment que de me tromper. Espérons que c'est vous qui avez raison.

Ce n'est pas quelques Cubains, comme on vous l'a dit, mais beaucoup d'entre eux qui, en cet instant, vivent des moments d'indicible amertume et de tristesse.

Déjà les impérialistes recommencent à parler d'envahir notre pays, preuve que leurs promesses sont éphémères et peu fiables. Néanmoins, notre peuple maintient sa volonté inébranlable de résister aux agresseurs et peut-être plus que jamais a-t-il besoin de confiance en lui-même et en sa volonté de lutte.

Nous lutterons contre les circonstances adverses, nous surmonterons les difficultés actuelles et nous irons de l'avant sans que rien ne puisse détruire les liens d'amitié et de gratitude éternelle envers l'URSS.

Fraternellement,

FIDEL CASTRO
La Havane, le 31 octobre 1962.

Castro, Khrouchtchev et l'apocalypse

Suite de la première page

Conscient d'avoir perdu la folle partie de poker entamée avec l'envoi des fusées à Cuba (elles ont été découvertes avant d'être opérationnelles), Khrouchtchev ne résiste pas longtemps aux pressions américaines, n'en dit rien à Castro qui pourrait tenter de faire échouer un accord et accepte de retirer ses armes en échange de la promesse américaine de ne pas envahir Cuba. Rien ne prouve, dans cette correspondance, que Khrouchtchev ait longtemps essayé d'obtenir un « bonus », c'est-à-dire le retrait de Turquie des fusées américaines qui menaçaient l'URSS mais qui étaient devenues obsolètes et inutiles.

Malgré ses rodomontades, « M. K. » savait qu'une guerre nucléaire ne laisserait ni vainqueurs ni vaincus – simplement une planète vitrifiée. Comme vont le faire ses successeurs, il a intégré le concept de la dissuasion en vertu duquel l'arme nucléaire n'est efficace qu'à condition de ne pas servir. Le délire idéologique et l'anti-américanisme viscéral de Castro (qui a dû se battre, un an avant, pour repousser la tentative de débarquement de la Baie des cochons) lui interdisent une telle démarche de bon sens et lui font accepter « héroïquement » la perspective de l'apocalypse pour son peuple et pour bien d'autres.

L'intérêt de cette correspondance, qui illustre d'une manière fascinante, et de l'intérieur, la plus dangereuse des crises de la guerre froide, n'est pas qu'historique. Il est tout à fait actuel, alors que l'équilibre Est-Ouest, basé justement sur la dissuasion et le sens des responsabilités (et de leur intérêt) des super-puissances, est rompu. Ce dossier pose le délicat problème de la dissémination de l'arme nucléaire, de sa prolifération hors du cercle des « Grands ».

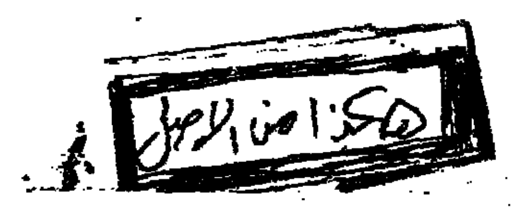
L'opposition de deux logiques

Il n'est pas possible, au vu des lettres de Fidel Castro, de ne pas se demander où en serait aujourd'hui la scène proche-orientale si Saddam Hussein disposait déjà de l'arme nucléaire. De ne pas s'interroger sur les risques que représenteront demain des arsenaux nucléaires maniables non seulement à Bagdad, mais en Inde, au Pakistan, dans toutes ces régions où la passion étrangle la raison et peut conduire au suicide collectif.

Le danger est d'autant plus inquiétant que les dirigeants du Sud se retrouvent sans « parrains », que certains considèrent le nucléaire comme le prolongement des armements classiques et voient dans la dissuasion nucléaire la preuve d'un sombre complot entre « Blancs ».

Le dialogue Castro-Khrouchtchev est éloquent à cet égard, puisqu'il illustre deux logiques diamétralement opposées : l'inquiétude du « patron » voyant son « client » en quête d'émancipation et faisant tout pour le contourner, la colère du « client » ne parvenant pas à contrôler les jouets de mort imprudemment mis à sa portée et pestant d'être maintenu hors du jeu.

JACQUES AMALRIC



LA CRISE DU GOLFE

La visite du président américain en Arabie saoudite

M. Bush « sur le front »

A l'issue de sa visite en Arabie saoudite, où il a passé le Thanksgiving Day avec les forces américaines déployées dans le Golfe, M. George Bush s'est rendu, jeudi soir 22 novembre, au Caire où il devait s'entretenir avec le président Hosni Moubarak avant de gagner Genève vendredi pour y rencontrer le président syrien Hafez El Assad.

DAHRAN

de nos envoyés spéciaux

Mission accomplie pour le président Bush, même si la démission de Mme Thatcher lui a volé la vedette en cette journée prévue pour être le point culminant de sa tournée en Europe et au Proche-Orient.

Bains de foule, bains de sueur, accolades avec des soldats souriants et décontractés : c'était M. Bush dans le genre où il est le meilleur, celui d'un président familier, d'un homme qui a le contact facile, boit son eau minérale à la bouteille et parle la bouche pleine. Un président qui laisse les soldats du rang, blancs ou noirs, hommes ou femmes, lui passer le bras autour des épaules, histoire de se faire photographier avec lui et qui signe des autographes sur une balle de base-ball. Un chef d'Etat qui peut se prévaloir d'avoir, lui aussi, été un soldat en mission un jour de Thanksgiving – c'était en 1944 à bord d'un porte-avions au large des Philippines. Enfin, un homme qui a l'avantage d'être assez grand pour qu'on le voie toujours, dans cette foule en uniforme où, pour ne pas gâcher l'atmosphère et les images de la télévision, les hommes de la sécurité rapprochée avaient, eux aussi, revêtu le treillis.

Le verbe, cependant, n'était pas tout à fait à la hauteur, et plutôt répétitif (quatre discours pour cette seule journée). M. Bush a réitéré ses mises en garde à l'Irak, sur le ton énergique qu'imposaient les circonstances : *« Saddam commet l'erreur de sa vie, s'il confond une grande retenue et une grande patience avec un manque de résolution »* (...) *« Nous ne sommes pas ici en manœuvres »*. Mais il dira aussi *« bénis soient les hommes de paix »* à l'issue d'un office religieux célébré sur le bâtiment amiral de la flotte de débarquement, ancré à un peu plus de douze milles des côtes saoudiennes, pour éviter tout malentendu avec un pays où toute pratique religieuse autre que l'islam est interdite.

Distribution de masques à gaz

Sécurité oblige, les emplacements précis des unités auxquelles M. Bush a rendu visite n'ont pas été révélés, mais il ne s'est toutefois pas approché à moins de 120 kilomètres de la frontière (il n'y a pas de troupes américaines *« en première ligne »*). Pour donner un peu plus de piment à l'affaire, on avait distribué des masques à gaz à la poignée de journalistes autorisés à suivre le président. Mais, comme en convenait le général Schwarzkopf, commandant en chef des troupes américaines dans la région, M. Bush ne courait aucun danger, d'autant que la surveillance aérienne avait encore été renforcée. Les soldats étaient visiblement heureux de la visite du président et de ses chaudes paroles d'encouragement. Mais ils restaient tout aussi incertains quant à l'avenir et à leur avenir (*« Nous resterons sans doute ici jusqu'à la fin, quel que soit le sens de ce mot »*, expliquait un sergent des marines).

Et, au terme de cette belle journée, les problèmes politiques du président restaient entiers. Le leader de la majorité démocrate au Sénat, M. Mitchell, qui, avec les autres dirigeants du Congrès, accompagnait M. Bush, l'a rappelé sans équivoque : *« Il existe un large soutien des deux partis pour la politique définie par le président au moment du déploiement en Arabie saoudite et pour la mission telle que le président l'avait décrite au moment de ce déploiement initial »*. Or, de toute évidence, on n'en est plus là. M. Bush n'est donc pas au bout de ses peines, s'il entend vraiment persuader le Congrès – et l'opinion – qu'il faudra se résoudre un jour à passer de la défense à l'attaque.

JAN KRAUZE et FRANÇOISE CHIPAUX

Londres a annoncé l'envoi de 14 000 hommes supplémentaires

Le gouvernement britannique a annoncé, jeudi 22 novembre, l'envoi dans le Golfe de 14 000 soldats supplémentaires, ce qui doublera quasiment les effectifs britanniques dans la région en les portant à 30 000 hommes. Une brigade d'infanterie blindée – 60 chars Chalenger – et un bataillon d'infanterie équipé de véhicules blindés de combat Warrior, ainsi que des troupes de soutien, rejoindront la 7e brigade blindée dans le nord-est de l'Arabie saoudite, a indiqué le ministre de la défense, M. Tom King.

Des chasseurs-bombardiers supplémentaires et deux chasseurs de mines partiront également pour le Golfe. Depuis le début de la crise du Golfe, la Grande-Bretagne a déployé environ 16 000 hommes dans la région – dont les *« rats du désert »* de la 7e brigade – ainsi que 14 navires et cinq escadrons de chasseurs-bombardiers.

Au Koweït, les forces irakiennes ont, elles, eu droit à une inspection menée *« sur le front »* par le président Saddam Hussein, qui s'est également rendu dans la province de Bassorah – à laquelle les Irakiens ont rattaché une partie de l'émirat. La télévision irakienne a largement couvert l'événement, montrant M. Saddam Hussein en train de s'entretenir avec les soldats des deuxième et quatrième corps d'armée ainsi qu'avec ceux de la garde présidentielle, qualifiés par le commentateur d' *« hommes des missions difficiles »*. Ce voyage du chef de l'Etat intervient après l'annonce par Bagdad de l'envoi de 250 000 hommes de plus au Koweït et dans le sud de l'Irak. Ces renforts doivent porter à quelque 700 000 le nombre de soldats irakiens qui font face à la coalition internationale déployée dans le Golfe.

M. Baker au Yémen

A Sanaa, où l'a notamment mené sa quête d'un soutien au vote d'une résolution du Conseil de sécurité autorisant le recours à la force contre l'Irak, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a reçu un accueil plutôt mitigé. Le Yémen, seul membre arabe du Conseil de sécurité (dont il doit prendre la présidence en décembre), a ainsi fait savoir jeudi qu'il était hostile à la présence de forces étrangères dans le Golfe et qu'il s'opposerait à l'emploi de la force contre l'Irak. Le président Ali Abdallah Saleh a notamment estimé, à l'issue de ses entretiens avec M. Baker, qu'il ne pouvait pas soutenir la stratégie américaine. *« Nous avons certaines divergences d'opinion sur la façon de résoudre la crise du Golfe »*, a-t-il dit lors d'une conférence de presse conjointe avec le chef de la diplomatie américaine. Celui-ci a, de son côté, reconnu l'existence de *« divergences sur certains points »*.

M. Baker avait été précédé à Sanaa par le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, venu porter un message de M. Saddam Hussein au président Abdallah Saleh. M. Aziz s'est ensuite rendu à Oman. – *(AFP, Reuter.)*

Une délégation de parlementaires suisses a ramené trente-six otages européens

BERNE

de notre correspondant

C'est avec un soulagement mêlé d'amertume pour huit ressortissants suisses toujours retenus à Bagdad qu'une délégation non officielle de cinq parlementaires helvétiques est arrivée, jeudi 22 novembre, à l'aéroport de Zürich, en compagnie de seize de leurs compatriotes et de vingt autres otages européens, libérés par l'Irak : quatre Irlandais, quatre Suédois, quatre Allemands, quatre Néerlandais, deux Belges et deux Britanniques.

Signe du malaise suscité par cette délégation composée de députés contestés dans leur propre parti, aucun représentant du Conseil fédéral ne s'était déplacé pour l'accueillir. Tout en se félicitant de cette libération, Berne a tenu à faire savoir qu'elle ne perdait pas de vue que d'autres Suisses restaient détenus et elle renouvelé son appel à Bagdad de laisser partir tous les étrangers retenus contre leur gré immédiatement et sans conditions.

N'ayant nullement l'intention de se départir de sa fermeté, Berne a rappelé qu'il ne saurait y avoir de marchandage avec M. Saddam Hussein.

J.-C. B.

Pékin et Moscou appellent Bagdad à se retirer du Koweït « le plus tôt possible »

PÉKIN

de notre correspondant

La Chine et l'URSS ont lancé, vendredi 23 novembre, un nouvel et pressant appel à l'Irak à se retirer *« le plus tôt possible »* du Koweït, dont ils ont condamné l'invasion, à l'issue d'une conversation *« privée »* de leurs ministres des affaires étrangères à Ouroumtsi, chef-lieu du Xinjiang, région frontalière de l'URSS. M. Edouard Chevardnadze était arrivé le matin même de Paris, pour y être rejoint par M. Qian Qichen (*le Monde* du 23 novembre). La rencontre n'avait pas été annoncée à l'avance, mais Pékin l'a présentée comme la manifestation d'un dialogue normal sino-soviétique après un grand sommet international.

L'agence Chine nouvelle a fait état d'un *« consensus d'opinion »* au sujet de l'Irak. Mais, en mentionnant l'existence de *« nombreux points d'accord »*, elle laisse entendre qu'il n'y a pas complète identité de vues. La veille, le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères avait clairement cherché à temporiser dans l'hypothèse d'une action militaire contre l'Irak. Abordant de sa propre initiative la position de la Chine sur une résolution éventuelle du Conseil de sécurité des Nations unies autorisant le recours à la force, il avait noté que *« jusqu'à présent, aucun membre* [du Conseil] *n'a proposé un tel projet de résolution ; ceci est une question très grave et très complexe, dont les répercussions sont considérables ; il convient donc de la peser avec le plus grand soin et de s'abstenir de toute précipitation »*. Il avait rappelé que tout devait être fait pour préserver le moindre *« espoir de paix »*. La rencontre d'Ouroumtsi aura permis à la Chine de sonder les intentions de Moscou, de manière à déterminer combien de temps elle pourrait maintenir une ambiguïté sur ses intentions en cas d'épreuve de force dans le Golfe.

F. D.

M. Joseph Luns va se rendre en Irak pour une mission « humanitaire »

LA HAYE

de notre correspondant

Mettant fin à neuf jours de réflexion, les partis politiques néerlandais ont, jeudi 22 novembre, donné le feu vert à l'envoi à Bagdad d'un émissaire pour obtenir *« la libération d'otages néerlandais, de tous les Néerlandais et, si possible, de tous les otages quelle que soit leur nationalité »*. Tel est l'objectif de la mission confiée à M. Joseph Luns, et à lui seul : sa *« délégation »* se limitera à une secrétaire et un interprète.

Toujours vif malgré ses soixante-dix-neuf ans, M. Luns a été le visage des Pays-Bas sur la scène internationale de 1952 à 1984, d'abord en tant que ministre des affaires étrangères, ensuite comme secrétaire général de l'OTAN. Il jouit toujours d'un prestige international que les familles des otages lui demandaient depuis des semaines d'utiliser. D'autant que les seize Néerlandais jusqu'à présent libérés sont rentrés dans les bagages de missions étrangères (celles de MM. Brandt, Ziegler et Le Pen). Pas question pour autant de passer sous les fourches caudines de Bagdad : ce voyage a un but strictement *« humanitaire »* et l'ancien ministre ne négociera rien sur place.

C. C.

□ M. Marchais : *« On peut négocier. » – Le secrétaire général du PCF*, M. Georges Marchais, a déclaré, jeudi 22 novembre, à l'Elysée, à l'issue d'un entretien de quarante-cinq minutes avec M. François Mitterrand consacré à la crise du Golfe, que le chef de l'Etat ne l'avait ni *« rassuré »* ni *« convaincu »*. M. Marchais – qui a affirmé que la conversation avait *« exclusivement »* porté sur cette question – a notamment exprimé son total désaccord avec la décision, qu'il a attribuée au président de la République, de voter à l'ONU une résolution *« qui autoriserait le recours à la force contre l'Irak »*. Invité à préciser s'il considérait le retrait des forces irakiennes du Koweït et la libération des otages comme un préalable à une négociation, M. Marchais a répondu : *« Je pense qu'on peut négocier. Directement avec l'Irak ou, surtout, je crois que la France doit faire un effort pour que le monde arabe lui-même intervienne dans cette affaire et contribue à la recherche d'une solution politique »*.

Le retour de M. Le Pen et de « ses » ex-otages

Le président du Front national a été privé de son « arrivée triomphale »

M. Jean-Marie Le Pen a été privé de son « arrivée triomphale » prévue à Strasbourg. C'est finalement sur l'aéroport de Bâle-Mulhouse que, de retour de Bagdad, le président du Front national et les ex-otages qu'il ramenait d'Irak ont atterri, jeudi 22 novembre, à bord d'un Boeing 727 des Iraqi Airways. Le gouvernement, en accord avec le maire socialiste de la ville, n'avait pas autorisé, en effet, l'atterrissage de cet avion à Strasbourg.

MULHOUSE

de notre envoyé spécial

A peine entré dans le hall d'arrivée, M. Le Pen s'est empressé de dénoncer *« l'acte de piraterie du gouvernement »*, avant de dénoncer *« la république de pourris empêtrée dans les scandales financiers »*. Toutes ces amabilités ont été lancées devant une banderole sur laquelle était inscrit *« Bravo Le Pen ! »* et entourée de drapeaux français et européens.

Le président du Front national a, toutefois, changé de ton lorsqu'il s'est agi d'évoquer la politique de M. Saddam Hussein. Il a souligné *« la tristesse »* du président irakien devant *« la médiocrité des relations avec la France »* et s'est inquiété des effets de l'embargo sur la nutrition et la santé des populations civiles en Irak, y compris sur celles des otages encore détenus dans ce pays ainsi qu'au Koweït. Il a, une fois de plus, stigmatisé l'attitude des gouvernements des Douze, dont *« le rôle devrait consister à conseiller au président Bush de revenir sur son erreur »*. Et le leader du FN a conclu : *« La seule porte de sortie honorable pour Washington est la négociation avec Bagdad. »*

Quant aux otages qu'il a *« libérés »*, M. Le Pen ne voulait pas en faire la *« comptabilité »*. Après s'être montré très précis sur le nombre de visas obtenus (quatre-vingt-cinq) auprès du gouvernement de Bagdad, il a longuement hésité avant de donner quelques indications sur les personnes qui ont voyagé avec lui. Après consultation de son entourage, il a finalement consenti à donner le nombre de soixante-trois. M. Le Pen a assuré que certains avaient préféré prendre un autre vol, notamment un avion affrété par Swissair. Plus précis, la police de l'air et des frontières ainsi qu'un responsable de la préfecture ont révisé ce chiffre en baisse : cinquante-cinq personnes dont vingt et un Britanniques, quatorze Italiens, sept Allemands, trois Danois, trois Irlandais, deux Belges, deux Grecs, deux Néerlandais et un Suisse.

Une comptabilité hésitante

En réalité, peu d'ex-otages – une douzaine – ont débouché dans le hall de l'aérogare à la suite de la délégation des Droites européennes que conduisait M. Le Pen : un Britannique, qui a refusé de s'exprimer ; des Belges, gênés d'admettre qu'ils devaient leur libération à M. Le Pen ; des Allemands, qui, eux, ne cachaient pas leur joie et qui se préoccupaient peu de savoir à qui ils devaient la possibilité de revenir chez eux. Il est vrai que Bâle-Mulhouse est une desserte internationale et que certains pouvaient attendre une correspondance pour leur pays d'origine, que les Suisses devaient sortir du côté helvétique de l'aéroport et qu'un avion de l'armée italienne attendait les ressortissants transalpins.

M. Le Pen est finalement arrivé au Parlement européen sans aucun des otages libérés. Dès son entrée dans le palais de l'Europe, le président du FN a lancé une diatribe contre ses pairs : *« Ce sont des envieux et des impuissants qui auraient dû faire comme moi et, aujourd'hui, il n'y aurait plus d'otages en Irak »*. La conférence de presse qui a suivi n'a pas attiré les foules. Il faut dire que tout le monde était épuisé par une journée de commentaires sur la démission de *« la Dame de fer »*.

MARCEL SCOTTO

EUROPE

M. Walesa grand favori de l'élection en Pologne

Suite de la première page

Hormis le phénomène Tyminski, contre lequel la plupart des candidats et la presse ont fait front et réagi très sainement, cette première campagne électorale présidentielle libre s'est terminée plutôt mieux qu'elle n'avait commencé, avec davantage d'appels à la raison qu'aux bas instincts des électeurs et la mise en veilleuse des attaques personnelles.

Le sort a voulu que le dernier à s'exprimer sur les ondes, jeudi soir, fût aussi le grand favori, M. Lech Walesa. Rendu public une heure plus tôt à la télévision, le dernier sondage avant le premier tour, dimanche, le crédite de 38 % des intentions de vote contre 23 % à M. Mazowiecki, 17 % à M. Tyminski, 6 % à l'ex-communiste Wlodzimierz Cimoszewicz, 5 % au candidat paysan Roman Bartoszcze et 2 % à celui de la droite nationaliste (KPN), M. Leszek Moczulski. Bien que les sondages se soient révélés très peu fiables jusqu'ici en Pologne, les états-majors électoraux paraissent à peu près d'accord sur l'inéluctabilité d'un second tour, prévu le 9 décembre, qui verrait alors seuls, face à face, MM. Walesa et Mazowiecki ; aucun des quatre autres candidats n'ayant encore fait clairement connaître ses positions sur d'éventuels reports de voix, les chances du premier ministre face au président de Solidarité dépendraient alors de l'ampleur de l'écart qui les sépare.

Les « Miss Pologne »

Sobre pour une fois, grave et quasi présidentiel, M. Walesa a clos son dernier clip télévisé par une petite allocution sur la nécessité de *« puiser dans la sagesse commune »*. *« Je veux être fort de votre force, sage de votre sagesse. Cette élection revêt une importance historique*, a-t-il ajouté. *Choisissez celui que vous pensez être le meilleur pour la Pologne »*. Les experts diront peut-être un jour ce qui aura pesé le plus lourd dans cette émission, la solennité du ton de M. Walesa, les images d'archives le montrant en compagnie de Mme Thatcher, de M. Mitterrand, de M. Bush et du pape, les déclarations d'allégeance d'intellectuels et d'artistes, les photos de l'époque glorieuse de Solidarité ou l'intervention dévastatrice de Nastassja Kinski susurrant : *« Lech, you are a fantastic man »*, avant d'envoyer des baisers qui en dirent plus long aux Polonais non anglophones que les meilleures traductions.

A côté, l'équipe des « Miss Pologne », rameutées, mercredi soir, pour escorter M. Mazowiecki à son dernier meeting public à Varsovie, faisait pâle figure. Mais M. Mazowiecki n'avait que faire des « Miss Pologne » car il prononça là son meilleur discours de la campagne.

Convergences

Un discours courageux dans lequel il disait enfin sa *« fierté »* d'avoir fait ce que son gouvernement a réalisé depuis plus d'un an et sa foi de pouvoir continuer sur la même voie. *« La Pologne est aujourd'hui un pays de gens libres*, s'écria-t-il. *Nous avons recouvré notre indépendance, notre souveraineté, nous sommes en train de créer un Etat des citoyens, moderne. Nous avons mis en œuvre un programme économique très difficile et cette ligne, dans son ensemble, a reçu l'approbation de la société. Voilà le grand phénomène polonais de ces derniers mois. Nous avons posé les fondations de la nouvelle Pologne et c'est sur elles qu'il faut poursuivre la construction de cette nouvelle maison pour les futures générations, une maison ouverte où il y aura de la place pour tous les Polonais. »*

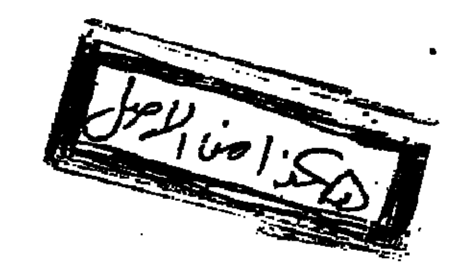
Jeudi soir, une présentation télévisée habile sut aussi mettre en valeur les atouts du candidat Mazowiecki, au lieu de souligner, comme cela avait souvent été le cas, les défauts de son rival Walesa. Très handicapé par le retard pris au début de la campagne, quand M. Walesa couvrait quatorze mille kilomètres et tenait trente meetings, le parcours électoral du premier ministre s'est un peu amélioré en fin de course. *« En mars, nous serons imbattables »*, ironise un de ses adjoints...

Ce fut aussi une campagne modeste, sans gadget ni aide occidentale, au moyen d'affiches simples : *« Walesa, oui ! »* d'un côté, *« Mazowiecki, la force tranquille »*, de l'autre. Des convergences sont apparues en cours de route entre les deux camps, comme la volonté de garder le même cap économique, celui du plan Balcerowicz – du nom du vice-premier ministre de M. Mazowiecki, dont on dit qu'il continuerait à servir sous le président Walesa – ou encore la nécessité, martelée par M. Walesa et admise par M. Mazowiecki, de faire participer plus activement la population aux transformations en cours.

Ces zones de convergence incitent certains experts, comme le conseiller de M. Walesa Andrzej Micewski, à évoquer la possibilité d'une « cohabitation » à la polonaise. Mais la campagne électorale a fait aussi éclater au grand jour de profonds clivages. L'attitude à l'égard des anciens communistes, par exemple : M. Walesa et ses partisans ont prêché en la matière une ligne dure, réclamant que *« les comptes soient réglés »*, alors que M. Mazowiecki s'est fait applaudir en déclarant : *« Les responsables* [des abus passés] *seront jugés selon le droit en vigueur, mais il n'y aura pas de chasse aux sorcières. On ne bâtit pas un programme politique sur la haine. »* Les attaques contre les intellectuels lancées dans le camp Walesa, où l'on a également laissé se manifester des courants nationalistes et d'intolérance, sont une autre ligne de division. Le risque existe, en outre, de voir ces divisions s'aggraver dans la mesure où, après l'élection présidentielle, la Pologne devrait se replonger assez rapidement dans une nouvelle campagne, cette fois pour les élections parlementaires. Pour l'heure, M. Mazowiecki lui-même se veut optimiste, car *« la société polonaise, à des moments divers, a su faire preuve de sagesse. Il est encore temps de ressouder ce qui a été défait, à condition que nous soyons conscients de la nécessité de coopérer sur les intérêts fondamentaux de la Pologne »*.

SYLVIE KAUFFMANN

□ **BULGARIE : Nouvelles manifestations.** – Plus de vingt mille personnes ont manifesté, jeudi 22 novembre, devant le Parlement pour exiger la démission du premier ministre, M. Andreï Loukanov, (PSB, ex-communiste). L'opposition a déposé pour sa part une motion de censure contre le gouvernement et la puissante confédération syndicale indépendante Potkrepa a menacé d'organiser une grève générale au cas où le gouvernement ne démissionnerait pas avant lundi prochain. – *(Reuter.)*



Londres a annoncé l'envoi
4 000 hommes supplémentai

EUROPE

Le 1er janvier 1991
Nous sommes là.

Le 1er janvier 1991, nous sommes là. Sur tous les continents, dans plus de 100 pays. A vrai dire, dans nombre d'entre eux, notre présence est si ancienne que nous faisons partie de leur histoire.
Mais nous avons beau être le premier industriel mondial des systèmes de communication, un leader international dans les domaines de l'énergie, des transports, de l'ingénierie électrique et des services associés, notre nom est méconnu. Même si notre chiffre d'affaires de 144 milliards de francs en 1989 fait de nous l'un des premiers groupes industriels mondiaux, même si chaque jour notre groupe facilite la vie de centaines de millions d'hommes et de femmes à travers la planète.
Aussi, à partir du 1er janvier 1991, nous aurons un nom à la hauteur de ce que nous sommes. CGE deviendra Alcatel Alsthom.

ALCATEL
ALSTHOM

Alcatel Alsthom. 54, rue La Boétie 75008 Paris

HDM ©KUMMERLY + FREY



Regrets à Washington et à Moscou, courtoisie à Paris

Dans le cortège de réactions suscitées par la démission de Mme Thatcher, rares sont les fausses notes, car, même chez ceux qui avaient eu avec elle des relations abrasives, elle suscitait une certaine admiration.

Ainsi, le président portugais, M. Mario Soares, a estimé que sa démission représentait *« un tournant significatif dans l'histoire contemporaine du Royaume-Uni et de l'Europe »*. Mais *« son opposition systématique aux progrès de la Communauté européenne (...) a fini par créer chez ses propres partisans le sentiment que le Royaume-Uni était en train de perdre du prestige auprès de ses partenaires communautaires »*.

Les dirigeants européens, mettant sous le boisseau leurs divergences, tressent des lauriers au premier ministre démissionnaire. Le chef du gouvernement irlandais, M. Haughey, a parlé d'années *« historiques »*. Son homologue belge, M. Martens, a estimé qu'elle *« a pris courageusement position en des moments critiques et a marqué une époque de l'histoire contemporaine de son pays »* ; ce qui ne l'a pas empêché d'espérer que ce départ *« amènera un changement »*, c'est-à-dire que *« nous pourrons progresser plus vite dans la construction de l'unité européenne »*.

A La Haye, le premier ministre et le ministre néerlandais des affaires étrangères ont souligné que *« Mme Thatcher, pendant les nombreuses années où elle a imprimé sa marque à la politique du Royaume-Uni (...), n'a jamais hésité à prendre les décisions difficiles qu'elle estimait être dans l'intérêt de son pays »*. Le chef du gouvernement canadien a, pour sa part, rendu hommage à la *« fermeté de ses principes »*, celui d'Australie à son courage, et le nouveau premier ministre conservateur néo-zélandais lui a souhaité un successeur *« aussi vigoureux et déterminé »*.

En Afrique du Sud, écrit notre correspondant à Johannesbourg, Frederic Fritscher, la démission du plus ardent défenseur de la politique sud-africaine au sein des pays occidentaux ne pouvait laisser M. De Klerk indifférent. Le président de Pretoria lui a rendu hommage à une personnalité qui a toujours eu *« le courage de ses convictions »* et a su *« résister aux multiples pressions visant à imposer des punitions à l'Afrique du Sud »*. Le vice-président de l'ANC, M. Nelson Mandela, a, d'une certaine manière, rendu hommage à Mme Thatcher, que *« nous devons remercier bien que stratégiquement elle n'ait jamais été de notre côté »*.

Au Japon, le premier ministre, M. Kaifu, a salué le *« leadership »* de la « Dame de fer » qui a permis de *« revigorer »* la Grande-Bretagne. Il ne fait guère de doute que la démission de Mme Thatcher, qui s'était toujours fait le défenseur des investissements japonais dans le Royaume-Uni, devrait être vivement regrettée par les industriels nippons.

En Israël, le premier ministre, M. Itzhak Shamir, a affirmé que son pays *« ressent un moment de tristesse, car nous connaissons tous cette personnalité spéciale, qui a fait beaucoup de choses et était un dirigeant exceptionnel »*. *« Elle avait certainement une logique et un caractère de fer »*, a déclaré le chef du parti travailliste, M. Pérès.

Le colonel Kadhafi, comme à son habitude, a haussé le ton pour réclamer la mise en jugement de la « Dame de fer » *« pour le meurtre d'enfants »*. Il l'a accusé d'avoir *« transformé la Grande-Bretagne en un porte-avions pour les appareils américains qui ont bombardé »* Tripoli en 1986 et d'avoir *« tué en les affamant les enfants d'Irlande du nord et ceux des mineurs britanniques »*.

Onze années de « thatchérisme »

Suite de la première page

Elle a donc le sentiment de ne devoir qu'à elle-même son extraordinaire carrière et n'a, contrairement à d'autres dirigeants conservateurs d'origine plus aisée, aucun complexe vis-à-vis de ceux qui ont moins bien réussi. Conformément à la doctrine méthodiste, Dieu bénit les entreprises de celui qui commence par s'aider lui-même.

Elle n'a jamais varié là-dessus. Ce n'est pas, selon elle, le rôle de l'Etat de chercher à instaurer le paradis sur terre ni de procéder à une redistribution des richesses qui pénalise l'audacieux et l'industrieux au profit du paresseux ou de l'incompétent. L'Etat-Providence, progressivement mis en place après la seconde guerre mondiale aussi bien par les travaillistes que par les conservateurs, n'a pas eu d'adversaire plus résolu que la fille de l'épicier de Grantham.

Elle a rompu avec le consensus ambiant qui, dépassant les oppositions de parti, était celui du pays tout entier depuis 1945. Celui-ci était largement dû à la guerre. *« Ceux d'en haut »* étaient conscients des sacrifices consentis par la population laborieuse. L'aristocratie, influente dans le Parti conservateur, partageait plus volontiers le pouvoir politique avec les dirigeants syndicaux issus de l'élite de la classe ouvrière, noyau du Parti travailliste, qu'avec une petite bourgeoisie facilement qualifiée d'arriviste. Portant le haut-de-forme ou la casquette, chacun était ainsi à sa place.

Rompre avec l'esprit de compromis

L'humeur était au *« conservatisme avec une conscience sociale »*. Les premiers consentaient à la médecine gratuite pour tous. Les seconds ne remettaient pas en cause les privilèges, d'ailleurs décroissants, de la minorité. La monarchie sortait renforcée des années de guerre, alors qu'elle avait été fortement ébranlée par la crise dynastique de 1936. L'impôt jouait un rôle égalisateur. Ceux qui refusaient de se soumettre à ce « socialisme rampant » émigraient aux Etats-Unis.

L'influence des syndicats était cependant devenue si grande, alors qu'elle n'était assortie d'aucune responsabilité politique devant le pays, qu'elle paralysait l'autorité des chefs d'entreprise et de l'Etat. L'image la plus marquante de cette dérive est encore dans toutes les mémoires en Grande-Bretagne. C'est celle des morts restés plusieurs semaines sans sépulture parce que les fossoyeurs municipaux s'étaient mis en grève... La croisade de Mme Thatcher arrivait à temps. Déjà M. Heath avait tenté, mais sans grand succès, de limiter les prérogatives syndicales.

Lorsqu'elle arrache en 1975 à « Ted » Heath la direction du parti, Mme Thatcher ne fait pas mystère de sa volonté de rompre avec l'esprit de compromis de ses prédécesseurs « tories » et de restaurer ce qu'elle considère comme l'autorité légitime, que ce soit pour l'Etat (celle de l'exécutif issu du Parlement) ou pour la société (celle du chef d'entreprise). Elle a largement gagné son pari. Le grand tournant sera la grève des mineurs, en 1984-1985, qui se termine par l'échec des grévistes et de leur leader Arthur Scargill. Le pouvoir syndical ne sera plus jamais ce qu'il a été. C'est peut-être l'acquis le plus important de l'ère Thatcher.

Les hostilités avaient commencé peu après son arrivée au pouvoir en mai 1979. Les ouvriers des aciéries nationalisées se mettent en grève à la fin de l'année. Ils reprendront le travail en avril suivant sans avoir rien obtenu. Et British Steel sera finalement privatisée, après bien d'autres entreprises publiques, en décembre 1988.

Que Bruxelles « nous rende notre argent »

L'année 1981 voit surgir deux sortes de défis. Les banlieues noires explosent, en particulier Brixton au sud de Londres, et l'IRA a recours à la grève de la faim pour faire reconnaître à ses militants emprisonnés le statut de prisonnier politique. La « Dame de fer » ne cède ni aux uns ni aux autres. Bobby Sands meurt dans la prison de Maze suivi par neuf de ses camarades. La police reçoit des équipements spéciaux pour faire face aux émeutiers.

Mme Thatcher se bat sur tous les fronts. Elle proclame – et sur quel ton ! – lors de son premier sommet européen, qu'elle veut qu'on *« lui rende son argent »* (*« I want my money back »*) et obtient largement satisfaction sous la forme d'un rabais considérable de la contribution britannique au budget de la Communauté. A l'intérieur, elle pratique une politique déflationniste, qui permet de restaurer la crédibilité de la livre sterling, très ballotée pendant les dernières années du pouvoir travailliste, au point que l'intervention du Fonds monétaire international paraissait inévitable. Les entreprises font faillite à la pelle, des pans entiers du secteur industriel jusque-là soutenus par les deniers publics s'effondrent, le chômage ne cesse d'augmenter, mais la « Dame de fer » juge cet « assainissement » indispensable.

Cette médecine amère provoque cependant une révolte de l'opinion. Le cap des trois millions de chômeurs est franchi à la fin de 1981. La Grande-Bretagne va-t-elle cesser d'être une puissance industrielle pour satisfaire la passion dogmatique de son premier ministre ? La *« divine surprise »* des Malouines permet de retourner complètement la situation.

Les Argentins envahissent en avril 1982 cet archipel perdu dans les brumes de l'Atlantique sud. Un autre premier ministre aurait peut-être hésité à faire donner la flotte pour reconquérir ce lointain territoire. Le ministre des affaires étrangères, lord Carrington, prône la modération, ce qui lui coûtera d'ailleurs son poste. Conformément à son instinct, Mme Thatcher mobilise la Royal Navy et gagne son pari. *« La Grande-Bretagne est redevenue grande »*, proclame-t-elle. La reprise des Malouines est, avec la mise au pas des syndicats, l'événement sans doute le plus marquant de son « règne ».

La victoire sur les Argentins permet le succès électoral massif de l'année suivante. Mme Thatcher, qui n'a déjà pas beaucoup de sympathie pour cet intellectuel en proie au doute qu'est l'archevêque de Cantorbéry, Mgr Runcie, ne lui pardonne pas ses propos critiques pendant la campagne. L'Eglise d'Angleterre est, avec le monde des artistes et des écrivains, un domaine qui échappe au thatchérisme alors triomphant. Elle ne les aime pas. Ils le lui rendent bien. Elle les englobe dans la même catégorie des *« poules mouillées »*. Ce divorce ne fera que s'accentuer au cours des années.

L'attentat de l'IRA

Son second mandat est, à bien des égards, celui des grandes privatisations et de la croissance économique. Mme Thatcher affirme que le pays compte désormais plus d'actionnaires que de syndiqués. Les HLM municipaux locatifs sont mis en vente. La « Dame de fer » espère créer ainsi une nation de propriétaires-actionnaires. Une profonde réforme fiscale, en mars 1988, parachèvera l'édifice. Il n'y a plus désormais que deux tranches d'impôts sur le revenu, à respectivement 25 % et 40 %. Les hauts revenus sont moins taxés au Royaume-Uni que dans n'importe quel autre pays comparable. Il n'est pas seulement devenu plus facile d'être riche en Grande-Bretagne et de le demeurer. C'est aussi parfaitement honorable. Etre pauvre, en revanche, apparaît presque comme une tare.

L'IRA n'est pas loin de parvenir à ses fins, en octobre 1984, lors de l'attentat contre le Grand Hôtel de Brighton où réside le premier ministre pour le congrès conservateur. La bombe fait quatre morts, mais Mme Thatcher, malgré l'heure très avancée de la nuit, n'est pas dans sa chambre. Elle est un peu plus loin, à lire des dossiers, ce qui lui sauve la vie. L'événement ne l'empêche d'ailleurs pas de mener une politique irlandaise plutôt novatrice, en signant l'année suivante l'accord anglo-irlandais qui donne, en échange d'une meilleure coopération entre Londres et Dublin en matière de lutte contre le terrorisme, un certain droit de regard à la République sur ce qui se passe au nord.



La fortune du premier ministre tourne, environ un an après sa troisième victoire électorale de juin 1987. L'inflation, alimentée par de trop grandes facilités de crédit, bat des records pour atteindre près de 11 %. L'instauration de la poll tax en avril 1990, destinée à battre en brèche le pouvoir local des travaillistes, provoque des émeutes. L'opinion n'accepte pas, mais Mme Thatcher s'obstine ... et chute dans les sondages.

L'Europe est un autre terrain glissant. Dès son arrivée au pouvoir, Mme Thatcher s'était posée comme le rempart de l'intérêt national. Mais le ton devient beaucoup plus agressif à mesure que se précisent les projets de construction économique et monétaire européenne. La troisième étape du plan Delors, qui prévoit la création d'une monnaie unique, est inacceptable pour Mme Thatcher. Elle ne proposera jamais un tel abandon de souveraineté pour ratification au Parlement de Westminster. L'opinion du pays profond est beaucoup moins passionnée qu'elle par ce débat. L'Europe est perçue comme un mal nécessaire. Mme Thatcher en fait trop, elle compromet l'avenir, et elle a le tort d'injurier ses partenaires.

La démission de M. Nigel Lawson, alors chancelier de l'Echiquier, en octobre 1989, avait été un premier signe. M. Lawson estimait que Mme Thatcher tardait trop à faire adhérer la livre au système monétaire européen. Mais l'élément décisif a été le discours dévastateur de Sir Geoffrey Howe, le 13 novembre dernier. L'ex-vice premier ministre y exposait les raisons de sa démission intervenue quelques jours auparavant. Il déclarait froidement que Mme Thatcher faisait fausse route à propos de l'Europe et que cette erreur était « tragique ».

L'Europe n'a été qu'une cause supplémentaire de la chute. L'impopularité de la poll tax, la récession qui a commencé à faire sentir ses effets à partir de l'été, les accusations d'autoritarisme proférées par la voix autorisée de Sir Geoffrey relayant les récriminations de M. Michael Heseltine, ont joué un rôle au moins aussi important, sans compter la lassitude naturelle provoquée par onze années et demie de « règne ».

Il y a de la mélancolie dans ce départ dû aux préoccupations électorales de son propre parti. Mme Thatcher remarquait non sans amertume qu'elle vivait à une drôle d'époque (*« Quel drôle de vieux monde »*, disait-elle jeudi aux Communes) où l'on se débarrassait ainsi d'un leader qui avait pourtant remporté brillamment trois élections générales. Mais il y a une chose que les conservateurs détestent par-dessus tout : perdre le pouvoir.

Mme Thatcher était devenue un handicap et non un atout. Elle a fini par en convenir elle-même, après moult réticences mais non sans panache comme l'a montré le débat de jeudi après-midi aux Communes sur la motion de censure déposée par l'opposition. *« Je m'amuse beaucoup »*, a-t-elle lancé aux députés travaillistes qui la chahutaient. C'était un mot de la fin approprié pour cette femme à tous égards exceptionnelle. Elle était, dit-on, au bord des larmes jeudi matin lors de son dernier conseil des ministres. Mais c'est le visage de la combattante qu'elle a voulu présenter au public au dernier moment.

DOMINIQUE DHOMBRES

Les deux communiqués

La démission de Mme Thatcher a été annoncée simultanément *par deux communiqués. Le premier* a été publié par le 10 Downing Street, résidence officielle du chef du gouvernement britannique. *« Le premier ministre,* indique-t-il, *a informé la reine qu'elle ne participerait pas au deuxième tour de scrutin de l'élection pour le leadership du Parti conservateur et qu'elle avait l'intention de démissionner de son poste de premier ministre dès qu'un nouveau leader du parti conservateur aura été élu. »*

Le deuxième texte émane de Mme Thatcher en personne. *« Ayant largement consulté mes collègues,* déclare-t-elle, *j'ai conclu que l'unité du parti et l'éventualité d'une victoire à une consultation générale seraient meilleures si je me retirais afin de permettre à mes collègues du cabinet de participer à l'élection pour le leadership. Je voudrais remercier tous ceux qui, dans le gouvernement et ailleurs, m'ont apporté tout leur soutien. »*

La dernière journée

« Drôle d'époque... »

LONDRES

de notre correspondant

Avant de jeter l'éponge, jeudi matin 22 novembre, devant ses ministres réunis pour le conseil hebdomadaire de cabinet, elle les avait déjà interrogés séparément *la veille dans son bureau des* Communes sur ses chances de remporter, le 27 novembre, le vote pour la direction du parti. Nombreux étaient ceux qui lui avaient fait part de leurs doutes. Quelques-uns lui avaient demandé de se retirer. D'autres encore, tels MM. Chris Patten, ministre de l'environnement, ou Kenneth Clarke, ministre de l'éducation, avaient menacé, dans le cas contraire, de démissionner. *« Drôle d'époque »*, avait soupiré le premier ministre.

Mais elle n'avait rien tranché, estimant que la nuit porterait conseil. Tôt, jeudi matin, sa décision était prise. A sept heures et demie, elle annonçait à son *secrétaire parlementaire particulier* son intention de démissionner. Elle faisait distribuer aux journalistes massés devant le 10 Downing Street la déclaration suivante : *« Ayant abondamment consulté mes collègues, j'en ai conclu que l'unité du parti et nos chances de remporter les prochaines élections générales seraient plus grandes si je me retirais pour permettre à des collègues de mon cabinet d'entrer dans la course au leadership »*. Le conseil des ministres commençait. Elle répétait cette déclaration. Le Lord Chancelier (ministre de la justice) lui rendait hommage. Plusieurs ministres avaient les larmes aux yeux.

Mme Thatcher avait choisi l'ultime moment avant la clôture des candidatures pour le second tour, jeudi à midi. Le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd était le premier à déposer la sienne, suivi par le chancelier de l'Echiquier, M. John Major. Ils publiaient un communiqué commun dans lequel ils indiquaient : *« Nous avons travaillé étroitement ensemble dans un passé récent et continuerons à le faire à l'avenir. Nous avons décidé de nous présenter dans un esprit d'amicale compétition de façon à permettre à nos collègues du parti de choisir celui d'entre nous qui est le mieux à même d'unir le Parti conservateur. »* Ce texte implique que M. Hurd est prêt à servir dans un gouvernement dirigé par M. Major et réciproquement.

Davantage de larmes étaient encore versées, peu après midi, lorsque Mme Thatcher se rendait au palais de Buckingham pour informer officiellement la reine de sa décision. Les hommages et les éloges pleuvaient. M. Heseltine, pourtant le *« tombeur »* de Mme Thatcher, évoquait les *« succès impressionnants »* de cette dernière. *« Elle a été, à tous égards,* déclarait-il, *un remarquable premier ministre. Je ne peux que témoigner de mon admiration et de ma gratitude pour ce qu'elle a réalisé et que tant d'entre nous ont contribué à rendre possible »*. Le décor était donc en place pour le vote du 27 novembre, avec trois candidats à la succession de la « Dame de fer » : MM. Heseltine, Hurd et Major. Mme Thatcher se rendait alors aux Communes et, oubliant son émotion, se livrait à un numéro d'acteur exceptionnel lors du débat sur le vote de la motion de censure déposée par l'opposition travailliste. Celle-ci était rejetée par 367 voix contre 247, une majorité de 120 voix nettement supérieure à la moyenne habituelle. Le premier ministre démissionnaire fit preuve, à cette occasion, d'une étonnante maîtrise de soi, rejetant avec aisance les attaques des travaillistes et des libéraux-démocrates. Elle trouvait même le moyen de plaisanter. M. Dennis Skinner, un des ténors de la gauche travailliste, lui-même plutôt anti-européen, lui suggérait, vu sa forme, de prendre la tête de la future banque centrale européenne. *« Quelle excellente idée ! »*, rétorquait-elle, déclenchant l'hilarité générale. Les rires après les pleurs, clôturant une journée en tous points extraordinaire.

D. Dh.

DE Mme THATCHER

Londres qui rit Londres qui pleure

LONDRES

de notre envoyé spécial

« Maggie est partie, Maggie est partie ! » Ils sont à peine plus d'une centaine à trépigner joyeusement non loin de la résidence du premier ministre, avec le secret espoir qu'elle puisse entendre leurs cris de joie. Mais Mme Thatcher n'a que faire de ces *« socialists workers »*, un mouvement de gauche venu célébrer sa démission en brandissant des pancartes contre la Poll tax. *« It's a funny old world »* (c'est un vieux monde amusant), scandent les manifestants. Un refrain connu dont les Anglais ont le secret. Un monde bien étrange où il ne s'est trouvé que quelques « gauchos » pour venir faire un brin d'adieu à cette maîtresse femme. *« Bye bye Maggie, onze ans ça suffit ! »* fait remarquer une jeune fille qui a eu de la peine à le croire, même si cela commençait à sentir la fin. La décision abrupte en a laissé plus d'un pantois.

A vrai dire, Londres ne semble pas avoir véritablement réalisé que le premier ministre s'en va. La ville paraît plutôt groggy, incertaine. Indifférent, ce barman pour qui *« cela ne va rien changer »* en ce qui concerne son propre sort. Joyeuse, cette jeune femme qui estime que dans le bilan *« le mauvais l'emporte sur le bon »*. Inquiet, cet homme d'affaires qui se demande si les prétendants feront le poids et auront l'autorité nécessaire pour dire non quand il le faut.

Admirée mais pas aimée

Les paris sont ouverts pour la succession. Ils sont nombreux à penser que l'ancien ministre de la défense, M. Michael Heseltine, a les meilleures chances. Mais dans ce bar proche de Hyde Park, ils sont quelques-uns à ne pas pardonner le *« coup »* de celui qu'on n'hésite pas à traiter *« d'assassin »*.

Un homme barbu s'inquiète sur un ton de commisération de l'avenir de celle qui, selon sa formule, n'a pas hésité à *« casser les Argentins* (dans la guerre des Malouines) *et les syndicats. C'est la première fois*, dit-il, *qu'un premier ministre est contraint de donner sa démission dans l'exercice de ses fonctions et je ne pense pas que ce soit une bonne chose pour l'image du pays. On aurait dû la laisser terminer »*. Philosophe, un autre badaud se demande si la disgrâce n'était pas inscrite dans le comportement du personnage. *« Après tout,* fait-il remarquer, *son autoritarisme l'a perdue. Elle s'est retrouvée acculée par sa faute, sans aucune porte de sortie. Si elle avait écouté ses conseillers, elle serait encore aux commandes »*.

On ne peut pas dire pour autant que Londres pleure Maggie. Elle était crainte, admirée mais pas aimée. Ses répliques cassantes et sa fougue n'impressionnaient plus guère, d'autant que l'on estimait qu'elle n'en faisait pas toujours usage à bon escient... En la voyant à la télévision, aux Communes, lors du débat sur la motion de censure déposée par les travaillistes, certains souriaient quand elle a, une fois encore, toujours impeccablement permanentée, relevé le gant pour répondre à ses adversaires. Son calme en ce jour fatidique impressionnait même ses détracteurs. Vêtue d'un tailleur bleu, *les couleurs de son parti, elle* apportait encore la réplique, l'air serein. *« Elle n'a pas vraiment abandonné »* s'est exclamé immédiatement un buveur de bière.

Son ombre planera encore longtemps sur cette assemblée. Le monde politique sera forcément un peu orphelin. Personne ne le conteste vraiment, en dépit de l'antipathie qu'elle a pu susciter. Contrairement à ce qu'elle avait déclaré il y a quelques jours, le temps est désormais venu pour Mme Thatcher d'écrire ses mémoires. Dans son malheur, cette Européenne réticente aura tout de même échappé à quelque chose qui marquera à jamais la Grande-Bretagne dans sa chair : l'ouverture du tunnel sous la Manche. Maggie n'inaugurera donc pas ce qui est considéré par certains comme « un viol » de la grande île.

MICHEL BOLE-RICHARD

La succession du premier ministre britannique

Les parlementaires conservateurs voteront, mardi 27 novembre, une seconde fois pour désigner le successeur de Mme Thatcher, qui avait été mise en ballottage une semaine plus tôt.

Pour l'emporter au premier tour, il fallait recueillir le soutien de la majorité des 372 députés, et 15 % de voix de plus que son rival – soit un score de 214 voix si tous les parlementaires votent. Mardi dernier, 359 députés conservateurs avaient voté. Mme Thatcher avait obtenu 204 voix et son adversaire, M. Michael Heseltine, 152. Il avait manqué 4 voix au premier ministre pour l'emporter.

Au deuxième tour, le 27 novembre, la majorité simple suffit pour être élu. Si aucun candidat ne se détache, il faudra procéder à un troisième et dernier tour, le 29 novembre, mettant aux prises les candidats. Chaque votant indiquera alors sur son bulletin un « premier choix » et un « deuxième choix ».

Le candidat recueillant le moins de « premiers choix » sera éliminé et ses « deuxièmes choix » seront alors répartis entre les personnalités restant en lice. – *(Reuter.)*

M. Michael Heseltine, un pro-européen convaincu

LONDRES

de notre correspondant

Après presque cinq années de traversée du désert, M. Michael Heseltine touche peut-être au but. Il avait quitté avec fracas en janvier 1986 le gouvernement de Mme Thatcher, dont il récusait l'autoritarisme et l'attitude anti-européenne, en espérant bien prendre un jour sa revanche. A la surprise générale, il a réussi à faire trébucher la « Dame de fer ». « Tarzan », comme l'a surnommé la presse populaire en raison de son physique athlétique et de son abondante crinière blonde, apparaît ainsi comme le « tombeur » de Mme Thatcher.

L'homme est plus habile qu'il n'en a l'air même s'il n'échappe pas totalement au reproche que lui font ses adversaires d'être un impulsif. Il a réussi ainsi à ne pas se voir accoler *l'accusation infamante de parricide*. Il a mené, avant le premier tour, une campagne dépourvue de toute attaque personnelle contre la « Dame de fer ». Celle-ci a été, en fait, beaucoup plus agressive que lui. Il a su trouver les mots qu'il fallait, après *l'annonce de la démission* de cette dernière, pour dire le respect qu'il éprouvait à l'égard de l'œuvre accomplie. Le « tombeur » de Mme Thatcher se veut l'héritier du thatchérisme...

Le clan des fidèles de *« Maggie »* n'en croit rien et n'a pas entièrement tort. M. Heseltine est un pro-européen convaincu et n'éprouve aucune inhibition à l'égard des transferts de souveraineté qu'implique la construction européenne. Il a même un plan visant à créer un *« Sénat »* européen qui serait constitué par des membres des différents Parlements nationaux élus par leurs pairs. Défendant les *« bureaucrates »* bruxellois contre les attaques de Mme Thatcher, il avait ainsi fait remarquer que ceux-ci étaient moins nombreux, pour administrer 320 millions d'Européens, que les fonctionnaires municipaux de la seule ville d'Edimbourg.

« Self-made-man », ayant bâti seul une fortune considérable, il est évidemment un partisan de la libre entreprise. Mais il n'a pas la passion anti-étatique qui animait Mme Thatcher. Aucun dogme ne le retient dès lors qu'il s'agit de défendre des secteurs industriels en difficulté. Il cite sans cesse l'exemple de la France et du Japon où le gouvernement aide les industriels et les exportateurs au lieu de les laisser se débrouiller tout seuls.

Conformément à la tradition *« tory »* remontant à Disraeli, il est soucieux de justice sociale et est résolument hostile à la poll tax, l'impôt local cher au cœur de *Mme Thatcher, égal pour tous, riches* ou pauvres, et a annoncé qu'il en ferait, s'il arrivait au pouvoir, une taxe liée aux revenus. On ne trouverait en revanche, en politique étrangère, Europe mise à part, aucune différence entre son approche et celle de la « Dame de fer ».

Ancien ministre de la défense, très apprécié par l'état-major, *« Tarzan »* est un ardent défenseur de la dissuasion nucléaire. C'est lui qui a été à la pointe du combat gouvernemental contre les pacifistes lors de la « bataille des euromissiles ».

Une belle fortune...

Né en 1933 au pays de Galles, dans une famille de la moyenne bourgeoisie, M. Heseltine a été étudiant à Oxford en sciences politiques, philosophie et économie. Il a créé une maison d'édition, spécialisée dans les publications scientifiques et techniques, qui a fait sa fortune estimée à une dizaine de millions de livres (une centaine de millions de francs).



C'est un peu par raccroc qu'il fait partie du cabinet fantôme formé par Mme Thatcher en 1975 lorsqu'elle a ravi le leadership du parti conservateur à M. Edward Heath. M. Heseltine s'est vu ensuite confier des départements tels que l'environnement et surtout, à partir de 1983, la défense. Mais le courant n'a jamais vraiment passé entre eux. L'homme était à ses yeux trop indépendant et pouvait se poser en rival. La rupture est intervenue à propos de l'affaire Westland, du nom de cette entreprise privée construisant des hélicoptères et bénéficiant d'importants contrats du ministère de la défense. En difficulté, Westland souhaitait être rachetée par l'américain Sikorsky. M. Heseltine était, au contraire, favorable à la reprise de la firme par un consortium européen. Mme Thatcher lui a donné tort dans des circonstances particulièrement humiliantes, sans même lui permettre d'exposer ses vues devant le cabinet. Furieux, M. Heseltine quittait le conseil des ministres en pleine séance, le 9 janvier 1986 pour annoncer dans la rue aux journalistes qu'il venait de démissionner...

Il avait été en proie à une même impulsion subite en octobre 1975, lorsqu'il était dans l'opposition, face *au gouvernement de M. Harold Wilson*. Lors d'un débat particulièrement agité aux Communes, il s'était emparé de la lourde masse d'armes qui symbolise le pouvoir parlementaire et l'avait brandie en signe de menace contre ses adversaires. Il *avait ensuite présenté ses excuses*. Cet incident de même que sa sortie en trombe du conseil des ministres sont restés célèbres.

D. DH.

M. Douglas Hurd, secrétaire au Foreign Office

Diplomate et tory très classique au service de l'Etat, M. Douglas Hurd ne manque pas d'atouts pour être le candidat de compromis capable de rassembler un parti divisé. Ce patricien, diplomate de carrière est devenu secrétaire au Foreign Office en octobre 1989.

Poulain de l'ancien premier ministre conservateur Edward Heath, il a fait sa carrière politique avec Mme Thatcher. Pro-européen, il a prouvé qu'on pouvait rester au gouvernement avec des idées très proches de celles de Sir Geoffrey Howe, le vice-premier ministre qui démissionna le 1er novembre dernier, précipitant la crise chez les conservateurs. Plus pragmatique et moins passionné que Mme Thatcher, il a, de l'avis général, montré une stature d'homme d'Etat dans sa gestion de la crise du Golfe. Fils et petit-fils de député, M. Hurd a fait de brillantes études à Cambridge. Entré major au concours du Foreign Office en 1952, il sera en poste à Pékin, à New-York et à Rome, avant de rejoindre en 1966 l'équipe d'Edward Heath. En 1979, dans le premier gouvernement Thatcher, il occupe un poste de secrétaire d'Etat au *Foreign Office. Ensuite, il est* chargé de l'Irlande du Nord (1984), avant de prendre en main le ministère de l'intérieur (1985-1989). M. Hurd, qui est âgé de soixante ans, est l'auteur de sept romans de politique-fiction et de deux ouvrages historiques.

M. John Major, chancelier de l'Echiquier

M. John Major a connu, sous l'égide de Mme Thatcher, une ascension fulgurante, qui doit autant à sa loyauté qu'à son pragmatisme politique.

Contrairement aux dignitaires de l'establishment conservateur, M. Major, quarante-sept ans, est un self-made-man issu d'une famille populaire enracinée dans la banlieue sud de Londres.

Il quitte l'école à seize ans, à l'âge où ses futurs collègues de gouvernement entrent, eux, à Oxford ou à Cambridge.

Cet ancien employé de banque est un économiste libéral respecté à la City.

*En 1979, il entre à la Cham*bre des Communes et, six ans plus tard, au gouvernement, puis, en 1987, au cabinet comme ministre du budget.

Il fut catapulté au 11, Downing Street (la résidence du chancelier de l'Echiquier) il y a un an, au lendemain de la démission spectaculaire de M. Nigel Lawson.

Il a réussi là où son prédécesseur avait échoué : convaincre Mme Thatcher de faire entrer la livre dans le *SME. Pro-européen, il a récemment proposé l'idée d'un « écu lourd »* comme solution de rechange au plan Delors sur l'union économique et monétaire européenne.

Au nom de l'« intérêt supérieur » du parti

Les guerres fratricides des tories pour leur « leadership »

Assuré d'une confortable majorité, armé du droit de dissolution qu'il emploiera au moment qu'il jugera le mieux approprié, un premier ministre britannique, leader du parti majoritaire, se trouve dans une situation de force exceptionnelle. Il est plus puissant qu'un chef de gouvernement français, à la merci d'un vote de censure du Par*lement, ou même qu'un président* des Etats-Unis, obligé de négocier en permanence avec le contre-pouvoir du Congrès. En fait, un premier ministre britannique est avant tout à la merci... de son propre parti.

En effet, plusieurs premiers ministres, désavoués par le corps électoral, ont ultérieurement refait surface comme Churchill, battu en 1945 et revenant aux Communes en 1951. De même Harold Wilson, le premier ministre travailliste, est revenu au 10 Downing Street quelques années après sa défaite en 1970. En 1976 cependant, il fut le seul des premiers ministres de l'après-guerre à abandonner ses fonctions volontairement. Son aspiration à la retraite coïncidait avec une série d'échecs électoraux de son parti, révélant l'usure du pouvoir et le mécontentement de l'électorat.

Depuis la fin de la guerre, tous les autres premiers ministres ont été bien souvent rejetés par leur parti. Le cas le plus spectaculaire fut celui de Neville Chamberlain, obligé de céder la place à Churchill en 1940. Ses pairs ne lui pardonnaient pas Munich et doutaient de sa capacité à diriger le pays en guerre.

Le « cercle magique »

En fait, la maladie, la fatigue, ont été souvent une bonne excuse pour justifier une décision imposée par le parti. Même scénario pour Harold MacMillan, qui mena les conservateurs à la victoire en 1959, mais fut acculé à la démission en octobre 1963. Sa santé était mauvaise, il avait subi une opération... En fait, ses amis politiques se détachaient de lui, déplorant son indifférence, son manque de jugement dans le scandale où le ministre de la guerre, M. Profumo, était impliqué.

« La loyauté est l'arme secrète des tories », déclara un jour Lord Kilmuir, qui occupa les hautes fonctions de Lord chancelier dans les années 50. Peut-être faisait-il preuve d'un humour noir... En effet, les batailles « internes » et les grandes manœuvres fratricides pour s'adjuger le « leadership » chez les conservateurs ont toujours été plus sévères que chez les travaillistes, plus enclins finalement à s'affronter sur le plan idéologique pour *l'orientation du parti*.

Jusqu'en 1965, en l'absence d'une procédure de sélection, le choix du leader conservateur s'accomplissait discrètement en coulisse, dans les couloirs de Whitehall, à l'insu des militants de base. Les consultations entre les dignitaires du parti, les responsables de l'appareil, les membre du cabinet, bref ce qu'on appelait le *« processus habituel de consultation »*, aboutissait à désigner la personnalité jugée apte à rallier l'électorat en conciliant les diverses tendances du parti.

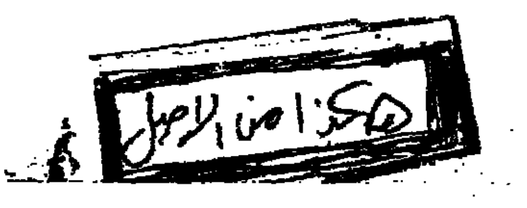
Ainsi ce *« cercle magique »*, selon la formule de M. Macleod, à l'époque, chef de file de l'aile libérale du parti, préféra-t-il M. MacMillan à M. Butler, une personnalité controversée, qui avait occupé d'importants postes ministériels. En octobre 1963, pendant la conférence du parti à Blackpool, M. MacMillan, de son lit d'hôpital, organisa et fit prévaloir la sélection de Lord Home, qui renonça à son titre pour devenir premier ministre. Le *« cercle magique »* fut brisé en 1965 : les conservateurs des jeunes générations obtinrent que le choix du leader serait décidé désormais par un vote du groupe parlementaire.

En 1965, Edward Heath l'emporta au premier tour. De même, en 1975, Mme Thatcher fut élue au premier tour. Ses trois succès électoraux de 1979, 1983 et 1987 renforcèrent sa position à l'intérieur du parti.

Mais son impopularité croissante et l'accumulation des sondages négatifs, laissant prévoir un succès des travaillistes, ravivèrent les réserves puis la franche opposition de ses adversaires. Les hommes en complet gris formant le comité exécutif du groupe parlementaire décidèrent qu'il était temps de sortir les couteaux... dans l'intérêt supérieur du parti, bien entendu.

HENRI PIERRE





Le « thatchérisme », modèle économique des années 80

S'il ne présente pas, loin de là, tous les signes de la réussite, le « thatchérisme » a connu, pendant onze ans, une série de réformes spectaculaires.

A l'automne 1968, une blonde députée du Parti conservateur, membre du cabinet fantôme, expose ce que personne n'imagine encore pouvoir être un programme de gouvernement : *« Ce qu'il nous faut, maintenant, c'est une part beaucoup plus importante de responsabilité et de décision individuelle, beaucoup plus d'indépendance à l'égard du gouvernement et une réduction comparative du rôle de l'Etat. »*

Mme Margaret Thatcher n'a pas changé d'avis depuis. Elle a eu la chance, accordée à bien peu d'hommes ou de femmes politiques, de pouvoir, onze années durant, mettre en œuvre ses idées et de voir certaines de ses recettes reprises, avec des variantes, par une majorité de pays. On n'enlèvera pas au « thatchérisme » d'avoir en quelque sorte donné le ton de la politique économique des années 80.

Reste que en ce mois de novembre 1990, le laboratoire des expériences néolibérales de Mme Thatcher *ne présente pas tous* les signes de la réussite. L'inflation atteignait le mois dernier 10,9 %, de loin le taux le plus fort des grands pays industrialisés ; la production intérieure a diminué au troisième trimestre de 1,1 % et il ne s'en faut pas de beaucoup pour que la récession (définie comme deux trimestres consécutifs de baisse de la production) soit officiellement reconnue ; le chômage, s'il reste encore relativement bas (5,8 % de la population active, soit 1,67 million de personnes, contre près de 9 % en France), augmente régulièrement depuis le printemps ; la balance des paiements, après un déficit de 19 milliards de livres en 1989 (190 milliards de francs), devrait encore être dans le rouge de 17 milliards de livres cette année.

Réformes spectaculaires

Le bilan économique de Mme Thatcher offre un cycle complet : de la récession de 1980-1981 à celle – vraisemblable – de 1990-1991, en passant par une phase de forte croissance. C'est aussi une série de réformes spectaculaires qui ne sont pas sans rapport avec les résultats économiques. Il faut donc en bonne logique aller des unes aux autres

■ **Réforme fiscale** : inciter les gens à s'enrichir, c'était la grande idée de Mme Thatcher. Son premier budget réduit fortement l'imposition sur le revenu : le taux marginal était ramené de 83 % à 60 % et le taux de base de 33 % à 30 %. Entre 1984 et 1988, de nouvelles mesures vont dans le sens d'une réduction des impôts directs : les revenus du capital sont exonérés jusqu'à 5 000 livres (50 000 francs), l'impôt sur le bénéfice des sociétés est ramené à 35 % (27 % pour les petites entreprises), les taux de l'impôt sur le revenu sont réduits à deux : 25 % pour le taux de base, 40 % pour le taux marginal.

Le thatchérisme a inauguré une conception bien particulière de la justice fiscale : l'impôt égal pour tous. Sa mise en œuvre lors de la réforme de la fiscalité locale – la « poll tax » égale pour tous les contribuables d'une même commune – a conduit, au printemps dernier, à des émeutes qui furent peut-être le début du divorce entre Mme Thatcher et son électorat.

Autre reproche que l'opposition ne s'est pas privée de faire au sytème thatchérien. Il levait moins d'impôts visibles mais pas moins d'impôts au total. La TVA a doublé au cours de la décennie et les prélèvements obligatoires représentent à nouveau 38 % du produit intérieur brut contre 34 % en 1979.

■ **Privatisations** : là aussi, Mme Thatcher « lance la mode ». A l'exception des socialistes français, la plupart des dirigeants mondiaux envisageront à des degrés divers au cours des années suivantes le retrait de l'Etat du secteur productif. Aucun n'est toutefois allé aussi loin que Mme Thatcher, puisque les privatisations ont touché jusqu'à des services jugés « publics » par nature.

La première entreprise privatisée, en février 1981, est British Aerospace. Suivront quelque 65 autres, dont Cable and Wireless, Jaguar, British Gas, British Telecom, British Airways, Rolls Royce, BP, British Steel. Début 1990, ce fut le tour des sociétés de distribution des eaux et en ce moment même se prépare la plus grosse privatisation – la dernière qui portera la marque de Mme Thatcher – celle de l'électricité qui devrait rapporter plus de 10 milliards de livres (100 milliards de francs) au Trésor.

Dans la vision du monde thatchérienne, les privatisations servaient d'abord à faire reculer l'Etat. Mission accomplie : le secteur public a été réduit de moitié et quelque huit cent mille salariés sont passés au privé. Deux conséquences importantes en ont découlé : les finances publiques britanniques ont engrangé jusqu'ici près de 30 milliards de livres (300 milliards de francs) ce qui a facilité le rééquilibrage du budget et le remboursement de la dette publique, laquelle ne représentait plus en 1988 que 38 % du produit intérieur brut.

Autre conséquence, d'une portée sociologique considérable : onze millions de Britanniques possèdent aujourd'hui des actions, alors qu'ils n'étaient que deux millions il y a dix ans. Ces petits propriétaires devaient normalement assurer pour longtemps le fonds de commerce électoral des tories.

■ **Déréglementation** : pour donner du souffle aux marchés financiers, Mme Thatcher a encouragé leur déréglementation. Ce fut notamment le cas pour la Bourse de Londres en 1986, où la plupart des institutions financières purent devenir opérateurs (le but recherché étant de faire baisser le coût des transactions). Mais une autre déréglementation devait avoir des effets inattendus : celle, simultanée, du marché immobilier et du crédit.

En libérant le crédit immobilier et en aiguisant la concurrence entre banques et « building societies », les conservateurs ont déclenché chez les Britanniques une véritable boulimie d'achat, renforcée par la hausse des prix du logement. En conséquence, la « monétariste » Mme Thatcher perdit tout contrôle sur la croissance de la masse monétaire. La seule arme qui lui restait, celle des taux d'intérêt, était du genre boomerang : en les relevant, elle faisait chaque fois augmenter l'inflation (les paiements d'hypothèques sont inclus dans l'indice) et mécontentait les citoyens, dont 64 % sont désormais propriétaires de leur logement mais dont beaucoup sont endettés pour cela à des taux variables. L'énorme masse des crédits immobiliers – utilisés en partie pour la consommation – était une bombe à retardement qui a fini par éclater sous la forme d'une inflation incontrôlable.

Forme sauvage du libéralisme

■ **Politique de l'offre** : la croisade anti-syndicale du gouvernement, menée au cours de la terrible récession du début de la décennie qui vit le nombre des chômeurs doubler pour atteindre trois millions, a donné au thatchérisme la réputation durable d'être la forme la plus sauvage du libéralisme. En facilitant les licenciements mais en réduisant aussi les subventions aux entreprises, le gouvernement a soumis le tissu industriel britannique à une thérapie de choc. Les entreprises qui ont survécu ont très vite renoué avec les bénéfices : elles ont recommencé à investir, à créer des emplois. La productivité s'est redressée de façon spectaculaire. Mais une grande part de l'industrie des biens intermédiaires et de production a été définitivement anéantie à cette époque. Entre 1980 et 1986, la part de la population active employée dans l'industrie est passée de 28,4 % à 22,5 % (en France, de 25,8 % à 22,6 %).

Le patronat britannique a, pendant quelques années, pu se féliciter de la politique de Mme Thatcher, mais il a ensuite déchanté. Le recul généralisé de l'Etat s'est traduit par une baisse de la qualité de l'éducation et de la formation, et par une dégradation des infrastructures. L'absence de toute norme, notamment salariale, a donné lieu à une inflation des rémunérations qui ont augmenté couramment de 9 % et 10 % par an. L'absence de discipline monétaire découlant du refus de rattacher la livre sterling au système monétaire européen a fini par indisposer l'ensemble des milieux d'affaires, soumis aux fluctuations erratiques de la sacro-sainte « pound ».

Le bilan économique des années Thatcher, on le voit, ne se résume pas au tableau de cet automne 1990 où le carrosse semble redevenu citrouille. La Grande-Bretagne a renoué, seule en Europe, avec la stagflation, c'est vrai. Mais il y a un an, lors du dixième anniversaire de son arrivée au pouvoir, le premier ministre britannique pouvait étaler un nombre impressionnant de réussites. Une certaine Grande-Bretagne (le sud de l'Angleterre, l'Ecosse et certains bassins industriels) a renoué très tôt dans la décennie avec la prospérité. Mais d'autres régions, dans le Nord de l'Angleterre ou de l'Irlande, ne sont jamais vraiment sorties du marasme.

Dans la société, enfin : une grande majorité de Britanniques se sont enrichis durant ces onze ans. Mais les très riches davantage que les autres et les très pauvres – l'« underclass » – pas du tout.

SOPHIE GHERARDI

Une puissance syndicale affaiblie

S'il y a un domaine où, en apparence, l'action de Mme Margaret Thatcher a porté ses fruits, c'est bien celui de la nouvelle *législation syndicale. En arrivant* au pouvoir en 1979, la « Dame de fer » était bien décidée à réduire le pouvoir jugé excessif des syndicats représentés par le puissant Trades Union Congress (TUC). Son idée était de rendre aux syndiqués le pouvoir confisqué par *« des oligarchies syndicales non représentatives »*, bref de faire jouer la démocratie syndicale.

L'entreprise de Mme Thatcher paraissait alors aussi hardie que vouée à l'échec. En 1979, le TUC comptait, avec ses syndicats de métiers, ses syndicats *généraux, ses syndicats d'industrie* et ses syndicats d'employés *– souvent en conflit entre eux, –* 12 200 000 d'adhérents. Le taux de syndicalisation était estimé à 55 %. Onze ans après, le TUC a perdu trois millions d'adhérents et la syndicalisation franchit à peine la barre des 40 %. La forteresse est bien affaiblie.

Pour arriver à ses fins, Mme Thatcher n'a pas lésiné sur les moyens. Elle a mis fin au *corporatism* qui voyait travaillistes et syndicalistes décider ensemble des grandes orientations économiques et sociales, s'abstenant même de recevoir les dirigeants du TUC. Globalement, elle a été aidée dans son entre*prise par le contexte général. La* montée du chômage a nui au syndicalisme. Et la très longue grève des mineurs en 1984-1985, qui s'est soldée par *un échec pour M. Arthur Scargill*, a eu un effet désastreux sur *l'image des syndicats, réveillant* des querelles internes entre *modernistes et « archéos » qui* devaient se solder par l'exclusion du syndicat des électriciens du TUC en 1988.

Une législation profondément modifiée

Mais la « Dame de fer » s'est surtout efforcée de modifier en profondeur la législation. Les *Employment Acts* de 1980 et de 1982 et la loi sur les syndicats de 1984 ont restreint le droit de grève et porté atteinte au sacro-saint système du *closed shop*. Désormais, *« toute clause réservant à un syndicat le monopole d'embauche ou obligeant l'employeur à ne conserver que du personnel syndiqué est abolie »*. Dans la pratique, le système n'est pas totalement éteint mais le coup a été rude.

Pour l'élection des dirigeants syndicaux, tous les cinq ans, le scrutin par correspondance a été institué. Par ailleurs, les syndicats (un peu plus de la moitié de ceux qui sont affiliés au TUC) qui affectent une partie des cotisations à un parti politique (le Labour) doivent vérifier tous les dix ans par un vote que cela répond au désir de leurs syndiqués. Manque de chance : les votes *intervenus ont massivement* confirmé l'affiliation travailliste. *L'Employment Act* de 1988 a également prévu qu'un vote secret devait *intervenir* préalablement au déclenchement d'une grève, les syndiqués refu*sant de cesser le travail ne pouvant* être sanctionnés.

Mais la médaille remportée par Mme Thacher contre le syndicalisme britannique a son revers. Les employeurs se sont efforcés de garantir la *« paix sociale »* – les arrêts de travail ont sensiblement baissé – par des augmentations subsantielles de salaires *qui ont alimenté l'inflation. Si le* TUC est blessé, amoindri, il *reste encore puissant. Comme* l'observent François Poirier et *Jean-Pierre Revier dans un livre* récent (1), *« le syndicalisme classique est en déclin mais il n'est pas condamné »*.

Dirigé par le modéré Norman Willis, le TUC essaie de se *refaire une santé en développant* les services aux adhérents. Et surtout loin de se radicaliser, il a accentué son option réaliste, en se montrant, par exemple, d'autant plus favorable à l'Europe que Mme Thatcher y est hostile. Ainsi, même si les travaillistes de M. Neil Kinnock reviennent au pouvoir, il y a peu de chances qu'ils cogèrent de nouveau l'Etat avec les syndicats. De même une révision de la législation syndicale n'aboutira pas à un retour à la situation d'avant 1979. *Comme si Mme Thatcher avait* accompli une tâche que d'autres auraient souhaité entreprendre sans vraiment oser...

MICHEL NOBLECOURT

(1) Les Syndicats européens à l'épreuve, sous la direction de Geneviève Ribes et René Mouriaux. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques. 292 pages. 184 F.

En France

Un exemple libéral pour la droite

Coïncidant avec l'arrivée de la gauche au pouvoir en France et la mise en œuvre d'un programme de nationalisations et d'augmentation du pouvoir d'achat, la politique libérale de Mme Margaret Thatcher en Grande-Bretagne a été pour l'opposition, au même titre que celle de M. Ronald Reagan aux Etats-Unis, une référence.

Lorsque Mme Thatcher remporte les élections en mai 1979, il ne se trouve guère, en France, que... M. Jean-Marie Le Pen pour saluer sans réserve *« la première victoire remportée en Europe, depuis longtemps, par la droite sur un socialisme paupérisateur »*. Le président du Front national, formation alors marginale, espère que le basculement de l'électorat britannique apportera de l'eau au moulin de la liste de l'extrême droite aux élections européennes du mois suivant (elle obtiendra 1,31 % des suffrages exprimés).

Deux ans plus tard, M. François Mitterrand est élu président de la République ; le Parti socialiste, allié au Parti communiste, mène une politique de nationalisations, d'augmentation des salaires et des prestations sociales, d'extension des droits des salariés dans l'entreprise. La droite, d'abord assommée par sa défaite, cherche bientôt dans un « ressourcement » libéral les bases d'une reconquête idéologique et politique.

Ses jeunes intellectuels, comme ses « cadets » rescapés de la « vague rose » de juin 1981, sont nombreux à observer les expériences menées par M. Reagan aux Etats-Unis et par Mme Thatcher en Grande-Bretagne. C'est en se réclamant du courant du libéralisme, alimenté par des clubs et des cercles de réflexion divers, que M. François Léotard et ses amis rajeunissent le Parti républicain.

Lors d'un congrès extraordinaire réuni en janvier 1983, le RPR, bien revenu du *« travaillisme à la française »* évoqué par M. Jacques Chirac en 1976, adopte un « plan de redressement économique et social » rédigé par M. Alain Juppé, qui, lui aussi, puise abondamment à l'inspiration thatchérienne, de la réduction du nombre des fonctionnaires à la *« désétatisation »* des entreprises nationales.

La plate-forme RPR-UDF de 1986

« La droite a connu une période reagano-thatchérienne en 1981-1986, qui culmine avec la plate-forme RPR-UDF de 1986. C'est le texte politique le plus reagano-thatchérien qui ait été produit en France », estime M. Guy Sorman, l'un des plus ardents défenseurs de la *« solution libérale »*, selon le titre d'un de ses livres (1).

Cette plate-forme, due à la plume de MM. Alain Madelin pour le PR et Alain Juppé pour le RPR, est le programme sur lequel la coalition RPR-UDF obtient, aux élections législatives de mars 1986, quelque 42 % des voix et 277 sièges (sur 577) à l'Assemblée nationale. Sa mise en œuvre par le gouvernement de M. Chirac montrera que tous ses membres n'ont pas la même conception du libéralisme.

« Les patrons de la droite parlementaire sont nettement plus réservés que leurs lieutenants », écrit M. Philippe Reinhard, ancien membre du cabinet de M. Chirac, dans le livre qu'il vient de publier sur l'histoire de la droite de 1981 à aujourd'hui (2). *« M. Valéry Giscard d'Estaing*, explique-t-il, *qui se présente volontiers comme « un libéral incorrigible », entend ne pas se laisser confisquer le thème. »* Quant au président du RPR, *« sa formation de serviteur de l'Etat, son tempérament radicalisant ne l'empêchent pas d'être séduit par la reaganomanie et de prendre modèle sur l'expérience de Mme Margaret Thatcher »*, mais il *« marque ses distances avec les idéologues libéraux »*.

M. Sorman se souvient que, dans ces années-là, *« beaucoup d'hommes politiques français se déclaraient, en privé, d'accord sur le fond avec Mme Thatcher, mais ils ajoutaient : « On ne peut pas le dire. »* C'est que le modèle n'avait pas que des vertus, et la gauche était prompte, comme M. Paul Quilès en 1983, à prédire à la droite *« l'échec social »*, en expliquant : *« Il suffit de se référer à ce qui se passe aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. »*

M. Edouard Balladur, ministre de l'économie et numéro deux du gouvernement de M. Chirac, juge, aujourd'hui, le bilan de Mme Thatcher *« très largement positif »* et estime que, *« au milieu des années 80, à son apogée, elle a fortement contribué à populariser l'idée libérale, dont elle était une des figures emblématiques »*, mais il précise : *« Le libéralisme, à mes yeux, ne peut marcher que s'il s'accompagne d'un ordre et s'il profite à tous. Sur le second point, Mme Thatcher a réussi incontestablement. Sur le premier, l'ordre n'a pas été suffisamment assuré. »* Et d'ajouter : *« Moi, quand j'ai abrogé l'ordonnance de 1945 sur les prix, j'ai créé un conseil de la concurrence... »*

Du libéralisme au nationalisme

L'ancien ministre d'Etat n'impute pas, pour autant, au libéralisme les difficultés économiques dans lesquelles Mme Thatcher laisse la Grande-Bretagne. M. Madelin ne peut qu'être d'accord avec lui sur ce point. *« L'économie britannique s'est incontestablement redressée, ce redressement allant de pair avec un redressement moral*, estime l'ancien ministre de l'industrie. *Nous avons assisté au retour d'une vigueur britannique : succès sur le plan du chômage, sur le plan budgétaire, etc. En revanche, l'échec est patent sur le front de l'inflation et des taux d'intérêt. »*

Pour M. Madelin, *« là est la source du mal qui ronge la Grande-Bretagne ». « Il faut bien reconnaître*, dit-il, *que, depuis quelques années, la planche à billets a fonctionné. Cela a peut-être permis de gagner les élections dans un premier temps, mais, aujourd'hui, Mme Thatcher paye cette erreur économique. Elle avait, à l'intérieur, une conception non libérale de la monnaie. »*

Référence – non exempte d'ambiguïté – en matière de libéralisme, Mme Thatcher ne l'est pas devenue, en revanche, pour la droite française en matière européenne. M. Balladur estime que le débat, *« très ancien et permanent en France »*, sur cette question ne doit rien aux positions proclamées par le premier ministre britannique, notamment lors de son discours de septembre 1988 à Bruges.

M. Madelin se déclare à égale distance des conceptions de Mme Thatcher, trop nationalistes à son goût, et de celles de M. Jacques Delors, qu'il juge trop technocratiques. Et le vice-président du PR ne fait pas partie du Groupe de Bruges – même s'il y compte *« des amis »*, – dont il dénonce l'*« approche nationaliste »*.

En effet, alors qu'il a pris ses distances avec le libéralisme, le Front national se réclame, en revanche, du thatchérisme sur le plan européen. Il a mené, sur la filiale française du groupe créée à Londres au début de 1989, une « OPA » que dénonce M. Sorman.

Le Comité pour l'Europe des patries a pour secrétaire général M. Yvan Blot, président d'honneur du Club de l'Horloge, ancien député RPR passé officiellement ensuite au Front national, dont il est maintenant l'un des élus au Parlement de Strasbourg. Pour lui, la démission de Mme Thatcher est *« une défaite, indiscutablement, des défenseurs de l'Europe des patries face à l'Europe fédérale et cosmopolite »*. M. Blot estime que *« le courant populiste est en butte au courant aristocratique conservateur, soutenu par la City et favorable à l'Europe de Bruxelles »*. Si à ses yeux, *« c'est, d'abord, M. Jacques Delors qui profite de ce départ »* du premier ministre britannique, il ajoute : *« C'est M. Jean-Marie Le Pen, même sans être chef d'Etat ou chef de gouvernement, qui va remplacer Mme Thatcher dans ce combat. »*

Voilà le « thatchérisme français » revenu à son point de départ.

OLIVIER BIFFAUD
PATRICK JARREAU
et PIERRE SERVENT

(1) *La Solution libérale*, éditions Fayard, 1984.

(2) *Le Revenant*, éditions Albin Michel, 373 pages, 120 F.

Dans la presse britannique

Eloge du courage

The Financial Times (milieux d'affaires) : *« C'est une fin mesquine pour une carrière unique. (...) Quel que soit l'avenir du Royaume uni, il est fort peu probable qu'il nous réserve une personnalité politique aussi dominante, déterminée et décidée. »*

The Times (conservateur) : *« Trois fois victorieuse, Mme Thatcher domine de très haut ses collègues et son parti, comme un véritable homme d'Etat d'envergure mondiale. On a pu assister cette semaine aux manœuvres sordides d'un establishment mâle introverti, irrité de ne pas être capable de lui imposer sa volonté collective et terrifié à l'idée de pouvoir perdre le pouvoir. »*

The Daily Telegraph (conservateur) : *« C'est un assassinat politique qu'il sera difficile de pardonner »*

The Daily Express (droite nationaliste) : *« Ils ont maintenant privé la nation du plus grand premier ministre que nous ayons eu en temps de paix. Chaque Britannique saura où il était le 22 novembre 1990. »*

Mail on Sunday (populaire de droite) : *« Bien trop bonne pour toute cette bande. Le grand chêne a été abattu. »*

The Independent (centre) : *« Le courage est l'une des plus hautes vertus de la politique, et personne n'en a eu davantage que Mme Thatcher. Courage et conviction n'étaient pas, cependant, des qualités suffisantes pour la voir traverser la conjoncture mouvante de son troisième mandat. »*

The Guardian (centre gauche) : *« Il vaut mieux qu'elle soit partie. Elle qui, à son arrivée au pouvoir, avait promis de « ramener l'harmonie là où règne la discorde » laisse un parti amèrement divisé et une nation déchirée. »*

The Morning Star (communiste) : *« Un règne désastreux pour la classe ouvrière de Grande-Bretagne. »*



LA DÉMISSION DE Mme THATCHER

Un exemple libéral pour la droite

Les réactions internationales

Paris : la fin des antagonismes ?

Il y a deux jours, lorsque s'acheva le sommet de la CSCE à Paris et que vint le moment des adieux, c'est d'un geste particulièrement chaleureux que M. Mitterrand prit congé d'un premier ministre britannique au visage défait. Leurs rapports n'étaient pas que conflictuels, et quand le président de la République, le lendemain, écrivit à celle qui venait de jeter l'éponge qu'elle avait *« marqué un moment de l'Histoire dans son pays et en Europe »*, sans doute la formule, politiquement mesurée, était-elle légèrement en-deçà de ce qu'il pense réellement. Et si elle passait pour une sorte d'incarnation – au demeurant fort commode – de l'anti-Europe, dans toute la partie orientale du continent, Mme Thatcher aura rivalisé en popularité, parfois à son avantage, avec le président français.

Evidemment ce que l'on retiendra des relations entre ces deux personnages, ce sera leur différend idéologique fondamental et leur opposition constante sur les questions communautaires. Elle était le champion de l'ultra-libéralisme, lui se voulait le chantre d'une économie sociale.

A chacune des étapes qui ont ponctué la marche vers une plus forte cohésion européenne – le débat sur l'élargissement à l'Espagne et au Portugal, le débat sur l'Acte unique, puis ceux sur l'union monétaire et sur l'union politique qui ne sont pas achevés – l'un se présentait en hérault de l'intégration tandis que l'autre ne songeait qu'à mettre des bâtons dans les roues.

Ces poncifs auront la vie dure, même s'ils ne correspondent plus à grand-chose. Il y a quelques mois, le *Financial Times* attribuait à M. François Mitterrand *« la palme du monétarisme »*. Quant à l'obstruction systématique de Maggie aux avancées communautaires, outre qu'elle s'est toujours soldée jusqu'ici par un retournement de la « Dame de fer », qui prit ainsi plusieurs des trains européens en marche, il y a belle lurette qu'elle ne faisait plus vraiment peur. C'est *sur l'Allemagne, pas sur la Grande-Bretagne*, qu'ont porté ces derniers mois les vraies incertitudes.

Il n'empêche, M. François Mitterrand et Mme Margaret Thatcher se sont installés dans des rôles antagonistes qui leur servaient parfois de faire-valoir mutuel et qu'ils jouaient l'un et l'autre avec un certain humour pour un public qui n'attendait que cela. En arrière-*plan, les vieilles chamailleries* entre *« grenouilles »* et *« roastbeefs »* allaient bon train, de la guerre des fromages à celle des vaches folles, des grossières impertinences du chanteur Renaud aux non moins vulgaires harangues anti-françaises de la presse populaire britannique.

Jamais pourtant l'antagonisme entre les deux dirigeants ne prit un tour vindicatif. C'est au chancelier Kohl que Mme Thatcher joua de vrais mauvais tours ; c'est avec Jacques Chirac qu'elle eut des mots, pas avec M. François Mitterrand – ni d'ailleurs M. Michel Rocard – avec lequel sa relation personnelle, paradoxalement, était bonne. Comme adversaires politiques ils avaient l'un pour l'autre de l'estime, et ce qui les séparait le plus, c'était en fait le style.

Pragmatique, réaliste, voire ostensiblement prosaïque, Maggie se montrait résolument réfractaire aux grandes idées abstraites, aux projets mal définis, aux effets déclamatoires. Une certaine tendance française à l'autosatisfaction historique l'exaspérait. Elle n'a jamais bien admis que la France pût se ranger dans le camp des vainqueurs de la dernière guerre. Elle n'a jamais toléré que ce voisin continental prétendît avoir inventé les droits de l'homme il y a deux siècles et se prétende plus glorieux que son Royaume.

Approche commune

Ce qui fonda le respect que Mme Thatcher avait pour le président français, ce fut surtout leur approche commune sur l'essentiel des grandes questions stratégiques. En allant, en 1983, défendre l'installation des euromissiles devant le Bundestag, M. Mitterrand a gagné ses lettres de noblesse aux yeux de la « Dame de fer ». De son côté Paris a depuis des années misé sur une étroite coopération avec la *Grande-Bretagne dans le domaine* militaire.

Face aux bouleversements qui ont affecté l'Europe de l'Est, M. François Mitterrand et *Mme Margaret Thatcher* furent des concurrents mais pas des adversaires. Les premiers signes du mouvement vers l'unité de l'Allemagne les rapprochèrent plus que toute chose : elle disait à voix haute des préventions et des craintes que lui ne pouvait exprimer.

Le changement de gouvernement à Londres modifiera-t-il l'axiome selon lequel le *« couple »* franco-allemand est la colonne vertébrale de l'Europe ? Probablement pas, tant il est vrai que sans l'Allemagne rien n'est de toute façon possible. Si l'on souhaite à Paris qu'il rende *l'intégration européenne plus* facile, on ne souhaite sans doute pas qu'il la rende trop facile, et l'on pourrait s'apercevoir un jour que l'opposition de Maggie dans l'Europe avait d'appréciables vertus.

CLAIRE TRÉAN

M. Mitterrand : « un moment important »

M. François Mitterrand a adressé une lettre, jeudi 22 novembre, à *Mme Margaret Thatcher*, dans laquelle il estime notamment que le premier ministre britannique a marqué *« un moment important de l'histoire de* [son] *pays et de l'Europe »*. S'adressant également à Mme Thatcher, le président du RPR, M. Jacques Chirac, écrit : *« Tous les amis de votre pays ont conscience du rôle historique que vous avez joué pour rendre son rang à la Grande-Bretagne. »* Le président de l'UDF, M. Valéry Giscard d'Estaing, a déclaré : *« Le rideau tombe sur la « Dame de fer ». Elle a droit, je crois, à nos applaudissements. »*

En revanche, pour le premier secrétaire du Parti socialiste, M. Pierre Mauroy, le départ de Mme Thatcher est *« la sanction du fiasco du modèle libéral »*. Selon Mme Simone Veil, ancienne présidente du Parlement européen, *« son ultra-libéralisme n'a pas eu des aspects aussi bénéfiques qu'on l'a dit sur l'économie anglaise »*.

Pour M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, *« la voie est désormais ouverte vers l'union monétaire et l'union politique de l'Europe »*.

Enfin, pour M. Philippe Séguin, député RPR des Vosges, Mme Thatcher a eu *« le mérite de remettre l'économie anglaise sur les rails* (...), *mais il semble qu'elle n'ait pas compris qu'il y avait un temps pour tout, et qu'après avoir appliqué avec brutalité un remède de cheval à l'économie anglaise, il fallait probablement s'attacher à mieux en gérer les conséquences sociales »*.

□ **M. Dumas s'attend à *« un infléchissement »* de la politique européenne britannique.** – Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a estimé jeudi 23 novembre que la démission de Margaret Thatcher pourrait se traduire par un *« infléchissement »* de Londres en matière européenne. Le chef de la diplomatie française, qui était entendu par la commission de la défense de l'Assemblée, a en revanche indiqué qu'il *« ne pensait pas que la Grande-Bretagne change de position »* à propos du Golfe.

Dans la presse parisienne

Grandeur politique et désastre social

L'ensemble des quotidiens parisiens consacrent, vendredi 23 novembre, leur « une », au départ de *« l'un des géants des années 80 »*, comme l'écrit Serge July dans *Libération*. Mais le bilan de dix ans de thatchérisme est diversement apprécié. Dans *le Figaro*, M. Alain Peyrefitte salue le *« courage »* qui a *« marqué la sortie »* de Mme Thatcher, *« comme il avait marqué son entrée en scène »*. Après *« trente-quatre années de* welfare state *»*, qui, selon l'éditorialiste du *Figaro*, *« avaient distillé leurs drogues dans toutes les cellules de la société »*, Mme Thatcher, *« dernière résurgence du vouloir-vivre britannique »*, avait *« pu réveiller le sens de la grandeur »* de son pays. Elle a toutefois commis *« deux erreurs »*, selon M. Peyrefitte : elle a laissé *« se creuser des inégalités criantes et elle a pris, voici trois ans, un mauvais parti économique »*.

« Venue au pouvoir avec un programme, elle l'a appliqué sans faiblir », écrit Stéphane Denis dans *le Quotidien de Paris*. Soulignant *« la constance »* du premier ministre britannique, il rend hommage à celle qui *« avait ce génie propre aux Anglais, qui est d'effacer une grande personnalité derrière une politique ». « Tout notre contraire, en somme »*, ajoute l'éditorialiste.

Dans *Libération*, Serge July retient de Mme Thatcher l'image du *« véritable idéologue de l'ultra-libéralisme »*. Sa chute *« sans gloire »*, affirme-t-il, *« dépasse celle d'un simple leader politique : Mme Thatcher n'aura pas survécu aux limites, sinon aux ratés de sa doctrine ». Refusant de concéder sur sa vision du monde, Mme Thatcher a ainsi pris le risque*, selon Serge July, *de faire apparaître comme de « l'autoritarisme », ce qui « était regardé hier, comme de l'autorité » et de conduire son pays à un vrai « désastre social »*.

Rien, dans le bilan de dix ans de conservatisme thatchérien, ne trouve grâce aux yeux de José Fort, dans *l'Humanité*. *« Le libéralisme thatchérien, modèle Reagan, a fait d'irréparables dégâts »* affirme le quotidien communiste et *« le bilan de Mme Thatcher, usée et impopulaire, est aussi triste que les périphéries grises et délabrées des grandes villes anglaises. » « Après onze ans de règne, Mme Thatcher quitte ses fonctions par la petite porte »*, ajoute *l'Humanité*.

La plupart des quotidiens parisiens analysent les conséquences européennes de la démission du premier ministre britannique. *« Non sans quelques excès de langage »*, écrit *le Figaro*, Mme Thatcher *« luttait, en fait, pour toutes les vieilles nations d'Europe »*. Il ajoute : *« Nous étions, parfois, bien contents de la laisser se battre pour nous. Il nous faudra maintenant avancer sans masque. » Le Quotidien de Paris* fait le même constat : la France, observe-t-il, *« perd gros à l'effacement de ce puissant symbole »*, car, face à l'Allemagne, *« il n'est pas gai de voir Londres flirter avec le déclin politique »*.

Beaucoup d'éditorialistes tirent les leçons de ces *« onze années de règne »* pour les dirigeants politiques français. *« Elle aura trébuché, victime de l'usure du pouvoir »* écrit Serge July. *« C'est le syndrome de l'excessive durée (...) La chute de Mme Thatcher*, ajoute-t-il, *intervenant alors que la France connaît un climat de confusion, devrait réactualiser un problème qui a déjà eu raison du général. »*

LA DÉMISSION DE Mme THATCHER

Les réactions internationales

Bruxelles : la Commission perd un opposant opiniâtre

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

Il y eut le temps des revendications – *« I want my money back »* – puis, à compter de 1985, coïncidant avec l'arrivée de M. Jacques Delors à la tête de la Commission, la phase de relance de la construction communautaire. Le parcours européen de Mme Margaret Thatcher se divise ainsi en deux périodes distinctes, même si son style n'a guère varié : celui d'un oppposant opiniâtre, capable de panache, mais peu solidaire vis-à-vis d'un club pour lequel il n'éprouve aucun attachement sentimental.

Mme Thatcher témoigne, *a contrario*, des progrès considérables accomplis par la Communauté : si elle apparaît aujourd'hui comme une victime de l'intégration européenne, c'est, qu'en dépit de ses coups de butoir, celle-ci s'est développée bien au-delà de ce qu'elle souhaitait.

Elle a mal perçu la dynamique du marché unique puis celle de l'Union économique et monétaire (UEM), persuadée qu'elle parviendrait toujours à en freiner le mouvement. Cette erreur l'a amenée, en octobre dernier, à avaliser, contre son gré et au plus mauvais moment, l'adhésion de la livre au mécanisme de change du système monétaire européen (SME).

A compter de ce jour, elle a donné l'impression de ne plus pouvoir agir ; de crispation en fausse manœuvre, elle s'est trouvée, lors du conseil européen de Rome, complètement isolée. Paradoxalement, elle quitte la scène au moment où le retournement de conjoncture et la débâcle de secteurs stratégiques de l'industrie communautaire peuvent conduire à s'interroger sur les insuffisances de l'Acte unique.

Lors de l'arrivée de Mme Thatcher au pouvoir, l'adhésion du Royaume-Uni remontait au 1er janvier 1973 mais n'en était pas pour autant accomplie. Peu intéressé par les premiers pas du SME, le premier ministre britannique vécut comme une croisée la querelle agricole et budgétaire.

Il s'agissait de dénoncer une absurdité – la politique agricole commune (PAC) jugée ruineuse et inefficace – et, surtout, de redresser une injustice : la Grande-Bretagne, moins riche que l'Allemagne et la France, versait bien davantage au budget de la CEE qu'elle n'en recevait. Cette bataille, qui épuisa la Communauté, elle la gagna pour l'essentiel.

Contre « l'Europe de la nécessité »

De même, sans remettre en cause l'organisation de l'Europe verte, les Douze engagèrent, à compter de 1984, une réforme de la PAC qui s'est traduite par une stabilisation de la production et l'élimination des *« excédents invendables »*, dont l'accumulation révoltait le premier ministre britannique.

Les pendules étant ainsi remises à l'heure, comment allait-elle réagir aux initiatives prises pour bâtir ce que, face aux avancées américaine et japonaise, M. Jacques Delors appelait *« l'Europe de la nécessité »*. La formule, d'une tout autre inspiration que le fédéralisme militant des années 60, aurait pu la séduire. Elle n'y a jamais souscrit, donnant la priorité absolue à son idéologie libérale et à son souci de préserver les attributs de la souveraineté britannique.

L'idée du marché unique, conçue en 1985 par son ami Lord Cockfield, devenu vice-président de la Commission européenne, lui plaisait dès lors qu'il s'agissait de créer des espaces financiers propices aux activités de la City.

Mais pourquoi encombrer l'exercice en l'assortissant de politiques d'accompagnement ou de réformes institutionnelles ? Pourquoi vouloir en faire une étape nouvelle du processus d'intégration ? Lors du conseil européen de Milan, en juin 1985, Mme Thatcher chercha donc à s'opposer à la convocation d'une conférence intergouvernementale. Bousculée (déjà) par la présidence italienne, elle se résigna à y participer, convaincue qu'elle réussirait à séparer le bon grain de l'ivraie.

Cependant, au mois de décembre suivant, lors du conseil européen de Luxembourg, elle faillit faire capoter l'exercice en cherchant par tous les moyens à limiter la portée de la décision, capitale, de désormais arrêter les mesures nécessaires à la mise en place du marché unique à la majorité qualifiée et non plus à l'unanimité.

En février 1988, le conseil européen se donnait les moyens budgétaires nécessaires à l'instauration du Grand Marché. L'opération, dès lors, était définitivement lancée. Mme Thatcher joua le jeu mais sans enthousiasme et s'opposa à l'élaboration d'une politique sociale jugée superfétatoire et c'est à Onze que fut signée, dans une indifférence quasi générale, la Charte européenne des droits sociaux fondamentaux.

Par libéralisme mais aussi par souci de ménager les Etats-Unis ou le Canada, elle s'est toujours montrée réticente à l'égard d'une politique de défense commerciale un tant soit peu musclée : les adversaires de *« l'Europe forteresse »*, concept mythique s'il en fut, ont constamment trouvé chez elle une oreille complaisante.

La voie royale de l'intégration ne pouvait être que celle d'une politique économique et monétaire gérée de façon collective. Le « piège », c'est ainsi qu'elle l'a ressenti, lui fut tendu en 1988, lors du conseil européen de Hanovre : les Douze invitèrent un comité présidé par M. Delors à réfléchir sur les modalités d'une Union économique et monétaire (UEM).

Les perspectives ouvertes par ce rapport suscitèrent légitimement des interrogations et le premier ministre britannique put espérer encore une fois ralentir le processus. Plusieurs Etats dont la France, s'opposèrent à cette tentative d'obstruction, affaiblie, il est vrai, par les doutes qui assaillaient les milieux d'affaires britanniques et les principaux membres du cabinet.

Le conseil européen de Rome, en octobre, révéla qu'il n'y avait plus de compromis possible entre Mme Thatcher et ceux qui, depuis 1985, s'efforçaient de renforcer la construction de l'Europe. *« Jamais, moi au pouvoir, de monnaie commune »*, s'est-elle alors exclamée. Il est ainsi des contradictions qui deviennent insupportables...

PHILIPPE LEMAITRE

Moscou : une estime réciproque basée sur le réalisme

MOSCOU

de notre correspondant

L'estime paradoxale mais réciproque que se témoignaient M. Gorbatchev et Mme Thatcher était basée sur le réalisme, les deux personnalités sachant aussi ne pas se ménager l'un l'autre et rendant coup pour coup lorsque les intérêts de leur pays l'exigeaient. Mme Thatcher et M. Gorbatchev ont ainsi procédé, en mai 1989, à des expulsions croisées de diplomates et de journalistes accusés d'espionnage.

Cette crise entre Moscou et Londres intervenait un mois à peine après la troisième visite en Grande-Bretagne de M. Gorbatchev, au cours de laquelle Soviétiques et Britanniques avaient scellé un nouvel *« esprit d'entente »*. Mais ces orages furent toujours passagers et n'eurent jamais de conséquences prolongées sur les relations bilatérales.

La sympathie entre les deux dirigeants remonte à décembre 1984, lorsque M. Gorbatchev, qui n'était alors qu'un candidat à la succession au Kremlin, fut reçu avec tous les égards au 10, Downing Street. La fameuse formule de la « Dame de Fer » sur Mikhaïl Gorbatchev fit alors le tour du monde : *« C'est un homme avec lequel on peut faire des affaires. »*

Le premier ministre ne ménagera plus ensuite ses hommages à la perestroïka et à son auteur. *« La perestroïka*, déclarait-elle encore en avril 1989, *est bonne pour l'humanité et les relations internationales. »* Quant à Mikhaïl Gorbatchev, Margaret Thatcher n'hésitait pas à le qualifier d'homme *« dynamique, déterminé et stimulant »*. Le porte-parole présidentiel, Vitali Ignatenko, a souligné que les relations entre Londres et Moscou s'étaient particulièrement développées avec Margaret Thatcher au pouvoir. *« L'esprit constructif et le désir du dialogue*, a-t-il dit, *ont marqué nos relations pendant cette période »*. La *Pravda* rendait aussi hommage vendredi au réalisme de la politique de Mme Thatcher. – *(Interim.)*

Les « petites phrases » de la « Dame de fer »

C'est un quotidien soviétique qui l'a baptisée, en 1976, la « Dame de fer ». Cela ne la chagrinait guère : *« C'est vrai*, disait-elle, *je suis une Dame de fer ! »* Elle n'était pas animée du désir de plaire : *« Si vous vous contentez de faire en sorte d'être aimé, vous devez être prêt à faire des compromis sur n'importe quoi à n'importe quel moment et vous ne ferez jamais rien. »*

Des petites phrases cinglantes et assassines ont ponctué ses onze années à la tête du gouvernement. Un an après son arrivée au 10, Downing Street, en mai 1979, la « Dame de Fer » résume son style à la conférence des Tories : *« A ceux qui attendent un demi-tour, j'ai seulement à dire : tournez si vous voulez. La dame n'est pas faite pour les demi-tours »*. Sa philosophie ? *« Ma politique n'est pas fondée sur une théorie économique, mais sur des idées que je partage avec des millions de gens : une journée de travail honnête pour un salaire honnête, ne pas vivre au-dessus de ses moyens, mettre de l'argent de côté pour les temps difficiles, payer ses factures avant terme et aimer sa police. »*

« Je veux qu'on me rende mon argent », avait-elle lancé lors d'une réunion sur les budgets de la politique agricole commune à Bruxelles. A Bruges, en 1988, elle recommence : *« Nous n'avons pas réussi à repousser les frontières de l'Etat en Grande-Bretagne seulement pour les voir réimposer au niveau européen. »* Elle accuse les pro-Européens de vouloir *« faire rentrer le socialisme par la porte de derrière »*.

Mme Thatcher a toujours voulu un *« gouvernement de conviction »* et *« n'a pas de temps à perdre en discussions internes »*. En politique intérieure, elle se gausse régulièrement du *« petit homme »* (Neil Kinnock, le leader travailliste), qu'elle qualifie volontiers de *« cryptocommuniste »*. Elle estimait qu'il y avait beaucoup de *« marxistes »* parmi les bureaucrates de Bruxelles...

Si nous sommes bien renseignés, Mme Thatcher aurait dit à François Mitterrand, lors de l'une de leurs premières rencontres : *« Enfin, Monsieur le Président, il faut bien que vous compreniez que le socialisme ne peut pas marcher... »* On ignore la réponse de l'interessé. On sait en revanche celle qu'il a faite à la dame de fer après que celle-ci, à la fin du sommet européen de Fontainebleau, lui eut déclaré, au cours d'un petit déjeuner : *« J'espère, Monsieur le Président que vous vous rendez bien compte que nous* (NDLR les Britanniques) *avons gagné sur toute la ligne »* ... *« Eh bien, Madame, si cela vous plait de le croire...*

Et maintenant ? Mme Margaret Thatcher se retire avec une retraite de 17 500 livres (environ 175 000 F) par an. La reine Elizabeth pourrait, dit-on, lui conférer, le titre de comtesse de Grantham, la ville où elle est née, voilà soixante-cinq ans, au-dessus de l'épicerie que tenait son père. Mais la presse britannique la voit mal rester à la maison pour s'occuper de son mari, Denis...

Bonn : soulagement

BONN

de notre correspondant

Plus que tout autre chef de gouvernement européen, le premier ministre britannique, qui avait une méfiance viscérale envers l'Allemagne, avait du mal à cacher le malaise que provoquait chez elle l'unification de l'Allemagne. En janvier 1990 elle avait tranché péremptoirement : *« L'unité allemande n'est pas à l'ordre du jour. »*

Pas étonnant donc si M. Genscher avait été profondément irrité par l'attitude adoptée par les Britanniques dans le cadre de la conférence « deux plus quatre » sur le règlement des aspects extérieurs de l'unité allemande. Jusqu'au dernier moment, Londres avait fait obstacle à la mise au point du texte adopté à Moscou au mois de septembre dernier, mettant en danger un plan d'unification rendu fragile par son tempo accéléré. L'annonce de la démission de Mme Thatcher n'a donc fait, jeudi 22 novembre, l'objet d'aucun commentaire officiel du chancelier ou d'un membre de son gouvernement. Pour le président du groupe parlementaire CDU/CSU, M. Alfred Dregger, *« Mme Thatcher a acquis de grands mérites dans la grande confrontation pour la liberté et la démocratie, mais elle a échoué à cause de sa politique européenne »*. Le seul jugement globalement négatif émane du président du SPD, M. Hans Jochen Vogel, qui estime qu'en jetant l'éponge, elle *« apporte la preuve qu'il est impossible de mener en Europe une politique uniquement fondée sur la recherche effrénée du profit »*.

LUC ROSENZWEIG

Pékin : préoccupation

PÉKIN

de notre correspondant

La consternation se lisait jeudi 22 novembre sur le visage d'un responsable de média officiel lorsqu'il apprit la démission de Mme Thatcher. S'exprimant sous couvert de l'anonymat, il ne fut guère convaincant lorsqu'il assura que le prochain premier ministre britannique, *« quel qu'il soit »*, aurait l'entière confiance de Pékin sur la question de Hongkong. De toute évidence, Pékin est une des capitales où « Maggie » sera regrettée le plus. Chez Mme Thatcher, Pékin appréciait particulièrement l'atlantisme, le caractère résolu et prévisible de ses décisions et surtout sa détermination à ne rien faire qui puisse remettre en cause l'accord sur la rétrocession de Hongkong, conclu sous son règne en 1984.

Ce départ constitue pour la Chine un nouveau coup pour les certitudes qu'elle s'était formées sur le monde extérieur après la mort de Mao Zedong. Au même moment, le ministère des affaires étrangères fournissait le démenti le plus énergique à ce jour sur les rumeurs concernant M. Deng : il est *« en très bonne santé »*.

FRANCIS DERON

M. George Bush a rendu hommage à l'« amie » et à l'« alliée solide et exceptionnelle »

DAHRAN

de notre envoyé spécial

Un hommage appuyé, l'expression d'une *« haute estime »*, mais pas de véritable émotion. La réaction du président Bush au départ de Mme Thatcher n'a pas surpris de la part d'un homme, qui n'a jamais eu pour elle les yeux de Ronald Reagan. Cette réaction a été fortement marquée par les circonstances (M. Bush achevait sa journée de rencontre avec les troupes américaines en Arabie saoudite) et révélatrice des priorités du président américain. *« Nous allons, bien entendu, travailler avec le prochain premier ministre ; et je suppose, connaissant la fibre* [des Britanniques], *qu'ils resteront exactement sur le même cap que nous. »*

Il s'agissait évidemment, dans l'esprit de M. Bush, de l'attitude de la Grande-Bretagne dans la crise du Golfe, une attitude dont la présente administration n'a eu qu'à se féliciter. Les attentes du président américain n'ont pas tardé à être comblées. Le soir même, le cabinet de Londres annonçait l'envoi de nouvelles troupes dans le Golfe. Jeudi matin, s'adressant aux soldats réunis sur la base aérienne de Dahran, M. Bush distinguait trois pays parmi les vingt-trois membres de la coalition anti-irakienne : le Koweït et l'Arabie saoudite, pour des raisons évidentes, et la Grande-Bretagne, qui a placé sans hésiter ses troupes sous commandement américain. Les aviateurs anglais, qui agitaient de petits *Union Jack*, ne savaient rien alors, pas plus que M. Bush, de la démission de Mme Thatcher. Mais, pour les journalistes britanniques qui, quelques instants plus tard, apprirent la nouvelle, ce fut un vrai choc, et beaucoup accusèrent le coup, y compris ceux qui n'avaient jamais nourri de bien tendres sentiments pour « Maggie ». M. Bush a ajouté une touche un peu plus personnelle en exprimant à Mme Thatcher ses *« meilleurs sentiments en ces moments difficiles »*. Dans la soirée, le président américain devait lui téléphoner pour lui dire en substance : *« On vous aime. »*

L'hommage qui avait précédé fut tout à fait classique : *« Elle va me manquer (...). Elle a été une amie et une alliée solide, et exceptionnelle. C'est une femme de principes. Elle se battait pour ce en quoi elle croyait. Je pense, tout le monde en conviendra en Amérique, que Mme Thatcher fut pour les Etats-Unis une alliée exceptionnelle. »*

Complicité avec M. Ronald Reagan

Depuis que M. Bush a succédé à Ronald Reagan, il était clair que les relations entre la Maison Blanche et le 10, Downing Street n'étaient plus tout à fait les mêmes, le nouveau président n'accordant pas la même importance aux avis de Mme Thatcher et tournant beaucoup plus volontiers son attention vers le chancelier Kohl. Mais la crise du Golfe remit un peu les choses à leur place, et la Grande-Bretagne reprit son rôle de *« meilleur allié »* des Etats-Unis, d'autant que M. Kohl manifestait un certain manque d'enthousiasme pour passer à la caisse.

Mais, de l'alliance à la complicité, il y a un pas que M. Bush et Mme Thatcher n'auraient sans doute jamais pu franchir. C'est avec Ronald Reagan, et avec lui seul, que s'étaient établis des liens qui dépassent la simple sympathie ou la raison d'Etat. Leurs différences étaient pourtant éclatantes ; et Mme Thatcher était sans doute très consciente de sa supériorité intellectuelle, même si elle témoignait à l'égard de Ronald Reagan d'un respect apparemment sincère, dû peut-être à la différence d'âge.

Mais l'essentiel était ailleurs : l'un et l'autre portaient leurs principes en bandoulière et leur souci, leur orgueil, c'était de modifier le cours des choses, d'aller à rebours de tout ce qui leur paraissait dénaturer la nature profonde, le génie de leurs pays respectifs. M. Bush n'a pas de telles ambitions. La sienne est, plus modestement, de bien faire son devoir et son travail de président. On imagine mal que le successeur de « Maggie » ne revienne pas, lui aussi, à une politique un peu plus « modérée », un peu plus banale. M. Reagan était sans doute plus rêveur et plus distrait. Mme Thatcher, *plus réaliste et faite d'un bois plus dur*. Mais le fils du marchand de chaussures et la fille de l'épicier appartenaient profondément à la même génération idéologique, et ils ont laissé dans leurs pays respectifs des traces parallèles.

JAN KRAUZE

En Argentine, le souvenir des Malouines est encore vif

BUENOS-AIRES

correspondance

« Margaret Thatcher a confirmé aux Malouines la tradition de piraterie de tous les gouvernements anglais. » Cette affirmation d'un homme de la rue à Buenos-Aires, jeudi 22 novembre, après l'annonce de la démission du premier ministre britannique, *traduit bien le souvenir vivace* qu'ont laissé en Argentine l'intransigeance et la dureté la « Dame de fer » durant ce conflit, qui en six semaines fit plus d'un millier de morts et de disparus. Du côté gouvernemental, le président Carlos Menem a toutefois préféré faire l'éloge de Margaret Thatcher pour son *« apport constructif »* au rétablissement de relations diplomatiques entre Londres et Buenos-Aires interrompues par la guerre.

Le président Menem, qui a affirmé à plusieurs reprises qu'il était disposé à rencontrer Mme Margaret Thatcher, estime que son départ *« ne devrait pas changer substantiellement les relations entre l'Argentine et la Grande-Bretagne parce que la politique extérieure de Londres est la même depuis quarante ans »*. Le président Menem a toutefois exprimé l'espoir d'un *« assouplissement »* dans les relations avec son pays. Le ministre argentin des affaires étrangères, M. Domingo Cavallo, saluant lui aussi *« l'attitude constructive »* de l'ancien premier ministre britannique, a confirmé son voyage à Londres prévu pour le 29 novembre en compagnie d'une vingtaine d'hommes d'affaires argentins, désireux d'attirer les investissements britanniques en Argentine.

Du côté de l'opposition, l'ancien ministre des affaires étrangères de M. Raoul Alfonsin, le député radical M. Dante Caputo, a affirmé que la démission de Mme Thatcher *« met en évidence que le gouvernement de M. Menem est trop pressé de négocier avec la Grande Bretagne »*. Les anciens combattants de la guerre des Malouines n'ont pas caché leur joie devant l'échec de la « Dame de fer ». Ils en ont profité pour rappeler leur opposition à l'envoi de troupes argentines dans le Golfe où *« elles doivent aider leur ennemi d'hier »*. Après sa décision d'envoyer des navires de guerre pour participer à l'embargo contre l'Irak, le président Menem avait reçu une lettre personnelle de remerciements de Mme Thatcher. *« Je suis contente*, concluait en riant une jeune femme à la terrasse d'un café écrasé par la chaleur de l'été austral. *Pas tellement pour les Argentins mais pour les Anglais. »*

CHRISTINE LEGRAND

Bagdad : « Quiconque se dresse contre l'Irak peut aller en enfer ! »

BAGDAD

de notre envoyé spécial

« A bas Bush, à bas Thatcher ! », une manifestation de rue a été organisée, jeudi 22 novembre, à Bagdad par le parti Baas au pouvoir pour protester contre la visite du président américain en Arabie saoudite. M. Bush était donc spécialement visé. Mais, immanquablement, Mme Thatcher lui a été associée ; comme elle l'est en Irak presque toujours depuis trois mois et demi, dans les discours officiels comme dans les éditoriaux et caricatures de la presse, où *« Maggie la perfide »* ne cesse de figurer en très bonne place.

Il apparaît, finalement, que, malgré l'énorme différence entre les effectifs déployés par Londres et Washington dans la région, Mme Thatcher est bien davantage détestée que M. Bush. Les propos très sévères qu'elle a tenus contre le président Saddam Hussein, voulant le faire juger pour crimes contre l'humanité et l'accusant de se cacher honteusement derrière des femmes et des enfants quand ceux-ci étaient encore retenus en otage, lui ont attiré la vindicte des Irakiens. Ceux-ci soulignent qu'elle aura été le plus ferme des alliés du président américain et assurent qu'elle a *« poussé »* M. Bush sur le sentier de la guerre.

Mme Thatcher ne pouvait mieux incarner ce que les Irakiens haïssent dans la Grande-Bretagne ; une vieille haine entretenue par la propagande locale depuis le renversement, en 1958, de la monarchie installée par les Britanniques. Ainsi à Bagdad – où l'on n'est pas près d'oublier l'occupation britannique – persiste-t-on à reprocher à Londres de porter la responsabilité du tracé *« imaginaire »* de la frontière avec le Koweït et de l'indépendance *« artificielle »* de l'émirat.

Au cours d'une conférence de presse, jeudi soir, le ministre de l'information, M. Latif Nassif El Jassem, champion incontesté des excès oratoires irakiens, n'a, toutefois, pas pu s'empêcher de laisser entendre que la démission de la Dame de fer était la conséquence de ses prises de position sur la crise du Golfe, ajoutant : *« Il est dans la tradition arabe de ne pas se réjouir de la mort de son ennemi et de demander à Dieu le pardon pour lui, mais que l'on sache que quiconque se dresse contre l'Irak peut aller en enfer ! »*

FRANCIS CORNU

Le récit d'une nuit mouvementée à l'Assemblée nationale

Le « peuple corse » met le PS au bord de la crise

Jeudi 22 novembre, 15 heures. Deuxième jour de débat à l'Assemblée nationale autour du projet de loi, présenté par M. Pierre Joxe, qui prévoit un nouveau statut pour la Corse. M. Pierre Pasquini (RPR, Haute-Corse) se trouve en situtíon délicate : il doit défendre, au nom de son groupe, une motion de renvoi en commission dont l'adoption signifierait, en gros, que le texte proposé n'est ni fait ni à faire. Or, à part le déjà fameux article premier, qui prend en compte l'existence du *« peuple corse, composante du peuple français »*, M. Pasquini est en accord avec ce projet à la différence de l'ensemble de ses amis du RPR, qui le rejettent en bloc.

Alors, l'avocat Pasquini fait de l'équilibrisme, cisèle un discours plein de nuances qui, le plus souvent, échappent aux député RPR présents dans l'hémicycle. M. Pasquini, dont l'attachement au général de Gaulle a été, dit-il, *« l'honneur de* [sa] *vie »*, cite souvent son nom. Automatiquement, les élus RPR applaudissent, alors même que l'orateur choisit des extraits qui renforcent son argumentation.

16 h 40. Pour le PS, embarrassé, M. Marc Dolez (Nord) demande une suspension de séance afin de réunir son groupe. Depuis la veille, on sait que M. Roland Carraz (PS, Côte-d'Or), a la ferme intention de déposer, au nom des amis de M. Jean-Pierre Chevènement, un amendement supprimant dans l'article premier la référence contestée (*le Monde* du 23 novembre). L'amendement a bien été déposé. Il est distribué en même temps que ceux de l'opposition visant à supprimer ou à modifier l'aticle litigieux.

17 h 05. La séance reprend. Constat d'échec pour le PS. Les membres de Socialisme et République persistent et signent. La discussion sur l'article premier commence. Treize orateurs se succéderont sur ce seul article. Les arguments employés la veille par l'opposition sont repris, martelés. M. Michel Crépeau (MRG, Charente-Maritime) vient à la rescousse, déploie son art oratoire dans un silence total. M. Gérard Longuet (UDF-PR, Meuse) est prêt à soutenir le texte sans l'article premier. Il adjure le ministre d'y renoncer : *« Vous êtes en train de vous priver des appuis qui donneraient à votre réforme l'autorité nécessaire. (...) J'ai du mal à comprendre que vous respectiez ceux qui ne vous respectent pas et que vous fermiez la porte à ceux qui sont prêts à vous soutenir. »*

La droite déploie parfois une argumentation paradoxale. M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie) affirme que si l'article premier est adopté, la voie de l'autodétermination est ouverte et que la Corse *« demandera son indépendance »*. Ce qui, en bonne logique, revient à expliquer que la majorité des Corses sont indépendantistes. De toute façon, M. Mazeaud, n'hésite pas à lancer : *« Déjà, la Bretagne, le Pays basque, souhaitent cette même indépendance ! »*

« Aucune ambiguïté »

Certains orateurs ne semblent pas savoir que les Corses, dans l'île, peuvent suivre en direct la retransmission intégrale du débat et de son impact sur la population. M. François d'Aubert (UDF-PR, Mayenne), lance : *« Personne, ici, n'arrive vraiment à avaler le « peuple corse » !* M. Georges Benedetti (PS, Gard), qui défend pourtant l'article premier, évoque ingénument le *« dialecte »* corse, récemment élevé au rang de langue... On fait un tour des provinces de France pour affirmer que les Corses n'ont aucun droit à se revendiquer comme *« peuple »* plus que les *« Franciliens »* ou les *« Charentais-maritimes »*.

Par deux fois, M. Joxe intervient, souligne qu'il n'y a *« aucune ambiguïté »*, qu'il n'est pas question d'*« indépendance, de souveraineté, de justice rendue au nom du peuple corse »*. Le ministre répète : *« En Corse, c'est comme cela »* ; il défend une *« tentative de réunion de ceux qui veulent la paix civile »* ; il rappelle qu'*« un certain nombre de ceux qui préconisaient la violence en sont venus à l'abandonner »* ; il affirme qu'un *« tel mouvement de réflexion vers l'avenir peut être accompagné par ce statut »*.

Rien n'y fait. La mine du ministre et celle du rapporteur, M. José Rossi (UDF-PR, Corse-du-Sud), deviennent plus graves au fur et à mesure que s'allonge la liste des orateurs *« contre »* face aux quelques orateurs *« pour »*. M. Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône), l'un des députés de Socialisme et République, joint sa voix au concert des « non », pour refuser d'aller à l'encontre de *« toutes les traditions françaises »*. Quand M. Jean-Marie Daillet (non-inscrit, Manche) lit la définition du *Petit Larousse* qui définit un peuple comme un ensemble d'hommes *« formant une nation »* avant de conclure sèchement *« celui qui vous apporte cette petite précision appartient à un groupe qui s'appelle « la France unie »*, l'évidence d'une majorité contre l'article premier s'impose, presque physiquement.

Premiers amendements de suppression. M. Jean-Louis Debré (RPR, Eure), M. d'Aubert, reprochent au ministre d'avoir cherché à *« banaliser »* l'article explosif. La tension monte encore quand les députés parcourent les travées pour tourner les clés des absents. Chaque voix compte. M. Mazeaud s'accroche avec M. Michel Sapin (PS, Hauts-de-Seine), président de la commission des lois, à propos du vote de M. Emile Vernaudon (non-inscrit, Polynésie française). *« Vernaudon a voté la censure,* soutient M. Mazeaud, *il n'y a pas de raison qu'il vote contre l'amendement de suppression de l'article premier ! »*

L'amendement est repoussé, la tension retombe. L'Assemblée rejette encore un amendement de M. Pasquini maintenant l'article mais supprimant la formule contestée. Le tour de *« l'amendement Carraz »* va bientôt arriver : pas ou peu d'abstentions, le RPR, l'UDF, l'UDC, les socialistes chevènementistes contre, l'amendement peut passer. La crise de régime est pour dans un quart d'heure.

« Ils ont perdu ! »

L'homme de Matignon au Parlement, M. Guy Carcassonne, habituellement omniprésent, ne se montre pas. Il est 19 h 10. M. Dolez demande une nouvelle suspension de séance, afin de réunir son groupe, assez longue pour empêcher que le vote n'ait lieu avant la séance de nuit. M. Mazeaud proteste mais M. Dolez est dans son droit. La séance est levée. Deux heures de gagnées. Dans les couloirs, les chevènementistes fulminent. M. Michel Suchod (PS, Dordogne), explose : *« C'est une manipulation. Nous ne respecterons pas la discipline de vote ! »* M. Mazeaud exulte : *« Ils ont perdu. Bien sûr, nous voterons l'amendement Carraz, c'est un très bon amendement. »*

Confusion. Tout le monde s'éparpille dans les couloirs. M. José Rossi, qui caresse encore l'espoir d'un texte *« consensuel »*, explique : *« La reconnaissance du peuple corse, c'était un geste de bonne volonté. Dans ces conditions-là, si ça passe à quatre ou cinq voix, ça n'a plus de sens. Autant prendre acte qu'il y a une majorité contre à l'Assemblée. Cela donnera un peu d'air pour le reste du projet. De toute façon, article un ou pas, ça ne changera rien à la situation sur place en ce qui concerne la violence. Et on trouvera d'autres manières de faire un geste de bonne volonté, de renforcer l'affirmation de l'identité corse. Tout commence après le vote du statut. »*

La réunion du groupe socialiste est solennelle. A l'exemple de M. Jean-Marie le Guen (Paris), jospiniste, plusieurs députés alertent leurs camarades de Socialisme et République sur la gravité du geste qu'ils s'apprêtent à commettre : pour la première fois depuis Epinay, en 1971, le groupe éclaterait publiquement ; le parti ne pourrait pas l'admettre. MM. Carraz et Suchod, ne veulent pourtant pas en démorde.

Lire la suite page 12

Le prétexte

par Jean-Louis Andréani et Thierry Bréhier

LA Corse après la CSG ; la quasi-sécession de Socialisme et République après le vote de la censure par les communistes : pour la deuxième fois de la semaine, une crise politique majeure a failli éclater au sein de la gauche. La reconnaissance législative du *« peuple corse »* n'en est que le prétexte.

L'assise de la majorité est mouvante, le vote du 19 novembre l'avait confirmé. Pour résister aux vents contraires qui tournoient autour d'elle, elle doit faire bloc ; le déroulement de la journée de jeudi semble montrer que cela lui sera de plus en plus difficile.

Qu'ils l'admettent ou non, ce sont à la fois un tabou et une des règles fondatrices du PS qu'ont mis à mal les responsables du courant de M. Jean-Pierre Chevènement. Qu'ils aient tenté de s'opposer à une disposition d'un projet gouvernemental pratiquement écrite de la main même du président de la République est, certes, conforme à une ligne de conduite ancienne, mais qu'ils aient – imaginé ou même semblant – de refuser, par leur vote à l'Assemblée nationale, une décision du bureau exécutif de leur parti est une première dans l'histoire du PS depuis sa refondation à Epinay.

La marche vers une balkanisation, au pire, ou, au mieux, une simple fédération – et non plus un parti – des socialistes s'est accélérée jeudi. La tradition, qui voulait que, après des débats internes, aussi vifs soient-ils, ils retrouvent leur unité pour faire face à leurs adversaires, a pris fin : même si toute l'affaire s'est achevée par une simple démarche personnelle d'un député isolé, il reste que, pendant de longues journées, les dirigeants de ce courant ont menacé d'en faire une prise de position collective.

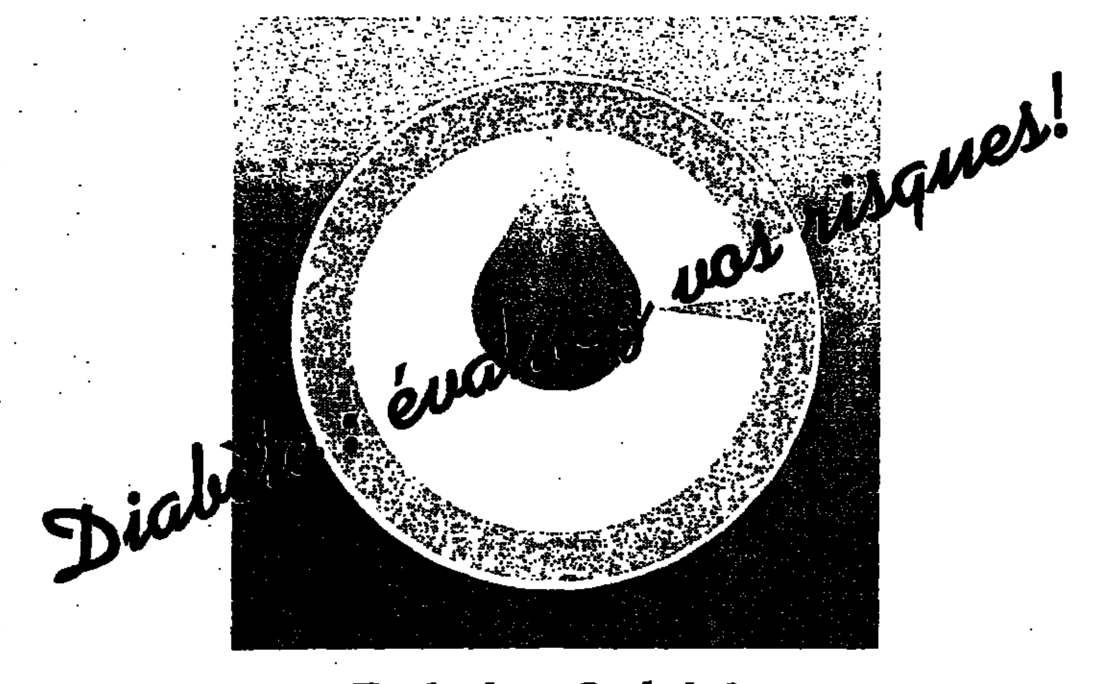
Des conséquences dommageables

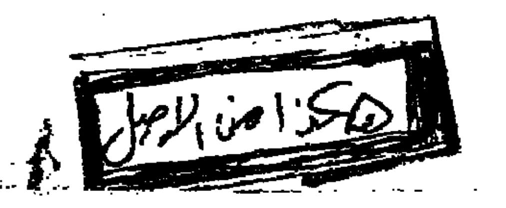
Les animateurs de Socialisme et République ne cachaient même pas que la défense du principe sacré de l'unité de la République n'était que l'occasion de manifester un désaccord profond avec l'ensemble de la politique suivie par la majorité. Les hésitations de M. Chevènement au début de la crise du Golfe, l'opposition à la ligne voulue par le reste du PS sur l'Europe, les critiques sur les choix économiques de MM. Michel Rocard et Pierre Bérégovoy, tout cela commence à faire beaucoup et confirme la profondeur du malaise au PS.

Certains des amis du ministre de la défense ne camouflent plus leur envie de prendre nettement leurs distances. Le pas n'a pas encore été franchi, mais l'alerte a été chaude. M. Rocard n'avait certainement pas besoin de ce nouveau front, qui ne fait que s'ajouter aux nombreux champs de bataille où il doit déjà manœuvrer. M. Joxe voit, lui aussi, la longue liste de ses difficultés s'allonger.

La victoire parlementaire du ministre de l'intérieur a été trop juste pour que ses conséquences en Corse ne soient pas dommageables. Le débat, certes, a été d'une qualité rare, tout à la fois passionné dans le fond et dépassionné dans la forme. L'importance du principe en discussion, l'un des fondements de la République, l'imposait. Tous ces insulaires, qui pouvaient le suivre en direct et qui se sentent en même temps corses et français, ont pu se sentir humiliés par la réticence de tant de députés continentaux à leur accorder la reconnaissance de ce qui, pour eux, est une évidence. La représentation nationale, en n'avalisant que du bout des lèvres l'existence d'un *« peuple corse »*, risque d'avoir éloigné, encore un peu plus, le continent de la Corse.







POLITIQUE

Le « peuple corse » met le PS au bord de la crise

Suite de la page 11

L'heure du dîner est mise à profit pour multiplier les interventions. MM. Michel Rocard, Jean-Pierre Chevènement, sont alertés ; le ministre de la défense est mis devant ses responsabilités. Depuis leurs mairies de Lille et de Roanne, MM. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, et Jean Auroux, président du groupe, donnent coup de téléphone sur coup de téléphone.

Pour éviter le drame, les dirigeants socialistes sont prêts à tolérer que les contestataires présents votent selon leur conscience ; mais pas question qu'ils actionnent les clés de leurs amis absents qui, par écrit, ont confirmé leur opposition à la reconnaissance du peuple corse. Mathématiquement, l'enjeu n'est pas mince : s'ils sont treize à être prêts à franchir la « ligne jaune », ils ne sont que cinq encore présents au Palais-Bourbon. Quelques minutes avant la reprise de séance, la menance se fait plus précise : les orthodoxes sont prêts, dans l'hémicycle, à retourner les clés après le passage des contestataires. Les députés socialistes vont-ils donner le spectacle public d'une empoignade physique entre eux ? M. Carraz ne le veut pas. Il met les pouces. Lorsque le président appellera en discussion son amendement, il sera le seul socialiste à le voter.

21 h 30. La séance reprend. M. Carraz ne recule pas. Il défend son texte, d'une voix étranglée, qui s'éclaircit peu à peu. M. Joxe enregistre, avec une ironie amère, que, pour le député de Côte-d'or, ces quelques lignes, qui mettent à bas une bonne partie de l'édifice patiemment construit depuis deux ans, ne constituent pas un *« geste de défiance »* pour le gouvernement. L'accord conclu dans les coulisses est respecté. Quand le président de séance annonce le scrutin public, les trois députés de Socialisme et République encore présents, MM. **Jean-Paul Planchou** (Seine-et-Marne), **Michel Suchod**, **Jean-Yves Autexier** (Paris), quittent l'hémicycle. M. Carraz vote pour lui-même, s'assied ostensiblement, ne bouge plus. L'amendement est rejeté. Il n'y a plus de crise. Encore un peu de suspense. Les députés socialistes votent sans bavure pour l'article, en compagnie des seuls communistes. L'article premier est adopté . Pour Paris aussi, le *« peuple corse existe »*.

J.-L. A. et Th. B.

Le vote sur l'amendement de M. Carraz

L'amendement de M. Roland Carraz, député socialiste de la Côte-d'Or, visant à supprimer la référence au *« peuple corse »* dans l'article premier du projet, a été repoussé par 293 voix contre 281.

Ont voté pour les cent vingt-neuf députés RPR, quatre-vingt-dix UDF, les trente-neuf de l'UDC, dix membres du groupe socialiste (M. Carraz lui-même et les neuf radicaux de gauche) et treize non-inscrits (dont MM. Jean Charbonnel et Jean-Marie Daillet).

Ont voté contre deux cent soixante députés socialistes, les vingt-six membres du groupe communiste et sept non-inscrits (MM. Michal Cartelet, Elie Hoarau, Alexandre Léontieff, Jean-Pierre Luppi, Claude Miqueu, Alexis Pota, Bernard Tapie).

N'ont pas participé au vote les deux députés socialistes de Guadeloupe, MM. Frédéric Jalton et Dominique Larifla, et M. José Rossi (UDF, Corse-du-Sud), rapporteur du projet.

Le regroupement des élections cantonales et régionales est définitivement adopté

L'Assemblée nationale a adopté définitivement, mercredi 21 novembre, le projet de loi de regroupement des élections cantonales et régionales. Deux cent quatre-vingt-treize députés ont voté pour ce texte, défendu par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur ; deux cent soixante-dix ont voté contre. L'UDF et le RPR ont déposé, jeudi 22, un recours devant le Conseil constitutionnel. Le premier effet de cette loi, si le Conseil constitutionnel ne la sanctionne pas, sera de repousser d'un an le renouvellement partiel des conseils généraux, prévu en 1991. Les conseillers généraux de cette *« fournée »* feront un mandat de sept ans au lieu de six et ils seront donc renouvelés en 1992, en même temps que les conseillers régionaux qui avaient été élus le 16 mars 1986.



Regain de tension à droite

L'avenir de l'Europe divise de nouveau le RPR et l'UDF

Les querelles sur les structures de l'opposition pourraient être rapidement dépassées par les clivages qui ressurgissent entre le RPR et l'UDF sur l'avenir de l'Europe, un sujet que, par souci d'union forcée, ces deux formations s'étaient résolues à gommer lors des élections européennes de 1989. Au point que certains membres de cette opposition en viennent à imaginer que si reclassement il devait y avoir, l'Europe pourrait bien en être le vecteur.

Jeudi 22 novembre, pour la première fois depuis la rupture du 8 novembre, deux délégations du RPR et de l'UDF se sont retrouvées au siège de l'UDF pour tenter de recoller les morceaux de la porcelaine UPF, en se penchant une énième fois sur l'obstacle des primaires pour l'élection présidentielle. En langage diplomatique, chacun a assuré que cette réunion s'était tenue *« dans un très bon climat »*. La promesse de se revoir régulièrement avec le renfort de juristes a été faite, mais, de toute évidence, personne n'y croit plus. M. Giscard d'Estaing lui-même s'est mis aux abonnés absents.

Ce pessimisme sur les chances de survie de l'UPF est tellement vrai à l'UDF que l'on comprend mieux le souci de cette confédération de se mobiliser rapidement sur l'Europe, un thème qui, depuis sa création en 1978, lui a toujours servi de ciment. Plus personne n'ose envisager à présent la convocation des états généraux de l'opposition sur ce sujet. Chacun reprend ses cartes et la partie risque maintenant de dégénérer.

M. Chirac contre M. Pasqua

Réuni en prévision de son conseil national du 5 décembre sur l'Europe, le bureau politique du RPR du mercredi 21 novembre s'est, en effet, mal passé. M. Chirac et M. Pasqua se sont à nouveau opposés. Si, comme l'a souligné M. Alain Juppé, *« il y a unanimité pour condamner la dérive actuelle de la CEE vers une fédération intégrée »*, la direction de ce mouvement n'est pas encline à entériner pour autant la contribution de MM. Pasqua et Séguin.

D'un côté, on continue de plaider pour *« un approndissement de la construction communautaire »* ; de l'autre, on défend l'idée d'*« une confédération européenne »* allant, selon le mot de de Gaulle, *« de l'Atlantique à l'Oural. »* La tribune de M. Pasqua dans *le Monde* du 14 novembre, intitulée « Contre l'Europe de l'apartheid », a aussi relancé le débat et provoqué une réelle irritation à l'UDF.

Rassemblés, jeudi 22 novembre, à huis clos, députés et sénateurs de l'UDF ont très nettement pris leurs distances avec ces thèses RPR et manifesté leur souci de ne pas demeurer inactifs. Au début de l'année prochaine, une campagne d'information sera lancée en faveur de l'intégration politique et monétaire européenne. *« Elle visera*, a expliqué M. Pierre Méhaignerie, *à apaiser les inquiétudes et les peurs de certains et à montrer que la voie de l'intégration politique et monétaire de l'Europe apportera aux Français plus de solutions à leurs problèmes que le repli frileux sur les nations. »*

Institutions, monnaie, défense, dans ces trois domaines, pour tous les dirigeants de l'UDF, la communauté des Douze doit aller de l'avant. Ils craignent qu'une ouverture trop rapide vers les pays de l'Est, comme le préconise M. Pasqua, n'aboutisse qu'à la délimitation d'une simple zone de libre-échange enterrant la destinée politique commune de l'Europe.

Un conseil d'ennemi...

Preuve d'un vrai refroidissement, tous se sont montrés résolus à ne rien céder au RPR. C'est particulièrement vrai des centristes. M. François Bayrou, le premier, semble avoir perdu toutes ses illusions. *« Il faut politiser ce débat*, a plaidé le délégué général de l'UDF. *Nous avons intérêt à nous identifier par rapport au RPR. N'ayons pas peur d'une guerre de cent ans avec lui. Elle n'aura pas lieu. Pour se faire respecter des chiraquiens, il faut exprimer sa force. »*

Beaucoup ont abondé dans ce sens. M. Jean Lecanuet : *« Nous, nous voulons construire l'Europe. Le RPR veut conserver les nations. »* M. Méhaignerie : *« Nous avons besoin de montrer notre différence. »* M. Edmond Alphandéry : *« Il y a maintenant deux camps : ceux qui ont du courage et ceux qui ont peur. »* M. Bernard Stasi : *« Il faut mettre l'accent sur ce qui nous différencie du RPR. Son discours n'est pas le nôtre. »* M. Bernard Bosson : *« L'UDF ne doit pas succomber à la tentation de s'aligner sur M. Pasqua. »*

M. Charles Millon a également insisté sur cette urgence de *« se battre contre tous ceux qui spéculent sur la peur de l'Europe »*. Mais avec un bémol d'une autre portée. *« Aidons ceux au RPR dont le terrorisme intellectuel interne n'encourage pas à montrer qu'ils pensent comme nous »*, a-t-il conseillé. Un conseil d'ennemi...

D. C.

Passation de pouvoirs dans l'opposition

M. Gérard Longuet veut restaurer l'unité du PR

Un mois après l'annonce par M. François Léotard de son refus de solliciter un cinquième mandat à la tête du Parti républicain, le conseil national de ce parti, qui se réunit samedi 24 novembre à Cannes, installera à sa présidence M. Gérard Longuet. Cette passation de pouvoirs en douceur devrait laisser néanmoins beaucoup de problèmes en suspens. Pour le nouveau président, la priorité est de préserver l'unité de façade du PR.

On peut leur faire confiance : quand ils se rassemblent, les militants du PR savent faire la fête. A Cannes, la ville de M. Michel Mouillot, qui, dans ces occasions, ne recule devant aucun sacrifice, dans un palais des festivals débordant d'ouailles du Sud qui, en matière de cinéma, s'y entendent aussi, ce conseil national devrait pouvoir donner à M. François Léotard la grande fête qu'il mérite.

Et, sans doute plus que le débat d'idées, la symbolique sera lourde. Cannes qui vit naître M. Léotard voici quarante-huit ans. Des jeunes arborant le tee-shirt conquérant sur lequel on lira *« Léo, c'est pour bientôt »*. Des militants qui verseront leur petite larme sur huit ans de bons et loyaux services, avec dans la gorge des accents bréliens du genre « Léo, ne nous quitte pas » ou « Léo, t'es pas tout seul ». Un grand discours du président partant, type « nouvelle société », annonce-t-on simplement dans son entourage. Le passage de témoin avec M. Longuet, « l'ami » des bons et des mauvais jours. Ce sera sans doute beau, grand et fort. Les militants auront chaud au cœur.

« Je salue Houphouët Longuet ! »

Mais, au lendemain de cette belle fête, le PR se retrouvera avec mille problèmes. Quel président sera M. Longuet ? Sur quelle ligne politique va-t-il se fixer ? Quelle sera sa marge de manœuvre vis-à-vis des giscardiens ? Comment s'accommodera-t-il du Front national ? Et enfin, comment cohabitera-t-il à la longue avec M. Léotard, officiellement parti mais qui s'emploiera sans doute, d'une façon ou d'une autre, à imposer son ombre tutélaire ? Voilà quelques-unes des questions qui ne seront sans doute pas posées samedi, mais qui traduisent l'état de fragilité d'un parti principalement soucieux, dans l'immédiat, de préserver une unité de façade. A tel point que beaucoup de parlementaires, devant *« cette pantalonnade »*, préfèrent rester chez eux.

En annonçant, le 24 octobre dernier, sa décision d'abandonner son fauteuil de président, M. Léotard prit sans doute tout le monde au dépourvu mais ne prit guère de risques avec la démocratie interne. Depuis l'été, il s'était entendu avec son secrétaire général, M. Longuet, pour une passation de pouvoirs en douceur qui lui ménagerait notamment des arrières financiers. Au bureau politique du 31 octobre, l'affaire était dans le sac. M. Philippe de Villiers, un instant tenté de promouvoir une liste rivale, pouvait protester : *« On connaissait la monarchie héréditaire, la monarchie élective, voici la monarchie cooptée. Je salue Houphouët Longuet. »*

Quelques jours plus tard, M. Jean-Claude Gaudin trouvait l'argument pour l'apaiser : *« A Cannes, les trois départements du Var, des Bouches-du-Rhône et de l'Hérault apporteront 51 % des mandats. Tu n'as aucune chance. »* Ce conseil national élira un nouveau bureau politique de trente-cinq membres. M. Longuet s'est efforcé depuis, pour calmer les appréhensions des uns et les protestations des autres, de procéder à un savant dosage entre léotardiens, giscardiens, amis de M. Madelin et les siens.

Cela n'a pas été aisé, notamment avec les giscardiens. M. Michel d'Ornano refusait par exemple l'arrivée de MM. Hugues Dewavrin et Renaud Donnedieu de Vabres, deux fidèles lieutenants de M. Léotard. M. Longuet dut promettre en échange de lancer rapidement son parti sur le chantier provisoirement abandonné de la réforme de l'UDF, réclamée par M. Giscard d'Estaing mais toujours refusée jusqu'à présent par M. Léotard.

« Je gère jusqu'en 1993... »

Ce petit épisode montre bien que la tâche du nouveau président du PR ne sera guère commode. Son ambition, fait-il savoir, est de *« garder la maison »*. Il apportera quelques petites modifications dans les étages supérieurs. Parce que le contraire eût été inconcevable, M. Madelin conservera son siège de vice-président. Celui de secrétaire général est rangé. Trois ou quatre délégués généraux, un porte-parole, trois conseillers auprès du président composeront l'équipe dirigeante du parti. M. Hervé Novelli, proche de M. Madelin, occupera les fonctions de directeur de cabinet. Reste à savoir pour qui M. Longuet compte entretenir dans cette maison le feu libéral. Pour M. Giscard d'Estaing, pour M. Léotard ou pour lui-même ? Poser cette simple question revient évidemment à s'interroger sur la place que le PR compte occuper au sein de l'opposition.

Depuis des années, ce parti est tiraillé entre léotardiens enthousiastes et résistants giscardiens, entre libéraux purs et durs et républicains indépendants nostalgiques. Depuis deux ans surtout, il navigue entre les eaux, qui tardent à se mêler, de l'union et de la rénovation. En début d'année, M. Léotard semait le trouble dans ses rangs en lançant la Force unie. A la fin de l'été, M. Longuet était le premier à réclamer l'adhésion directe de son parti à l'UPF. Transformé en super intendant du PR, M. Longuet, qui ne manque pas d'ambition ni de capacité d'organisation, va vouloir prioritairement, dans la perspective des élections législatives, renforcer le poids électoral du PR.

Calcul élémentaire pour un parti qui a grand besoin aujourd'hui de se rassurer. *« Je gère jusqu'en 1993, après on verra bien »*, confie-t-il à ses proches. Mais il y a de fortes chances que M. Giscard d'Estaing, qui aura toujours besoin d'un PR fort pour consolider au moins l'UDF, cherchera rapidement à s'entendre avec M. Longuet, pour faire oublier ses multiples querelles avec M. Léotard.

Mais M. Longuet est aussi un homme fidèle, et l'on peut naturellement penser qu'il se fera pour l'instant un devoir de garder le parti « au chaud » pour un éventuel destin présidentiel de son prédécesseur. Retiré sur son Aventin, M. Léotard a désiré rester en charge des dossiers internationaux. Pour le reste, il va consolider sa cellule présidentielle parisienne, rue du Faubourg-Saint-Honoré.

M. Léotard a engagé un pari. La faillite de l'UPF ne peut pour l'heure que lui donner de l'assurance. Mais les cieux politiques sont bien changeants et, en se détachant ainsi de la constellation politique, M. Léotard prend aussi le risque de se satelliser. Il ne fait plus de doute aujourd'hui qu'il a décidé de faire cause commune avec M. Michel Noir. Des initiatives seront bientôt prises pour tenter de concrétiser, comme le disent leurs amis, *« l'effet de contraste »* avec le couple infernal Giscard-Chirac. Jusqu'où le PR est-il disposé à les suivre dans leur aventure ? C'est « la » question. Ne serait-ce que dans la dénonciation des accords avec M. Jean-Marie Le Pen.

MM. Noir et Léotard ne devraient plus se priver de rappeler *urbi et orbi* qu'il n'est plus l'heure de *« vendre son âme »*. S'il était demeuré le patron du PR, M. Léotard savait pertinemment que les deux tiers de son parti ne l'auraient pas suivi. M. Longuet n'a visiblement pas l'intention d'entrer immédiatement dans le vif de ce sujet. En confirmant le mois dernier sa candidature à la présidence, il indiquait derechef qu'il serait *« responsable d'un parti politique et non d'une école de pensée. »* C'est limpide. La thématique est avancée : refuser d'en parler. Désigner le seul et vrai adversaire : le PS. Rappeler sans se lasser que le devoir de l'oppositiion est d'aller rechercher tous ses électeurs égarés.

M. Longuet sera d'ailleurs rapidement placé devant un test significatif. La fédération des Bouches-du-Rhône, la plus prospère de son parti, demande qu'au bureau politique de l'UPF le siège de M. Léotard revienne à M. Jean-Claude Gaudin, toujours en charge d'ailleurs de la commission électorale de l'UDF... Faut-il imaginer aussi que M. Léotard puisse s'en laver les mains ?

DANIEL CARTON

A la veille de son congrès national

Le Mouvement des radicaux de gauche affirme sa cohésion retrouvée

Le Mouvement des radicaux de gauche tient son congrès national, les 24 et 25 novembre, au palais du CNIT, à la Défense. Il y a deux ans, au congrès de Versailles, le faible écart séparant MM. Yvon Collin, sénateur du Tarn-et-Garonne, et Emile Zuccarelli, député de Haute-Corse, tous deux candidats à la présidence du parti, avait conduit à un accord prévoyant que le premier n'occuperait cette fonction qu'un an, laissant au second la deuxième année du mandat. M. Zuccarelli sollicite aujourd'hui le renouvellement de son mandat, que nul n'a manifesté l'envie de lui disputer. Ce congrès est aussi l'occasion pour les radicaux de gauche de faire le point sur l'alliance qu'ils ont conclue au sein du mouvement France unie de M. Jean-Pierre Soisson.

Les radicaux de gauche ont renoncé, semble-t-il, à ce dont ils s'étaient fait, sans doute malgré eux, une spécialité : les luttes intestines et les querelles d'hommes. En deux ans, la bonne volonté et l'intérêt bien compris des uns et des autres aboutissent à ce que le président sortant se retrouve sans adversaire pour le renouvellement de son mandat et à ce que les neuf députés que compte le mouvement aient maintenu leur opposition irréductible à la référence au *« peuple corse »*, contenue dans le projet de statut de l'île. Cette cohésion retrouvée n'exclut pas certaines nuances mais elle donne plus de cohérence à la discussion que les radicaux de gauche ouvrent en cette fin de semaine.

Deux textes doivent servir de bases au débat. L'un, signé de M. Zuccarelli, fixe les orientations du MRG. Il dénonce tout compromis avec le Front national, mais refuse tout *« front républicain »*, qui ferait du parti lepéniste le *« régulateur »* de la société politique. Rappelant les engagements écologistes de M. Michel Crépeau, maire de La Rochelle, ancien candidat à l'élection présidentielle de 1981, et président d'honneur du MRG, M. Zuccarelli condamne le *« ni-ni »* des Verts – qui refusent de se désister aux seconds tours de scrutins – au risque de favoriser ainsi le succès de candidats d'extrême droite, pour accorder sa préférence à Génération écologie, le mouvement de M. Brice Lalonde.

Après avoir assuré que *« si l'on peut désespérer de la place du Colonel-Fabien, on doit garder espoir en l'électorat communiste »*, il note que le thème du rassemblement choisi par M. François Mitterrand à l'aube de son second septennat conforte le choix d'une gauche *« pluraliste »* alors qu'une gauche *« monocolore »*, sous-entendue socialiste, *« serait restée minoritaire »*. S'estimant *« indispensables »* à la gauche et à la majorité présidentielle, les radicaux de gauche se voient aujourd'hui proposer par leur dirigeants de confirmer leur volonté de participer à la constitution d'un deuxième pôle au sein de la majorité présidentielle. Participer mais non se fondre. M. Zuccarelli précise que France unie est un *« rassemblement »*, un *« cadre d'accueil »*, permettant à chacune de ses composantes de conserver son identité, et non *« un nouveau parti »*.

Sur le terrain des propositions, il demande notamment au gouvernement l'ouverture de *« chantiers »* (ceux de l'exclusion, de l'école et de la formation, de la ville, de l'environnement et de l'aménagement du territoire, et de la justice), et au Parti socialiste la réunion d' *« états généraux »* de la majorité présidentielle au printemps 1991 chargés de définir l'organisation d'une fédération de cette majorité et le mode de désignation du ou des prochains candidats à l'élection présidentielle.

L'apport de M. Bredin

La contribution de M. Jean-Denis Bredin se veut plus idéologique. Les repères sur lesquels elle se fonde ne sont pas, loin s'en faut, à l'honneur de la gauche au pouvoir. Ils conduisent l'académicien à quelques recommandations : *« Que la gauche traque toutes les abdications de l'intelligence, toutes les formes d'asservissement de l'esprit (...), et d'abord qu'elle tâche de s'en préserver ! »* Il convient, pour M. Bredin, de *« traquer toutes les hiérarchies inutiles, les signes de prééminence, les passe droits qui étouffent et ridiculisent notre société, pénétrer dans nos bastilles d'aujourd'hui : le statut de la fonction publique, l'ensemble des statuts protégés, notre système fiscal, notre système d'enseignement, notre sécurité sociale, changer la manière dont l'Etat-roi et ses administrations, et sa police, traitent le tiers-état »*. *« Si la gauche devenait capable de nous parler vraiment, et non comme on parle à des sujets ou à des imbéciles, si elle tâchait de devenir plus intelligente, plus généreuse, pour tenter de nous rendre tels, si elle nous donnait l'exemple de la vérité, de l'attention chaleureuse, de la liberté de l'esprit*, dit-il, *il est probable qu'elle réconcilierait les Français et la politique, rendant à celle-ci sa véritable fonction »*. *« Pourquoi la gauche se condamnerait-elle à tant ressembler à la droite ? »* M. Bredin demande tout simplement à ses amis du MRG de faire en sorte – au plus vite – que sa propre interrogation apparaisse injustifiée.

ANNE CHAUSSEBOURG

□ ***La fédération du PCF de la Corse-du-Sud appuie M. Fiterman.*** – Le comité de la fédération communiste de la Corse-du-Sud a demandé, jeudi 22 novembre, que le prochain congrès du PCF adopte une résolution *« en prenant pour base, avec le projet actuel, qui a besoin d'être réécrit dans ses parties essentielles, le texte présenté par Charles Fiterman »*. Ce comité fédéral souhaite que le texte de la résolution finale intègre également *« les idées et propositions formulées au cours de la discussion préparatoire »* et que le congrès *« place le parti en mesure de répondre aux énormes exigences de la situation actuelle »*.

□ ***Nouvelle-Calédonie : une délégation coutumière à Matignon.*** – Une délégation du Conseil consultatif coutumier de Nouvelle-Calédonie, conduite par son président, M. Charles Attiti, a été reçue, jeudi après-midi 22 novembre, à l'hôtel Matignon, par M. Michel Rocard. Elle a fait part au premier ministre des difficultés rencontrées dans la mise en place de cet organisme, institué par la loi référendaire de 1988 et regroupant les représentants des huit aires coutumières. La consultation de cette instance est obligatoire, notamment, sur les questions relevant du droit particulier (état civil) et du droit foncier. M. Attiti

Dans son rapport sur « l'évolution du lycée » remis à M. Lionel Jospin

Le Conseil national des programmes préconise trois grandes filières pour les classes terminales

Le Conseil national des programmes devait rendre public, vendredi 23 novembre, son rapport sur « l'évolution du lycée », officiellement remis la veille au ministre de l'éducation nationale, qui le lui avait commandé au printemps dernier.

Ce document de plus de cent pages formule des propositions très précises pour redéfinir l'organisation pédagogique et le contenu des programmes des classes de seconde, de première et de terminale de l'enseignement général (les actuelles filières A, B, C, D, E) et de l'enseignement technologique tertiaire (filières G). Il préconise notamment le regroupement des filières générales autour de trois grandes « voies » (littéraire, scientifique, économique et sociale), et la réorganisation de l'enseignement en première et terminale autour d'un programme général et d'un programme complémentaire composé de modules semestriels choisis par les élèves. Enfin, il introduit dans le baccalauréat une part de contrôle continu. Ce projet de réforme devrait être examiné par le Conseil supérieur de l'éducation le 3 décembre prochain. Après « réflexion et concertation », M. Jospin devrait faire connaître ses décisions d'ici le mois de mai prochain.

Rarement rapport sur l'éducation aura été aussi attendu. Saisi au printemps dernier par le ministre de l'éducation nationale, le Conseil national des programmes remet en effet ses *« propositions sur l'évolution du lycée »* au moment où le mouvement lycéen vient de reposer brutalement les problèmes de l'enseignement secondaire en France.

Ce rapport constitue une première étape et ne traite en détail que de la situation des lycées d'enseignement général et des filières G (tertiaire) de l'enseignement technologique. Il laisse donc de côté, dans l'immédiat, les filières conduisant au baccalauréat professionnel et les filières technologiques industrielles (sections F de terminale).

■ DÉMOCRATISATION ET DÉCLOISONNEMENT

Les propositions du CNP s'inscrivent dans le cadre de la loi d'orientation de 1989 qui entend conduire tous les jeunes à une qualification reconnue, dont 80 % au niveau du baccalauréat. Cet objectif suppose *« une véritable démocratisation des lycées »*.

Pour y parvenir, le CNP estime qu' *« il faut éviter au système les rigidités qui figent les erreurs d'orientation et les difficultés ponctuelles qui pénalisent surtout les enfants de milieux défavorisés. Il faut diminuer le taux de redoublement, caractéristique de notre système éducatif, et éviter toute spécialisation prématurée. Il faut déhiérarchiser les voies de formation en leur donnant une finalité claire et précise. Il faut faire accepter l'idée que le travail des élèves doit être plus approfondi, que les horaires doivent laisser une place significative au travail personnel. En outre, il faut réduire progressivement la surcharge des classes, et limiter le nombre de classes par enseignant. Enfin il faut décloisonner le professionnel, le technologique et le général, en instaurant les passerelles nécessaires »*.

C'est sur la base de ces orientations que le CNP s'efforce de redéfinir l'organisation pédagogique du lycée. Certes, précise-t-il, *« tout le monde s'accorde à reconnaître certaines causes de l'échec : classes trop nombreuses, insuffisance des dédoublements. D'ordre strictement financier, elles relèvent d'impératifs de gestion connus. Mais ces impératifs ne doivent ni être admis comme une fatalité, ni servir d'alibi au refus de toute évolution »*.

■ LA CLASSE DE SECONDE

La volonté d'amener davantage d'élèves au niveau du bac conduit le CNP à proposer de garder à la classe de seconde sa fonction de classe de détermination, de *« charnière essentielle de la trajectoire scolaire »*. Pour cela, il préconise une organisation originale de l'année scolaire, destinée à renforcer le soutien pédagogique et à aider les élèves à se *« forger un projet d'orientation »*.

Dès la rentrée de septembre le CNP préconise une évaluation organisée localement, mais sur des critères nationaux, pour faire le point sur les acquis ou les faiblesses de chaque élève. Les premières semaines, jusqu'aux vacances d'automne, seraient consacrées *« à la consolidation des acquis et à la remise à niveau »*, grâce à un renforcement des horaires de français, de mathématiques et de physique.

Ensuite, pour l'essentiel, *« les horaires et programmes actuels »* seraient maintenus avec davantage d'activités en groupes restreints et sous la houlette, pour les élèves en difficulté, de *« professeurs d'étude »* assurant une aide pédagogique particulière, et rétribués à cet effet. Ils pourraient être aidés par des *« moniteurs d'étude, prioritairement des allocataires d'enseignement »*.

Avant les vacances de printemps, le CNP prévoit une évaluation commune à toutes les classes de seconde de l'établissement. *« Après cette évaluation, les élèves décalés dans leur projet mais souhaitant le mener à bien sont autorisés à abandonner une discipline. Dans ce cas l'aide pédagogique devient obligatoire pour eux jusqu'à la fin de l'année et implique un travail personnel plus important.*

» En fin d'année, les décisions d'orientation doivent être prises avec les élèves, en s'appuyant sur leur motivation en cas de résultats trop justes. Le redoublement ne peut être décidé que si l'élève est décalé par rapport à ses vœux dans au moins deux disciplines importantes pour la voie de formation souhaitée ».

■ CLASSES DE PREMIÈRE ET TERMINALES

Les propositions du CNP innovent sur trois points essentiels : le remodelage des programmes, la restructuration des filières et la redéfinition des horaires de chaque discipline (*voir encadré*).

Les contenus des programmes, estime le rapport, *« devront être revus soigneusement, afin d'aller à l'essentiel et d'introduire la cohérence indispensable entre les différentes disciplines »*. Pour cela, il envisage de distinguer d'une part le *« programme général »*, fixé nationalement, dans chaque filière, pour une durée d'au moins cinq ans et chargé d'assurer aux élèves une *« solide culture générale »*, et d'autre part un *« programme complémentaire, composé d'une liste de modules spécifiques à chacune des filières »*. Ces modules semestriels, d'une durée de quatre heures hebdomadaires, permettront d'approfondir une discipline de base ou de découvrir une autre discipline. Les modules seront choisis librement par les élèves et ne pourront en aucun cas leur être imposés. Enfin des *« modules d'arts »* seront désormais offerts dans toutes les voies de formation.

Le programme général absorbera à peu près 80 % de l'horaire et le programme complémentaire (deux modules semestriels sur une année) les 20 % restant.

Deuxième innovation : le Conseil national des programmes propose un sérieux regroupement des filières actuelles autour de trois grandes *« voies »* pour l'enseignement général et d'une seule voie pour le technologique tertiaire.

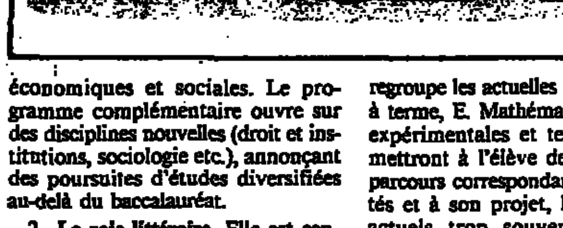
1. **La voie économique et sociale.** Elle est centrée sur l'économie, les sciences sociales, l'histoire et la géographie. L'enseignement des mathématiques est appliqué aux sciences économiques et sociales. Le programme complémentaire ouvre sur des disciplines nouvelles (droit et institutions, sociologie etc.), annonçant des poursuites d'études diversifiées au-delà du baccalauréat.

2. **La voie littéraire.** Elle est centrée sur les lettres modernes et classiques, et les langues et intègre la dimension européenne. Elle comporte un enseignement scientifique, notamment en biologie.

Le programme obligatoire de première comporte un horaire de français, permettant à la fois un travail sur la langue, une étude sur la diversité des types de textes et une approche de la littérature française. Une initiation à la philosophie et proposée, sous la forme d'un module semestriel.

3. **La voie scientifique.** Elle regroupe les actuelles filières C, D et, à terme, E. Mathématiques, sciences expérimentales et technologie permettront à l'élève de construire un parcours correspondant à ses capacités et à son projet, hors des choix actuels trop souvent fondés sur l'échec en mathématiques. La place de la chimie est valorisée; la biologie très renforcée.

4. **La voie technologique tertiaire.** Elle associe un enseignement général, un enseignement économique et juridique, et un enseignement technologique. L'informatique est une composante importante de la formation technologique, quelle que soit la spécialisation. Des possibilités de diversification sont offertes en direction des langues, des mathématiques appliquées, de diverses technologies. L'image de cette formation est à reconstruire, selon le CNP, car elle s'est dégradée au fil des années. Le projet renforce, de manière importante, les horaires d'enseignement général. Les horaires du pôle technologique sont, en revanche, réduits, avec la mise en place de groupes allégés. Enfin, précise le CNP, la voie technologique gestion-communication *« doit être la première voie informatisée. Priorité doit lui être donnée dans l'attribution des moyens informatiques »*.



■ LE BACCALAURÉAT

En dépit de nombreuses critiques (incitation au bachotage, renforcement de la rigidité des filières et des disciplines, coût, etc.), le CNP prend quelques précautions. *« Son caractère national est plus que symbolique : il est un repère essentiel dans les rapports entre l'école et la nation et il permet de fixer clairement les objectifs de la démocratisation. Si des évolutions sont nécessaires, elles doivent être prudentes. »*

Le CNP n'en propose pas moins un sérieux aménagement de la formule actuelle : seul le programme général resterait évalué nationalement par un examen écrit ou oral. En revanche les modules du programme complémentaire seraient évalués par un contrôle en cours de formation (contrôle continu ou jury local). Pour l'oral de rattrapage, le candidat sera interrogé *« dans une seule discipline choisie à l'avance par l'élève dans les matières caractérisant la voie de formation »*. Enfin le CNP prévoit un sérieux rééquilibrage des coefficients de chaque discipline.

Et pour parer aux critiques prévisibles sur le contrôle continu, le CNP souligne que *« le secteur sélectif post-baccalauréat, notamment les classes préparatoires aux grandes écoles, recrute sur les bulletins scolaires, et ce dès le printemps. (...) Quand on admet sans protester que le contrôle continu peut être l'outil de la sélection, on ne peut simultanément lui dénier toute valeur ! »*.

G. C. et Ch. G.

Les nouveaux horaires

■ **La voie scientifique.** – En classe de première, dans le programme obligatoire annuel, il y a une diminution d'une heure en physique-chimie, en histoire-géographie, en français et en langue vivante 1. Les élèves choisissent en outre deux modules semestriels de quatre heures parmi les suivants : physique, chimie, biologie ou arts. Ils peuvent aussi opter pour un module de technologie de six heures.

En classe de terminale, dans le programme obligatoire annuel, les élèves ont tous six heures de mathématiques (au lieu de neuf heures dans les terminales C actuelles). L'enseignement de physique-chimie et d'histoire-géographie diminue d'une heure. Ils choisissent deux modules de quatre heures parmi les suivants : mathématiques, physique, chimie, biologie, sciences de la Terre et de l'Univers, technologie (six heures) ou arts.

■ **La voie littéraire.** – En classe de première, les deux nouveautés les plus importantes sont l'introduction d'un d'enseignement obligatoire de philosophie (trois heures pendant un semestre) et la réduction importante de l'horaire de mathématiques, qui passe de cinq heures hebdomadaires annuelles à trois heures hebdomadaires pendant un semestre. Les élèves choisissent deux modules semestriels de quatre heures parmi les suivants : littérature européenne, histoire de l'Europe, langue vivante 1, mathématiques pour sciences humaines, arts.

En classe terminale, l'horaire de philosophie passe de huit heures à six heures et un enseignement de biologie (deux heures) est créé. Les élèves choisissent deux modules semestriels de quatre heures parmi les suivants : philosophie et sciences humaines, pratiques d'écriture (création de tous types de textes, réflexion sur les langages naturels et artificiels), environnement, maths pour sciences humaines, arts.

■ **La voie économique et sociale.** – En classe de première, dans le programme obligatoire annuel, l'enseignement de l'histoire-géographie diminue d'une heure et celui de mathématiques d'une heure et demie. Les élèves choisissent deux modules semestriels de quatre heures parmi les suivants : droits et institutions, analyse sociologique, organisation et gestion, maths pour sciences humaines, arts.

En classe terminale, dans le programme obligatoire annuel, les enseignements de sciences économiques et sociales et d'histoire-géographie diminuent d'une heure ; celui de mathématiques d'une heure trente, celui de philosophie de deux heures. Les élèves choisissent deux modules semestriels de quatre heures parmi les suivants : analyse économique, philosophie et sciences humaines, environnement, mathématiques pour l'économie et la gestion, arts.

■ **La voie technologique tertiaire.** – En classe de première, dans le programme obligatoire annuel, les mathématiques passent de trois heures à une heure trente et l'histoire-géographie passe de deux heures annuelles à trois heures semestrielles. Les disciplines économiques, administratives et de gestion passent de quatorze à douze heures (sciences économiques et juridiques, six heures, gestion et informatique, six heures). L'élève choisit en outre deux modules semestriels, l'un d'enseignement général (langue vivante 2, expression, art, environnement et santé), l'autre d'enseignement technologique (communication et action commerciales, communication et organisation).

En classe de terminale, le programme obligatoire est commun aux deux spécialisations, gestion et communication et entreprise : sciences économiques et juridiques (six heures), histoire-géographie (trois heures au lieu d'une heure trente), philosophie (trois heures au lieu de deux), langue vivante 1 (trois heures). Les élèves choisissent un module annuel de huit heures dans leur dominante et deux modules semestriels de quatre heures.

L'audace ou l'enlisement

par Gérard Courtois

Les dés sont jetés. Tant de fois évoquée et invoquée depuis une dizaine d'années, objet de tant de rapports aussi vite oubliés que publiés, la réforme du lycée revient sur le tapis. Plus urgente que jamais. Plus délicate aussi, à force d'avoir été reportée à des jours meilleurs par les trois prédécesseurs de M. Jospin.

Le lycée est malade. Après bien d'autres (*le Monde* des 17 et 23 novembre), le Conseil national des programmes (CNP) fait de l'institution un diagnostic sévère. *« Conçu à l'origine pour accueillir « l'élite » de la population scolaire, le lycée d'enseignement général accueille aujourd'hui en classe de seconde plus de 50 % d'une génération. »* Or cette ouverture à une population scolaire élargie et de plus en plus hétérogène *« n'a pas entraîné une réelle démocratisation »*.

Hiérarchie rigide des filières, depuis la prestigieuse section C jusqu'aux modestes sections G de l'enseignement technologique, perversion de l'orientation par les mathématiques et par l'échec, horaires surchargés et *« programmes excessifs qui privilégient l'accumulation des connaissances au détriment de compétences véritables »* : tout contribue, estime le CNP, à favoriser *« l'auto-reproduction des élites »*.

Bref, le rapport du Conseil national des programmes conforte un sentiment largement partagé : si l'on ne fait rien pour adapter le lycée à ses nouvelles missions et à sa nouvelle population scolaire, l'on entérinera un enseignement secondaire à plusieurs vitesses, compartimenté et inégalitaire. Quand les pouvoirs publics ne cessent d'afficher leur volonté d'amener 80 % des jeunes au niveau du baccalauréat, une telle dérive pourrait être vécue comme une imposture.

Le mouvement des lycéens de ces dernières semaines a aiguisé ce risque et convaincu le gouvernement qu'il ne pouvait plus faire l'économie d'une réforme en profondeur du lycée, quoi qu'il en coûte. Certes, les élèves ne sont pas descendus dans la rue pour réclamer une réforme pédagogique. Mais la composition même des cortèges, où dominaient très largement les exclus des sections « maths » et les sans-grade de l'enseignement technologique et professionnel, témoigne assez que les cloisonnements actuels sont porteurs de ruptures graves.

Les corporatismes bousculés

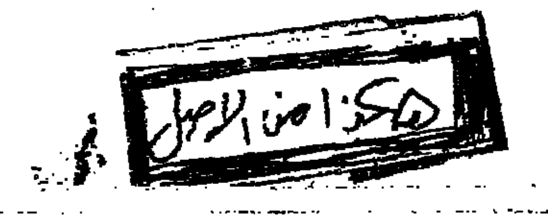
C'est pour tenter de prévenir de tels blocages que le CNP recommande un remodelage en profondeur des programmes, des filières et des méthodes d'enseignement.

Ces propositions bousculent bon nombre de tabous, regroupent en trois grands pôles les filières trop nombreuses et étanches de l'enseignement général, introduisent le principe d'une partie d'enseignement modulaire et sectoriel, multiplient les dispositifs d'aide pédagogique personnalisée, glissent de la technologie dans toutes les formations et renforcent l'enseignement général dans les filières technologiques, réduisent le poids des mathématiques dans les horaires de première et de terminale, renforcent la biologie et les enseignements artistiques...

Autant de novations qui ne manqueront pas de hérisser tous les corporatismes disciplinaires et de mettre à vif les frustrations d'un milieu enseignant déjà profondément déstabilisé par l'explosion des effectifs et la diversité des profils de lycéens. Avant même de connaître le détail des propositions du Conseil national des programmes, une vingtaine d'associations de spécialistes et quatre syndicats, dont le SNES (Syndicat national des enseignements du second degré), majoritaire chez les professeurs de lycée, ont déclenché un tir de barrage en lançant un appel commun *« pour un enseignement efficace »* : ils réclament davantage de moyens, de temps et d'enseignants mieux formés et évitent soigneusement de s'interroger sur la pertinence du modèle de lycée qu'ils défendent.

Bousculant les professeu s, le projet du CNP peut-il espérer obtenir l'attention et l'appui des lycéens ? Le pari est aléatoire. Le discours des enseignants sur la défense de la qualité des études risque fort de conforter l'inquiétude des jeunes sur la dégradation de leur formation.

Reste pour le Conseil national des programmes à trouver un soutien sans faille auprès du gouvernement. Le premier ministre a affirmé, la semaine dernière sa volonté de prendre à bras-le-corps le dossier de la rénovation des lycées. Le ministre de l'éducation nationale lui a emboîté le pas, malgré ses réticences depuis deux ans à heurter de front la corporation enseignante. Jusqu'où a-t-il décidé d'aller dans cette voie ? C'est toute la question. Selon la réponse que M. Jospin y apportera dans les prochaines semaines, la réforme du CNP marquera une ère nouvelle dans les lycées ou rejoindra le cimetière des rapports enterrés.



SOCIÉTÉ

JUSTICE

L'affaire des Girondins de Bordeaux

M. Claude Bez, inculpé d'escroquerie et d'abus de confiance se voit interdire la gestion du club

M. Claude Bez a été inculpé, jeudi 22 novembre, d'escroquerie, abus de confiance, complicité de faux, recel d'abus de biens sociaux, par Bernadette Pragout, doyen des juges d'instruction bordelais *(Nos dernières éditionsdu 23 novembre)*. Le président des Girondins de Bordeaux FC est placé sous contrôle judiciaire. Il doit verser une caution d'un million de francs. Il lui est interdit de *« gérer, administrer, contrôler »* le club, dont il tenait les rênes depuis douze ans. Eric, son fils, qui était en garde à vue depuis mardi 20 novembre, a été inculpé de faux et usage de faux, recel d'escroquerie et abus de biens sociaux. Il est également placé sous contrôle judiciaire et doit verser une caution de 500 000 F. Enfin, Mme Pragout a inculpé de faux et usage de faux le directeur général de la société Malardeau, M. Jacques Rubio. Il était, lui aussi, gardé à vue depuis le 20 novembre. En revanche, Pascal, le deuxième fils de Claude Bez, et André Pinsan, le directeur de la société Aquitaine-Environnement, ont été relâchés après leur garde à vue. Ils ne sont pas poursuivis.

BORDEAUX

de notre correspondante

Le palais de justice de Bordeaux était en état de siège, jeudi 22 novembre. Une cinquantaine de policiers barraient les issues et interdisaient l'entrée à la presse. A 10 h 45, Claude Bez ne fit qu'un bond de la voiture de ses avocats à l'une des petites portes du bâtiment. Ses fils Eric et Pascal, ainsi que Jacques Rubio et André Pinsan, l'avaient précédé, menottes aux poignets, dès 8 h 15.

Les inculpations de Claude et Eric Bez et de Jacques Rubio furent confirmées en milieu de journée par un communiqué officiel du procureur de la République. Leur nature différente, pour chacun des trois hommes, éclaire le rôle qu'ils ont joué dans les affaires instruites à Bordeaux : il s'agit de la construction du centre international de football du Haillan et des travaux de l'ancien siège du club de football, boulevard du Maréchal-Leclerc à Bordeaux.

Le centre du Haillan, d'un coût réel de 44 millions de francs, a été financé, à hauteur de 54 millions de francs, par les collectivités locales, ville de Bordeaux en tête. Faux devis et fausses factures établis par les entrepreneurs, en premier chef la société Malardeau, auraient permis de détourner 10 millions de francs.

Tout ou partie de cette somme escroquée aurait transité par l'une des sociétés dirigées par Eric Bez, nommé par son père « coordonnateur » du chantier du Haillan. Puis, ces millions baladeurs seraient revenus entre les mains du président des Girondins de Bordeaux FC. Un mécanisme similaire aurait été appliqué pour l'immeuble du boulevard Leclerc à Bordeaux, acheté, en 1987, 15 millions de francs à EDF. Le conseil municipal de Bordeaux avait octroyé une subvention de 37,5 millions de francs pour cet achat et les travaux de rénovation. Des travaux y furent effectués, toujours sous la double houlette de la société Malardeau et de M. Eric Bez.

Enfin, le bâtiment fut revendu, fin 1989, pour 30 millions de francs par l'entremise d'Eric Bez.

Un hôtel au Sénégal

Au cours de son audition par la police judiciaire pendant sa garde à vue, Eric Bez aurait fourni des éclaircissements sur l'usage d'une partie des fonds volatilisés, notamment dans le chantier du Haillan. 4 millions de francs auraient, en partie, financé l'acquisition de l'hôtel Les Piroguiers à Fundiougne, au Sénégal.

Jacques Chaban-Delmas maintiendra-t-il sa confiance à Claude Bez ? L'inculpation du président des Girondins de Bordeaux FC n'a provoqué, jeudi, aucune réaction officielle à la mairie de Bordeaux, d'où Jacques Chaban-Delmas était absent. *« Les faits me donnent raison »*, constate, en revanche, François-Xavier Bordeaux, leader de l'opposition municipale socialiste. Le premier, il avait dénoncé la gestion aléatoire du club, et il a décidé de demander au tribunal administratif *« l'autorisation de se substituer au conseil municipal pour se constituer partie civile, afin de sauvegarder les intérêts des contribuables bordelais »*.

Le comité de gestion des Girondins de Bordeaux FC, dans lequel M. Bez compte des amis, voire des obligés, semblait décidé, jeudi soir, à maintenir sa « confiance », contre vents et marées, au président, fût-il interdit de gestion et inculpé. *« Il faut laisser la justice suivre son cours et ne pas accuser Claude Bez. Il faut voir aussi ce que va dire le maire »*, confiait M. Georges Tournikian, vice-président en titre des Girondins de Bordeaux FC. *« Je suis prêt*, disait-il également, *à assurer l'intérim, en attendant des jours meilleurs. »*

Le comité de gestion et l'assemblée générale du club devraient se réunir vendredi 23 novembre.

GINETTE DE MATHA

□ **Les CRS interviennent contre les surveillants des Baumettes à Marseille.** – Les CRS sont intervenus vendredi 23 novembre vers 11 heures pour dégager l'entrée de la maison d'arrêt des Baumettes à Marseille, bloquée depuis 6 h 30 par une centaine de surveillants. Au cours de l'opération, un délégué régional du syndicat CGT-pénitentiaire a été blessé au visage par un coup de crosse. A l'appel des syndicats UFAP (Union fédérale autonome penitentiaire), FO et CGT, les surveillants réclamaient le départ du directeur, M. Jacques Daguerre, le transfert immédiat de cent détenus considérés comme des meneurs, la réunion de la commission nationale des agressions (composée de représentants de l'administration pénitentiaire et des organisations syndicales) et la fouille complète de l'établissement.

« Du football, ce terrible mercenaire... »

Les moustaches de Claude Bez ont dû frémir de plaisir, en cette soirée du lundi 27 octobre 1986, en écoutant ces vers de mirliton dithyrambiques devant un parterre de notables bordelais :

Du football, ce terrible mercenaire
Aime la bagarre et recherche l'adversaire.
106 kilos de poids, 1,72 m de taille
Il n'y a pour ce lutteur que la lutte qui vaille.
Il se défend avec franchise d'être un ange.
Tant pis s'il emmerde, tant pis s'il dérange.
Oui, Girondins, vous avez là un grand président.
Qui mérite bien la confiance de Bordeaux et de Chaban.

Ce jour-là, dans les salons de l'hôtel de ville, quelques gouttes de sueur et d'émotion ont perlé sous l'éternelle mèche rebelle du président des Girondins. Quand le Tout-Bordeaux, celui de la politique et celui du vin, lui offrit ces quelques vers et un buste en or le représentant brandissant la coupe de France, il se vit sans doute prince d'Aquitaine, dauphin d'un Jacques Chaban-Delmas absent en cette occasion.

Son équipe de football venait de battre l'Olympique de Marseille de Bernard Tapie au Parc des Princes. Il était apprécié, choyé. Une collecte organisée auprès des quatre cent soixante-dix « VIP » invités par les Girondins à Paris à l'occasion du match avait permis de financer l'œuvre en question. Et c'est avec cœur que Bordeaux la bourgeoise s'était fendue de quelques rimes nécessiteuses pour ce Gascon fort en muscles et en gueule, dont les manières de gaillard contrevenaient pourtant à la bienséance de mise au pays du chabanisme.

Truculent, franchouillard, cynique

Quatre ans se sont écoulés depuis cette cérémonie. Le « terrible mercenaire » a fini de lutter. Il n'a plus la confiance de quiconque. A force d'aimer la bagarre et de rechercher les adversaires, le lutteur s'est écroulé sous les coups et les dettes. Inculpé jeudi 22 novembre d'escroquerie, abus de confiance, complicité de faux, recel et abus de biens sociaux, il s'est vu interdire tout pouvoir au sein d'un club dont le déficit s'élève à 242 millions de francs.

Claude Bez est donc obligé de quitter le terrain. La nouvelle était attendue depuis des années dans le milieu du football, parfois avec impatience. Mais, jusqu'à présent, il avait déjoué tous les pronostics, en particulier grâce au soutien sans faille que lui accordait la mairie. Sa chute peu glorieuse n'en prend aujourd'hui que plus d'ampleur. Pour la ville de Bordeaux et pour son club, dont l'avenir paraît incertain. Pour l'ensemble du football français, aussi, qui perd là son trublion le plus virulent et se retrouve confronté à une nouvelle affaire.

Etonnant personnage que ce dirigeant au verbe truculent. On l'a dit fou ou cynique, méchant ou sympathique. On l'a présenté comme un homme de parole, fidèle en amitié, ou comme un mégalomane idéaliste, soucieux de servir son pays et sa région, un patriote extrémiste obsédé par l'idée d'une jeunesse « saine et propre ».

Claude Bez, quarante-neuf ans, homme du terroir amoureux de son Sud-Ouest natal, est un peu tout cela à la fois. Il s'est souvent voulu l'apôtre d'une sorte de bon sens paysan, d'un honneur à la mode d'antan, reposant sur la parole donnée. Il a toujours porté haut le drapeau d'une certaine « franchouillardise » qui avait fini par le rendre populaire. Peu importe si les supporters adverses le conspuaient lorsqu'il voyageait avec ses joueurs, s'ils raillaient ses bégaiements, ses bacchantes de grognard et son embonpoint, ce Girondin d'origine modeste, expert-comptable de profession, était devenu une figure, sans doute flatté par tant d'intérêt. La France du football avait appris à rire de ses frasques, à s'amuser de ses joutes verbales avec Bernard Tapie, à glousser lorsqu'il avouait avoir offert des prostituées à des arbitres lors des rencontres de Coupe d'Europe.

Président des Girondins depuis ce jour de 1978 où Jacques Chaban-Delmas lui accorda son soutien et ses subventions sous réserve de gestion sans faille (un « contrat de confiance », disait toujours l'ancien premier ministre), Claude Bez a longtemps cru qu'il avait partie gagnée, malgré les nombreuses tempêtes traversées en douze ans.

En construisant un club qui est sans doute le mieux structuré et le plus professionnel de France, il pensait avoir définitivement séduit les notables, sensibles aux costumes de marque que portaient les joueurs et aux petits fours servis dans les loges cossues du stade municipal.

D'une main dictatoriale

Des années durant, Bordeaux s'est pris au jeu du ballon rond. Comme émoustillée par cette équipe si talentueuse, championne de France en 1984, 1985 et 1987, demi-finaliste de Coupe d'Europe en 1985 et 1987, la ville s'est encanaillée au contact de ce président qui, entre deux incartades, menait le club d'une main dictatoriale. Etait-il parfois vulgaire ? Tenait-il des propos de soudard plus souvent qu'à son tour ? Peu importait, puisqu'il présentait la seule garantie valable au pays de Mauriac, celle d'un Jacques Chaban-Delmas qui augmentait les subventions et multipliait les garanties d'emprunts.

L'influence de Claude Bez dépassait largement le Médoc et la tribune d'honneur du stade. En imposant son diktat aux chaînes de télévision et parfois aux autorités du football français – le 1er novembre 1988, c'est lui qui organisera l'arrivée de Michel Platini à la tête de l'équipe nationale, – il avait également su imposer une nouvelle donne du fric et du foot.

« Avec de l'argent, vous êtes le meilleur président, sans argent, vous êtes un con », avait-il pour habitude de dire. Le milieu dans son ensemble ne s'est pas fait prié pour lui emboîter le pas, et les critiques à son égard ont toujours été bien timides, au moins avant l'arrivée de Bernard Tapie à la tête de l'Olympique de Marseille au printemps 1986.

Pourtant, à Bordeaux comme ailleurs, Claude Bez a fini par lasser son monde. Après des années de lune de miel, la ville s'est mise à douter de lui, jusque dans l'entourage du maire, à regretter qu'un comportement si outrancier salisse son image de marque, à se demander pourquoi M. Chaban-Delmas persistait à le soutenir.

Les mauvaises prestations de l'équipe lors de la saison 1988-1989, des choix sportifs aventureux (*le Monde* du 14 août), un déficit de plus en plus important et surtout diverses polémiques sur d'éventuelles malversations financières (*le Monde* daté des 9-10 septembre) ont, à la longue, eu raison de lui. Sifflé hors-jeu, le « terrible mercenaire » rentre aux vestiaires et son club se retrouve condamné à livrer le match le plus indécis de son histoire.

PHILIPPE BROUSSARD

JOURNAL D'UN AMATEUR

PHILIPPE BOUCHER

SUR le chapitre de la morale et de la vertu, termes assurément vieillots qu'il serait toutefois dangereux sinon répréhensible de ranger au magasin des accessoires, la France fait figure de bouteille à moitié vide ou de bouteille à moitié pleine. L'image est rebattue. Elle fait pourtant en principe le départ entre les pessimistes et les optimistes, entre les censeurs et les alliés, entre ceux qui crient : *« La France est pourrie ! »* et les autres qui ajoutent : *« Mais elle se soigne. »*

Les tenants du premier camp n'ont pas de minces arguments à faire valoir. C'est bien simple : vers quelque horizon que se dirige le regard, sur quelque terrain qu'il s'arrête, il y a toujours un juge d'instruction dans le décor. S'il n'y est, on l'attend.

De ce qui est avéré à ce que l'on est en droit de craindre, le monde politique vit d'expédients. Aujourd'hui seul en cause (mais il ne faudrait pas prendre les Français pour plus naïfs qu'ils ne sont), le Parti socialiste n'est que la portion émergée d'un ensemble plus vaste qui, pour une fois, réunit tous les mouvements, bien sûr contre leur gré, du Parti communiste au Front national. Pas un parti, pas un, qui pourrait produire, s'il était possible d'exiger l'état de ses dépenses et qu'il fût en mesure de la faire, un bilan montrant que les recettes correspondantes ont été obtenues clairement et légalement.

Sur un registre moins essentiel à la santé (mentale) du pays, mais pas moins préjudiciable à son image et à l'idée qu'il se fait de lui-même, c'est peu ou prou la totalité de l'univers du football professionnel qui a le choix entre la démission et la révocation. L'opposition et les sceptiques, qu'ils soient ou non de profession, voudront bien convenir à ce propos que les clubs dont les dirigeants se flattent d'être proches de la majorité ne sont pas moins soumis à la curiosité des brigades financières que ne le sont les autres. C'était bien le moins ; c'est une bonne nouvelle. Il était sage, en effet, de ne pas tenir de supposés engagements politiques pour autant de certificats de bonne conduite. A en croire la tête qu'il faisait, débarquant du Japon, lorsqu'on l'interrogeait sur ce point, M. Bernard Tapie, qui a cru se préserver de l'incendie en allumant le feu, en faisait l'expérience. Le spectacle ne manquait pas de sel.

PEUT-ETRE moins endémique qu'il n'est flagrant dans le domaine de la politique ou du football, ce qui se passe dans la police a de quoi faire frémir. Après les errements, y compris les plus criminels, constatés parmi les agents des renseignements généraux, c'est la police ordinaire qui est à son tour éclaboussée par ce qui vient d'être révélé à Lyon en fait de grand banditisme, ou encore avec les policiers faisant métier de trafiquants de drogue grâce à leurs fonctions dans les services chargés de contrôler les frontières. Si les Français ont cru pouvoir se tordre de rire au film de Claude Zidi *les Ripoux*, et ils avaient d'ailleurs bien tort, il n'en est plus temps lorsque des policiers sont ramenés au rang des assassins, directs lorsqu'ils montent de meurtrières attaques à main armée, indirects mais pas moins certains lorsqu'ils se font fournisseurs d'héroïne ou de cocaïne, à défaut de trouver pis.

Bouteille

S'y ajoutent, pêchés dans la récente actualité, la corruption de celui-ci, que n'explique nulle « nécessité » électorale, les cadeaux reçus par celui-là, que la proximité de Noël ne saurait justifier, la trop rapide prospérité d'un troisième, que ses revenus officiels rendaient impossible, l'opulence d'un quatrième, qui confondait mandat électoral et blanc-seing... on s'arrêtera là pour éviter de noircir un tableau déjà trop éloquent.

TOUT cela, sans oublier ce que l'on ne connaît pas encore, composerait une situation effroyable si elle n'était compensée par la conception dite « de la bouteille à moitié pleine ». Elle incite à ne pas sombrer dans le nihilisme puisque, malgré tout, ces crimes, ces fautes et ces errements ne sont pas demeurés cachés.

Il y a lieu au contraire d'espérer sérieusement que leurs auteurs, qui ne peuvent alléguer ni la médiocrité de leur existence, ni leur difficulté d'être, ni la complication de leurs origines, seront très sévèrement punis ; à proportion de la place considérable que leurs contemporains leur avaient déjà consentie et reconnue. Si des zonards, enfants lointains des « fortifs' » du début du siècle, ne sont pas excusables pour leurs violences, le sont encore moins ceux que leur manifeste insertion dans la société n'acculait pas à ce qu'ils ont fait.

Tout à l'inverse, si l'on peut trouver une relative excuse à des loubards qui se comportent en dehors de leurs cités comme on les laisse vivre au-dedans, impunis du moment qu'ils n'en franchissent pas les limites, il n'y a que des circonstances aggravantes pour des hommes dont les fautes découlent des facilités que leur donnent des fonctions en elles-mêmes déjà plaisantes et enviables.

Pourtant, cette boue – et c'en est une – qui éclabousse le pays à travers ce qu'il est convenu d'appeler ses élites, à défaut ses vedettes, au pis ses protecteurs, est aussi motif à se rassurer : les fautes n'ont pas été étouffées bien qu'elles soient lourdes. Fût-ce en prenant son temps, fût-ce talonnée par la presse, la police a arrêté les malfaiteurs qui s'abritaient en son sein. Elle serait bien avisée de ne pas se limiter à un coup qui pour être d'éclat n'en a pas moins été long à venir. Lorsque la peur qu'inspire le gendarme devient l'angoisse face au policier dont on ne sait s'il vient faire sa ronde ou la peau des riverains, ce n'est plus la démocratie et tout ce qu'elle doit garantir au-delà du bulletin de vote, c'est la jungle.

PAR deux fois, en 1988 avec M. Jacques Chirac, en 1990 avec M. Michel Rocard, la classe politique s'est donné l'absolution. L'opinion, pour sa part, s'est bornée à un sursis concédé du bout des dents. Ne pas se le rappeler serait risquer de faire tomber le sursis. Même si la IIIe a résisté à Panama et au scandale des décorations, si la IVe a tenu bon face au trafic des piastres, la République n'en est pas sortie grandie. Or, disons-le, encore une fois tenter le diable, ce n'est pas bien le moment.

Rien n'est de nature à détourner l'attention des Français du vilain spectacle qui leur est servi chaque jour depuis trop longtemps. Pas d'Empire allemand à invoquer pour aller récupérer l'Alsace et la Moselle, comme ce fut le cas du temps de Panama ; pas de France à reconstruire et qui occupe tous les esprits lorsque la classe politique, déjà, est souillée par l'affaire des piastres après la seconde guerre mondiale. Qu'on ne compte pas sur le Golfe : les otages français rentrés dans leurs foyers, il n'y a plus d'otages en Irak. Sans ennemi extérieur, sans projet intérieur, c'est inévitablement le règne du chacun pour soi. On sait ce que cela donne dans les pays où une telle morale triomphe.

Ce nettoyage (si détestable que soit ce mot, chéri de toutes les extrêmes droites) est d'autant plus nécessaire que l'époque est non seulement incertaine mais qu'il n'y est personne pour ne pas le savoir ; que l'individu y est vulnérable et, ainsi, interchangeable, qu'il est donc amené à ne penser strictement qu'à lui, à n'avoir aucune considération pour des hommes qui agissent de même alors qu'ils sont là pour faire le contraire ; par conséquent à mépriser le système qu'ils incarnent. Si l'on complète l'équation avec les revendications du monde lycéen, que pourrait rejoindre celui des étudiants, il y a comme de l'urgence dans l'air. Si, au contraire, on escompte que le temps et un peu (beaucoup) d'argent, assortis de quelques réunions baptisées concertation, pourvoiront à tout, l'heure n'est plus à l'urgence, mais à la panique.

PS : La semaine prochaine, relâche.





CULTURE

ARTS

Musées, une idée neuve

Les collections se multiplient au Japon. En particulier celles qui sont consacrées aux arts occidentaux

TOKYO

de notre envoyé spécial

Dimanche 25 novembre, la collection de tableaux réunie par Alain Delon sera dispersée par Mᵉ Guy Loudmer à l'Hôtel Drouot : de Corot à Vlaminck et de Courbet à Vuillard, trente-deux toiles d'excellente qualité. Le marché de l'art s'étant déplacé vers l'Est, la vente se déroulera en quintuplex avec le Japon. Les amateurs de Tokyo, Osaka, Nagoya, Hiroshima et Fukuoka pourront ainsi se manifester directement. C'est d'ailleurs pour eux que le commissaire-priseur a gonflé son catalogue de quelques pièces signées Foujita, Kisling, Marie Laurencin, Utrillo ou Pascin, dédaignées par les Occidentaux mais dont les Japonais sont particulièrement friands. A tel point qu'en juillet dernier un musée exclusivement consacré à Marie Laurencin a ouvert ses portes à Tatshina, à cent cinquante kilomètres de Tokyo. Un collectionneur, M. Takano, est à l'origine de cet hommage qui rassemble aujourd'hui deux cent cinquante œuvres de l'égérie d'Apollinaire. Un autre, à Hokkaido, tente de rassembler systématiquement les œuvres de Pascin. A Surugadaira, au pied du mont Fuji, Bernard Buffet a droit lui aussi à son temple, élevé grâce à la ferveur d'un banquier, M. Kuchiro Okano.

Mais c'est tout l'archipel qui semble atteint de muséomanie galopante. Pas une de ses cinquante-deux préfectures qui n'ait le sien. Les villes grandes et petites veulent chacune le leur. Peu importe le thème et les collections. *L'Annuaire des arts 1990* », publié par la revue d'art *Bijutsu Techô*, enregistre sous la rubrique « Musées », plus de trois cent quarante établissements dans tout le Japon. Inutile de préciser que la lutte pour enrichir leurs collections est sévère entre ces établissements. Cette compétition contribue à emballer le marché de l'art international.

Arts majeurs et arts décoratifs

Un vase de Gallé a atteint 203,4 millions de yens (7,7 millions de francs), le 20 novembre dernier, à Tokyo, lors d'une vente dirigée par le commissaire-priseur français Jacques Tajan : record mondial battu pour une œuvre du maître verrier. Et il faut compter avec les fondations privées, qui, elles aussi, prolifèrent. Le groupe multimédia numéro un au Japon, Fujisankei, et son propriétaire, M. Nobutaka Shikanai, ont édifié deux musées de plein air, dédiés à la sculpture : le Hakone Museum et le Utsukushi-Ga-Hara Museum. Dans le premier, ouvert à cent kilomètres au sud-ouest de Tokyo, sont réunies des œuvres des grands sculpteurs du XXᵉ siècle : Rodin, Bourdelle, Maillol, Picasso, Giacometti, Dubuffet. Il se flatte de posséder un ensemble monumental de trente et une pièces de Henry Moore, dont la moitié a été acquise en 1986 pour la somme de 10 millions de dollars. Deux millions de visiteurs visitent ce parc, chaque année.

Pourtant le concept de musée est relativement neuf au Japon. « *C'est une institution importée de l'Occident, qui n'a pas un siècle* », indique M. Shuji Takashina, professeur à l'université de Tokyo, ancien responsable du Musée d'art occidental de cette ville. « *Bien sûr, il y a toujours eu des collectionneurs au Japon, certains aristocrates, les ordres religieux, les temples ou les grandes maisons commerciales. Mais ils n'avaient pas l'habitude de montrer de façon permanente leurs trésors. Soigneusement conservés en magasins, ils n'en sortaient que pour des occasions particulières : fêtes, anniversaires, cérémonies du thé. Encore aujourd'hui, les trésors impériaux, déposés à Nara ne sont exposés qu'une fois par an, à l'automne, pour les maintenir en bonne santé.*

» *Cette attitude s'explique parce que les œuvres d'art japonaises sont souvent fragiles – travail sur laque, peinture sur soie – et qu'elles ne supportent pas d'être exhibées longtemps. Mais aussi parce que, dans notre pays, il n'y a guère de distinction entre les arts majeurs et les arts décoratifs. Les peintures, par exemple, sont exécutées sur des meubles ou sur des éléments architecturaux. D'autres – éventails, céramiques – sont des éléments de la vie quotidienne. Pour beaucoup de gens, il est encore inconcevable d'exposer une peinture de cerisiers en fleur en plein été. Certains musées se plient d'ailleurs à cette règle pour tout ce qui touche les arts traditionnels. Cela explique également la vogue, dans notre pays des expositions temporaires.* »

Les musées d'art occidentaux ou d'art moderne n'ont pas ces préoccupations et leurs collections sont largement étalées dans des bâtiments signés souvent d'architectes prestigieux. Arata Isozaki a réalisé le Musée municipal d'art de Kitakyushu, Fumihiko Maki, le Musée d'art moderne de Kyoto – très réussi – Junzo Sakakura, un disciple de Le Corbusier, le Musée préfectoral d'art moderne de Kanagawa. Corbu, lui-même, au début des années 50, a dessiné le Musée d'art occidental de Tokyo, sans pouvoir en suivre la construction.

C'est sans doute pour cette raison que le batiment ne figure pas dans ses « œuvres complètes ». Cette institution, qui fait figure d'« ancêtre » au Japon, est née des collections d'un industriel, M. Maesukata. La construction navale l'avait enrichi. Au lendemain de la première guerre mondiale, il vivait brillamment entre Paris, Londres et Berlin, finançant la première fonte de *la Porte de l'Enfer* de Rodin, achetant ses Monet à Giverny, directement auprès du peintre, accumulant les œuvres post-impressionnistes et celles des artistes de l'Ecole de Paris. Le krach de 1929 le ruina. Une partie de ses collections, envoyée au Japon, fut plus ou moins dispersée, une autre – quatre cent pièces, dit-on – entreposée à Londres, disparut dans un incendie. Heureusement, ce qui restait à Paris, saisi au moment de la guerre, a été restitué au Japon après le conflit. C'est aujourd'hui le fonds du Musée de Tokyo. On y trouve à côté d'un bel ensemble de bronzes de Rodin, quelques bons Courbet, une curieuse *Marie-Madeleine* de Daumier, un joli *Souvenir de la baie de Naples* de Corot et un magnifique paysage breton de Gauguin. Mais à côté de quelques œuvres réussies de Monet, Renoir, Cézanne, ou Bonnard, on remarque surtout des toiles de second choix, signées par les mêmes artistes et surtout une pléiades de tableaux post-impressionistes et de portraits mondains médiocres. Au Musée d'art moderne de Kyoto la collection est encore plus décevante mais l'institution n'a que quatre ans d'âge.

En dépit de quelques achats tonitruants, les pièces majeures de l'art occidental sont inaccessibles et le marché est dur à ceux qui viennent trop tard. « *Nos conservateurs sont à la recherche des grands noms de l'art occidental du XIXᵉ siècle*, constate Shuji Takashina. *Mais la hausse des prix rend cette quête difficile. Et quasi impossible la chasse aux chefs-d'œuvre plus anciens, déjà gelés dans les grands musées. Nous essayons d'élargir notre recherche du côté de l'école de Barbizon, de Corot ou de Millet. Ces peintres sont depuis longtemps appréciés ici. Plus qu'en France sans doute. La tradition japonaise est tournée vers la couleur, la somptuosité décorative.*

» *Ce goût explique le succès des impressionnistes, des Fauves, de Matisse comme de l'expressionisme abstrait. Il explique également le manque d'affinité qui existe entre les collectionneurs japonais et le cubisme. Les noms de Braque et de Picasso sont, bien sûr, très connus ici mais on préfère leurs œuvres des années 20 ou 30. Par ailleurs, le classicisme français est difficile à comprendre au Japon où les expressions spontannées du sentiment sont plus populaires que le rationalisme. Les romantiques sont toujours à la mode. Cela explique aussi le succès des toiles sentimentales, comme celles de Marie Laurencin.*

» *Le surréalisme de Dali, Delvaux ou Magritte convient bien à l'imaginaire japonais familier de la métamorphose des images et des formes. Quant au côté gestuel de l'*action painting *américaine, il va à la rencontre des traditions japonaises. Pollock est considéré ici comme une sorte de héros. Le poids de la civilisation américaine est très fort dans l'archipel. Si le pop art et des artistes comme Jasper Johns, Rauschenberg ou Warhol sont appréciés, ce courant et ces peintres se retrouvent moins dans les collections publiques, qui recherchent des valeurs plus établies.* »

Par goût, spéculation ou pour des questions de prestige, les sociétés privées commencent à financer le domaine culturel. Nobutaka Shikanai crée le « Praemium Imperiale » doté d'un prix de 100 000 dollars qui voudrait être, dans le domaine des arts, ce que le Nobel est aux sciences. Un jury international décide des lauréats dans cinq domaines : la peinture, la sculpture, l'architecture, la musique, le théâtre et le cinéma (1). Présentant cette initiative, le patron du groupe Fujisankei ajoute sobrement : « *Le Japon doit contribuer à la paix du monde et à sa prospérité. Ce prix sera donc mondial. Ce sera notre contribution au XXIᵉ siècle.* »

EMMANUEL DE ROUX

(1) En 1990 les lauréats ont été Léonard Bernstein – à titre posthume – pour la musique, Federico Fellini pour le cinéma, James Stirling pour l'architecture, Tapiès pour la peinture et Pomodoro pour la sculpture.



Edouard Vuillard : « Simone » (vers 1912), pastel sur papier marouflé sur bois (45,5×40). Collection Alain Delon.

THÉATRE

Deux hommes à la mer

« Alexis ou le Traité du vain combat », « Coco perdu » : deux spectacles, deux solitudes

L'homme a dû rester longtemps dans le noir avant que la lumière ne vienne et le trouve enfin capable de parler. D'écrire, en fait. Car c'est d'une lettre qu'il s'agit. La lettre d'un homme rempli d'amour pour sa femme qu'il n'a pas pu aimer.

Alexis ou le Traité du vain combat, de Marguerite Yourcenar, est un beau monologue, plein de la violence et de la candeur d'un écrivain de vingt-six ans. Alexis se livre enfin, contemple sa solitude et, pris par l'ivresse des mots, parle de son homosexualité jamais assumée, de son désespoir de vivre, de la mort, une « *douce défaite* ».

Jean-Charles Modet a adapté le texte et le joue. Les mots de Marguerite Yourcenar coulent comme un torrent brûlant. Ils emportent d'ailleurs parfois sur leur passage le comédien trop tendu, trop fiévreux. Il faut aller écouter ce beau gosse brun... et relire Yourcenar.

Trois comédiens peuplent la scène du Théâtre Romain-Rolland de Villejuif, mais voici un autre monologue : l'adaptation de *Coco perdu, Essai de voix*, récit de Louis Guilloux, présenté par le Théâtre de la Jacquerie – la saison fait la part belle aux monologues.

Si Alexis est au seuil de sa vie, Coco est au bord de la mort. C'est un retraité, de ceux que l'on croise dans les stations balnéaires grises, réfugiés dans des baraques aux noms idiots. Il a accompagné sa femme au train de midi, pour le week-end ? Pour toujours ? En attendant l'hypothétique retour qu'il n'ose s'avouer improbable, il est perdu comme un vieux chien.

Apéritif au Grand Café du commerce, déjeuner au Fin Gourmet, dîner au Parisien : commence une attente, peuplée de personnages grotesques. Ballottés par une musique loufoque, l'idiot ou la marchande de billets de loterie, le restaurateur ou la serveuse du buffet de la gare, l'évangéliste ou le représentant de commerce rythment ce long week-end.

Dans sa robe de chambre, André Riot-Sarcey traîne sa solitude comme un gros chagrin d'enfant, file les mots de Louis Guilloux avec sincérité et retenue. Claire Gernigon et Pierre Trapet sont les deux compagnons solides d'un homme seul qui ne sait plus, n'attend plus rien.

BÉNÉDICTE MATHIEU

▶ *Alexis ou le Traité du vain combat.* Petit Montparnasse. Du mardi au dimanche à 18 h 30. Tél. : 43-22-77-30.

▶ *Coco perdu.* Théâtre Romain-Rolland, Villejuif. Du mercredi au samedi, à 20 h 30. Le dimanche à 15 heures. Jusqu'au 25 novembre. Tél. : 47-26-15-02.

Pour l'amour d'un oranger

Un arbre, une femme : « la Robe verte », de Tawfiq al-Hakim, à Créteil

La Robe verte est un conte de fées. Comme l'auteur, Tawfiq al-Hakim, est égyptien (il fut représentant de la République arabe unie à l'UNESCO), les fées sont voilées et la pièce l'est aussi, c'est un charme supplémentaire.

Un grand pays moderne est aussi une terre de contes lorsque son passé est incommensurable. Bonaparte envoyait les élèves de Polytechnique à la recherche du canal de Suez, pas celui de de Lesseps, à venir, mais celui qu'avaient bel et bien construit les rois, autrefois, et que les vents de sable avaient recouvert. Quand deux mille mètres de ce canal apparaissaient dans le désert, c'était d'abord à n'y pas croire, *un mirage, une fiction*, et puis, après un long silence, le détachement, qui pourtant tombait d'insolation et de soif, se mettait à applaudir.

L'habitant des environs du Caire, que Tawfiq al-Hakim nous fait connaître dans sa *Robe verte*, n'a pas travaillé au canal, mais au chemin de fer. C'est fini, il se repose. Il donne tous ses soins à un oranger et à un lézard vert, rapide, un peu farceur. L'épouse de ce jardinier-animalier vit dans le souvenir constant de sa fille, qu'en réalité elle n'a pas eue, parce que son premier mari l'avait contrainte à interrompre sa grossesse.

Voici que la femme disparaît. Imaginant on ne sait quel meurtre, un policier tatillon fait creuser, à l'aveuglette, dans le jardin, sous l'oranger. Dans les terres de légendes, le moindre trou réveille les diables. En Chine, dès la première pelletée, tous les morts des environs se mettent à hurler au scandale et des orchestres d'animaux, souvent des grillons, entonnent des hymnes guerriers. Ici, dans une Egypte plus raisonnable, ce sont les racines de l'oranger et les yeux plissés du lézard qui, simplement, s'inquiètent.

Hervé Dubourjal anime ce conte avec esprit, dans un décor attachant de vieille belle maison (décor de Patrick Haggiag et Juan Sanz) qui a la poésie simple des toiles d'Afrique du Nord de Matisse. La grande Denise Gence joue l'épouse disparue, reparue, de son art juste et sûr. Pierre Tabard donne fièvre et ténèbres au policier qui s'égare, puisque le sable de l'imaginaire lui file entre les doigts. Interventions d'une jeune actrice remarquable, Lila Palinski, en jeune servante, et de Abbès Faraoun en médium. Gilles Segal joue l'époux amoureux d'un lézard et d'un oranger.

MICHEL COURNOT

▶ Créteil, Maison des arts, petite salle. Mardi, mercredi, vendredi, samedi, 20 h 30. Dimanche, 15 h 30. Jusqu'au 2 décembre. Tél. : 49-80-18-88.

DANSE

L'espace du doute

François Verret présente une nouvelle version de « Faustus » à Saint-Denis

Faustus a été créé, cet été, au Festival de Montpellier. Le soir de la première, la moitié de la salle fuit. Sur scène, ça cogne. Au figuré, bien sûr : la violence ordinaire des petites compromissions humaines, les pactes que nous passons pour avoir la paix, oublier ce qui nous gêne. Pièce détonnante, inventée autant par François Verret que par les membres de la compagnie. Le chorégraphe s'explique.

« *Je me présente devant mes acteurs et danseurs avec des préoccupations, des pensées et des sentiments qui, à mes yeux, forment un canevas dramaturgique. Si j'arrive à faire passer cette parole, la danse va surgir. Cette fois-ci, j'ai vécu une sorte d'impuissance à communiquer. On a donc inventé ensemble un scénario plus narratif – il y a une majorité d'acteurs, – plus théâtral. La danse ne jaillit pas, sauf chez Anne Koren... Je suis le catalyseur. C'est éprouvant, parfois même violent, je me sens dépossédé. Mais comme ils ont un grand talent d'invention pure, le jeu en vaut la chandelle, et continue année après année.*

» *Anne Koren, Ghédalia Tazartès et Alain Rigout, nous travaillons ensemble depuis huit ou dix ans parce que nous sommes poussés par les mêmes inquiétudes. Chacun de nous est Faustus. Jusqu'où sommes-nous capables de nous compromettre dans une société où l'art est une production commerciale ? Comme dit l'autre, si tu ne fais pas de politique, quelqu'un la fait pour toi. La danse est un état de la pensée. On aimerait peut-être nous aussi inventer* « un art à tu et à toi avec l'humanité », *comme dit Thomas Mann, dont le roman,* Faustus, *a été un support, riche d'enseignements. L'époque ne nous permet pas cette forme de création.*

» *J'ai été frappé par cette phrase des* Versets sataniques *de Salman Rushdie :* « La modernité est l'exploration permanente de l'espace du doute. » *J'explore avec obstination ce doute. Dans* Faustus, *Frédéric Leidgens a décidé de citer le discours de Goebbels sur l'art dégénéré. l'artiste qui n'a pas de certitudes ne fait pas un art allemand. 1937 ressemble à aujourd'hui : aux Etats-Unis, démocratie avancée, les artistes doivent signer un pacte les engageant à ne pas produire d'art obscène. Mais qui fixe les limites de l'obscène ? On oublie trop que la création est le pari de l'aventure, de l'imprévisible. Nous essayons d'être un creuset d'artistes, cherchant une forme possible à ce que nous osons encore appeler « l'avant-garde.* »

Propos recueillis par **DOMINIQUE FRÉTARD**

▶ Faustus les 23, 24 et 25, 20 h 30, au TGP de Saint-Denis. Tel. : 42-43-17-17.

EN BREF

□ **Trois lauréats pour le réaménagement des jardins des Tuileries.** – Après plusieurs mois de réflexion – huit propositions étaient sur son bureau depuis le printemps – le président de la République a décidé de confier aux paysagistes Louis Benech et Pascal Scribier la restauration et la rénovation des jardins des Tuileries et à Jacques Wirtz celles des jardins du Carrousel. Les trois hommes devront établir leurs projets définitifs en liaison avec Ieoh Ming Pei, architecte du Grand Louvre, et recevoir l'aval du chef de l'Etat avant le début des travaux, programmé pour les premiers mois de 1991. M. Guy Nicot, architecte en chef du domaine, sera chargé de la restauration des éléments classés au titre des monuments historiques. La conduite de l'opération, pour laquelle « un premier crédit de 100 millions de francs » a déjà été prévu, a été confiée à Jean Lebrat, président de l'établissement public du Grand Louvre.

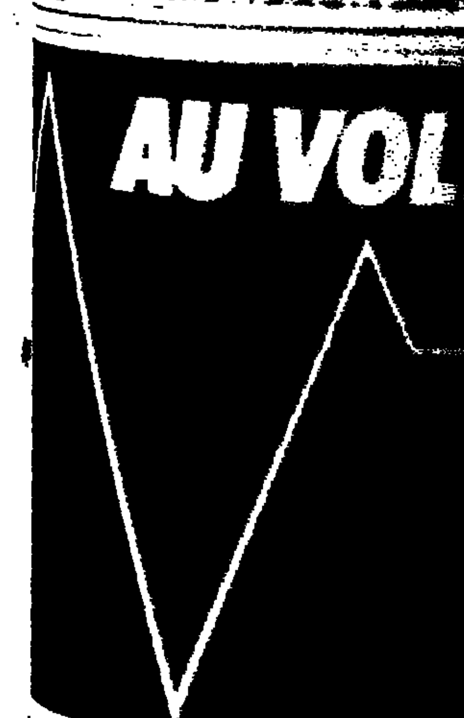
□ **Le cinéma noir-américain.** – Les neuvièmes Journées cinématographiques du Val-de-Marne contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples auront lieu du 27 novembre au 11 décembre. Après les cinémas indien, turc, africain, c'est vers un autre langage cinématographique que cette manifestation portera son regard : le cinéma noir-américain qui essaie de survivre à l'ombre des majors compagnies et nous restitue la vision que les Noirs portent sur eux-mêmes.

▶ Renseignements : 43-77-50-56.

□ **Les films de Carthage à l'Institut du monde arabe.** – Premier festival consacré aux cinémas africains, les Journées cinématographiques de Carthage permettent tous les deux ans, depuis 1966, de dresser un bilan à l'échelle du continent (même s'il privilègie désormais les cinémas arabes, les cinémas d'Afrique noire étant mieux représentés au Fespaco de Ouagadougou qui se tient les années impaires). L'Institut du monde arabe reprend les résultats de ce bilan en présentant les films primés cette année : si *Halfaouine* (Tanit d'or) et *Mortu Nega* (Tanit de bronze) ont déjà été distribués en France, l'occasion est bonne de découvrir l'algérien *Louss* (*Rose des sables*), Tanit d'argent, et le marocain *Badis*, prix de la mise en scène.

▶ Du 23 au 25 novembre. Renseignements : 40-51-38-38





AGENDA

WEEK-END D'UN CHINEUR

PARIS

Samedi 24 novembre

Drouot-Richelieu, 14 h : tapis d'Orient ; Crédit municipal (55, rue des Francs-Bourgeois, 4e), 13 h 30 : bijoux ; Drouot-Montaigne, 21 h : tableaux modernes.

Dimanche 25 novembre

Drouot-Richelieu, 14 h : bijoux d'artistes, antiques, tableaux modernes, fourrures, art naïf, estampes, dessins, tapis, art nouveau, art déco, fers à dorer, atelier.

ILE-DE-FRANCE

Samedi 24 novembre

Argenteuil, 16 h : statuaires, cheminées. **La Varenne-Saint-Hilaire**, 16 h 30 : montres-bracelets. **Nogent-sur-Marne**, 14 h 30 : multiples.

Dimanche 25 novembre

Auxerre, 14 h 30 : tableaux modernes. **Chantilly**, 14 h 30 : tapis d'Orient. **Chartres**, 14 h : tableaux modernes, mobilier. **Châteauroux**, 14 h 30 : mobilier, tableaux. **Chatou**, 14 h : tableaux modernes. **Coulommiers**, 14 h : argenterie, mobilier. **Fontainebleau**, 14 h : mobilier, objets d'art. **Joigny**, 14 h 30 : tableaux, mobilier. **L'Isle-Adam**, 14 h 30 : mobilier, objets d'art. **Nanterre**, 14 h 30 : montres. **Provins**, 14 h : armes. **Verrières**, 11 h : fourrures ; 14 h 30 : bijoux.

PLUS LOIN

Samedi 24 novembre

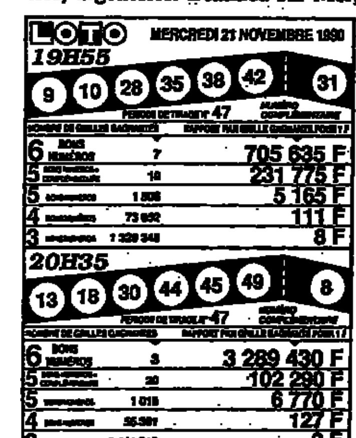
Aix-en-Provence, 9 h 30 : bibelots, objets d'art ; 14 h 30 : mobilier, argenterie. **Beaulieu-sur-Mer**, 21 h : argenterie, bijoux. **L'Aigle**, 10 h et 14 h : livres. **La Roche-sur-Yon**, 14 h : mobilier, objets d'art. **Marseille (Prado)**, 9 h et 14 h 30 : mobilier, objets d'art. **Montpellier**, 14 h 30 : mobilier, tableaux. **Nantes**, 14 h 30 : tableaux modernes. **Nice**, 14 h : mobilier, objets d'art. **Nîmes**, 14 h : livres, autographes. **Noyon**, 14 h : livres, mobilier. **Orléans** (rue du Pot-de-fer), 14 h : mobilier, tableaux. **Orléans** (impasse Notre-Dame du chemin), 14 h 30 : objets de collection. **Pau**, 14 h 30 : mobilier, objets d'art. **Riom**, 14 h 30 : tableaux modernes. **Rodez**, 14 h : livres. **Saint-Etienne**, 14 h 30 : timbres. **Saint-Nazaire**, 14 h 30 : mobilier, faïences. **Vichy**, 14 h : mobilier, objets d'art.

Dimanche 25 novembre

Aubagne, 14 h 30 : tableaux modernes. **Beaulieu**, 14 h 30 : mobilier, argenterie. **Beaune**, 14 h : mobilier, objets d'art. **Bernay**, 14 h 15 : costumes, dentelles. **Bourg-en-Bresse**, 14 h 30 : mobilier, objets d'art. **Calais**, 14 h 30 : mobilier, tableaux. **Chaumont**, 14 h : mobilier, objets d'art. **Coutances**, 14 h 30 : bijoux. **Douai**, 14 h : tableaux modernes. **Doullens**, 14 h 30 : mobilier, objets d'art. **Epernay**, 14 h : mobilier, tableaux. **Eu**, 14 h 30 : mobilier, objets d'art. **Grenoble**, 14 h 15 : bibliophilie. **Issoudun**, 10 h 30 : bibliophilie ; 14 h 15 : mobilier, objets d'art. **Le Havre**, 14 h 30 : tableaux modernes. **Les Vans**, 10 h : bijoux, mobilier ; 14 h : mobilier, objets d'art. **Louviers**, 14 h 15 : tableaux, bijoux. **Lyon Bretteaux**, 15 h : art nouveau, art déco. **Mayenne**, 14 h : livres et cartes postales. **Montauban**, 14 h : mobilier, bibelots. **Nancy**, 14 h : art nouveau, mobilier classique. **Neuville-Poitou**, 14 h 30 : tableaux modernes, argenterie . **Parthenay**, 14 h 30 : mobilier, objets d'art. **Poitiers**, 14 h : archéologie. **Pont-Audemer**, 14 h 30 : tableaux, mobilier. **Rouen**, 14 h : tableaux contemporains. **Saint-Dié**, 14 h : mobilier, tableaux. **Toulouse**, 14 h 30 : mobilier, objets d'art. **Troyes**, 14 h : art nouveau, art déco.

FOIRES ET SALONS

Paris (Espace Champerret), Bry-sur-Marne, Metz et Dijon.



LOTO — MERCREDI 21 NOVEMBRE 1990

19H55 : 9 10 28 35 38 42 — numéro complémentaire : 31 — tirage n° 47

Nombre de grilles gagnantes		Rapport par grille gagnante pour 1 F
6 bons numéros	7	705 635 F
5 bons numéros + complémentaire	18	231 775 F
5 bons numéros	1 808	5 165 F
4 bons numéros	73 852	111 F
3 bons numéros	1 320 348	8 F

20H35 : 13 18 30 44 45 49 — numéro complémentaire : 8 — tirage n° 47

Nombre de grilles gagnantes		Rapport par grille gagnante pour 1 F
6 bons numéros	3	3 289 430 F
5 bons numéros + complémentaire	20	102 290 F
5 bons numéros	1 018	6 770 F
4 bons numéros	55 581	127 F
3 bons numéros	1 141 813	9 F

CARNET DU Monde

Naissances

– M. et Mme Henri PINHAS

ont la très grande joie d'annoncer la naissance de

Rebecca,

le 13 novembre 1990.

10, avenue Weber,
75116 Paris.

Décès

– Oran. Paris.

Mme Victoire Abehassera,
son épouse,
Jean-Pierre, son fils,
Danièle, Pauline, Claudine,
ses filles,
Florence, Roxane, Manon,
ses petites-filles,
Valentin, son petit-fils,
Les familles Abehassera, Ouazano, Aboukrat, Abihssira, Malka, Melloul. Illouz, Rouas, Bensoussan, Ganancia, Sportiche, Devaux, Decaens,
parentes et alliées,
ont l'immense douleur de faire part du décès de leur cher époux, père et grand-père adoré

Meyer ABEHASSERA,

leur frère, cousin, beau-frère et beau-père chéri,

survenu le 21 novembre 1990, dans sa soixante-quatorzième année.

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien de Pantin, ce vendredi 23 novembre.

Réunion à la porte principale (porte de La Villette), à 14 heures.

– Mme Roger Ginocchio,
M. et Mme Pierre Ginocchio,
Vincent et Claire,
M. Yves Ginocchio,
Christophe, Sandrine et Marion,
M. et Mme Michel Ginocchio,
Benjamin et Audrey,
M. et Mme André Ginocchio,
et leurs enfants,
M. et Mme Jacques Pontygayot,
Mme Jeanine Sizes,
et ses enfants,
Mme Madeleine de Decker,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger GINOCCHIO,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre national du Mérite,

survenu subitement le 19 novembre 1990, à l'âge de soixante-douze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 26 novembre, à 13 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly-sur-Seine, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue de Bagatelle,
92200 Neuilly-sur-Seine.

Pierre Delaporte,
président du conseil d'administration d'Electricité de France,
Le conseil d'administration d'Electricité de France,
Jean Bergougnoux,
directeur général,
Et le personnel d'Electricité de France,
ont l'immense regret de faire part du décès, le 19 novembre 1990, dans sa soixante-treizième année, de

Roger GINOCCHIO,
ancien directeur à la direction générale d'Electricité de France.

32, rue de Monceau,
75008 Paris.

Le conseil d'administration,
Le délégué général et les collaborateurs de l'association Espaces pour demain,
ont le profond regret de faire part du décès de

M. Roger GINOCCHIO,
président d'Espaces pour demain,

survenu le 19 novembre 1990.

20, avenue Mac-Mahon,
75017 Paris.

Le conseil d'administration,
Le secrétaire général et les associations membres de l'UATI (Union des associations techniques internationales),
font part du décès de

M. Roger GINOCCHIO,
président de l'UATI,

survenu le 19 novembre 1990.

1, rue Miollis,
75015 Paris.

Jean-Maurice Esnault,
président,
Roger Labourier,
membre fondateur,
Jean-François de Zitter,
directeur général,
Les membres du conseil d'administration et l'ensemble du personnel de l'Institut français de gestion (IFG),
ont la grande tristesse de faire part du décès, survenu le 19 novembre 1990, de

Roger GINOCCHIO,
ancien président de l'IFG.

37, quai de Grenelle,
75015 Paris.

Le président,
Le conseil d'administration et le personnel de la Société de l'autoroute Paris-Normandie,
ont la tristesse de faire part du décès brutal, survenu le 19 novembre 1990, de

M. Roger GINOCCHIO,
président d'honneur
de la Société de l'autoroute Paris-Normandie.

3, rue de Monttessuy,
75007 Paris.

La société SODEL, son conseil d'administration, sa direction et son personnel,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. GINOCCHIO,
ancien président de la SODEL,

survenu le 19 novembre 1990.

66, rue de Villiers,
92300 Levallois-Perret.

[Né le 12 juin 1918 à Saint-Claude, dans le Jura, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ingénieur de Ponts et chaussées, Roger Ginocchio a eu une double carrière : de technicien et d'homme de cabinet. Ingénieur à la direction de l'électricité au ministère de la production industrielle puis au service de la navigation de la Seine, il fut de 1967 à 1983 directeur à la direction générale d'Electricité de France. Conseiller technique au cabinet de Félix Gaillard, ministre des finances en 1957, il devient en 1968 directeur de cabinet d'André Bettencourt et assistera celui-ci lorqu'il sera, successivement, ministre de l'industrie, du plan, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères. Président, de 1976 à 1983 de la société de l'autoroute Paris-Normandie, Roger Ginocchio assurait également depuis 1986 la présidence de l'association Espaces pour demain.]

– Francis et Marie-Françoise GISBERT,
ses parents,

Vincent GISBERT,
son frère,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Julien,

le 23 octobre 1990, dans sa dix-septième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le 30 octobre, dans l'intimité familiale.

11, rue Lasson,
75012 Paris.

– Lyon.

Mme Robert Raisin-Dadre,
Laurent, Nicolas, Denis Raisin-Dadre,
Didier Raisin-Dadre,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Elise RAISIN-DADRE,
née Antonin.

Les obsèques auront lieu le samedi 24 novembre 1990, à 14 heures, au Temple protestant de Breau (Gard).

« Heureux les cœurs purs, ils verront Dieu. »

Anniversaires

– Demain 25 novembre, il aurait eu trente-neuf ans.

Bernard CHARLIER

Il fut :
Elève maître à l'Ecole normale d'instituteurs de Paris,
Elève professeur en IPES (promotion 1972), université Paris-X,
Professeur stagiaire au CPR Paris-Sud après licence, maîtrise et CAPES lettres,
Diplômé formateur psychosociologue IFEPP Paris (treizième promotion),
Professeur animateur aux Instituts internationaux du comité d'accueil du ministère de l'éducation nationale pour universitaires étrangers,
Moniteur puis directeur de colonies de vacances,
Licencié en espagnol et en sciences de l'éducation (universités Paris-X et Paris-VIII),
Professeur du contingent aux écoles de l'armée de terre Saint-Cyr-Coëtquidan, chargé d'enseignement des méthodes d'expression écrite et de la langue hispanique,
Professeur de lettres aux collèges F.-Rabelais à Cloyes-sur-le-Loir et C.-Monet à Magny-en-Vexin,
Diplômé d'études supérieures spécialisées de psychologie clinique et pathologique (université Paris-VII),
Affecté au lycée Jules-Ferry à Versailles, en vue d'exercer ses fonctions à l'Institut médico-psycho-pédagogique Marcel-Rivière à La Verrière.

Décédé le 18 mai dernier.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu, estimé et aimé.

Ses parents,
72, route de Corbeil,
91180 Saint-Germain-lès-Arpajon.

– Pour le huitième anniversaire de la disparition de

Jacques BOUISSOU,
journaliste,

sa mémoire est rappelée à ceux qui restent fidèles à son souvenir.

Avis de messe

– Une messe sera célébrée le mardi 27 novembre, à 18 h 45, dans la crypte de l'église Saint-Pierre de Chaillot, 35, avenue Marceau, Paris-16e, à l'intention de

M. Pierre MALLE,

rappelé à Dieu le 17 novembre 1990.

De la part de :
Le comte et la comtesse de Lesguern,
La baronne de Nervo,
M. Jean-François Malle,
M. et Mme Bernard Malle,
M. et Mme Louis Malle,
M. et Mme Robert Chatin,
M. et Mme Vincent Malle,
Ainsi que leurs enfants et petits-enfants.

Ils vous demandent d'associer dans vos pensées le souvenir de son épouse

Françoise.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311 F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société ;
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* ».
« Association Beuve-Méry ».
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*.
Le Monde-Entreprises.
M. André Fontaine, gérant.

Le Monde PUBLICITE SA
André Fontaine, président
Françoise Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
Micheline Oerlemans,
directeur du développement
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F
Téléfax : 45-55-04-70. - Société filiale du journal *le Monde* et Régie Presse SA.

Imprimerie du « Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

LE MONDE TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez *LM*

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY,
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. . (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMB.	AUTRES PAYS voie normale y compris CEE avion
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER :
par voie aérienne
tarif sur demande.
Pour vous abonner
Renvoyez ce bulletin
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
36-15 LEMONDE
code d'accès ABO
SERVICE A DOMICILE :
Pour tous renseignements :
Tél. : (1) 49-60-34-70

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom :
Prénom :
Adresse :

Code postal :
Localité :
Pays :

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.
PP. Paris RP 021 MON 01



AGENDA

VENDREDI 23 NOVEMBRE

CINÉMA

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

Chique (1930), de Pierre Colombier, l'Ane de Buridan (1932), d'Alexandre Ryder, 16 h ; la Folle Ingénue (1945, v.o.), de Ernst Lubitsch, 19 h ; Hommage à Fritz Lang : *J'ai le droit de vivre* (1937, v.o.), de Fritz Lang, 21 h.

PALAIS DE TOKYO
(47-04-24-24)

L'Ontario et son cinéma en hommage à D. Cronenberg : Growing up in America (1988), de Morley Markson, 18 h ; la Mouche (1986), de David Cronenberg, 20 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

Le Cinéma des pays nordiques : Un château dans un château (1954, v.o. traduction simultanée), de Carl Theodor DReyer, *le Président (1918, v.o. traduction simultanée)*, de Carl Theodor Dreyer, 14 h 30 ; Il pleut sur notre amour (1946, v.o. traduction simultanée), d'Ingmar Bergman, 17 h 30 ; Fenny et Alexandre (1982, v.o. s.t.f.), d'Ingmar Bergman, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie,
porte *Saint-Eustache*,
Forum des Halles
(40-26-34-30)

De Gaulle à l'écran : 1939-1945 : au rang des vainqueurs : Mémoires de guerre -le Salut (1972) de Pierre Cardinal, 14 h 30 ; 8 mai 1945 (1945) d'archives, *De Gaulle ou* l'éternel défi -le Rebelle (1987) de Jean Labib, 16 h 30 ; 26 août 1944 (1990) de la Vidéothèque de Paris, 1944-1945 *(1944-1945)*, 18 h 30 ; Paris levé debout (1974) de Claude Robrini, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A LA POURSUITE D'OCTOBRE ROUGE (A., v.f.) : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

LES AFFRANCHIS (**) (A., v.o.) : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

L'AIGUILLON DE LA MORT (Jap., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

AIR AMERICA (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-*Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie*, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e *(43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e* (45-61-94-95) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; *Gaumont Convention, 15e* (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

ALBERTO EXPRESS (Fr.) : Cinoches, *6e (46-33-10-82)*.

LES ARMES DE L'ESPRIT (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Latina, *4e (42-78-47-86) ; Lucernaire, 6e* (45-44-57-34).

L'AVENTURE DE CATHERINE C. (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE *PERDU* (Can.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

BAD INFLUENCE (A., v.o.) : Studio *des Ursulines, 5e (43-26-19-09) ; Studio* 28, 18e (46-06-36-07).

BOUGE PAS, MEURS, RESSUSCITE (Sov., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Parnasse, 6e *(43-26-58-00) ; Les Trois Luxembourg*, 6e (46-33-97-77).

CASTE CRIMINELLE (Fr., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LE CERCLE DES POÈTES DISPA*RUS* (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

CHARLIE (A., v.f.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15e *(45-32-91-68)*.

LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e *(45-75-79-79) ; Gaumont* Convention, 15e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LES CHEVALIERS DE LA TABLE RONDE (Fr.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).

58 MINUTES POUR VIVRE (A., v.f.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Hol*lywood Boulevard, 9e (47-70-10-41)* ; Paris Ciné I, 10e (47-70-21-71).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

DADDY NOSTALGIE (Fr.) : *Epée de* Bois, 5e (43-37-57-47).

DAMES GALANTES (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Publicis *Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Gau*mont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont *Alésia*, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

DARKMAN (*) (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-*Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Rex*, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-*52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e* (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George *V, 8e (45-62-41-46) ; Gaumont Alésia*, 14e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

DICK TRACY (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC *Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; v.f. : UGC* Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

DOCTEUR PETIOT (Fr.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

ETOILE CACHÉE (Ind., v.o.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

EUROPA EUROPA (Fr.-All., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; *Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38)* ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9e *(47-70-33-88) ; Les Nation, 12e* (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

EXTRÊMES LIMITES (A.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

LA FEMME FARDÉE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

GHOST (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; *Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20)* ; UGC Maillot, 17e (40-68-*00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93)* ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-*04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e* (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Gaumont Ambassade, *8e (43-59-19-08) ; Saint-*Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont *Alésia, 14e (43-27-84-50)* ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

GREMLINS 2 (A., v.f.) : Républic *Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert*, 14e (43-21-41-01).

HALFAOUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Institut du monde arabe, 5e (40-51-38-38) ; Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-*80-25) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40)* ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

HENRY & JUNE (*) (Fr., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

ILS VONT TOUS BIEN (It., v.o.) : *George V, 8e (45-62-41-46)*.

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

JEAN GALMOT AVENTURIER (Fr.) : *Forum Orient Express, 1er* (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-*94-95) ; Pathé Montparnasse, 14e* (43-20-12-06).

JOURS DE TONNERRE (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LETTRES D'ALOU (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

LUNG TA (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

MADO POSTE RESTANTE (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LE MARI DE LA COIFFEUSE (Fr.) : UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LES MATINS CHAGRINS (Fr.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

MAURICE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des *Ursulines, 5e (43-26-19-09)*.

METROPOLITAN (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

NIKITA (Fr.) : Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50).

L'OBSERVATEUR (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

PEPI, LUCI, BOM ET AUTRES FILLES DU QUARTIER (Esp., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Les Trois Luxembourg, *6e* (46-33-97-77) ; Les Trois Balzac, 8e (45-*61-10-60)*.

PREMIERS PAS DANS LA MAFIA (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95).

PRÉSUMÉ INNOCENT (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Gaumont Parnasse, 14e *(43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle*, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59).

PROMOTION CANAPÉ (Fr.) : George V, *8e (45-62-41-46) ; Pathé* Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LA PUTAIN DU ROI (Fr.-It.-Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; *UGC Champs-Elysées, 8e* (45-62-20-40) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; *UGC Convention, 15e (45-74-93-40)* ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

RE-ANIMATOR II (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

ROGER ET MOI (A., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

SAILOR ET LULA (*) (Brit., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er *(40-26-12-12)* ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juil*let Bastille, 11e (43-57-90-81)* ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LE SOLEIL MÊME LA NUIT (It., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

TAXI BLUES (Fr.-Sov., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 *Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83)* ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e *(45-44-25-02)*.

THELONIOUS MONK (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30) ; George V, 8e (45-62-41-46).

TO SLEEP WITH ANGER (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, *6e* (46-33-97-77) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-*10-60) ; La Bastille*, 11e (43-07-48-60).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

TOTAL RECALL (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

UN COMPAGNON DE LONGUE DATE (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-26-59-83) ; Publicis Champs-Ely*sées, 8e* (47-20-76-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

UN MONDE SANS PITIÉ (Fr.) : UGC *Triomphe*, 8e (45-74-93-50) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

UN WEEK-END SUR DEUX (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LES FILMS NOUVEAUX

DELTA FORCE 2. Film américain d'Aaron Norris, *v.o.* : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e *(47-42-56-31) ; Pathé Montparnasse*, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA DISCRÈTE. Film français de Christian Vincent : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e *(47-42-60-33) ; Pathé* Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; La *Pagode, 7e (47-05-12-15)* ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

DR M. Film français *de Claude* Chabrol, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e *(43-43-01-59)* ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; *Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40)* ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

MO' BETTER BLUES. Film américain de Spike Lee, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e *(47-20-76-23)* ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; *Escurial, 13e* (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

UN THÉ AU SAHARA. Film britannique *de Bernardo Bertolucci*, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; UGC Biarritz, 8e *(45-62-20-40) ; Max Linder* Panorama, 9e (48-24-88-88) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; *UGC Maillot, 17e (40-68-00-16)* ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; *Pathé Montparnasse*, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, *15e* (48-28-42-27) ; *Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01)*.

LA VILLE LOUVRE. Film français de Nicolas Philibert : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23).

THÉATRES

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). Jacques et son Maître charpentier : 20 h 30.

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). Fen : 20 h 30.

ANTOINE - *SIMONE-BERRIAU* (42-08-77-71). Une journée chez ma mère : 21 h.

ARCANE (43-38-19-70). Anne Paulie Talla : 20 h 30.

ATALANTE (46-06-11-90). Kikiu : 22 h.

ATELIER (46-06-49-24). Partage de midi : 20 h 45.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle C. Bérard, L'Idéal : 20 h 30.

BATEAU-THÉATRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (42-08-68-89). Exercices de style : 19 h. Dracula-rock : 21 h.

BERRY (43-57-51-55). Gustave Parking : *20 h 30*.

BOUFFES DU NORD (42-39-34-50). La Tempête : 20 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Roger Pierre et Jean-Marc Thibault *: 21 h*.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Ce soir, c'est gratuit : 20 h. Les Femmes des gens : 21 h 30.

CARTOUCHERIE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-97-04). Pourquoi s'privé : 20 h 30.

CARTOUCHERIE EPÉE DE BOIS (48-08-39-74). Le Marchand de Venise : 20 h 30.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÊTE (43-28-36-36). Salle I. L'An*nonce faite à Marie : 20 h 30.* Salle II. Liliom : 21 h.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE L'AQUARIUM (43-74-99-61). Emmanuel et ses ombres, le Piège : 20 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Le fond de l'air effraie : 21 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-74-42-19). François d'Assise le *goût de l'évangile : 20 h 30*.

CENTRE MANDAPA (45-89-01-60). Trop, c'est trop : 21 h.

CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). Les Justes : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. L'étau, pourquoi? Je rêve (mais peut-être que non) : 20 h 30. La Galerie. A *quoi rêvent les vieux enfants?* : 20 h 30. La Resserre. La Double Inconstance : 20 h 30.

CITHÉA-THÉATRE EN ACTES (43-57-35-13). Gaspacho, un chien mort... : *21 h*.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Premières Armes : 21 h.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Drôle de goûter! : 21 h.

COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-37-21). L'Officier de la garde : 20 h 45.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). La Comédie de l'amour : *20 h 30*.

CONSERVATOIRE NATIONAL SUPÉRIEUR D'ART DRAMATIQUE (42-46-12-91). Vineta, la ville submergée : 20 h 30.

CRYPTE SAINTE-AGNÈS (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (42-21-09-48). La Genèse, d'après la Bible : 20 h 30.

DAUNOU (42-61-69-14). Bon week-end Monsieur Bennett : 21 h.

DÉCHARGEURS (T.L.D.) (42-36-00-02). Lazare : 20 h 30.

DEUX ANES (48-06-10-26). L'Humour en coin : 21 h.

DIX-HUIT THÉATRE (42-26-47-47). Le Dibouk : 20 h 30.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-*Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on* nous dit de faire : 22 h.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-59-92). Le Plaisir de rompre et le Pain de ménage : 21 h.

ESPACE MARAIS (48-04-91-55). *Le* Jeu de l'amour et du hasard : 18 h 45. La Mouette : 20 h 45. Baudelaire : 22 h 30.

ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). *La Tourment de Dieu : 20 h 45. Salle II.* Leila et le Conteur : 20 h 30.

FONDATION DEUTSCH DE LA MEURTHE (42-64-59-73). Doublures : 21 h.

FONTAINE (48-74-74-40). Le Clan des veuves : 20 h 45.

GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Coiffure pour dames : 20 h 45.

GRAND THÉATRE D'EDGAR (43-20-90-09). San Antonio : 20 h 15. Les Bidochons, histoire d'amour : 22 h.

GRANDE HALLE DE LA VILLETTE (SALLE BORIS-VIAN) (42-49-77-22). Fragments d'une lettre d'adieu lus par des géologues : 20 h 30.

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

A BOUCLER. Sunset (40-26-46-60). Dim., lun., mar., 20 h (21).

L'ANGLAIS. Vincennes. Théâtre Daniel Sorano (48-08-60-83). Dim. *soir, lun., mar.*, 21 h (21).

LE DIBOUK. Dix-Huit théâtre (42-26-47-47). *Dim. soir, lun., 20 h 30* ; dim. 16 h (21).

*FRANÇOIS RABELAIS. Lucer*naire Forum. Centre national d'art et d'essai *(45-44-57-34). Dim.* 20 h (21).

KING LEAR. Théâtre national de l'Odéon (43-25-70-32). Mer. et sam. *à 19 h 30 ; dim. à 13 h (21)*.

ON VA QU'RÊVER. Au Bec Fin *(42-96-29-35). Sam., dim.*, 23 h 30 (21).

POURQUOI S'PRIVER. Cartoucherie. Atelier du Chaudron (43-28-97-04). Dim. soir, lun., mar., 20 h 30 ; dim., 16 h (21).

CHEVALLIER-LASPALES. Nouveautés (47-70-52-76). Dim., lun., 20 h 30 (21).

RÉCIT D'UN JEUNE MÉDECIN. Théâtre de la Bastille (43-57-42-14). Mer., jeu., ven., sam., lun., (dim.) à 19 h 30 ; dim. à 15 h 30 (21).

RICHARD III. Théâtre national de *l'Odéon (43-25-70-32). Jeu., ven.*, dim., mar., à 19 h 30 (22).

SPECTACLE DE VENTRILOQUIE POUR TOUS PUBLICS. Théâtre national de Chaillot. Salle Gemier (47-27-81-15). Mer., sam., dim., à 14 h 30 (24).

LE CHANT DU DÉPART. Théâtre de la Ville (42-74-22-77). Dim. soir, lun. *20 h 30* ; dim. 15 h (24).

AGAMEMNON. Cartoucherie. Théâtre du Soleil (43-74-24-08). 19 h 30 (24).

LA CRIQUE. Centre culturel de la Poterne des Peupliers. (47-26-79-37). 21 h (27).

LES FRÈRES ZENITH. Théâtre national de Chaillot. (47-27-81-15). Dim. soir, lun., 20 h 45, sam. et dim. *17 h* (21).

AMALGO. Cité internationale universitaire. La Resserre (45-89-38-69). Dim., lun., 20 h 30 (27).

LE CAS MULLER. Bobigny. Maison de la Culture (48-31-11-45). 21 h (27).

CÉCILE OU L'ÉCOLE DES PÈRES. *Marie Stuart* (45-08-17-80). Dim., lun., 22 h (27).

LE CHATEAU DE CENE. *Bataclan* (47-00-30-12). Lun., 20 h 30 (27).

REVUE. *Artistic-Athévains* (48-06-36-02). Dim. soir, lun., 20 h 30 ; sam. et dim. à 16 h (27).

MESSE POUR UN SACRÉ VIEN*NOIS*. *Guichet* Montparnasse (43-27-88-61). Dim., lun., 20 h 30 (27).

MONSIEUR DE MOLIÈRE. Nouveau Théâtre Espace Acteur (42-62-35-00). *Dim. soir*, lun., 20 h 30 ; dim. 16 h (27).

PARIS EN VISITES

SAMEDI 24 NOVEMBRE

« *Gustave Moreau et la mythologie* grecque », 10 heures, 14, rue de La Rochefoucauld (Association Palette).

« Les vitraux de la Sainte-Chapelle, apogée d'un art », 10 h 30, entrée de la Sainte-Chapelle, boulevard du Palais (l'Art et la manière).

« Les plus célèbres chefs-d'œuvre *du Musée d'Orsay », 13 h 30, 1, rue* de Bellechasse (Arts et caetera).

« Les réussites et les échecs de Picasso », 14 h 15, entrée du Musée Picasso (P.-Y. Jaslet).

« De Lutèce à Paris : le sous-sol de l'île de la Cité aménagé en crypte archéologique », 14 h 30, entrée de la crypte, *sur le parvis, côté Préfecture* de police (Pour les jeunes – CNMH).

« La Salpêtrière : splendeurs et misère du grand renfermement » 15 heures, 47, boulevard de l'Hôpital (Monuments historiques).

« Céramiques et porcelaines chinoises à travers les siècles » 14 h 30, *hall du musée Guimet, 6, place d'Iéna* (Art et découvertes).

« Les salons de l'hôtel de la Marine, ancien garde-meuble de la Couronne. Appartements de Marie-Antoinette », (carte d'identité), 14 h 30, 2, rue Royale (E. Romann).

« Les passages marchands, une *promenade hors du temps », 14 h 30*, 4, rue du Faubourg-Montmartre (Paris autrefois).

« Le Panthéon et ses parties hautes » 14 h 30, entrée (M. Pohyer).

« L'hôpital Saint-Louis, le plus vieux de Paris et le canal Saint-Martin », 14 h 30, 12, rue de la Grange-aux-Belles (C. Merle).

« Mystérieuse Egypte au Louvre. Vie quotidienne et symbolique des *Pharaons. Du Livre des morts à la* renaissance du Sphinx », 14 h 30, sortie métro Louvre-Rivoli (I. Hauller).

« L'îlot Saint-Gervais : historique et visite de la maison des compagnons du devoir », 14 h 30, 44, rue François-Miron (Paris historique).

« Le siège du Parti communiste *français, chef-d'œuvre* d'O. Niemeyer. Visite intérieure », 14 h 45, métro Colonel-Fabien (Connaissance *de Paris)*.

« Le mariage de Joséphine et de Bonaparte à l'hôtel de Mondragon... ou Paribas vous ouvre ses portes », 15 heures, 3, rue d'Antin (M. Hager).

« Exposition : Vouet », 16 h 30, Grand Palais, entrée de l'exposition (Paris et son histoire).

« Histoire de la franc-maçonnerie, des origines à nos jours », 15 heures, entrée du Musée du Grand-Orient, *16, rue Cadet (Connaissancce d'ici et* d'ailleurs).

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », *15 heures*, sortie *métro* Saint-Paul (Résurrection du passé).

DIMANCHE 25 NOVEMBRE

« *Une heure au Père-Lachaise* », 11 heures, porte principale, boulevard Ménilmontant (V. de Langlade).

« Le Marais, hôtels et jardins. *Place* des Vosges » 10 h 30 et 14 h 30, *métro* Bastille, grand escalier de l'Opéra (Art et histoire).

« Exposition : Les maisons de *Colette », 11 heures*, hall du 2, place du Palais-Royal (M. Hager).

« Ateliers d'artistes, jardins et curiosités de *Montparnasse* », 11 heures et 15 heures, métro Vavin (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Académie française et Institut », 14 h 30, 23, *quai* Conti (C. Merle).

« La mosquée. *Histoire de l'islam* », 14 h 30, entrée place du Puits-de-*l'Ermite* (M. Pohyer).

« Circuit insolite dans le Marais », 14 h 30, 44, rue François-Miron (Paris historique).

« Montmartre, une butte sacrée, un village pittoresque », 14 h 40, parvis du Sacré-Cœur, au fanion (Paris autrefois).

« Le quartier de la plaine Monceau », 15 heures, angle place *Rio-de-*Janeiro-avenue Ruysdaël (Monuments historiques).

« La crypte archéologique », 15 heures, entrée sur le parvis de *Notre-Dame (E. Romann)*.

« Saint-Germain-l'Auxerrois, paroisse des rois de France », 15 heures, devant le portail principal (Connaissance de Paris).

« *L'hôtel de Camondo. Les fastes* du parc Monceau », 15 heures, 63, *rue* de Monceau (I. Hauller).

« La Salpêtrière, Manon Lescaut, la fuite de Mme de Lamotte », *15 heures, 47, boulevard de l'Hôpital* (Tourisme culturel).

« *L'hôtel de Rochechouart, salons* et jardin », 15 heures, 110, rue de Grenelle (S. Rojon-Kern).

« L'hôpital Saint-Louis, superbe ensemble du dix-septième siècle », 15 heures, place du Docteur-Alfred-Fournier (Paris et son histoire).

« Le vieux village de Saint-Germain-des-Prés », 15 heures, sortie métro Saint-Germain-des-Prés (Résurrection du passé).

CONFÉRENCES

SAMEDI 24 NOVEMBRE

270, rue Saint-Jacques, 14 heures : « Images et symboles dans l'art médiéval », par M. Regnier ; 16 heures : « Les grandes découvertes du vingtième siècle : un aperçu de l'égyptologie », par J.-P. Respaut (Clio Les Amis de l'histoire).

La Sorbonne, (amphi. Lefebvre), 15 heures : « L'univers vu par ceux qui en tracent le modèle », avec A. Connes, B. Mandelbrot et R. Thom (Université européenne de Paris).

Salle Psyché, 15, rue J.-J.-Rousseau, 15 heures : « De la maladie à la spiritualité », avec le Dr. Ducher (*Usfipes*).

62, rue Saint-Antoine, 16 h 30 : « Histoire du meuble : l'art du meuble au dix-septième siècle » (Monuments historiques).

Auditorium de la galerie Colbert, 6, rue des Petits-Champs-2, rue Vivienne, 21 heures : « Mémoire des autres », film de Roger Pic (Bibliothèque nationale).

DIMANCHE 25 NOVEMBRE

270, rue Saint-Jacques, 14 heures : « Les sirènes et la Pachamama : iconographie précolombienne et art colonial », par J.-C. Huet ; 16 heures : « Cachemire-Ladakh : aux sources du bouddhisme lamaïque », *par L. Dumarcet (Clio Les Amis de* l'histoire).

60, boulevard Latour-Maubourg, 14 h 30 : « L'Inde, le quotidien et l'histoire » ; 16 h 30 : « L'Espagne *musulmane et l'islam* » ; 18 h 30 : « Venise et son carnaval », par M. Brumfeld (Rencontre des peuples).

1, rue des *Prouvaires, 15 heures* : « La Vierge au Nouveau Monde, apparitions et messages (série) », par H. Durrenbach ; « Marie et l'islam », par Natya (Conférences Natya).

Salle *Psyché*, 15, rue J.-J.-Rousseau, 15 heures : « Les médecins de l'au-delà : le médium brésilien, Girardo Idinta », par L. Sylvestre (Usfipes).

62, rue Saint-Antoine, 16 h 30 : « La retable du *Jugement dernier*, de Roger Van der Weyden à Beaune » (Monuments historiques).

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans *le Monde radio-télévision* ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 23 novembre

TF 1

20.35 **Variétés : Tous à la Une.** Invitée : Anne Sinclair. Avec J. Clegg, V. Rivière, F. Pagny, S. Vartan...

22.40 **Sport : Boxe.** Championnat du monde WBA des super moyens : Christophe Tiozzo - Dany Morgan, en direct.
23.45 **Feuilleton : La Mafia.** (3e épisode, rediff.).
0.50 **Journal Météo et Bourse.**

A 2

20.40 **Divertissement : Drôle de chaîne.** Présentée par Sim et Michel Galabru.
21.55 ▶ **Caractères.** Magazine littéraire. Invités : Bernard Pivot (*le Métier de lire*), Dominique Wolton (*Eloge du grand public*), Patrick Champagne (*Faire l'opinion*), Philippe Breton (*la Tribu informatique*).
23.15 **Journal et Météo.**
23.35 **Cinéma : Le cinéma de papa.** ■ Film français de Claude Berri (1970).

FR 3

20.35 **Magazine : Thalassa.** La Route du rhum.
21.35 **Feuilleton : Le cousin américain.** (1er épisode).
22.40 **Journal et Météo.**
23.00 **Magazine : Mille Bravo.**
23.55 **Magazine : Musicales.**

CANAL PLUS

20.05 **Sport : Football.** Championnat de France, en direct, Brest-Monaco.
22.40 **Magazine : Exploits.** Présenté par Marc Toesca.
22.50 **Flash d'informations.**
23.00 **Cinéma : L'inspecteur Harry est la dernière cible.** □ Film américain de Buddy Van Horn (1988).

LA 5

20.40 **Téléfilm : L'affaire Belarue.**
22.20 **Série : L'inspecteur Derrick.**
23.25 **Magazine : Nomades.**
0.00 **Journal de minuit.**

M 6

20.35 **Téléfilm : La plage aux fantômes.**
22.20 **Série : Brigade de nuit.**
23.15 **Magazine : La 6e dimension.** Les nouveaux jeux de l'amour.
23.45 **Magazine : Avec ou sans rock.**
0.15 **Capital.**
0.20 **Six minutes d'informations.**

LA SEPT

20.30 **Contacts : Josef Koudelka : Marc Riboud.**
20.59 **Une minute pour une image.**
21.00 **Série : Les symptômes de l'amour.** De Liliane de Kermadec.
22.30 **Mosaïque mathématiques.**
22.45 **Portraits : Le maître-verrier.**
23.00 **Musique : Enumérations.**

FRANCE-CULTURE

20.30 **Radio-archives.** Spécial Gabrielle Dorziat (3e partie).
21.30 **Musique : Black and blue.** Musiciens et producteurs.
22.40 **Les nuits magnétiques.** Les aviateurs.
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.50 **Musique : Coda.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert** (donné le 12 novembre lors du Festival de Lille) : Quintette pour clarinette et cordes en la majeur K 581, de Mozart ; Quintette pour clarinette et cordes en si bémol majeur op. 34, de Weber ; Ausstrahlungen, de Globokar.
23.07 **Poussières d'étoiles.**

Samedi 24 novembre

TF 1

14.30 **La Une est à vous** (suite).
15.45 **Tiercé à Vincennes.**
15.55 **La Une est à vous** (suite).
16.00 **Série : Formule 1.**
17.25 **Divertissement : Mondo dingo.**
17.55 **Magazine : Trente millions d'amis.**
18.25 **Jeu : Une famille en or.**
18.55 **Série : Marc et Sophie.**
19.20 **Jeu : La roue de la fortune.**
19.50 **Tirage du Loto.**
20.00 **Journal, Tapis vert Météo et Loto.**
20.40 **Variétés : Succès fous.**
22.25 **Magazine : Ushuaïa.** Présenté par Nicolas Hulot.
23.25 **Magazine : Formule sport.**
0.20 **Journal et Météo.**

A 2

14.10 **Magazine : Animalia.** Présenté par Allain Bougrain-Dubourg.
15.10 **Magazine : Sports passion.**
17.00 **Hit NRJ.**
17.40 **INC.**
17.45 **Club sandwich.**
19.05 **Championnat du monde d'orthographe.** Correction et remise des prix.
20.00 **Journal et Météo.**
20.40 **Téléfilm : Les dessous de Hollywood.** De Robert Day, avec Candice Bergen, Stéfanie Powers (dernière partie).
22.15 **Variétés : Etoile-palace.** Emission présentée par Frédéric Mitterrand. Spécial Juliette Gréco.
23.50 **Journal et Météo.**

FR 3

14.00 **Magazine : Rencontres.**
— De 15.00 à 19.00 La SEPT —
19.00 **Le 19-20 de l'information.** De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
— De 20.00 à 0.00 La SEPT —

CANAL PLUS

15.00 **Sport : Football américain.** Les Drive de Detroit – Les Texans de Dallas, à Bercy.
16.40 **Série : Zorro.**
17.05 **Les superstars du catch.**
— En clair jusqu'à 20.30 —
18.00 **Dessins animés : Décode pas Bunny.**
19.30 **Flash d'informations.**
19.35 **Top 50.** Présenté par Marc Toesca.
20.30 ▶ **Téléfilm : La grande dune.** De Bernard Stora, avec Danièle Delorme, Bulle Ogier.
22.00 **Les Nuls... l'émission.**
22.50 **Flash d'informations.**
23.00 **Cinéma : L'attaque des morts-vivants.** □ Film italien de Claude Milliken (1987). Avec Robert Vaughn, Laura Wendell, Thimothy W. Watt.
0.25 **Cinéma : Le petit diable.** ■ Film italien de Roberto Benigni (1988). Avec Walter Matthau, Roberto Benigni, Stefania Sandrelli (v.o.).

LA 5

14.35 **Série : La belle et la bête.**
15.40 **Sport : Tennis.**
17.05 **Série : Superkid.**
17.35 **Série : Happy days.**
18.05 **Série : TV 101.**
19.00 **Journal images.**
19.10 **Jeu : Télé-contact.**
19.45 **Journal.**
20.30 **Drôles d'histoires.**
20.40 **Téléfilm : La diva et le professeur.** De Steno, avec Bud Spencer, Ursula Andress.
22.15 **Sport : Football.** Résultats du Championnat de France (et à 0.10).
22.20 **Téléfilm : Flic et femme à la fois.** De Jise Hofmann, avec Karin Anselm, Christophe M. Ohrt.
0.00 **Journal de minuit.**
0.15 **Magazine : Désir.**

M 6

14.45 **Série : Laramie.**
15.30 **Série : Poigne de fer et séduction.**
16.00 **Magazine : Adventure.**
16.15 **Série : Le saint.**
17.10 **Série : L'homme de fer.**
18.00 **Six minutes d'informations.**
18.05 **Variétés : Multitop.**
19.20 **Magazine : Turbo.**
19.54 **Six minutes d'informations.**
20.00 **Série : Madame est servie.**
20.30 **Magazine : Sport 6.**
20.35 **Téléfilm : Le retour du docteur Casey.** De Joseph L. Scanlan, avec Vince Edwards, Gwynyth Walsh.
22.15 **Téléfilm : Black Cobra.** De Stelvio Massi, avec Riccardo Mioni, Fred Williamson.
23.50 **Six minutes d'informations.**
23.55 **Musique : Rap line.** Emission présentée par Olivier Cachin.
0.55 **Musique : Boulevard des clips.**

LA SEPT

15.00 **Dynamo.**
15.30 **Portraits scientifiques.**
16.15 **Mosaïque mathématiques.**
16.30 **Contacts** (Josef Koudelka).
16.45 **Portraits** (Le maître-verrier). D'Alain Cavalier.
17.00 **Magazine : Anicroches.**
18.00 **Mégamix.**
19.00 **Documentaire : Rock'n roll, the early days.**
19.59 **Une minute pour une image.**
20.00 **Chronique : Le dessous des cartes.**
20.05 **Histoire parallèle.**
21.00 ▶ **Théâtre : La bonne âme du Setchouan.**
22.30 **Soir 3.**
22.45 **Hommage à Pierre Braunberger et Anatole Dauman.**

FRANCE-CULTURE

20.30 **Photo-portrait.** Clarisse Nicoidski, écrivain.
20.45 **Festival d'Avignon 1990.** La guerre des corbeaux et des hiboux, de Pascal Fauliot et Abbi Patrix ; à 22.00, conte.
22.35 **Musique : Opus.** Anna Prucnal.
0.05 **Clair de nuit.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert** (en direct de l'Opéra de Lille) : Double concerto, de Subramaniam ; Concerto pour deux violons et cordes en ré mineur BWV 1043, de Bach ; Sonate pour violon et piano no 3 op. 25, d'Enesco ; Chansons yiddish ; Musique du désert ; Violon tzigane ; Jazz. Avec L. Subramaniam, D. Loockwood, S. Grapelli, D. de Willencourt, J.-C. Penneuer, le Trio de musiciens touaregs, le Trio yiddish, les Lautari roumains, l'Orchestre Cannes-Provence-Côte-d'Azur, dir. Philippe Bender.

Dimanche 25 novembre

TF 1

10.50 **Magazine : Les animaux de mon cœur.**
11.20 **Magazine : Auto-moto.**
11.50 **Jeu : Tournez... manège.**
12.25 **Jeu : Le juste prix.**
12.55 **Météo et Journal.**
13.20 **Série : Hooker.**
14.15 **Série : Rick Hunter inspecteur choc.**
15.10 **Divertissement : Vidéo-gag.**
15.40 **Série : Côte Ouest.**
16.40 **Tiercé à Auteuil.**
16.45 **Dessins animés : Disney parade.**
18.05 **Magazine : Téléfoot.**
19.00 **Magazine : 7/7.** Invité : Philippe Labro.
19.50 **Loto sportif.**
20.00 **Journal, Météo et Tapis vert.**
20.35 **Cinéma : Le dernier empereur.** ■■■ Film britannico-italien de Bernardo Bertolucci (1987).
23.25 **Flash d'informations.** Spécial élections polonaises.
23.35 **Magazine : Ciné dimanche.**
23.40 **Cinéma : Rue du départ.** ■ Film français de Tony Gatlif (1985). Avec François Cluzet, Ann-Gisel Glass, Christine Boisson.

A 2

11.00 **Messe.** Célébrée en la paroisse Sainte-Thérèse, à Rennes.
12.05 **Dimanche Martin.**
13.00 **Journal et Météo.**
13.20 **Dimanche Martin** (suite).
14.55 **Série : Mac Gyver.**
15.45 **Dimanche Martin** (suite).
16.35 **Série : Eurocops.**
17.35 **Documentaire : L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau.** La nuit des calmars.
18.25 **Magazine : Stade 2.**
19.30 **Série : Maguy.**
20.00 **Journal et Météo.**
20.40 **Série : Le gorille.** Le gorille dans le pot au noir, de Patrick Jamain.
22.10 **Documentaire : Les chants de l'invisible.** De Bernard Martino. 4. Le Japon au fil des rencontres.
23.10 **Magazine : L'œil en coulisses.** Tiercé gagnant ; L'enfer et compagnie ; Fréderic Dard et le théâtre : Platonov.
0.10 **Journal et Météo.**
0.30 **Musique : Elisabeth Schwarzkopf, Master Classes.** Claudia Böttcher, soprano.

FR 3

12.00 **Flash d'informations.**
12.05 **Télévision régionale.**
12.45 **Journal.**
13.00 **Magazine : D'un soleil à l'autre.** De Jean-Claude Widemann.
13.30 **Magazine : Musicales.** D'Alain Duault. Cycle Franz Liszt.
14.30 **Expression directe.** PS ; CGT.
14.50 **Magazine : Sports 3 dimanche.**
17.30 **Magazine : Montagne.** Compagnons du vide, de Claude Andrieux et Gilles Chappaz. 2. L'aventure.
18.00 **Amuse 3.**
19.00 **Le 19-20 de l'information.** De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
20.10 **Série : Benny Hill.**
20.40 **Spectacle : Le Royal Circus.**
21.50 **Magazine : Le divan.** D'Henry Chapier. Invité : Fabrice Luchini.
22.10 **Journal et Météo.**
22.30 **Cinéma : La dolce vita.** ■■■ Film italien de Federico Fellini (1959) (v.o.).
1.15 **Magazine : Belles et bielles.**
1.45 **Musique : Carnet de notes.** Nuages gris, de Liszt.

CANAL PLUS

12.30 **Flash d'informations.**
12.35 **Magazine : Mon zénith à moi.** Présenté par Michel Denisot. Invité : Philippe Labro.
13.30 **Magazine : Rapido.** Présenté par Antoine de Caunes.
14.00 **Documentaire : Baja, un désert entouré d'eau.** De Bruce Reicherman.
14.30 **Téléfilm : Un amour de banquier.**
16.00 **Documentaire : J'ai douze ans et je fais la guerre.**
16.50 **Magazine : Un œil sur elles.** Présenté par Silvy Deschamps.
17.05 **Les Nuls... l'émission** (rediff.).
18.00 **Cinéma : Nadine.** ■ Film américain de Robert Benton (1987).
— En clair jusqu'à 20.40 —
19.20 **Flash d'informations.**
19.25 **Dessins animés : Ça cartoon.** Présentés par Philippe Dana.
20.30 **Dis Jérôme «...?».** Présenté par Jérôme Bonaldi.
20.35 **Magazine : L'équipe du dimanche.** Présentation du sommaire.
20.40 **Cinéma : Chambre à part.** ■ Film français de Jacky Cukier (1989). Avec Michel Blanc, Jacques Dutronc, Frances Barber.
22.05 **Flash d'informations.**
22.15 **Magazine : L'équipe du dimanche.** Présenté par Pierre Sled. Football ; Flash sport ; L'événement : Football américain.
0.50 **Cinéma : La Révolution française – 1. Les années lumière.** ■■ Film franco-italo-germano-canadien de Robert Enrico (1989). Avec Klaus Maria Brandauer, Jean-François Balmer, Peter Ustinov.

LA 5

12.05 **Série : Wonder woman.**
13.00 **Journal.**
13.35 **Série : Deux flics à Miami.**
14.35 **Série : Simon et Simon.**
15.35 **Série : Saracen.**
16.35 **Série : Lou Grant.**
17.45 **Série : La loi de Los Angeles**
18.45 **Journal images.**
18.50 **Série : L'enfer du devoir.**
19.45 **Journal.**
20.30 **Drôles d'histoires.**
20.40 **Cinéma : Le bras de fer (Over the top).** □ Film américain de Menahem Golan (1987). Avec Sylvester Stallone, Robert Loggia, Susan Blakely.
22.20 **Magazine : Ciné Cinq.**
22.30 **Cinéma : Y'a pas le feu.** □ Film français de Richard Balducci (1984). Avec Henri Genès, Hubert Deschamps, Etienne Draber.
23.50 **Sport : Automobile.** Rallye du RAC.
0.00 **Le journal de minuit.**
0.10 **Théâtre : La face cachée d'Orion.** Pièce de Lanford Wilson, mise en scène par Blandine Harmelin, avec Claire Nadeau, Michèle Laroque.

M 6

11.55 **Infoconsommation.**
12.00 **Informations : M 6 express.**
12.05 **Magazine : Sport 6 première.**
12.15 **Série : Mon ami Ben.**
12.40 **Série : Ma sorcière bien-aimée.**
13.00 **Série : Dis donc papa.**
13.30 **Série : Madame est servie.** (rediff.).
14.00 **Série : Roseanne.**
14.30 **Série : Dynastie.**
16.00 **Magazine : Adventure.**
16.15 **Série : Médecins de nuit.**
17.10 **Série : L'homme de fer.**
18.00 **Six minutes d'informations.**
18.05 **Série : Clair de lune.**
18.50 **Magazine : Culture pub.**
19.25 **Série : La famille Ramdam.**
19.54 **Six minutes d'informations.**
20.00 **Série : Madame est servie.**
20.30 **Magazine : Sport 6.**
20.35 **Cinéma : Le putsch des mercenaires.** □ Film britannique de James Fargo (1979). Avec Richard Harris, Richard Roundtree, Joan Collins.
22.30 **Six minutes d'informations.**
22.35 **Capital.**
22.40 **Cinéma : Les fantasmes de miss Jones.** □ Film franco-américain de Gérard Loubeau (1986). Avec Caroline Levi, Martine Goberre, Joseph Balducci.
0.10 **Six minutes d'informations.**
0.15 **Rediffusions.**

LA SEPT

12.30 **Cours d'italien** (10).
13.00 **Série : Objectif amateur.**
13.30 **Documentaire : Histoire parallèle.**
14.30 **Documentaire : Musica sarda.** De Georges Luneau.
15.30 **Contacts** (Marc Riboud).
15.45 **Cinéma d'animation : Images.**
16.00 **Documentaire : L'Europe et la Toison d'or** (2).
17.00 **Musique : Enumérations.**
18.00 **Téléfilm : Oxygène.** De Jean-Paul Roux.
19.59 **Une minute pour une image.**
20.00 **Histoire de la bande dessinée** (12).
20.30 **Cinéma : Le cheik blanc.** ■■ Film italien de Federico Fellini (1951).
22.00 **Courts métrages : Agence matrimoniale.** De Federico Fellini ;
22.30 ▶ **Hommage à Pierre Braunberger.**

FRANCE-CULTURE

20.30 **Atelier de création radiophonique.** Petit homme écoute... Tokyo – Paris – Fribourg.
22.35 **Musique : Le concert.** Metz : Les dix-neuvièmes Rencontres internationales de musique contemporaine.
0.05 **Clair de nuit.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert** (donné ce jour au Théâtre des Champs-Elysées) : concert des lauréats du 4e Concours de violoncelle Rostropovitch.
23.05 **Poussières d'étoiles.** Concert (donné le 18 mai au Centre Georges-Pompidou) : Dérive, Mémoriale pour flûte et ensemble, de Boulez ; Mem-Nun pour piano et neuf instruments, de Correggia ; Kammermusik X Journal des pierres pour flûte, clarinette basse et piano, de Dittrich ; Marges III pour hautbois solo et treize instruments, de Durieux, par l'Ensemble 2e2m, dir. Paul Méfano.

Audience TV du 22 novembre 1990

Le Monde / SOFRES NIELSEN

Audience instantanée, France entière — 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	60,6	Santa Barbara 24,7	Une fois... 5,5	Act. région. 22,6	Bande ann. 1,7	Pub 2,2	Magnum 4,2
19 h 45	62,0	Roue fortune 31,1	Une fois... 5,6	19-20 infos 14,8	Nulle part 3,5	Journal 2,4	Magnum 4,8
20 h 16	73,3	Journal 30,4	Journal 17,9	La classe 11,8	Nulle part 3,5	Journal 5,7	Mme est servie 4,8
20 h 55	73,9	Fantôme... 17,4	INC 22,0	Ne nous fâchons 20,2	Révolutions... 2,4	Viol... 6,9	Charlots... 6,9
22 h 08	57,2	Fantôme... 16,8	Fréquence... 11,0	Ne nous fâchons 19,8	Révolution... 1,8	Viol... 8,2	Pub 2,0
22 h 44	32,6	EX-Libris 4,9	Fréquence... 13,4	Météo 5,3	Révolution... 1,9	Reporters 4,4	Panique... 3,4

AGENDA

Dimanche 25 novembre : beaucoup de nuages, un peu de pluie. – Du Nord et des Ardennes à la Lorraine et à l'Alsace ainsi que sur la Bourgogne, la Franche-Comté, Rhône-Alpes et le pourtour méditerranéen, ce sera une journée très nuageuse et il pleuvra par moments. En montagne, la limite pluie-neige se situera vers 600 mètres.

Sur le reste de la France, éclaircies et nuages d'averses alterneront. Les averses seront plus nombreuses sur les côtes ainsi que sur le sud-ouest et l'ouest du Massif central. Sur les Pyrénées, on verra la neige au-dessus de 1 200 mètres environ.

Lundi 26 novembre : beaucoup d'humidité. – Les nuages ne laisseront que très peu de place au soleil et aucune région ne sera à l'abri de petites pluies ou d'averses. Il neigera au-dessus de 800 mètres sur les Pyrénées, au-dessus de 500 mètres sur les autres massifs montagneux.

Mardi 27 novembre : toujours des nuages. – Cette journée ressemblera beaucoup à la précédente avec de rares éclaircies, beaucoup de nuages et un peu de pluie. C'est sur la Corse que les pluies seront les plus marquées. Peu de changement à attendre sur les températures.

PHILATÉLIE

En raison de l'abondance de l'actualité, nous sommes contraints de renoncer à la publication de la rubrique « Philatélie ». Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser. La semaine prochaine, cette rubrique reparaîtra sous sa forme habituelle.

□ **Salon du livre gourmand à Périgueux.** – Périgueux accueille, du vendredi 23 au lundi 26 novembre, le premier Salon du livre gourmand. Au programme, ventes, dédicaces de livres, colloques, débats... et une exposition philatélique avec, au menu, alimentation, vigne, vin et champignons sur timbres-poste. La poste de Périgueux a mis en service, depuis le début du mois de novembre, une flamme d'oblitération annonçant cette manifestation.

▶ **Salle des fêtes, 1, avenue d'Aquitaine. Exposition philatélique au Centre des congrès, cours Saint-Georges.**

□ **Journée nationale du yoga, dimanche 25 novembre.** – La France compte environ 150 000 pratiquants de yoga. Une journée d'information sur le yoga aura lieu dimanche 25 novembre dans toute la France, organisée par l'Union nationale de yoga, la Fédération nationale des enseignants du yoga, ses associations et ses professeurs. Des cours d'initiation seront donnés à titre gracieux. Tous renseignements au siège de la FNEY, 3, rue Aubriot, 75004 Paris IV. Tél. : 42-78-03-05.

SOLIDARITÉ

Semaine de la bonté

Cas nº 47. – Monsieur G..., d'origine russe, réfugié en France depuis l'année dernière, est un violoniste alto d'orchestre de haut niveau. Elève de David Oistrach, il doit pouvoir s'insérer dans le milieu musical français, et particulièrement trouver un poste d'enseignement du violon.

Malheureusement, Monsieur G. vient de se faire voler son archet. Son remplacement est une dépense trop importante pour lui.

Et pourtant, c'est à condition de pouvoir exercer son métier qu'il pourra faire venir sa femme et ses deux enfants.

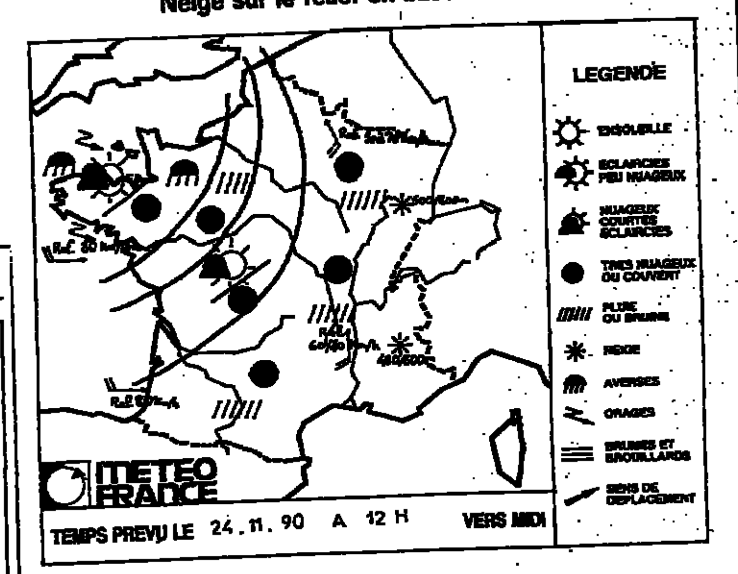
Il faudrait lui faire parvenir 1 500 francs.

▶ **Les dons sont à adresser à la Semaine de la bonté, 4, place Saint-Germain-des-Prés, 75006 Paris. CCP Paris 4-52 X ou chèques bancaires. Téléphone : (1) 45-44-18-81.**

□ **Vente de charité.** – L'Association des anciennes élèves des maisons d'éducation de la Légion d'honneur organise une vente de charité au profit de ses œuvres, le 23 (de 14 h 30 à 20 heures), 24 (de 10 heures à 20 heures) et 25 novembre (de 10 heures à 18 heures), dans les salons de l'Académie diplomatique internationale, 4 *bis*, avenue Hoche, 75008 Paris-VIIIe.

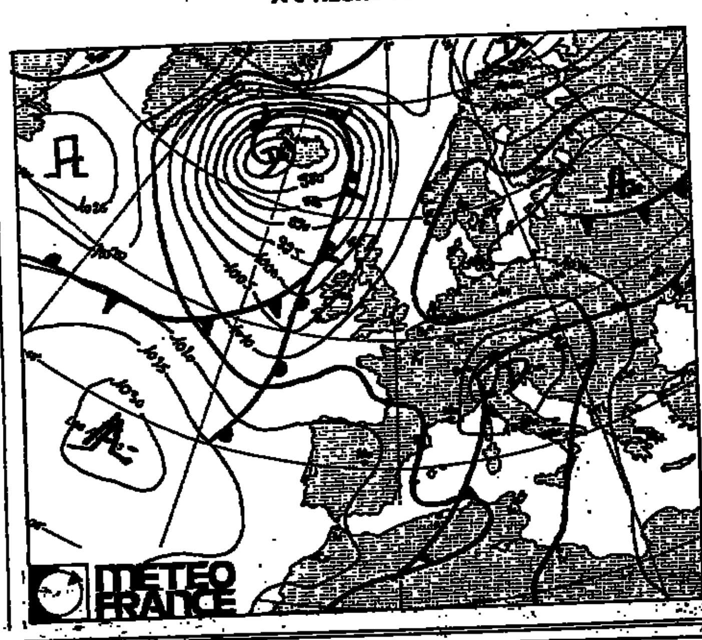
Prévisions pour le samedi 24 novembre

Pluies et vents forts sur la majeure partie du pays. Neige sur le relief en basse altitude



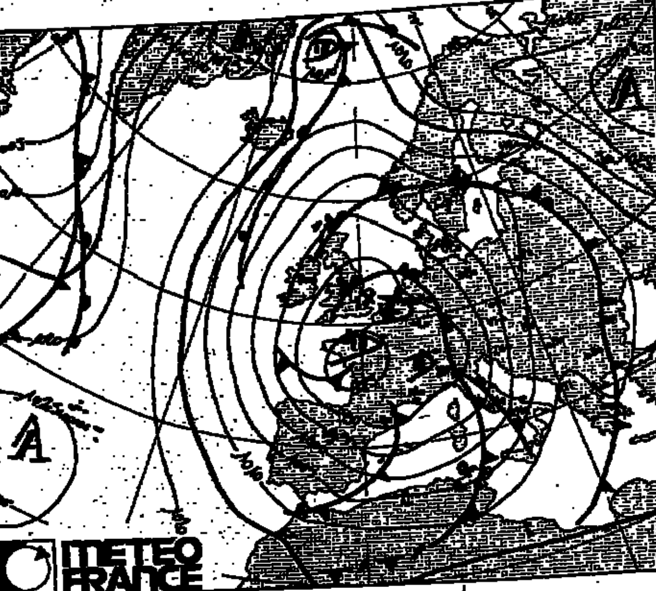
SITUATION LE 23 NOVEMBRE 1990

A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 25 NOVEMBRE

A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 23-11-90

Valeurs extrêmes relevées entre le 20-11-90 à 6 heures TU et le 23-11-90 à 6 heures TU

FRANCE	max	min	temps
AJACCIO	20	9	A
BIARRITZ	9	5	P
BORDEAUX	10	2	A
BOURGES	9	2	B
BREST	9	2	D
CAEN	9	3	B
CHERBOURG	8	2	A
CLERMONT-FER.	8	-1	D
DIJON	7	4	P
GRENOBLE St-M-H	1	0	*
LILLE	5	-1	B
LIMOGES	7	0	B
LYON	6	4	P
MARSEILLE-MAR.	8	1	D
NANCY	7	3	P
NANTES	10	-2	N
NICE	17	5	D
PARIS-MONTS.	9	3	C
PAU	10	3	C
PERPIGNAN	10	5	D
RENNES	8	-2	B
ST-ETIENNE	6	3	C
STRASBOURG	6	2	P
TOURS	5	-1	B
TOULOUSE	10	3	N
POINTE-A-PITRE	30	21	D

ÉTRANGER	max	min	temps
ALGER	17	10	N
AMSTERDAM	7	1	B
ATHÈNES	21	14	N
BANGKOK	33	25	C
BARCELONE	14	5	D
BELGRADE	23	14	C
BERLIN	5	2	C
BRUXELLES	8	-1	B
LE CAIRE	25	17	C
COPENHAGUE	3	-1	B
DAKAR	24	20	C
DELHI	24	16	B
DJERBA	24	12	N
GENÈVE	5	1	-
HONGKONG	-	-	-
ISTANBUL	14	14	D
JÉRUSALEM	22	14	D
LISBONNE	13	6	D
LONDRES	5	2	C
LOS ANGELES	26	9	D
LUXEMBOURG	5	2	C
MADRID	9	-2	D
MARRAKECH	15	8	D
MEXICO	27	11	B
MILAN	12	4	D
MONTRÉAL	7	-1	P
MOSCOU	2	-5	*
NAIROBI	-	-	-
NEW-YORK	12	5	C
OSLO	-4	-12	N
PALMA-DE-MAJ.	15	4	D
PÉKIN	15	-2	D
RIO-DE-JANEIRO	29	25	D
ROME	21	16	C
SINGAPOUR	32	25	C
STOCKHOLM	-4	-4	*
SYDNEY	23	16	N
TOKYO	14	7	D
TUNIS	24	12	C
VARSOVIE	5	3	P
VENISE	16	12	C
VIENNE	9	6	P

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Le Monde

SECTION C

SANS • VISA

Le blues au long cours

«*Dieu bénisse les sociétés pétrolières qui ont permis à mon génie de s'épanouir*», dit le routier. «*Ouais, écrivez-le, nous sommes venus pour Elvis*», disent les admirateurs du «roi» Presley. «*Si vous partez vers le fleuve, ne vous inquiétez pas, c'est sans danger*», dit l'armurier. Sur la route du blues, entre Saint-Louis, Missouri et Memphis, Tennessee.



DE Chicago, la capitale du blues, il faut prendre l'autoroute 55 vers le Sud, qui vous conduit tout droit, par Coal-City, Funks-Grove, Carlinville, à peu près là où les deux fleuves, Missouri et Mississippi, se rencontrent. L'entrée dans Saint-Louis, ce lundi d'automne, après le coucher du soleil, est un choc. La ville est déserte.

Ou presque. Fermés les restaurants et fast-foods du River Front, on peut dîner au Kennedy's. Ecouter du mauvais blues au Boogie's. Vérifier qu'au Muddy Waters Saloon la musique n'a rien à voir avec le bluesman du même nom. A condition, dans ce dernier cas, d'avoir enfilé autre chose qu'un jean délavé et troué, un blouson de cuir noir et d'être passé chez le coiffeur.

Mal dégagés derrière les oreilles, il ne nous reste plus qu'à regagner notre Ford rouge poussiéreuse, bifurquer sur la route nº3 vers le Nord, nous rapprocher le plus possible de la vraie vie du fleuve, dormir en attendant.

Dormir, si possible, à Granite-City, non loin des *juke-joints* (boîtes dotées d'un juke-box) qui, en fin de semaine, se transforment volontiers en *blues-joints* (avec des groupes de blues sur scène). Non loin des lupanars de campagne, où viennent dilapider leurs paies les travailleurs de l'acier, leurs soldes les soldats des installations militaires proches, en attente de guerre du Golfe; les journalistes se font vite jeter par une tenancière acariâtre, jeune rousse chaperonnée par une armoire à glace. Tout cela parce que le lieu s'appelait Free Spirit et que, faussement naïfs, nous nous enquérions des tarifs. Bref, il a fallu déguerpir.

Heureusement que Dieu avait créé le Granite City Motel, gros gâteau au chocolat posé juste à l'angle de Cleveland Street, de la 19e et de Niedringhaus Avenue, un de ces motels avec piscine à eau croupissante sur fond bleu pisseux et vue imprenable sur les aciéries. On dort à poings fermés, sur le fond sonore des trains de marchandises et de l'activité du fleuve. On se réveille les yeux ouverts sur l'image, à travers la grande baie vitrée, d'un car de ramassage scolaire dénommé curieusement, en ces lieux méridionaux, «Mayflower».

Mais les patrons du Granite City Motel, comme les routiers, sont sympas. Les routiers avaient des pseudonymes marrants : «Hobo» (vagabond du rail), «Dollar Bill» (voir les cours de la Bourse et indices des valeurs industrielles) ou «Fly Boy», «She Devil», «Top Gun»... On rivalise d'imagination chez les routiers. Les patrons, quant à eux, se contentent d'un vrai nom : Gandhi.

Petit homme vif de trente-cinq ans, lunettes fumées et polo vert, Nanu Gandhi raconte volontiers l'histoire de son arrivée aux Etats-Unis, voilà deux ans. Avec sa femme Pratima, chez sa sœur Barthi, qui vivait à Saint-Louis depuis dix-huit ans et a acquis ce motel, dont elle lui a confié la gérance. Les nouveaux arrivants ont deux enfants, dont ils nous montrent les photos : un garçon de six ans, Jay; une fille de trois ans, Jini. Ils sont, à leur connaissance, la seule famille indienne dans cette ville de quarante mille habitants.

«Les affaires marchent bien?» – *«Oui, oui, ça marche très bien. Au fait, c'est comment Paris? Le hamburger, ça coûte combien?»*

Derrière le comptoir de la réception, Pratima finit de se coiffer. Le cabinet du médecin qui l'a engagée comme assistante n'est pas loin; il faut se dépêcher maintenant. Dans le quotidien local, le *Granite City Press Record*, on apprend que les membres d'un club de travailleuses de l'acier ont commencé à ramasser de l'argent à redistribuer aux pauvres de la ville pour Noël.



Les routiers avaient des pseudonymes marrants : «Hobo» (vagabond du rail), «Dollar Bill» ou «Fly Boy», «She Devil», «Top Gun»...

PHOTOS PATRICK BARD

Le confluent du Mississippi et du Missouri. Faut-il s'agenouiller sur la pierre froide? S'asperger d'eau boueuse? S'asseoir et s'imprégner doucement du souffle des âmes errantes sur ces rives? Un vieux fauteuil en velours écarlate, abandonné dans la nature par on ne sait quelle main vandale, y convie. Mais les hélicoptères des garde-côtes sont bruyants, les oiseaux piailleurs. Et le site médiocrement mis en valeur. Entonner l'air d'*Old Man River* en hommage à Paul Robeson? Pourquoi pas! Sacrilège, en ces lieux qui, officiellement, ignorent la vie noire du fleuve. Sur les tablettes du monument dressé à la gloire des hommes qui ont hanté le site, il n'y en a que pour Lewis et Clark, les deux aventuriers qui, l'hiver 1803-1804, entreprirent d'explorer l'énigme de ces eaux...

Alors, deux siècles plus tard, les Etats remercient. L'Etat du Missouri, à tout seigneur tout honneur, où William Clark traîna ses guêtres à 21 miles du confluent, avant d'être rejoint par Meriwether Lewis. L'Oregon, où les deux compères passèrent l'hiver 1805-1806 à mettre à jour leurs journaux de voyage. Et les Etats où ils se firent ravitailler (guides et chevaux) par les Indiens. Et ceux où ils tourmentèrent d'autres Indiens. Bref, l'histoire connue de l'Amérique.

Pour toutes sortes de raisons, il faut retourner à Saint-Louis. Parce qu'il y a l'Arche, un monument qui est à cette ville ce qu'est à Paris la tour Eiffel, à peu près. Parce qu'il y a la Court House et le souvenir de Dred Scott, la figure d'un ancien esclave dont les Américains sont fiers. A peu près. Et d'autres lieux à voir, à ne pas manquer, à ne rater sous aucun prétexte. Retourner à Saint-Louis parce que c'est aussi la première ville américaine où j'ai mis les pieds. C'était il y a une vingtaine d'années, mais c'est une autre histoire.

Histoire de ne pas perdre de vue le fleuve, reprenons l'autoroute 55 vers le Sud. S'arrêter à une heure de voiture de Saint-Louis, à Saint-Genevieve, par exemple, parce qu'il n'y a aucune raison de ne pas s'arrêter quelque part. Et qu'un certain Gregory Franzwa – l'auteur d'une histoire de cette communauté, feuilletée à la va-vite dans une librairie, *The Story of Old Saint-Genevieve* – avait réussi à nous convaincre que cette ville (*«presque littéralement pétrifiée dans le temps»*), avait échappé à deux siècles d'histoire. La guerre de Sécession, les mises à sac, les pillages, les incendies, les conflits, le renouveau urbain.

A Saint-Genevieve, tout est propre, en ordre. On a passé l'aspirateur sur les pelouses. Les maisons sont ornées de fleurs de lys, de drapeaux français ou espagnols. Sur Market Street et alentour, les boutiques d'artisanat et d'antiquités invitent à «Se souvenir», sont du «Déjà vu», quand elles n'évoquent pas «Marie Laporte (1790)». Les vieilles boîtes de bonbons en fer sont de la marque Ile-de-France ou La Vosgienne. Quant à La Petite Rivière Gabourie, faute de conduire au Mississippi, elle finit bien par nous amener quelque part.

L'un des deux barbiers de Saint-Genevieve s'appelle Werner. Dans son salon de coiffure, situé non loin de la Bank of Saint-Genevieve, à deux pas de l'église luthérienne (1869), il y a trois fauteuils à bascule du style de ceux de mon enfance en Haïti, une glace de grand-mère, un évier de marbre... en plastique. Werner connaît tout le monde, ça fait longtemps qu'il est là. Il coiffe les femmes comme les hommes et les enfants aussi. Parfois, il coiffe sur appel à domicile...

Justement, Werner est pressé. Il a un rendez-vous urgent. Merci, à la revoyure!...

Jean-Claude Charles

Lire la suite page 24

AU SOMMAIRE



COUP D'ŒIL

Prochaines vacances

MESSIEURS les Responsables,

Permettez à un modeste *citoyen, contribuable ponctuel* et, comme vous, démocrate consciencieux, d'attirer votre attention sur quelques-unes des conséquences, – très secondaires, j'en conviens – de vos politiques planétaires. Je vous sais fort préoccupés, en *notre nom à tous*, de la marche des affaires de ce pauvre monde, et les *événements récents, cette* guerre possible, vous accablent chaque jour d'un peu plus de soucis. Pour votre dévouement à notre sort commun soyez remerciés.

Mais avez-vous pensé à mes vacances? *L'hiver approche* et, comme vous devez vous en souvenir, c'est le temps, pour vos électeurs de l'hémisphère nord, des migrations fiévreuses vers les plages de sable chaud. Le port du pagne est un droit, rappelez-vous, par vous accordé. Pardonnez mon audace, mais vos tanks, là-bas, dans *ce désert de plomb*, me gâtent le goût de l'évasion.

N'y voyez-pas indifférence ou égoïsme de ma part, croyez bien que je suis de cœur avec vous. *Bravo! Sus à l'envahisseur!* Le Koweït m'était inconnu avant cette crise *du Golfe, j'aurais* même été incapable de le situer sur une carte. La défense de sa souveraineté, désormais, vous vaut mon soutien inconditionnel.

HÉLAS, *j'ai aussi la faiblesse* de penser à mes vacances, et je souhaiterais vous entretenir ici de mon embarras. Il ne s'agit pas du Golfe. Il n'a jamais été dans mes intentions de m'y rendre. Personne, parmi mes amis, en *tout cas parmi ceux à qui* je montre mes petites vidéos de famille, n'aurait songé, avant, à *aller s'al*longer sur ces champs de pétrole. Non, pas le Golfe, mais son écho. Où aller sans gêner vos manœuvres? *Que me conseiller qui n'ar*range pas vos ennemis? J'ai, de moi-même, renoncé à la Turquie, à la Tunisie, à l'Egypte pour Noël, ne sachant où cessait le danger. Aussi ai-je calculé large. Même Bali me paraît aujourd'hui incertain : il faut bien se poser quelque part, pour L'Asie. Et vos Jets ont *toujours choisi* les tarmacs des pétro-dollars, pour leurs escales techniques.

Je ne crois pas devoir me compter parmi les timorés, j'ai moi-même montré quelque courage dans le passé, cependant la *situation, vous en conviendrez*, me paraît actuellement trop confuse pour risquer d'ajouter deux otages, ma femme et moi-même, à ceux que vous déplorez déjà. Nous n'irons pas en Thaïlande cette année, ni à Java.

Jérusalem me tentait, mais vous avouerez que, même en négligeant les jets de pierres et les contrôles routiers, ces histoires de masques à gaz... L'inde? Je suis comme vous, tolérant sur le plan religieux, mes amis vous le diront, mais *tout de même, ces émeutes* pour les choix d'une mosquée ou d'un temple paraissent peu rassurantes. Les pays arabes devenus vos alliés? Vous oubliez l'intégrisme! Leur intolérance, les conditions faites chez eux aux *femmes! La mienne songeait* à emporter ses plus jolies robes, je ne puis la décevoir.

Messieurs, je serai franc avec vous. Le monde m'inquiète. Les *compagnies aériennes, les «voyagistes»* ont beau m'affirmer que je ne risque rien, que les vacances lointaines favorisent le métissage,



c'est le mot à la mode, enfin le brassage des peuples, mon envie d'exotisme, bien naturelle n'est-ce-pas, *ne trouve* plus à s'épanouir en cette époque troublée. Qu'y a-t-il d'illégitime, je vous le demande, à se réjouir de pouvoir contempler, deux semaines *durant, les couchers de soleil sur* la lagune?

D'autant que j'ai toujours suivi vos recommandations *à la lettre*, afin de ne pas gêner vos affaires. A *ma manière, discrète, je me* flatte d'avoir été un militant des droits de l'homme. En tout cas, après ma prise de conscience et mes séjours répétés, je le confesse, dans l'Espagne de Franco, en Grèce sous les colonels, même en Haïti sous Bébé Doc. Je ne connais donc toujours pas l'Afrique du Sud, m'étant contenté du Kenya. Vous m'aviez longtemps *refusé le Chili, je n'y suis pas allé*. Ni en Argentine. Il est vrai que ces pays, au fond, ne me séduisent guère, je ne sais pourquoi. J'ai *déjà aimé* le Pérou, et on ne peut tout aimer. Et puisque j'en suis à vous parler de l'Amérique du Sud, j'avoue éprouver une gêne nouvelle à l'égard du Brésil.

Ma femme rêvait d'y danser pendant le carnaval. Une autre occasion de porter ses robes. Mais on raconte de drôles de choses à propos de ce pays. *Des histoires* de violence et de maladie. Pourquoi aller chercher si loin ce qui assombrit déjà, je l'ai lu, notre quotidien ici-même? De ce continent, je n'ai qu'un regret : les plages du nord de la Colombie. On y voit, paraît-il, le rayon vert, le soir, au coucher du soleil sur les plages. Il manquera à ma collection.

J'ai évoqué le mal. Il vient d'Afrique, c'est bien cela? J'ai donc décidé d'éliminer l'Afrique – *j'ai l'innocente manie* de dresser des listes puis de cocher – de mes destinations possibles. Par souci de réalisme : le continent noir a trop à faire pour l'accabler encore d'une présence touristique trop lourde.

JE sais votre temps précieux, aussi écourterai-je cette lettre. Je pensais vous entretenir encore des cyclones des Antilles, des requins du golfe du Mexique, du *totalitarisme cubain*, et de quelques autres inconvénients. Ce serait abuser. *L'Europe de l'Est* vaudrait à elle seule un autre courrier. Il y manque, m'a-t-on dit, trop d'hôtels, et puis je ne suis pas seul à penser que Berlin a *peut-être perdu quelque attrait*, en perdant son mur. Enfin, de toute *façon*, ce sont là des directions d'été.

Mon propos ne concernait *que* ce tour du monde hivernal des lagunes que j'ai pointé hier sur ma petite liste. C'est ce qui m'a décidé à vous écrire : car j'ai fini par tout rayer. Je ne sais où aller, *messieurs*. Je crains d'avoir découragé par mon scepticisme l'agence locale de mon *tour-opérateur*, habituel. Mais qu'y puis-je? Avec un peu d'énervement, je l'ai *noté, on m'a proposé, «en désespoir de cause»*, ce sont leurs mots, la Réunion *ou la Polynésie*. J'en reviens, je veux dire que lors de crises précédentes en quelque point du globe, c'est là que je m'étais déjà réfugié. En plus, choisir l'île Maurice ou les Seychelles, c'est encore s'approcher du Golfe.

Je n'ai, messieurs, d'autre solution que de me retourner vers vous, et de vous *demander* un peu de compréhension. Pourquoi ne pas laisser, chaque fin d'année, l'un ou l'autre des paradis balnéaires en paix? Une trêve des confiseurs, *en* quelque sorte, cela dit pour plaisanter, plutôt une résolution, pourquoi pas de l'ONU, permettant à ceux qui le peuvent encore de profiter un peu de *la vie, ici-bas*.

Ma requête pourrait vous sembler irrespectueuse, mais peut-être *m'accorderez-vous* le crédit de ma bonne foi lorsque j'aurai précisé que mon médecin vient de diagnostiquer, chez moi, les premiers symptômes du *«repli sur soi»*. Ma femme me reproche mon manque d'imagination, et à moins que vous n'aménagiez *la Lune* d'ici décembre, je me vois contraint de réserver deux semaines dans les Charentes.

Votre obligé,

Philippe Boggio

ESCALES

Dunes d'hiver

Il est des brochures qui sont plus que des *invitations au voyage. Tel* est le cas de celle que Terres d'aventure (16, rue *Saint-Victor*, 75005 Paris, tél : 43-29-94-50 et Minitel 3615, code TERDAV), consacre au Sahara. Sur la couverture, *«un désert de vagues de sable comme un océan»*, pareil à celui dans lequel Bertolucci a *choisi d'inscrire* son dernier film, *Un thé au Sahara*. Terres d'aventure *décline une vingtaine* de randonnées, dont plusieurs voyages à thèmes associant au plaisir de la marche l'astronomie, l'écologie, la préhistoire, la géologie ou la musique. Comme on n'est jamais mieux servi que par soi-même, le voyagiste randonneur donne son tiercé dans *l'ordre. D'abord un trekking dans* le Hoggar (14 jours, dont 12 de marche, 9 200 F), *ensuite une* exploration inédite du Tassili du Hoggar (11 jours dont 6 de marche, 9 100 F), enfin un court mais beau périple au Niger, des montagnes de l'Aïr aux sables du Ténéré (8 jours, dont 3 et demi de marche, 10 700 F). A signaler aussi la brochure que ce même *voyagiste consacre* au ski d'aventure, au ski de fond et au *hors-piste, de l'Islande au* Canada, de la Laponie au Maroc, en passant par la *Bulgarie*, la Roumanie et la Turquie.

Fêtes du Bhoutan

Si, pour une raison ou une autre, vous aviez décidé de *dépenser* les ngultrums (1 ngultrum = 1 roupie indienne) et les chultrums (1 ngultrum = 100 chultrums) qui se trouveraient en votre possession, seul un voyage au Bhoutan vous en donnera la possibilité. *Le moment serait* d'ailleurs bien choisi, dans la *mesure où l'intérieur des dzongs* (monastères-forteresses sièges de l'autorité civile, religieuse et judiciaire) et des lhakhangs (chapelles et sanctuaires locaux) est à nouveau accessible aux visiteurs étrangers. Spécialiste des *voyages culturels en terres* insolites et reculées, Peuples du Monde (10 rue de Montmorency, 75003 Paris, tél. 42-72-50-36) programme deux circuits dans ce pays à l'occasion de deux fêtes religieuses particulièrement spectaculaires. *Celle de Punakha*, du 16 février au 3 mars (21 000 F *par personne, en chambre double* et pension complète) et celle de Paro, du 22 mars au 7 avril (27 300 F). *Une différence* de prix qui résulte de l'existence d'un tarif hors saison, de décembre à février, période pendant laquelle le froid est assez vif. *Ce qui n'empêche pas les* cactus, les figuiers de Barbarie et les fleurs tropicales de pousser *dans* la vallée de Punakha. Un micro-climat qui explique que le Jey Khenpo, chef religieux du «pays du dragon paisible» et second personnage du royaume après le roi, y passe l'hiver en compagnie de la plupart des moines de Thimphu, la capitale. *Deux circuits qui passent par* Darjeeling (si le temps est dégagé, superbe vue sur la chaîne himalayenne) et Gantok, capitale du Sikkim. Deux passionnantes plongées *dans une atmosphère de* Mystères du Moyen Age. Amateurs de luxe s'abstenir : la beauté du spectacle se paie d'un confort plutôt rudimentaire dans des resthouses ou des campements sommaires mais bien organisés et d'une nourriture peu variée.



Jeunes étudiants du monastère de Byakar. Extrait de « Bhoutan, royaume d'Himalaya » d'Alain Chenevière, éd. Denoël.

Egypte savante

L'année qui s'achève aura vu fêter le bicentenaire de la naissance de J.-F. Champollion, l'homme qui parvint à percer le *secret des hiéroglyphes et* à remettre au goût du jour cette civilisation pharaonique dont dieux et temples, devenus muets, avaient sombré dans l'oubli. Par le biais des différents circuits qu'elle propose, l'association Clio/les Amis de l'Histoire (34, rue du Hameau, 75015 Paris, tél. 48-42-15-15, et des bureaux à Lyon, Marseille et Genève) met l'accent à la fois sur l'histoire et les habitants, *sans oublier* la visite des sites archéologiques récemment mis au jour. Avec le souci, pour déchiffrer ce pays complexe, de faire appel à des *conférenciers* de haut niveau. Tel sera le cas du voyage organisé du 1er au 15 décembre avec, pour certaines visites et conférences, deux égyptologues renommés, Christiane Desroches-Noblecourt, conservateur en chef honoraire *du département des antiquités* égyptiennes au Musée du Louvre, et Philippe Brissaud, directeur des fouilles de Tanis. Tandis que ce dernier fera découvrir les sites du delta et notamment cette capitale illustre et oubliée, surnommée la Thèbes du Nord, Mme Desroches-Noblecourt *retracera, sur le terrain*, le sauvetage des temples de Nubie, tout en évoquant ses recherches actuelles dans les vallées thébaines. Un circuit de quinze jours (15 000 F par personne en pension complète avec avion, transferts aériens intérieurs, excursions en autocar, croisière de cinq jours *sur le Nile Bride*) qui permettra de découvrir Memphis, Saqqarah, Guiseh, Le Caire, Assouan, Philae, Abou-Simbel – une nuit sur place, – Saint-Siméon, Kom-Ombo, Edfou, Esna, *Louxor*, Karnak, *les vallées des* Rois et des Reines et les sites antiques du *delta* qui complètent ceux, plus célèbres, de Haute-Egypte.

Abbayes vues du ciel

Saint Bernard de Clairvaux, dont on célèbre cette année le 900e anniversaire – né près de *Dijon* en 1091, il *meurt* à Clairvaux en 1153 – pour être moine, n'en *fut pas moins* homme d'action. Moine à Cîteaux, il fonde, en *1115*, l'abbaye de Clairvaux, dont il est le premier abbé, fait condamner le rationalisme d'Abélard, conseille les papes, prêche la deuxième croisade et, cistercien, polémique avec les bénédictins de *Cluny*. La nébuleuse architecturale cistercienne, il faut la prendre de haut : du ciel. Toute l'année : il suffit que le temps soit clair. En une heure et demie – le matin vers 9 h 30 ou l'après-midi à 14 h 30 – on survole Châtillon-sur-Seine, patrie du père de saint Bernard; Fontenay, que le saint fonda en 1118, abbaye presque *entièrement préservée* et inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO; *Montbard, patrie* d'Aleth, la mère du saint; Vézelay, chef-d'œuvre de l'art roman, également classée au patrimoine mondial, où saint Bernard prêcha la deuxième croisade; la vallée de la Cure; *Reigny, ancienne abbaye dont il* subsiste quelques bâtiments claustraux; Pontigny, superbe abbatiale du XIIe siècle, qui illustre le passage du roman au gothique; Tonnerre, ville médiévale; Molesmes, le *monastère* d'où l'abbé Robert partit fonder Cîteaux. *Embarquement* le *samedi et le* dimanche. Prix selon le nombre de passagers (trois au maximum) : de 400 F à 1200 F par personne. Une notice explicative illustrée de photos aériennes et rédigée en trois *langues est remise aux voyageurs*. Renseignements : musée de Châtillon-sur-Seine, tél. : 80-91-24-67.

Week-ends d'Europe

Après l'appel à «ne pas bronzer idiot», voilà, à l'initiative du groupe Pullman International, une invitation à effectuer des étapes «pointues» en mettant à profit un passage dans un des hôtels de ce groupe, pour se cultiver ou se détendre. A cette fin une *brochure présente*, pour les week-ends de décembre, une sélection d'événements originaux qui couvre cent trente villes d'Europe et dans laquelle figurent notamment les marchés de Noël d'Aix-la-Chapelle, de Sarrebruck ou de Bonn, le marathon de patinage d'Eindhoven, la *réouverture de la serre de* Schönbrunn à Vienne, un concours *hippique à Londres*, le concert de Noël à la basilique de Saint-Marc à Venise, une expo Andy Warhol à Copenhague, un concert du *Golden Gate Quartet* à Lugano ou le marché aux puces de Brême. Au total, plus de deux cents hôtels sont concernés, du haut de gamme Pullman à l'*économique Arcade en passant* par les Altea, établissements *confortables situés au cœur des* villes. Avec, pour chacun, des tarifs préférentiels sur présentation de la brochure disponible dans les hôtels, les agences Europcar, les Automobiles Clubs de France ainsi qu'à la réservation centrale de la chaîne, au 42-68-22-88. A noter *qu'une nouvelle sélection* sortira à la fin de l'année.

Sélection établie par Patrick Frances et Danielle Tramard

TELEX

Réveillons et carnavals avec le Tourisme français : nuit de Noël au Mont-Saint-Michel, *Saint-Sylvestre à Amsterdam*, Berlin, Vienne («Bal de l'Empereur»), en Laponie (sur un brise-glace) ou à Tamanrasset (sous la tente), dans le Sud *algérien, notamment. Côté* carnavals, Nice, Menton, Leningrad, Québec et La Nouvelle-Orléans. Brochure spéciale dans les agences de *voyages*.

Prix rétroactifs pour la Polynésie. Durant le Salon *nautique*, du 1er au 10 *décembre*, ATM Yachts, spécialiste de la navigation sous les tropiques, appliquera les tarifs 1990 aux personnes qui loueront un monocoque ou un catamaran pour découvrir, à partir de Raatea, les îles de Tahaa, Huahiné, Bora-Bora ou Maupiti.

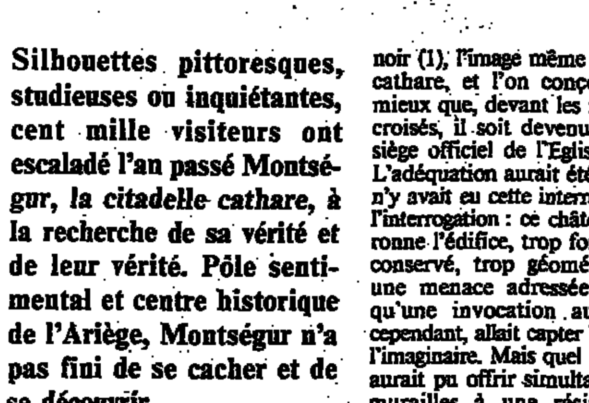
Le Club Aquarius de Saint-Martin ouvre, le 9 décembre aux Caraïbes, dans la *partie* française de cette île franco-hollandaise, un «4 étoiles luxe» de 150 chambres climatisées. Avec plage de sable et piscine. De 6 050 F à 9 500 F la semaine, en pension *complète* (avion compris).
Renseignements : 43-25-43-99.

L'Angleterre à petits prix jusqu'au 31 mars. Avec les forfaits Big Ben Tours et P&O European Ferries (au départ de Calais, Boulogne, *Le Havre* et Cherbourg), comprenant les *traversées* maritimes (passagers et voiture) et l'hébergement avec petit-déjeuner. Une nuit à Londres (par personne en chambre double : 390 F à l'hôtel, 350 F dans un bed and breakfast. Une auberge-pub dans le sud : 390 F. Renseignements : 42-66-40-17.

L'exposition Monet à Londres attire les *foules*. Week-ends supplémentaires avec Clio (48-42-15-15) les 1er-2 et 8-9 décembre (2 400 F).

EN FRANCE

Montségur hérétique et tolérante



Silhouettes pittoresques, studieuses ou inquiétantes, cent mille visiteurs ont escaladé l'an passé Montségur, *la citadelle cathare*, à la recherche de sa vérité et de leur vérité. Pôle sentimental et centre historique de l'Ariège, Montségur n'a pas fini de se cacher et de se découvrir.

LE mardi 29 mars 1966, le peuple de France se couche tard et s'endort mal. Il vient d'apprendre son implication dans un crime. Il aura fallu exactement sept cent vingt-deux ans et l'invention de la télévision pour que la nouvelle parvienne jusqu'à lui.

L'ultime opus de «La caméra explore le temps», *le Drame cathare*, vient de l'engager, non sans débats, aussi massivement que tardivement aux côtés des victimes. Saine ou malsaine curiosité, il voudra savoir et voir plus, et durant trois semaines les voitures viendront s'enchevêtrer au bout d'une tortueuse route des Pyrénées ariégeoises, devant le théâtre de l'action, où furent brûlés par l'Inquisition deux cent vingt-cinq *hérétiques* cathares, à Montségur.

Là, ils découvrent cette insolence de la nature, le «pog», ce pic calcaire posé comme une question au-dessus de la vallée, défendu héroïquement durant dix mois de siège par les cathares. Tendu vers le ciel, *il manifeste, plus qu'un accès, un* excès de spiritualité, tandis que sa nudité et sa brutalité apparaissent comme en contradiction avec l'existence humaine, une exigence de tragédie, au point que l'emphase de la dramatique réalisée par Stellio Lorenzi prend soudain tournure réaliste. Le «pog» amplifie et relance les résonances de l'action et en crée de nouvelles, comme si le théâtre, de lieu, devenait la substance même du drame.

Avec son corps tout de Mal vêtu et son âme tournée vers l'immensité du Bien, le «pog» a pu paraître, comme ses «parfaits» vêtus de noir (1), l'image même du dualisme cathare, et l'on conçoit d'autant mieux que, devant les menaces des croisés, il soit devenu en 1232 le siège officiel de l'Eglise hérétique. L'adéquation aurait été parfaite s'il n'y avait eu cette interrogation dans l'interrogation : ce château qui couronne l'édifice, trop fort, trop bien conservé, trop géométrique, plus une menace adressée à la terre qu'une invocation au ciel, qui, cependant, allait capter l'essentiel de l'imaginaire. Mais quel autre édifice aurait pu offrir simultanément des murailles à une résistance, des caches à un trésor et un contour à la foi ?

De fait, durant un peu plus d'un siècle, et aussi déchirante que soit la tragédie cathare, une littérature montségurienne essentiellement romanesque va concentrer une large part de son attention sur la forteresse. Si l'on en croit Michel Barrère (2), le genre sera inauguré dès 1870 par Napoléon Peyrat avec une postromantique *Histoire des Albigeois*, où Montségur sera représenté comme un *«Golgotha de la patrie pyrénéenne»*, creusé de cellules, de sépulcres et de magasins. Le carton-pâte épouse les faits et l'imaginaire de l'époque vient colmater les silences ou les obscurités de l'Histoire.

Et pourtant, l'Histoire a les moyens de parler, et sans doute le voudrait-elle, mais elle est peut-être trop précise pour les romanciers, trop triviale pour les librettistes et trop encombrante pour les idéologues. Alors les cathares deviennent une pièce rapportée, l'occultisme se mêle de la partie, les grands mythes appelés à la rescousse sont mariés à la va-vite et Montségur, sous une plume, celle d'Otto Rahn, qui *endossera l'uniforme nazi*, se retrouve siège du Graal. Et voilà les cathares, fidèles à leur foi jusque dans les flammes, soudain manipulés, contraints en quelque sorte d'abjurer par-delà la mort.

Au début des années 60, Fernand Niel, lui, ne fera pas l'impasse sur les textes historiques, mais ses lecteurs, fort nombreux, s'attacheront essentiellement à l'une de ses thèses, lorsque s'appuyant sur des mesures complexes du château il conclura que *«l'implantation de ce monument fut l'œuvre d'un habile astronome et mathématicien dont nous ne connaîtrons sans doute jamais le nom ni les origines. Montségur*, résumera t-il dans un entretien au *Monde, est un temple solaire bâti à la demande des cathares alors qu'ils n'étaient pas encore contraints de se cacher, sur un emplacement privilégié qui avait peut-être été en des temps plus reculés un lieu rituel».*

Ainsi s'étoffera chaque jour une autre histoire, celle des signifiés de ce château «imprenable», pris et repris à l'assaut des idées, lieu de cultes et de polémiques, dont on pourrait à ce prix aussi bien imaginer l'architecture comme la résultante, reflet d'un syncrétisme somme toute très contemporain. La politique y trouvera sa part, investissant les lieux comme symbole de la résistance au pouvoir central et parisien. Dès le début du siècle, l'affaire devient (ou redevient) le cheval de bataille des anticléricaux et des régionalistes, et l'après-mai 68, en plein boom éditorial cathare, voit défiler Occitans, non-violents, végétariens, groupes de femmes et communautés venus interroger le «pog».

Le haut lieu symbolique de l'intolérance a emprunté les costumes d'un nouveau folklore de la plus extrême tolérance : aux nombreux visiteurs simplement soucieux de l'histoire et de l'édifice se mêlent des pèlerins rosicruciens, des francs-maçons, mais aussi tous les avatars d'un wagnéro-celtisme approximatif : phalangistes espagnols (qui laissent de vilaines traces), fascistes italiens et gros bras du Front national. L'on verra même un jour de solstice deux nazillons en uniforme tenter de hisser le drapeau du IIIe Reich sur Montségur.

Car le solstice d'été (on s'y hasarderait moins facilement dans les neiges de Noël) ne saurait être manqué par les tenants du temple solaire. Ces matins-là, une petite foule aux motivations fort diverses se retrouve sur le site : de simples civils côtoient des druides en tenue, tandis que l'on s'efforce, dans la position idoine, de capter les énergies à tour de doigts. On a même retrouvé une nuit une petite fille indienne endormie dans une anfractuosité, placée là par son père pour qu'elle pût recevoir la bénédiction du premier rayon solaire.

«Le problème, estime Patrick Garnier, président du syndicat d'initiative de Montségur et auteur d'une plaquette savante et claire sur le tracé du château, *c'est que Fernand Niel a pris ses mesures à l'extérieur, sur un donjon déjà solidement restauré dans l'immédiat après-guerre, sans trop s'inquiéter des proportions originelles. Ce fameux premier rayon vient se refléter sur le flanc largement remanié d'une archère, mais qu'en était-il au XIIIe siècle ? D'ailleurs l'essentiel est que l'édifice, dont nous trouvons le module sur un arc du donjon, obéit à un tracé régulateur dont la géométrie est purement adaptée au site et tout à fait conforme aux moyens et aux techniques de l'époque. Il n'est pas l'œuvre d'un génie exceptionnel, mais celle des hommes de l'art.»*

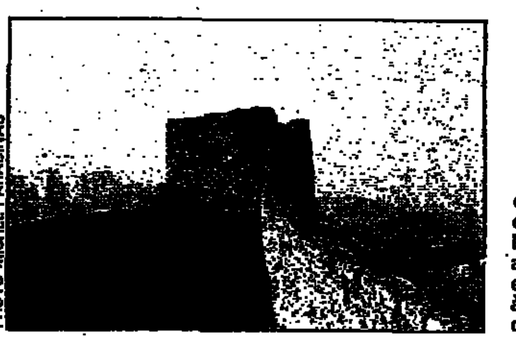


PHOTO MICHEL PARADINAS

«Il faut nous en convaincre, le château actuel est postérieur à la période cathare.»

Autre élément «initiatique» qui ouvrit large les vannes de l'imaginaire : cette entrée sud-ouest située à 1,30 mètre du sol, décidément trop haute et trop large pour n'être qu'une simple porte. Les archéologues, en dégageant la façade, l'ont replacée à 3,40 mètres de la base originelle, comme dans les châteaux de l'époque auxquels on accédait par une rampe de bois, et sa taille était tout simplement celle qui autorisait l'entrée des chevaux. Les archéologues ne poussent pas seulement mythologues et mythomanes à un repli organisé, ils contraignent les historiens à se remettre en question.

«Le vaste village cathare en terrasses mis au jour au sommet du «pog», au pied du château, se révèle lui être antérieur, estime aujourd'hui l'historien Michel Roquebert. *Il faut nous en convaincre*, insiste-t-il, *le château actuel est postérieur à la période cathare. Sachant tout ce que l'on savait, cela a été une révision déchirante. Mais souvenons-nous : le droit de l'époque exigeait que l'on détruise de fond en comble les bâtiments où avaient vécu des hérétiques. Pourquoi aurait-on épargné celui-là ? Surtout, nous replongeant dans les textes, nous avons vu qu'ils faisaient état d'un* castrum *(un village fortifié) et non d'un* castellum *(un château). Les documents évoquent les rues et les maisons du village. Sans doute y avait-il au moins un donjon cathare, mais la construction du château actuel sur les ruines du village a anéanti toutes les traces antérieures.»*

«Maintenant, poursuit Michel Roquebert, *le château est pour moi le symbole de la conquête et de la répression, d'ailleurs encore plus poignant de ce point de vue. C'est aussi le symbole d'une grande mutation, la marque de l'éradication d'une religion. Il est le parent des églises gigantesques jetées après 1244 par le catholicisme triomphant dans toute la région comme à Montréal-d'Aude ou Fanjeaux. Au reste, le château n'a plus rien à nous apprendre, il a été fouillé jusqu'à la roche.*

«Le véritable enjeu se situe autour, sur les terrasses de ce Machu Picchu ariégeois. Songez que le village est resté en l'état depuis le Moyen Age. On a dégagé des escaliers, des citernes, des encastrements de poutres et retrouvé des centaines d'objets. Parallèlement, grâce aux dossiers de l'Inquisition, nous connaissons les gens qui vivaient là. Si nous retrouvons le four à pain, nous avons le nom de la boulangère, les ciseaux découverts ont pu être aiguisés par le rémouleur, Pierre Flairan, qui nous est familier.»

***«Jusqu'alors, on focalisait** sur le château*, dit Patrick Garnier. *Cathare ou pas, maintenant c'est toute la partie sommitale du «pog», le* castrum, *lui assurément cathare, qui nous intéresse. Malheureusement, avec ses maigres moyens et au rythme d'une campagne de fouilles de quinze jours par an, le groupe de recherches archéologiques de Montségur et environs* (GRAME) *ne peut envisager de dégager l'ensemble avant une vingtaine d'années. Et pourtant cela est vital contre tous ceux qui voudraient accaparer Montségur pour y faire de l'argent et le transformer en Catharland.»*

Après avoir vécu de loin le temps des religieux, puis celui des poètes, des idéologues, puis des politiques, Mme Salles, maire de Montségur (une centaine d'habitants permanents et presque autant de résidences secondaires), n'aimerait pas que sa commune entre dans celui des marchands.

Elle souhaiterait simplement pouvoir créer quelques emplois nouveaux, pour mieux accueillir les cent mille visiteurs annuels, disposer d'un centre d'hébergement avec une vraie bibliothèque de consultation cathare, afin qu'au centre du village, réinstallé 300 mètres en contrebas du château au lendemain de l'holocauste, demeure une école dont les enfants, comme elle autrefois, iraient pique-niquer le week-end sur le «pog», pour y glaner en rêvant du passé de vieux clous rouillés et des pointes de lance.

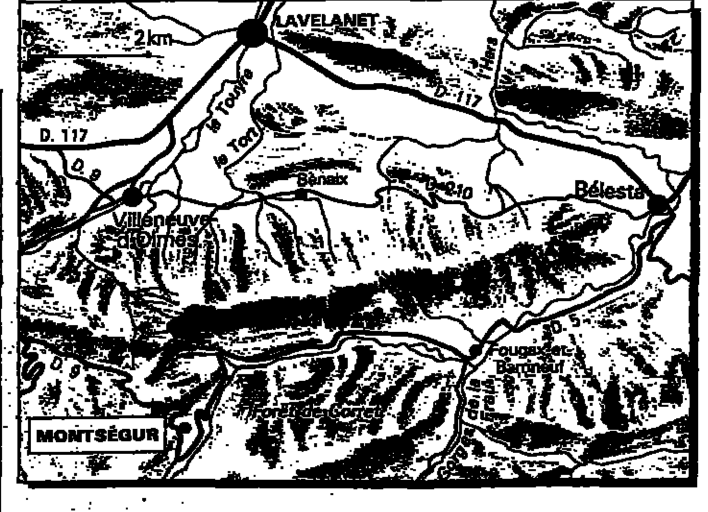
De notre envoyé spécial à Montségur
Jean-Louis Perrier

(1) Ministres de la religion, porteurs du Saint-Esprit, qui vivaient dans une ascèse profonde.

(2) Lire «Sources et éléments de bibliographie», dans *la Recherche archéologique à Montségur*, numéro spécial 1980.

PHOTO JEAN-LOUIS GASC

Guide



• Pour se rendre à Montségur en voiture, on empruntera de préférence la D 9 à partir de Bélesta. Les hôtels et restaurants de Montségur sont actuellement fermés, il convient donc de prévoir un repli sur Lavelanet ou Foix.

Cinquante-deux ouvrages sur les cathares sont disponibles en librairie, sans compter les nombreuses revues, libelles et livres à compte d'auteur. Michel Roquebert est l'auteur d'une *Epopée cathare* en cinq volumes chez Privat (le cinquième et dernier tome est à paraître). *Le Monde* a rendu compte du tome quatre (*Mourir à Montségur*, 512 p., 260 F) le 31 décembre 1989. On le complétera par le bilan du GRAME (treize ans de recherches archéologiques) et la plaquette de Patrick Garnier, *le Tracé du château*, tous deux disponibles au Musée archéologique de Montségur.

Pour les visites (guidées ou non) du château et du musée, s'adresser à Patrick Garnier, Montségur, 09300 Ariège. Tél. : 61-01-06-94. •

Le blues au long cours

Suite de la page 21

Dans la vitrine, il y a des jouets d'enfants (bateaux, voitures, avions, *pistolets*) vieux d'une génération, qui ont accédé au statut d'antiquités.

L'un des deux serruriers de Saint-Genevieve s'appelle Richard. Il est aussi le second du shérif *(chief deputy)*. Il porte une chemise beige à manches courtes et des lunettes fumées cerclées de métal. Il regrette que les jeunes de la ville n'aient plus beaucoup d'endroits pour aller danser. *« Il en reste un. »*

Richard Lea possède *« trois cents disques de country western »*. Son préféré est un chanteur noir, Charlie Pride. Quant au jazz ? Benny Carter. Il nous montre une cassette : *In the Mood for Song.*

« Il y a 4 à 5 % de Noirs à Saint-Genevieve, poursuit-il. *Auparavant, il y en avait plus que ça. Il y a deux mecs qui se sont fait zigouiller vers le fleuve. Alors, les familles noires foutent le camp. D'ailleurs, j'ai un ami noir qui pourrait vous raconter des choses intéressantes là-dessus. Si seulement vous m'aviez prévenu, je vous aurais préparé un dossier. N'hésitez pas à faire appel à moi en cas de besoin... »*

Richard Lea, à ses deux casquettes de serrurier et d'agent de la sécurité publique, va en ajouter une troisième. Il veut devenir armurier. Il nous montre un spécimen de permis de port d'arme délivré par son patron le shérif (que nous n'avons pas le temps d'aller voir). *« Ça coûtait 5 dollars en 1981, aujourd'hui, ça coûte le double. La criminalité n'augmente pas beaucoup, mais les gens ont peur... Si vous allez vers le fleuve, ne vous inquiétez pas, c'est sans danger. En passant, allez voir la banque que Jesse James avait braquée... »*

Pour le moment, la ville semble tourner le dos au fleuve. Le fleuve s'en moque pas mal. Il y a des amoureux qui viennent sur ses bords regarder se coucher le soleil. Il y a des braves qui ont inscrit leur nom dans le béton des débarcadères. Il y a des trains qui regardent passer les bateaux et nous saluent d'un coup de sifflet. Il y a des oiseaux qui squattent les barges. *Les hélicoptères des gardes-côtes* ne les effraient guère. Alors, il se moque, le fleuve, que les villes lui tournent le dos.

Sur l'autoroute 55, une petite ville dénommée Hayti *(sic)*. Un restaurateur a cru malin d'appeler son restaurant Papa D. Sans doute le drôle espère-t-il ainsi, en brandissant le fantôme du roi des « tontons macoutes », encourager les automobilistes à respecter la limitation de vitesse (fixée à 88 km/heure dans la plupart des Etats américains, 104 km/heure au maximum). Pour ma part, ce n'est qu'un prétexte de plus pour rallier au plus vite le haut lieu du rock et du blues.

En retard d'une information, un guide édité en France prétend qu'on peut loger au Lorraine Motel, où Martin Luther King se fit assassiner en 1968. En avance d'une rumeur, un autre guide m'assure que le motel a été transformé en *« maison d'art nègre »*. La vérité se situe au milieu... du trottoir, Mulberry Street, où Jacqueline Smith, en ce matin d'automne ensoleillé, entame son nième jour de grève. Elle est là depuis le 2 mars 1988. En face du motel, *« à 60 % démoli »*, affirme-t-elle, comme nous considérons l'état d'avancement du chantier. De l'immeuble, restent la façade et les structures. Indifférents à notre présence, des ouvriers s'activent dans le provisoire décor des grues, des pelleteuses et des gravats. Look Angela Davis, la trentaine, dans ses baskets blanches et son jean, Jacqueline Smith proteste contre la transformation des symboles de lutte en National Civil Rights Museum (musée national pour les droits civiques). *« Une pompe high-tech à tirer du fric aux touristes »*, accuse-t-elle. Elle réclame à la place *« un centre de réinsertion gratuit pour les pauvres »*. En attendant, elle a installé ici ses affaires sous une bâche en plastique, sa tente pour dormir, et son bureau d'accueil à ciel ouvert, une chaise de jardin, un fauteuil éventré, des calicots, des brochures et des tracts. La gréviste garde tout son optimisme. Ses amis aussi, dit-elle, qui la ravitaillent tous les jours. Elle dessine du doigt la chambre qu'occupait le pasteur, la position du tireur selon la version de la police. *« D'autres versions existent. »* Elle dit qu'elle est prête à rester là, s'il le faut, une éternité.

Le même jour, 15 heures. David Simmons. Le patron des Blues Awards (l'équivalent, dans le domaine du blues, de ce que sont les Oscars pour le cinéma) nous raconte son trajet. C'est l'histoire d'un Blanc de l'Alabama, né à l'époque des horreurs raciales de l'Amérique, qui décide de *« contribuer à sauver la vie du blues »* parce que, dit-il, *« j'ai grandi avec ces gens, j'étais toujours avec eux... »*. Sa femme est flûtiste classique. Leur fille de quinze ans va écouter Bob Dylan à un concert demain. *« Donc, à la maison, nous avons trois endroits différents pour la musique. »*

Plus tard, Beale Street, chez Alfred, un café qui tient son nom du singe de l'ancien propriétaire – l'animal empaillé est exposé au plafond. Dans une salle dédiée à Elvis Presley – on peut y voir une de ses paires de chaussette – Sharron Coleman nous raconte son itinéraire à elle. Cette femme est aujourd'hui à la direction (numéro deux) du Beale Street Management, société mixte chargée par la Ville de gérer le *« district historique »*. C'est l'histoire d'une grande fille blonde de l'Arkansas qui a découvert dans son berceau une chanson cajun : *« Jambalaya crawfish pie/Filé gumbo/Son of a gun gonna have/Big fun on the bayou... »* Adolescente, elle a chanté le blues (*« a cappella »*) en compagnie des Noirs dans l'épicerie de son père. L'adulte se souvient de l'enfant.

Plus tard, encore Beale Street. Tournée des clubs. Au King's Palace, le blues de Little Jimmy King (cheveux gominés, dents en or, bague frappée du signe du dollar, et « bipper » accroché à la ceinture) fait chavirer les cœurs : *« I'm gonna back to my family again... »* A tel autre club, on joue du vrai rock. Beale Street est sûrement un business, mais de qualité.

Dehors. Handy Park, sept types en goguette sortent d'une Limousine d'environ 7 mètres, immatriculée dans l'Arkansas. L'heure avancée de la nuit et la fatigue autorisent à y voir un signe.

Beaucoup plus tard, sur le chemin du motel, entre deux poids lourds rutilants, l'esprit encore aigu peut aussi digresser vers ce personnage de Wole Soyinka dans *la Route*, le conducteur amoureux de son camion, qui s'exclame : *« Dieu bénisse les sociétés pétrolières qui ont permis à mon génie de s'épanouir. »*

Le lendemain matin. Graceland, *la maison* d'Elvis. Dans les boutiques de souvenirs, parmi les gadgets à l'effigie du Roi (cadillacs miniatures rose bonbon, chevrolets turquoise, T-shirts et blousons simili-cuir, badges et porte-clés, salières et poivrières, pendentifs et bagues en strass, gobelets et sets de table), on découvre un vieux monsieur coiffé d'un feutre gris : Vester Presley. *Le tonton du grand homme.*

Soixante-seize ans. Le petit homme assure sans désemparer cinq jours par semaine, de 10 heures à 3 heures de l'après-midi. Mémoire vivante de son héros de neveu. Il est assis derrière une pile de bouquins par lui commis. On y apprend entre autres les recettes de cuisine de la famille Presley. Je note le *« hush puppy »* (à base de maïs, de farine, de sucre et de hot-dogs, sans oublier l'huile et la moutarde). Je vous fais grâce des *« cabbage sprouts »*.

Je « chope », entre deux cars de Japonais, une bande de trois jeunes, Don, trente-trois ans, Jay, vingt-neuf ans, Eric, vingt-deux ans. Ils m'adressent des propos d'une importance capitale : *« Ouais, écrivez-le dans votre journal. Nous sommes venus pour Elvis. Nous avons loué une voiture à New-York, où nous vivons. Après la Pennsylvanie, nous avons tracé jusqu'à Memphis. On va faire une virée à Houston, et hop, retour à New-York. N'oubliez pas d'écrire qu'on est là pour Elvis. »* Parole tenue. Plus émouvant que ces grands dadais, le Snyder de Kansas-City. Ed, soixante-deux ans : jean, chemise de bûcheron et casquette ; Mary, environ soixante ans (*« sixty plus »*, dit-elle en éclatant de rire), pantalon rouge, blouson bleu clair, et lunettes. Leur fille April, vingt et un ans, leur a fait découvrir Elvis. Sur la voix du King, glissant dans les haut-parleurs sa version personnelle de *O Sole Mio* (*It's now or never*), il raconte l'histoire édifiante du coup de foudre.

Encore plus fort, le récit de Kathy, blonde de vingt-neuf ans, joliment enveloppée, de San-Diego (Californie). Pantalon bleu marine, chemise bleue, nœud papillon, badges des drapeaux américain, canadien. Elle travaille : chauffeur de navette à Graceland. *« J'adore ! Quatre mille visiteurs par jour, des gens de tous les pays... »* Elle a réalisé le rêve de sa vie. Découverte d'Elvis à dix ans, puis le drame : *« J'ai appris sa mort à la radio alors que je faisais un devoir à la maison. J'ai pleuré »*... Elle a quand même eu le courage de terminer son devoir.

A force de s'intéresser aux gens, on a fini par *« oublier »* de visiter la maison d'Elvis. Nous filons à l'antique Sun Studio, où le « p'tit gars » du Tennessee a gravé son œuvre. Non sans jeter un dernier regard à ses deux avions exposés à l'entrée.

Union Street, une curieuse bâtisse jaune citron et chocolat. A la table du restaurant, Rufus Thomas. Col roulé blanc sur un pantalon beige, ce Noir aux yeux bleus, du haut de son crâne chauve et de son collier de barbe cotonneuse, contemple trois quarts de siècle de l'histoire du Sud américain. *« Je suis né à Cayce (Mississippi) le 26 mars 1917... »*

Devant une soupe paysanne à la sauce piquante, accompagnée d'un milk-shake fraise, surmonté d'une cerise qui lui arrache une de ces plaisanteries salaces dont il a le secret, cette valeur sûre du blues a *« l'amertume hilare »*.

« J'ai commencé à enregistrer ici parmi les premiers. Quand Elvis est venu, Sam Philipps, le patron, a foutu les Noirs à la porte. Moi avec. Il voulait d'un Blanc qui chante comme un Noir. Il avait trouvé. »

Informatif : *« Je suis revenu ici au Sun, il y a un an. Ça va maintenant. Depuis 1963, je vis de ma musique. Je ne joue même plus régulièrement. Je fais des festivals, des trucs comme ça. Je suis toujours avec la même femme depuis cinquante ans. Mon fils Marvell s'occupe de mes affaires. Je m'amuse à chanter avec ma fille Carla. Tenez, je vais vous faire écouter quelque chose d'inédit. »*

Narcisse : *« Hey folks, vous n'avez pas vu mes chansons sur le juke-box ici ? »* Dans la salle décorée de photographies de lui à côté d'autres célébrités du Sun, la belle machine années 50, contre des pièces d'un quart de dollar, joue les classiques d'Elvis et de Rufus, *Bear Cat* et *Walking in the Rain*. Dur, réaliste ou cynique : *« Il vous faut de l'argent, c'est tout. Rien ne vient avant l'argent. Après avoir bossé longtemps en usine, je sais de quoi je parle, l'argent d'abord. »* Il détache les syllabes sans vraiment chercher à nous persuader d'une vérité, pour lui évidente.

Blagueur, comme il vient de refuser une tarte à la banane, s'adressant au serveur, il geint comme un sale gosse : *« Quoi encore, mec ? Du café ? Le café rend noir. Je ne veux pas devenir noir. »*

Séducteur : deux jeunes femmes qui passaient dans la rue se retrouvent dans ses bras. Il ne les connaissait pas, il a roulé des yeux, rigolé, raconté des banalités... Rufus repart seul dans sa voiture, nous dans la nôtre. Nous passons devant l'hôtel du film *Mistery Train* de Jim Jarmusch, dans lequel Rufus avait *« joué un petit rôle, mais ça a été coupé au montage pour Dieu sait quelles raisons tordues (...). Finalement, c'est Screaming Jay Hawkins qui est resté... J'aime bien le film de Jarmusch. »*

J'éteins le magnétophone. Il faut s'engager ici sur l'autoroute 61, la voie historique du blues, celle qui traverse tout le delta du Mississippi, – *où mourut* Bessie Smith, où vécut Muddy Waters, où se trouve le fabuleux Delta Blues Museum – les terres d'alluvions où domine la culture du coton et du riz, le plat pays du poisson-chat et des chants nègres beaux à pleurer.

Jean-Claude Charles



PHOTO PATRICK BARD

Beale Street, *musée musical de Memphis.*

Guide

Information

Aux Etats-Unis, les bureaux d'information pour touristes sont généralement des lieux accueillants. En France, il existe un efficace Office du tourisme auquel ceux qui veulent bien préparer leur séjour peuvent s'adresser : Office du tourisme/ Ambassade des Etats-Unis (75382 Paris Cedex 08, tél. 42-60-57-15).

Voyage/séjour

Les citoyens français n'ont plus besoin d'un visa pour entrer aux Etats-Unis ; un passeport, en cours de validité, suffit. Saint-Louis et Memphis sont des destinations faciles d'accès. D'une manière générale, à partir de l'Europe, le système des coupons pour voyager en avion à l'intérieur des Etats-Unis est pratique (voir agences). Si vous avez le goût des espaces américains et l'envie de flâner, une voiture est nécessaire, agréable et peu chère. Aux Etats-Unis, on ne plaisante pas avec les limitations de vitesse ; il est possible de tricher, mais cela peut faire perdre du temps et de l'argent. Pour se loger, les motels, en dehors des villes, sont une aubaine : moyennant une trentaine de dollars, chambre double, en général correcte. Pour effectuer vos règlements en toutes situations, prévoir cartes de crédit, espèces ou chèques de voyage en dollars ; on ne vous changera pas vos devises.

Saint-Louis

N'est peut-être pas le meilleur endroit pour écouter du blues ou voir le Mississippi, même si on y est fier de posséder le plus grand bateau d'excursion de l'Amérique, *le Président*. Mais la ville déploie tant d'efforts pour damer le pion à ses concurrentes (Boston, Chicago, Los Angeles, New-Orleans, New-York, Washington, San-Francisco) qu'elle s'est arrangée pour garder l'un des deux plus vieux orchestres symphoniques des Etats-Unis et s'enorgueillit d'un beau jardin botanique, d'un zoo de deux mille cinq cents animaux, d'un musée des transports à recommander à ceux qui ont la passion des trains... La librairie de la Court House est un bon endroit pour se documenter sur l'histoire de toute la région.

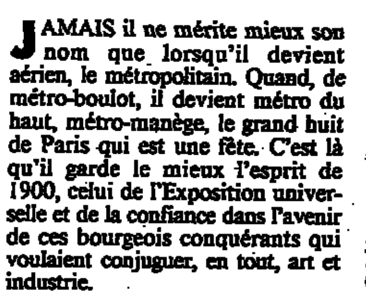
Memphis

Hormis Beale Street (où B. B. King va bientôt créer son propre club), Graceland, Sun Studio, il y a bien une bonne trentaine de points d'intérêt touristique dans l'agglomération. Mais, bien sûr, flâneurs et fouineurs en feront à leur tête, comme de raison... Une Grande Pyramide américaine (trente-deux étages d'acier sur le fleuve) est prévue pour juin 1991.

Table

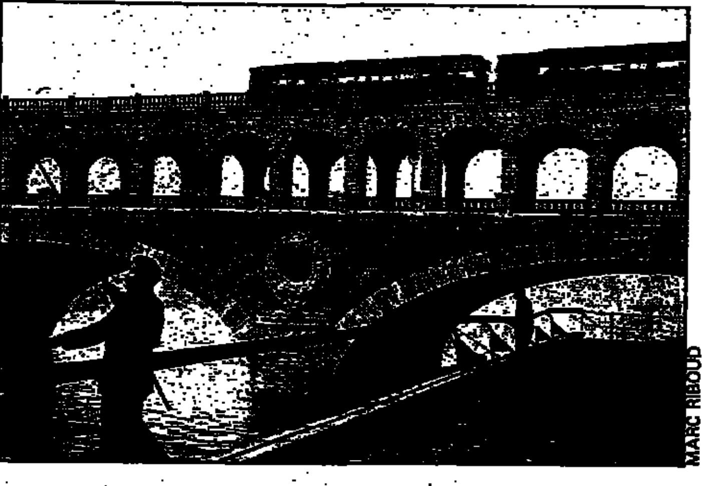
Personne n'est obligé de suivre les recettes de la famille Presley. La plupart des restaurants proposent la cuisine du Sud : tout est « organique », souvent pané. Relevez à volonté... On aime ou on n'aime pas. Ici comme ailleurs existe une cuisine « internationale ». Sur la route (point de vue subjectif), attention aux omniprésents *Hardee's*, chaîne à fuir absolument, sauf curiosité (on a rarement fait aussi fort en matière de mal-bouffe). Suivez plutôt les routiers.

A PARIS

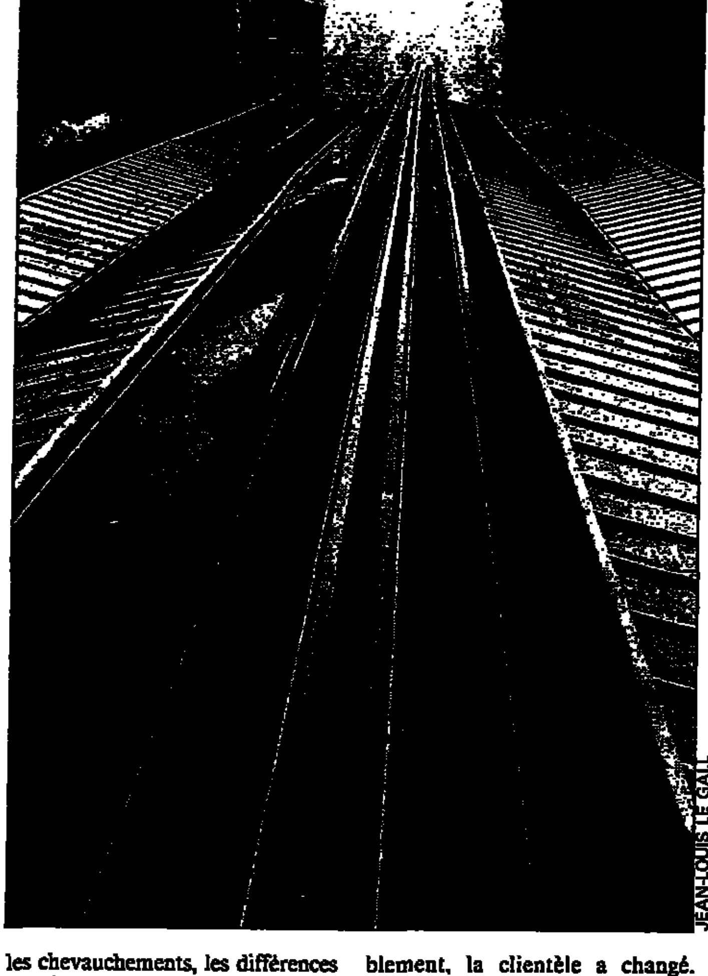


Le grand tour pour 5,20 F

Spectacle et mouvement. Un tour à Paris, le tour de Paris, le « grand tour », comme disaient les Anglais quand ils se lançaient à la découverte du continent. Le grand tour pour 5,20 F. Sur les deux lignes de métro qui cerclent la ville et qui, pour le plaisir du voyageur, ne restent pas toujours sous terre.



MARC RIBOUD



JEAN-LOUIS LE GALL

Le métro aérien franchit deux fois la Seine : Passy, sur l'ouvrage métallique à deux niveaux, construit pour lui en 1903 ; à l'est, sur le pont de Bercy, en pierre (1864), élargi et surmonté, en 1905, d'un viaduc.

JAMAIS il ne mérite mieux son nom que lorsqu'il devient aérien, le métropolitain. Quand, de métro-boulot, il devient métro du haut, métro-manège, le grand huit de Paris qui est une fête. C'est là qu'il garde le mieux l'esprit de 1900, celui de l'Exposition universelle et de la confiance dans l'avenir de ces bourgeois conquérants qui voulaient conjuguer, en tout, art et industrie.

Paris est une ville dessinée, si bien dessinée que chaque élément ajoute sa grille de lecture à la trame initiale. Le métro aussi. A Londres, à Moscou ou à Osaka, on distribue un diagramme, vue abstraite des lignes et des correspondances, qui ne révèle rien de la ville. A Paris, on vous donne la Seine, les boulevards, les monuments, et le métro selon son véritable itinéraire, ses vraies distances.

Etoile-Nation, par où ? Aux gens pressés, le réseau express, les rames qui filent en sifflant dans les grandes profondeurs. Aux autres, les paysages, les obliques du grand angle, les rapprochements indiscrets, à petites étapes. Etoile-Nation, Nation-Dauphine, deux lignes buissonnières dont l'intitulé dit assez qu'elles sont peu pressées. Barbès ou Denfert ? Nous choisirons Denfert, l'ouest et le sud, pour être plus vite à l'un des points forts du voyage en panoramique. Kléber, Boissière, Trocadéro, rien à signaler; Passy, nous y voici.

En trois temps. La station d'abord, traçant son horizontalité suspendue, à la fois tunnel et viaduc, offrant d'un même coup lumière et verdure dans le cadre vitré de la porte d'entrée, en milieu de quai. A peine sorti des grottes du «train fantôme», le voyageur est réveillé par le grand paysage qu'il devine, pincé entre les murailles d'un seizième façon seizième, celui où Bertolucci choisit autrefois un appartement vide pour un *Dernier Tango* qu'on pouvait croire extrême.

Savante imbrication, ce lieu chargé de toute la poésie qu'une ville « pensée » peut offrir à l'imagination, est le résultat d'une série d'opérations qui se sont déroulées dans les premières années du siècle... mais dans l'ordre inverse de celui qu'on croit deviner.

On imagine que le pont a été encadré, rive droite, par ces immeubles symétriques, avec leurs tours d'angle à coupoles aussi pointues que des casques prussiens, échauguettes d'un haussmannisme tardif. Que le pont du chemin de fer a été superposé après coup et qu'enfin un square a été ménagé autour de la station perchée à mi-pente. C'est le contraire qui s'est produit, nous apprend Bruno Fortier dans *la Métropole imaginaire* (Mardaga) : les immeubles furent les premiers, hôtels construits pour l'Exposition de 1900; on les transforma en appartements et le square fut créé pour eux. Puis le métro vint. Etoile-Passy, dans un premier temps.

On voulait traverser la Seine, mais il n'y avait pas de pont, juste une passerelle pour piétons, que l'on déplacera de trente mètres en aval, pendant les travaux, qui démarrent en 1903. De cet ouvrage métallique à deux étages, arches très élancées du pont inférieur, ponctuation rapprochée des colonnes du viaduc ferroviaire qui abrite une promenade centrale pour les piétons, avec colonnes et lanternes, la publicité et le cinéma ne se lassent pas d'utiliser le décor.

Hommage du pont de fer à la Dame de fer, est-ce un hasard si Le Corbusier le choisit, entre le pont du Gard et le viaduc de Garabit, pour illustrer ses réflexions (*Urbanisme*, Arthaud) sur la *«pérennité»* du *«beau mécanique»*, et faire admettre que *«la poutre peut être lourde ou svelte»* et que, même chez l'ingénieur, *«la passion intervient dans la rigueur du calcul»*. Au viaduc de Passy, la passion est celle d'un ingénieur, Biette, et d'un architecte, Jean-Camille Formigé, que nous retrouverons plus loin sur la ligne. Mais ne restons pas suspendus entre deux rives, avançons.

Quand le train s'élance, le regard n'hésite pas longtemps entre, à droite, le style V[e] République, Front de Seine et Maison de la radio, à gauche, une tour Eiffel campée dans la courbe du fleuve et Chaillot déployé en vis-à-vis; tout au fond, surprise de la topographie parisienne, le Sacré-Cœur.

Il y aurait peu à dire de Bir-Hakeim qui ouvre la voie, boulevard de Grenelle, à un long parcours en altitude, si l'Amicale de la 1[re] division française libre ne s'était à bon droit souciée, par quelques photos qui pâlissent sous leur verre, de rappeler quand et comment fut remportée (en 1943) cette bataille du désert contre Rommel.

De Passy à Pasteur, promenade architecturale au troisième étage, en plein «résidentiel», pierre de taille convenable ou plâtres défraîchis, béton moulé, avec ou sans paravent de végétation, intérieurs qui à la nuit tombée révèlent une forte proportion d'abat-jour plissés résistant à la montée du lampadaire halogène. Tableau général assez fade de l'architecture ordinaire. Sauf deux ou trois lieux saillants : brique et verrière de métal, entre La Motte-Picquet et Cambronne, la station Laos (ne la cherchez pas sur le plan, c'est une de ces stations électriques qui alimentent le métro).

«Paris ne doit pas devenir une usine. Paris doit rester un musée», avait lancé Charles Garnier, l'architecte de l'Opéra, au ministre des travaux publics : *«Le métro n'aura guère d'excuse que s'il repousse absolument tout caractère industriel pour devenir complètement œuvre d'art»*, nous rappelle Roger Guerrand dans ses *Mémoires du métro*. Hector Guimard, l'architecte à la mode, sera choisi pour les sorties du réseau souterrain et l'on regrette aujourd'hui d'avoir détruit une bonne partie de son œuvre, variations arborescentes dans le goût de l'Art nouveau. Pour les marquises, les stations, les viaducs et les escaliers du réseau aérien, la tâche est confiée à Jean-Camille Formigé, architecte de la ville.

Un peu comme la gare d'Orsay cache sa belle et pure verrière derrière une façade solennelle et ornée, le fer et la fonte, parfaitement adaptés aux ouvrages du métro aérien, accompagneront la pierre, choisie pour asseoir la respectabilité de l'ensemble, ou bien prendront soin de suivre les canons classiques. Colonnes doriques, chapiteaux assyriens, notent Bernard Marrey et Paul Chemetov dans leur inventaire des *Architectures à Paris, 1848-1914* (Dunod). Sans s'en plaindre, d'ailleurs.

C'est dans la variété du traitement des questions techniques, l'accrochage des escaliers aux stations, les chevauchements, les différences de niveaux, les passages de carrefour, les grands virages, que les ingénieurs et les architectes ont fait du beau travail. C'est dans le traitement de l'architecture des stations, colonnettes de fonte sur la circulaire sud, métal ajouré sur le parcours nord, que l'on reconnaît le souci des formes.

Entre Pasteur et Saint-Jacques, repos (avec une pensée pour Fulgence Bienvenüe, l'ingénieur en chef du métro, qui voit son nom accolé à celui de Montparnasse, comme si on avait failli l'oublier, lui, le créateur).

L'œil rapide ou aguerri du voyageur non assoupi par la pénombre distinguera, au sortir de Saint-Jacques, sur la gauche, une cour dont les hauts murs disent assez qu'elle n'est pas d'école. C'est la Santé, la prison. Tout de suite à droite, résidence tout confort (le Pullman), un grand hôtel qui fait très province à Paris et dont les volumes annoncent le genre «périphérie» du treizième qui s'approche, après le canyon de Corvisart cachant bien derrière la très haute façade d'un virage les ruelles et les maisons de la Butte-aux-Cailles qui était encore village quand Paris était déjà capitale. Un treizième à la redresse, centres commerciaux et stations-service, tours et barres, Nationale, Chevaleret, après un bref passage à la fraîche, sous la place d'Italie.

Mais attention, voici du ciel, voici la gare : c'est Tolbiac, à gauche, des voies, et le cœur de Paris, au loin; à droite, un chantier qu'on déblaie, un territoire à grand projet, la Bibliothèque de France qu'a dessinée Dominique Perrault. Tout de suite, la Seine, et Bercy. Le regard est pris, happé par ce bâtiment qui vient à la rencontre du train, viaduc – citadelle du grand argentier, le ministère des finances de Chemetov et Huidobro. Ils ont tellement pensé au métro, à ce pont de Bercy, surmonté d'une solide arcature de pierre pour le passage des trains (Jean Robert, *Notre Métro*) que leur édifice semble lui répondre et, prenant appui sur la rive basse, fait le pont lui aussi.

Le métro va prendre l'air à Bel-Air, brièvement (pour laisser passer, plus bas, le chemin de fer de Vincennes, aujourd'hui désaffecté). L'endroit n'a de charmant que le nom. On ne verra rien de Picpus, sous-titrée Courteline (son buste orne la place), seule note légère sur un parcours qui en littérature choisit plutôt des carrures (Victor Hugo) ou des prolixes (Alexandre Dumas).

Changer à Nation, prendre Dauphine par Barbès, sous une forte charpente métallique. Sonnerie en continu, on ferme, sonnerie de porte, on part. Comme si elles annonçaient « Couronnes», qui n'a rien à voir, deux stations chez les rois de France : Philippe-Auguste, vainqueur de Richard Cœur de Lion, installateur des Capétiens. Puis le Père François de La Chaise, jésuite, confesseur de Louis XIV, dont les jardins sont devenus le grand reposoir que l'on sait. Restons couverts, restons sous terre. Ménilmontant, Belleville, insensiblement, la clientèle a changé. Haute en verbe et en couleur, plus aimable et conviviale (*«Madame*, dit la berbère à la bourgeoise, *votre ceinture traîne par terre»*).

Du côté de Passy et de Sèvres-Lecourbe, les séparations de classe prenaient un tour plus formalisé : *«Mesdames, messieurs, n'ayez pas peur, je ne suis ni un voleur ni un cambrioleur,... je préfère le demander honnêtement»*, etc. Ici, au nord de Paris, à quelques encablures de chez Tati, qui tout à l'heure nous fera naviguer sur la mer des chalands, entre Barbès et Anvers, la coexistence des races et des conditions sociales est un fait : *«Non, non, on sèche pas, c't'aprèm' on va au bahut»*, dit un jeune chef de bande qui tient à garder le contrôle.

A Colonel-Fabien, on est sortis trop tard pour admirer le drapeau de verre de Niemeyer et Prouvé pour le siège du Parti communiste. Le carrelage blanc de la station est troué d'éclats, comme s'il avait été mitraillé : pure coïncidence, on ne signale pas de combats récents... Quand, avant de prendre celui de Pierre Georges, dit Fabien, colonel de FFI, la station s'appelait Combat, c'était, nous dit l'incollable Hillairet, par allusion à un établissement de «combat de taureaux» ... A l'époque, Jaurès s'appelait Allemagne, comme l'avenue qui porte son nom et qui s'en allait tout bonnement vers ce pays. C'était avant 14.

A la station Jaurès, le bicentenaire a laissé une modeste trace de son amour de la patrie et des arts : un vitrail figurant des drapeaux, intitulé *Jaurès à la Bastille*, dû à Jacques-Antoine Ducatez, maître verrier, et à une verrerie de Saint-Just dans la Loire. Une plaque discrète atteste ces faits. Mais ce n'est pas pour cette raison que Jaurès vaut un voyage : à gauche, arrivée en fond de cale du canal Saint-Martin; à droite, nettoyée, rénovée, blanchie, assainie, l'esplanade redessinée par Bernard Huet entre la rotonde de La Villette et le bassin du même nom.

Cette rotonde, le métro ne voit qu'elle; il s'approche en courbe, l'enlace, contre-courbe, s'éloigne, dernière courbe. Le fort cylindre ajouré d'une colonnade, impassible, est le pivot essentiel de cet étrange quartier limite du Paris qui ne sera plus jamais industriel mais qui l'est encore un peu.

La rotonde de La Villette raconte une autre histoire. Elle révèle soudain au voyageur ce qu'il avait pressenti sur plan : il n'a cessé de suivre ce qui fut quelques années avant la Révolution ce *«mur murant Paris qui rend Paris murmurant»*, le mur des Fermiers généraux. Clôture fiscale voulue par Lavoisier, enserrant Paris sur vingt-trois kilomètres, un mur de trois mètres de haut, bordé de deux chemins de ronde, percé d'une soixantaine de barrières d'octroi, qui firent de leur brillant et prolifique auteur, Claude-Nicolas Ledoux, ami des Lumières, un architecte maudit.

Terminé deux ans avant 1789, le mur redevint carrière quelques années après. De ces bureaux d'octroi, inspirés de l'antique mais associant les volumes avec une audace nouvelle, voulus comme un catalogue de formes *«dont la diversité rassasie la soif du désir»*, disait Ledoux, il ne reste aujourd'hui debout que quatre exemples. Elles étaient donc sur notre itinéraire : la barrière d'Enfer (est-ce par contagion phonétique que la place prendra plus tard le nom de Denfert-Rochereau) est bien là, avec ses deux pavillons, ses bossages, et son austérité un peu menaçante. A la Nation, ces deux colonnes (trente mètres de haut) et les pavillons qui en assurent le soubassement, c'étain la barrière du Trône. Plus délicate, la barrière de Monceau, petit temple en rotonde, enchâssée aujourd'hui dans la grille du parc Monceau. Mais on ne prendra pas les pavillons reconstruits au chevet du nouveau ministère des finances (barrière de la Rapée) pour des œuvres de Ledoux; elles n'en sont pas.

Du métro, on ne voit pas vraiment Montmartre : à Pigalle, seulement, délicate attention des rénovateurs de la station, des lumières de couleur, comme un rappel des néons qui clignotent au-dessus. Jour et nuit.

C'est la fin des panoramas, on vient de traverser deux fois les voies ferrées qui sont au métropolitain ce que le fleuve est au canal. La patience de celui qui s'en irait jusqu'au terminus, bouclant la boucle, et un peu plus, serait récompensée, Porte-Dauphine, par la seule station du réseau encore ornée d'une verrière de Guimard. En libellule. Aérienne, donc.

Michèle Champenois

Guide

● Si Denfert et Rochereau ne font qu'un, un seul homme qui défendit avec vaillance Belfort en 1870, c'est sans les consulter et bravant les siècles, que la Régie a marié Armand Barbès, *«le Bayard de la démocratie»*, disait Proudhon, homme politique né à Pointe-à-Pitre et expatrié à La Haye après la révolution de 1848, avec Marguerite de Rochechouart de Montpipeau, abbesse de Montmartre, de 1717 à 1727.

Picpus n'est pas un homme mais le nom d'un village (Picquepusse au douzième siècle). Villiers, Courcelles et Couronnes aussi. Mais Félix Eboué, qui a rejoint Daumesnil quand la place prit son nom, est ce gouverneur du Tchad qui, en 1940, en fit le premier territoire à rejoindre la France libre.

Les militaires sont nombreux sur le parcours, mais, obscurs ou fameux, ils gardent leur réserve ou leur mystère. A Cambronne, personne ne s'avise de vous dire si le général prononça vraiment, à Waterloo, le gros mot le plus usité de la langue française, ou s'il émit une sentence plus châtiée qui pourrait s'énoncer ainsi : *«La garde meurt, monsieur, et ne se rend pas.»*

L'Empire, d'ailleurs, est bien représenté. De Kléber qui dirige la campagne d'Egypte après le départ de Bonaparte, et qui gagne la bataille d'Héliopolis, à Corvisart, le médecin préféré de l'Empereur, et jusqu'à Daumesnil (encore un général, encore un mot) qui, sommé en 1814, de rendre Vincennes, répondit : *«Je rendrai Vincennes quand on me rendra ma jambe»* (qu'il avait perdue à Wagram).

Pour être un civil, Boissière (Jean-Baptiste) n'en mérite pas moins un éclaircissement : lexicographe, il est l'auteur d'un *Dictionnaire analogique de la langue française*. ●

Bridge

nº 1410

ÉTONNANTE INTUITION

Si cette manche est jouée à plusieurs tables, il est probable qu'elle sera chutée par la majorité des déclarants. Pour la réussir, il faut en effet une bonne technique. En fait, l'Américain Bayer avoua qu'il avait joué « intuitivement » pour faire dix levées !

♠ V 6
♡ A R 5 2
♢ R 8 7
♣ 7 6 5 3

♠ A 4 3 2
♡ 6 4
♢ V 9 6
♣ A R 10 4

N / O E / S

♠ 5
♡ D V 10 9 7 3
♢ D 10
♣ V 9 8 2

♠ R D 10 9 8 7
♡ 8
♢ A 5 4 3 2
♣ D

Ann. : S. don. Tous vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
1 ♠	passe	2 SA	passe
4 ♠	passe	passe	passe

Ouest ayant attaqué le Roi de Trèfle et l'As de Trèfle, *comment Bayer en Sud a-t-il gagné* QUATRE PIQUES contre toute défense, les atouts étant répartis 4-1 ?

RÉPONSE

Que va-t-il se passer si, après avoir coupé Trèfle, *le déclarant bat atout (pour ne pas se noyer dans la* Tamise) et tombe sur une répartition 4-1, ce qui était le cas ? L'adversaire qui aura quatre atouts (Ouest) prendra avec l'As de Pique au deuxième tour et continuera Trèfle pour que Sud ait le même nombre d'atouts que lui. Sud coupera et, s'il veut éliminer les *atouts adverses, il jouera ses deux* derniers Piques, mais il sera obligé de donner un Carreau pour affranchir la couleur. L'adversaire prendra et, *Sud n'ayant plus d'atout* pour couper le quatrième tour à Trèfle, ce sera la chute !

Or il y a un moyen de se protéger contre ce mauvais partage des atouts : il faut, comme Bayer, *jouer Carreau après la première coupe à Trèfle* : le déclarant commence donc par tirer le Roi de Carreau et il continue Carreau. Il fournit l'As (si Est n'a pas coupé), puis *un troisième tour à Carreau* permettra d'affranchir la couleur...

LE DÉVELOPPEMENT DES MIXTES

Depuis plusieurs années, les *tournois mixtes connaissent un* grand développement, et parfois les participants sont aussi nombreux dans cette discipline que dans les tournois open. C'est aux *Olympiades par paires de 1966* qu'un championnat du monde par paires mixtes a été créé. Il a lieu au début de chaque Olympiade, mais l'épreuve n'est pas très sélective car elle ne comporte en tout que *quatre* séances. Heureusement, les gagnants ont toujours été de grands champions. A Genève, Juanita Chambers était associée à Peter Weichsel, un champion américain dont la technique a toujours été sans défaut, comme le montre cette donne d'un match de sélection de l'équipe américaine.

♠ V 4
♡ V 6 5 4 2
♢ D 8 7 6
♣ 8 2

♠ 9 7
♡ R 8
♢ A V 10 9 5
♣ A 7 6 5

N / O E / S

♠ 8 6
♡ A D 10 9 7 3
♢ 3 2
♣ D 10 9

♠ A R D 10 5 3 2
♡ –
♢ R 4
♣ R V 4 3

Ann : O. don. N-S vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
Swanson	Sontag	Soloway	Weichsel
1 ♢	passe	1 ♡	4 ♠...

Ouest ayant entamé le Roi de Cœur, *comment Weichsel, en Sud, a-t-il gagné* QUATRE PIQUES contre toute défense ?

NOTE SUR LES ENCHÈRES

Il est normal de bondir à « 4 Piques » pour essayer la manche tout en barrant l'adversaire.

COURRIER DES LECTEURS (DONNES PRÉPARÉES)

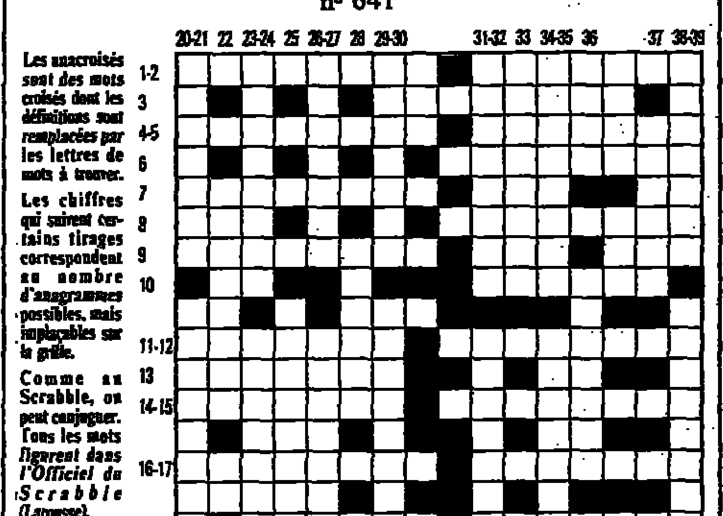
« Parmi les vingt champions sélectionnés pour disputer à Genève le Tournoi mondial en donnes préparées, y avait-il des femmes ? », demande J. Dufresne.

Il n'y en avait qu'une, l'Américaine Kari Shuman, qui a été plusieurs fois championne du monde. Mais elle n'a pas été bien placée.

Philippe Brugnon

Anacroisés (R)

nº 641



Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais implaçables sur la grille.

Comme au Scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans *l'Officiel du Scrabble* (Larousse).

HORIZONTALEMENT

1. AAINORTT. – 2. AEEFLOU. – 3. DIIINQTU. – 4. ACENOQRU. – 5. ACEIMNT (+ 2). – 6. ACLLOOSS. – 7. EEIMQRUU. – 8. CEEILRSU (+ 5). – 9. EEENRRTZ (+ 2). – 10. AIINSX. – 11. AAEGNOR. – 12. CEEILNTU. – 13. ADEINTT (+ 1). – 14. EEEMNRT. – 15. AAEEGPST (+ 1). – 16. EEEIMNTY. – 17. EEKNSTU. – 18. EERRST (+ 3). – 19. ACEINRT (+ 8).

VERTICALEMENT

20. CELNOTU (+ 2). – 21. CEEMNOYZ. – 22. ADEGINRR (+ 1). – 23. EEORTTTZ. – 24. AAEIMMS. – 25. EEENNRTT. – 26. AEEIMNR (+ 6). – 27. AAEGNRT (+ 6). – 28. ENORST (+ 5). – 29. AEEQSUU. – 30. AEEENPTT. – 31. ACEILNOS (+ 2). – 32. CEEGNRU. – 33. AIIILSTU. – 34. EILMNOUX. – 35. AEEMPRT (+ 3). – 36. ACEINNS (+ 1). – 37. AINRTU (+ 2). – 38. AEEELTX. – 39. EINNSSTU (+ 1).

SOLUTION DU Nº 640

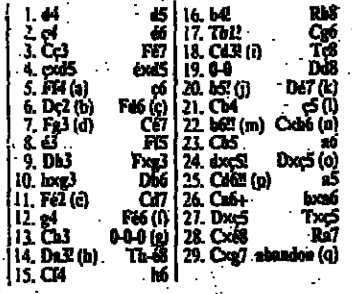
1. DAVIDIEN. – *2. SEQUINS.* – 3. IMITANT (INTIMAT). – 4. ASPIDIUM, fougère. – 5. ADORABLE. – 6. MONNAYA. – 7. GONADES (SONDAGE). – 8. TERMITE (METRITE MIRETTE). – 9. EBISELE, taillé en biseau. – 10. CABOTIN. – 11. SURMENER. – 12. BULLEES. – 13. SISMIQUE. – 14. EMUSSIEZ (MESUSIEZ). – 15. LIBRES (BRESIL LIBERS RIBLES). – 16. AISANCE (ACENSAI). – 17. KAOLIN. – 18. BONNETS (SNOBENT). – 19. INEPTIE (PIETINE). – 20. ESSEULE. – 21. SEANCES (ACENSES). – 22. *DIVAGUER.* – 23. AMIDONNE (MONDAINE). – 24. *ULULAIS.* – 25. ACROMION, apophyse de l'omoplate. – 26. ITERAIT (ETIRAIT). – 27. AMIABLES (AIMABLES). – 28. ADVERBE. – 29. BEERIONS (BERNOISE). – 30. *METEILS.* – 31. *VIZIRS.* – 32. STIMULEE (MUTILEES). – 33. BIMANES (BINAMES NABISME). – 34. BOUQUINS. – 35. QUINTIDI. – 36. LUSSES. – 37. LESATES (ALTESSE SALETES). – 38. MAUGREEE. – 39. ALMELEC, alliage léger (CAMELLE). – 40. BASILEUS, empereur byzantin.

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Echecs

nº 1412

Championnat d'URSS, Leningrad, novembre 1990. Blancs : Bareiev. Noirs : Chalifman. Gambit-D.



1. é4	d5	16. b4!	Rb8
2. ç4	é6	17. Tb1!	Cg6
3. Cç3	Fé7	18. Cd3! (i)	Tç8
4. çxd5	éxd5	19. 0-0	Dd8
5. Ff4 (a)	ç6	20. b5! (j)	Dé7 (k)
6. Dç2 (b)	Fé6 (ç)	21. Cb4	ç5 (l)
7. Fg3 (d)	Cé7	22. b6!! (m)	Cxb6 (n)
8. é3	Ff5	23. Cb5	a6
9. Db3	Fxg3	24. dxç5!	Dxç5 (o)
10. hxg3	Db6	25. Cd6!! (p)	a5
11. Fé2 (e)	Cd7	26. Ca6+	bxa6
12. g4	Fé6 (f)	27. Dxç5	Txç5
13. Ch3	0-0-0 (g)	28. Cxé8	Ra7
14. Da3! (h)	Th-é8	29. Cxg7 abandon (q)	
15. Cf4	h6		

NOTES

a) La variante d'échange du gambit-D se joue souvent avec le F-D en g5, mais de grands champions comme Botwinnik, Bronstein, Spassky, Karpov et Kasparov *pratiquent volontiers le développement du F-D en f4.*

b) Ou 6. é3, Ff5 ; 7. g4, Fé6 ; 8. h3 ou 6. é3, 0-0 ; 7. Fd3, ç5 ; 8. Cf3, Cç6 ; 9. 0-0, çxd4 ; 10. Cxd4 ou encore 6. f3, Cf6 ; 7. é4, 0-0.

c) On a aussi essayé 6..., g6 ; 7. é3, Ff5 ; 8. Dd2, Cf6 ; 9. f3, ç5 ; 10. Fh6 (Kasparov-Short, Olympiade de 1988) ; ou bien 6..., h5 ; 7. h3! (si 7. Cf3, g5! ; 8. Fé5, Th6 suivi de Cd7) comme dans la partie Seirawan-Agdestein, Olympiade de 1988, ou 6..., Fg4 ; 7. f3, Fh5 ; 8. 0-0-0, Cf6 ; 9. é4, Fg6! (Sirov-Spragett, Manille, 1990). L'opposition du F-R noir est une idée intéressante d'A. Petrossian.

d) La suite 7. Cxd5, Fxf4 (si 7..., Da5+ ; 8. Cç3, Fxf4 ; 9. Dé4+) ; 8. Cxf4 (8. Dé4+, Cé7 ; 9. Cxf4, Da5+ est plutôt bon pour les Noirs), Dxd4 ; 9. é3, Db4+ ne donne que l'égalité. Après 7. Fxf6, Dxd6 ; 8. é3, Dg6 ; 9. Dd2, Cé7 ; 10. Cg-é2, 0-0 ; 11. Cg3, Dd6 ; 12. Fd3, Fé6 ; 13. 0-0, Cd7 ; 14. Ta-d1 les Blancs sont un peu mieux (Azmaparcichvili-A. *Petrossian, Erevan,* 1989).

é) 11. f3, Ca6! ; 12. g4, Fg6 ; 13. Rf2, Dxb3 ; 14. axb3, Cb4 (Bareiev-A. Petrossian, Moscou, 1989) donne un jeu égal.

f) 12..., Fg6 est aussi à examiner.

g) Du côté -R, le roque serait encore plus dangereux après 14. Dç2!

h) Evitant l'échange des D avec gain de temps sur le Cé7.

i) Les Blancs se sont emparés de l'initiative et contrôlent efficacement le centre.

j) Soudainement, la situation du R noir attaqué par presque toutes les forces ennemies paraît bien compromise.

k) 20..., *çxb5 perd* après 21. Cxb5.

l) Si 21..., çxb5 ; 22. Cxb5, a6 ; 23. Cxa6+.

m) L'ouverture de la colonne b vaut bien un pion.

n) Et non 22..., axb6 à cause de 23. Cb5 ni 22..., a6 ; 23. Cxa6+.

o) Si 24..., axb5 ; 25. çxb6 et si 24..., Txç5 ; 25. Cxa6+, bxa6 ; 26. Dxa6, Db7 (quoi d'autre ?) ; 27. Dxb7+, Rxb7 ; 28. Cd6+ et 29. Cxé8.

p) Jolie pointe : si 25..., Dxd6 ; 26. Cxa6+ avec gain de la D.

q) Un abandon justifié, les Noirs ayant perdu la qualité.

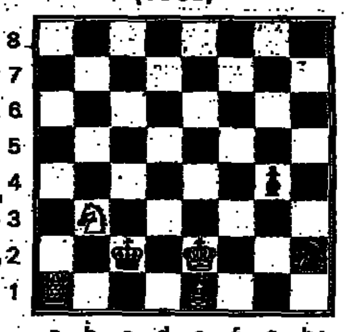
SOLUTION DE L'ÉTUDE Nº 1411 M.N. PLATOV (1925)

(Blancs : Rç2, Fb1, Pç3, d4. Noirs : Rb5, Pa5, b6, g3.)

1. Rb2, g2 ; 2. Fd3+, Ra4 ; 3. Fé4, g1=D ; 4. Fç6+, b5 ; 5. Fé4, Df2+ ; 6. Fç2+, Dxç2 ; 7. Rxç2, b4 ; 8. ç4, b3+ ; 9. Rb2! (et non 9. Rb1 ?, nulle). Rb4 ; 10. ç5 (et non 10. d5? qui est perdant à cause de 10..., a4 ; 11. d6, a3+ ; 12. Rb1, Rç3), a4 ; 11. ç6 et les Blancs gagnent.

Claude Lemoine

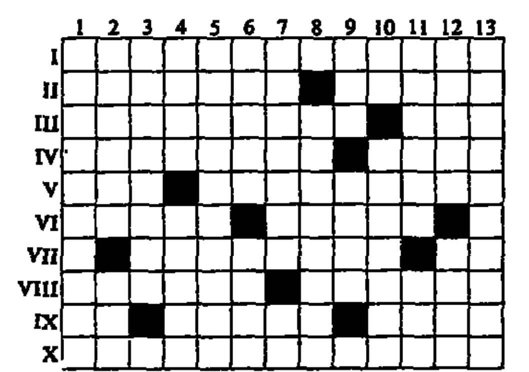
ÉTUDE Nº 1412 M. LIBURKINE (1938)



Blancs (3) : Ré2, Ta1, Cb3.
Noirs (4) : Rç2, Fé1, Ch2, Pg4.
Les Blancs jouent et gagnent.

Mots croisés

nº 639



HORIZONTALEMENT

I. Superlativement désuète. – II. Vertes ou menteuses. *Pour le* pot. – III. Histoires à rallonges. En Grèce. – IV. Donnent à voir. Philosophe. – V. Mit ailleurs. Incertain. – VI. En ambassade. Tout ou presque a droit au sien. – VII. *Gagnera* très facilement. Dans l'auxiliaire. – VIII. Tout y passe. Marquent l'entrée et la sortie. – IX. Chiffre. On peut toujours le boire. Ont l'habitude. – X. *Bien soutenue.*

VERTICALEMENT

1. Charlatan pour les uns, adulé par les autres. – 2. Fait souvent le prix. Propriétaires. – 3. Séparations. – 4. Se prend au-dehors. Pas loin de l'aigreur. – 5. On est à leurs pieds. – 6. Précède la débâcle ou la chute du tourisme. *Une Douce bouleversée.* – 7. Faites au tour. Pronom.– 8. Bien en vue. – 9. Petite partie du I. Joue dangereusement du chiffon. – 10. Conjonction. Reste. – 11. Lance. Un don désordonné. – 12. Pour un homme. Pour le bât. – 13. Offre un prix.

SOLUTION DU Nº 638

Horizontalement

I. Vaulx-en-Velin. – II. Ignée. *Dérida.* – III. *Criant.* Rivet. – IV. Terroriserai. – V. USA. Poli. Elo. – VI. Schupos. In. – VII. If. Lob. Natta. – VIII. Lisibles. Oel. – IX. Longées. Em. – X. Elan. *Nippent.* – XI. Sédentarisée.

Verticalement

1. Victuailles. – 2. Agrès. Fiole. – 3. Uniras. Snad. – 4. Lear. Cligne. – 5. *Xénophobe.* – 6. *Troublent.* – 7. Nd. Ilp. Esia. – 8. Versions. PR. – 9. Erié. Sa. Epi. – 10. Livre. Tomes. – 11. Idéalité. Ne. – 12. Nationalité.

François Dorlet

Scrabble (R)

nº 359

Le jeu de Benjamin

Jusqu'à présent, vous mettiez vos contre-performances sur le compte de votre forte culture : votre vocabulaire trop riche vous valait moult *zéros immérités. L'avènement de l'Officiel du Scrabble* a tué ce mythe : désormais, vous pillez impunément Molière et La Fontaine, mais vous êtes toujours largement devancés par les béjaunes. Il est temps de vous recycler dans *Qui dit mieux ? (1), jeu créé par l'ex*-champion de Scrabble francophone Benjamin Hannuna. Il s'agit d'un *Trivial Pursuit* amélioré où les joueurs ne sont pas exclusivement tributaires de leur *jet de dé : ils* peuvent, dans une certaine mesure, privilégier tel domaine de connaissances où il sont à l'aise, par exemple *Langage et littérature*, et imposer parfois à leur adversaire tel autre, par exemple *Cinéma-TV-Variétés, où ils l'estiment ignare* ; ils peuvent aussi gagner aux enchères le droit de répondre à un certain nombre de questions... et d'être pénalisés s'ils « chutent ». Deux conseils cependant : jouez à deux, seuls ou par équipe, sinon la partie languira, et, lorsque le jeu est neuf, n'oubliez pas de battre les mille cartes (soit 5 000 questions), sinon vous risquez de tomber cinq fois de suite sur les péripéties de la Coupe du monde de football.

Voici quelques-unes des questions de vocabulaire les plus difficiles. Elles sont suivies, au cas où vous « sècheriez », des anagrammes des réponses. 1. Quelle science étudie *les muscles ?* 2. *Comment appelle*-t-on un long collier qui descend sur la poitrine, très en vogue dans les Années folles ? 3. Comment appelle-t-on un chiot à grosses pates ? 4. Comment appelle-t-on le traitement qui consiste à saler, sécher, *puis* fumer le poisson ? 5. Quel verbe à l'infinitif exprime le cri du chameau ? 6. Quel instrument, dont le nom dérive de celui d'un animal, servait de corne aux *guerriers du Moyen Age ?* 7. *Dans* une forêt, comment appelle-t-on une zone plantée de grands arbres ? 8. Comment appelle-t-on les habitants de Bourg-en-Bresse ? 9. *Comment appelle-t-on l'art de la* chasse à courre ? 10. Par quel mot japonais appelle-t-on un raz de marée suivi d'un tremblement de terre ?

Anagrammes : 1. EGILMOOY. 2. ROUTAIS. 3. AADPTU. 4. *AAEGRSU.* 5. ABEELRRT. 6. AFILNOT. 7. AEFITU. 8. BRINGUE. 9. ENIVREE. 10. MINUTAS. Solutions ci-dessous.

•Tournoi homologable de décembre : le 9, Lunel (Hérault). Tél. 67-83-20-17.

•Solutions : 1. MYOLOGIE. 2. SAUTOIR. 3. PATAUD. 4. SAURAGE. 5. BLATERER. 6. OLIFANT. 7. FUTAIE. 8. BURGIEN. 9. VENERIE. 10. TSUNAMI.

Michel Charlemagne

(1) Entre 250 F et 300 F.

S.C. Elysées, 7, rue F.-Bastiat, 75008 Paris. 17 juillet 1990
On joue mardi et samedi 14 h 15 et 16 h 15, mercredi, 20 h 45

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est l'*Officiel du Scrabble* (Larousse).

Nº	TIRAGE	SOLUTION	RÉF.	PTS
1	ACELMOR			
2	JORIEUX	MORCELA	H 4	74
3	X+EILERS	REJOUI	11 C	37
4	R+WEFIO ?	EXILEES	D 7	52
5	REWO+BAU	F(A)IX	8 A	45
6	REOBA+NU	WUS	13 B	24
7	PHAETLG	AUBERON (a)	E 1	70
8	ETG+EPSU	ALPHA	1 A	42
9	ETGE+CEN	PUS	14 A	34
10	AEHNTKR	CETOGENE (b)	F 8	65
11	H+SOYANM	TANKER	12 H	45
12	H+BATIQE	YEOMANS	15 E	51
13	HAIQ+ROU	ALPHABET	1 A	45
14	HIO+ALNS	QUARK	K 8	42
15	ITGUNS ?	HALIONS	N 6	86
16	IVEALDF	GUNIT(E)S	O 1	80
17	EALD+EIT	VIF	M 7	38
18	ALE+ESTA	DEBIT (c)	3 C	18
19	ALA+VIRE	ESTE	13 J	38
20	L+DDOEMZ	AVARIE	I 2	26
21	DDOM	LEZ	J 4	71
		DOM	N 2	21
			TOTAL	1 004

(a) pièce métallique d'un couvercle de coffre.
(b) susceptible de former des cétones dans l'organisme.
(c) coup améliorable : ETAL, I. 1, 24.
1. C. Le Cain, 868 ; 2. E. Aubert, 861 ; 3. L. Schram, 850.

TABLE

Une bouillabaisse normande !

Une pointe de curry en conclusion de cette marmite dieppoise, avec de la crème fraîche. Normandie oblige.

TOUTES les mers ont leurs fruits, si j'ose écrire. Elles ont toutes, aussi, leurs pêcheurs. Le pêcheur prend du poisson, doublement : par métier et pour vivre. C'est-à-dire qu'il vend le meilleur de sa pêche et se nourrit du reste.

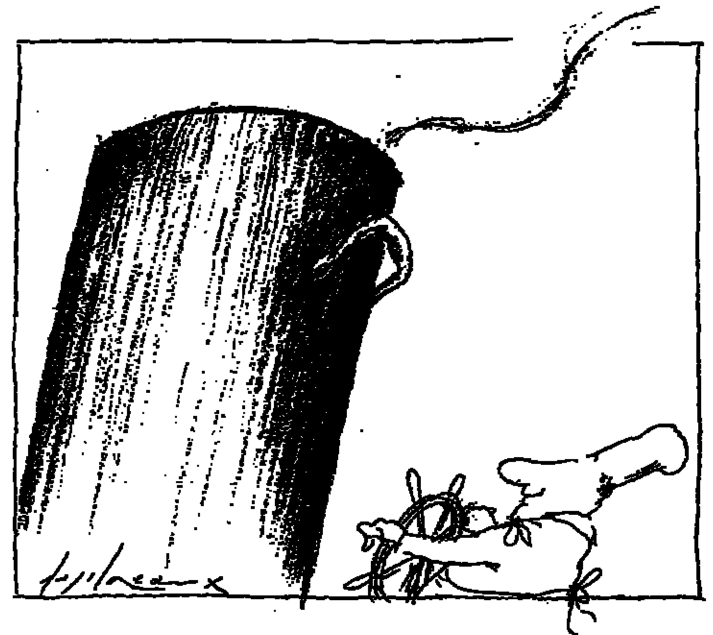
Partout dans le monde, sur toutes les côtes de toutes les provinces, la soupe de poissons ne *fut autre*, *primitivement*, qu'un humble plat familial, la nourriture de base du pêcheur.

La grande cuisine a pu raffiner, *mais* la soupe de poisson c'est cela : le mélange des poissons gardés par le pêcheur (les moins rares, les meurtris par le filet !), mis à bouillir avec quelques légumes et, pour corser le goût, épices et aromates. « Mais il nous *parle de la bouillabaisse !* », *allez-*vous penser...

Certes. Pour le public, la bouillabaisse fait image. Le soleil, l'accent, s'inscrivent en filigrane dans ce mot chantant : bouille-abaisso ! Mais toutes les côtes ont leur bouillabaisse, d'un autre style, sous un autre nom ! Sans parler du ttoro basque (ou plus exactement basco-espagnol), voici la chaudrée charentaise, la cotriade bretonne, la marmite normande dite dieppoise... Et la Belgique s'enchante d'un waterzoï (littéralement « eau qui bout »), lequel nous ramène à la bouillabaisse. Alors ? Ne faudrait-il pas mieux dire bouillabaisse charentaise, bouillabaisse bretonne, bouillabaisse normande ? Ou, mieux encore peut-être, potée de poissons ?

Il n'importe. De chacune on compte diverses recettes, des plus rustiques (celles des pêcheurs, sur le bateau ou chez eux) à celles « arrangées » – souvent brillamment, quelquefois chichiteusement – par les chefs. Puis-je écrire que mon goût se porte vers celles des ménagères ? La chaudrée, une spécialité de Fouras, en *Charente-Maritime* – et, pour cela, dite quelquefois « fourassine », – comporte le plus de poissons possible : solettes, plies, raiteaux, avec aussi des casserons (petites sèches), le tout cuit sur un lit d'ail et de persil, avec moitié eau et moitié vin blanc et un gros morceau de beurre ajouté hors du feu. A Fouras même, un bon petit restaurant porte son nom : *La Chaudrée fourassine* (avenue du Stade ; *tél. : 46-84-23-40*).

La cotriade est peut-être plus rustique encore : oignons roussis au saindoux et mouillés d'eau *agrémentée d'ail, de thym et de* laurier. On y fait d'abord cuire d'épaisses tranches de pommes de terre puis les poissons. Ceux-ci seront servis sur le lit des pommes de terre et arrosés d'une vinaigrette persillée, le bouillon à part avec des croûtons. Vous la trouverez un peu partout en Bretagne, mais j'ai plaisir à signaler celle du *Galion*, à Concarneau (15, rue Saint-Guénolé ; *tél. : 90-97-30-16*). Mais un ami ne cache point sa préférence en me demandant d'évoquer la marmite dieppoise, cette bouillabaisse normandissime. Ici, aux poissons variés (et nobles !) de la Manche : turbot, sole, etc., s'ajoutent des moules. Les poissons sont cuits en un fumet obtenu des têtes de ces poissons cuites avec le jus passé des moules, auquel on a ajouté poireaux, céleri, oignon, bouquet garni et... vin blanc sec ou cidre (les deux se pratiquent, mais un vrai Normand prônera le cidre, bien sûr !). Et bien entendu les poissons, rangés en sautoir et recouverts du fumet, seront pour une rapide cuisson pochés avec une bonne ration de beurre et de crème fraîche. Les chefs y ajouteront des crevettes décortiquées, des champignons de Paris, voire *des tomates* ! Et si vous rencontrez des recettes où figure un soupçon de curry, dites-vous que les marins dieppois furent jadis des découvreurs de la route des épices !



A Dieppe, vous trouverez le plat à *La Marmite dieppoise* (8, rue Saint-Jean ; *tél. : 35-84-24-26*). Mais, comme le Pollet fut un faubourg marin de la ville, vous pourrez également vous régaler d'une marmite « polletaise » chez *La Mélie* (2, Grande-Rue du Pollet ; tél. : 35-84-21-19).

« Et à Paris ? » demanderez-vous... Hélas ! La marmite dieppoise fut *un temps la réussite du Prunier Duphot* qui vient de disparaître. Je n'en connais point d'autres. Peut-être vous consolerez-vous avec la cotriade des *Boucholeurs* (34, rue de Richelieu, Paris-1er ; tél. : 42-96-06-86).

La Reynière

Semaine gourmande

Le Pergolèse

Cette bien jolie maison vient d'être reprise par un jeune très bon cuisinier : Albert Corre (qui travailla à Neuilly avec Jacqueline Fénix avant qu'elle n'abandonne sa maison). *Une hôtesse* (toujours la même, depuis deux changements de propriétaire et c'est bien !) et un personnel avenant, beurre d'Echiré sur table. Un menu « du Marché » aux déjeuners (230 F) et un menu « Plusieurs Bouchées » pour la totalité des convives (300 F) et la carte (compter 350/450 F) ou, entre *autres merveilles, la dorade* cuite en peau est escortée d'une sauce acidulée au porto, les aiguillettes de caneton aux fines épices, et la crème brûlée vanillée escortée, elle, de petites madeleines chaudes qui eussent enchanté Proust. Découvert là, un blayais, le château Crusquet de Lagarcie très attachant, corsé et d'une belle couleur... Bordeaux évidemment !

► **Le Pergolèse, 40, rue Pergolèse (16e), tél. : 45-00-21-40. Fermé samedi et dimanche. C.B.-A.E.-D.C. *Chiens acceptés*.**

Le Jardin gourmand à Lorient

Un petit nouveau. Une petite maison avec véranda sur jardin et une jeune cuisinière, Nathalie Pel*letier, qui a travaillé longtemps* avec Dutournier au parisien Carré des Feuillants (une grande maison). Sagement, Nathalie a su s'adresser aux bons fournisseurs : port de pêche tous les matins, agriculteurs biologiques pour les légumes, éleveurs locaux pour volaille et laiterie, etc. Alors, des crêpes au lieu fumé crème citronnée aux herbes à l'omelette coques à la ciboulette, de la galette de pommes de terre à l'andouille de *Guémené à l'embeurrée de chou* aux gésiers confits, de la cotriade au gigot de lotte braisé au cidre, de l'émincé de poulet aux moules et épices au faux filet sauté sauce Chateaubriand, jusqu'aux fromages «armoricains» et aux desserts, on se régale à la carte pour 200-225 F environ, avec un menu à 75 F de tout repos.

► **Le Jardin gourmand, 46, rue Jules-Simon, 56100 Lorient, tél. : 97-64-17-24. Fermé dimanche. CB.**

Marc Daniel à Rennes

Dix-sept annés au « piano » chez Lasserre, c'est le « chemin » de Marc Daniel avant de s'installer ici chez lui, en une maison bourgeoise agréable, *dans un parc*, à 5 kilomètres au nord de la capitale bretonne. Et des escargots en beignets au rouget aux herbes potagères, du filet d'agneau au ragoût d'artichauts aux ailes de pigeon « bécasse », du rôti de biche aux endives à la cotriade de noix de saint-jacques, vous vous régalerez, fût-ce au petit menu (142 F) changeant deux fois par semaine. A la carte, compter 300 F. Cave encore jeunette mais intelligente. Service empressé de Mme Anne Daniel.

► **Marc Daniel, 35760 La Bretèche, Saint-Grégoire, tél. : 99-68-93-93. Fermé mercredi. CB, AE, DC. Chiens acceptés.**

LIVRE

La fourchette et le crayon

LA *cuisine ne saurait faire* rire, ni même sourire. C'est un art léger et grave qui ne peut déclencher que le respect quand il est mené avec justesse jusqu'à son terme, ou le désappointement quand il vire au calamiteux. Un bon mot ne redresse jamais un coq au vin *mis à mal par une piquette* ; un trait d'esprit n'ajoute rien à une blanquette certifiée à l'ancienne. *« Ne m'apportez pas l'addition, c'était trop bon... »*, devrait être le seul moment d'égarement qu'un homme satisfait de son repas serait en droit de poser en témoignage de son contentement à l'amphitryon de service. C'est regrettable, mais c'est comme ça : l'humour n'a jamais su clairement trouver ses marques avec les prodiges ou les méfaits de la gastronomie.

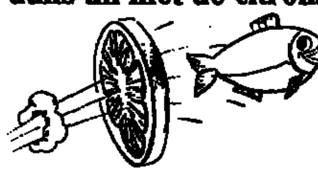
Aussi faudrait-il saluer comme une réjouissante ano*malie la rencontre hebdoma*daire d'un spécialiste de haut niveau, La Reynière, et d'un adaptateur de première force, Desclozeaux, qui le met en représentation. Le maître brodant autour d'un plat avec l'aisance de l'érudit auquel on ne la fait pas, l'iconoclaste prenant la défense de la veuve et de l'orphelin – dans le cas présent, du cochon ébouillanté à la Sainte-Menehould, du canard mis à mort à la rouen*naise*, du pigeon *trucidé à la* André Malraux.

A s'amuser pour s'amuser, il était tentant de savoir ce que cette galerie de portraits, une fois placés dans le bon ordre, pouvait bien donner. C'est ce que vient de faire Le Monde Editions en publiant une sélec*tion des meilleures séquences* – de janvier 1987 à juin 1990 – des rencontres des deux compères. Guide d'humeur et de savoir, mais aussi arme de poing braqué sur les arnaqueurs et autres malfaisants des fourneaux, ce livre porte témoignage de ce que le pays de France a encore de vif dans le propos, mais de ce que ce même pays est en train de fâcheusement jeter aux orties. *On verra, au fil des chroni*ques, les brèches qu'ont laissées dans le patrimoine les modes successives et les abrupts qu'il reste à remonter pour atteindre, de nouveau, à des choses élémentairement plus simples. Qu'est devenue la fricassée de volaille ? Où en sont la frite et sa mère porteuse, la pomme de terre ? Pourquoi le miroton est-il en voie de disparition ? *Quid* de *la tarte Tatin, du millefeuille*, de la crêpe Suzette ? Quel sort va-t-on réserver à la pintade, au merlan– qu'il soit frit ou en colère, – à la bouillabaisse, au boudin noir ou blanc, au gibier à plumes, ou à celui avec des poils ?

Autant de questions graves – dans un climat international peu sûr – qu'un esprit en alerte, comme celui de La Reynière, et un stylet de longue mémoire, tel celui de Desclozeaux, ne pouvaient laisser sans réponses. Duellistes en duo, unis dans le seul souci de passer le snobisme au tamis le plus fin, ils assènent leurs coups avec la même méticulosité, celle de ceux qui, se mettant à table, savent qu'aujourd'hui il y aurait, sans la plus grande vigilance, davantage à perdre qu'à gagner.

J.-P. Q.

► ***Autour d'un plat*, par La Reynière et Desclozeaux. Le Monde Editions, 295 p., 145 F.**



Kyushu, les dieux chez eux

« Ici a commencé l'ère des dieux. » Entre légendes et sanctuaires, voyage à Kyushu, parmi les grandes ombres célestes.

HOKKAIDO

MER DU JAPON

HONSHU

Baie de Tokyo

SHIKOKU

OCÉAN PACIFIQUE

KYUSHU

LORSQUE, *dans le* mauve d'une aurore d'automne, le sommet du petit mont Kunimigaoka semble voguer sur une mer de nuages montant de la terre, le paysage a quelque chose de magique. Au loin, les crêtes de la chaîne de Sobo-Katamuki et du mont Aso.

«Ici a commencé l'ère des dieux» affirme une inscription. C'est sur cette colline dominant la plaine de Takachiho que, selon les mythes, Ninigi no Mikoto, petit-fils de la déesse du Soleil Amaterasu, aurait posé le pied sur la terre après *«s'être solennellement frayé un passage au milieu des couches de nuages et avoir descendu l'Escalier flottant céleste»*. Au sommet de la colline, sont représentés en pierre Ninigi tenant une lance et les deux paysans qui lui demandèrent de semer les épis de riz *qu'il portait afin de dissiper le brouillard*. Ce mythe de la descente du petit-fils céleste est rapporté par les *Chroniques anciennes* (*Kojiki*), le plus ancien texte japonais, compilées en 712 de l'ère chrétienne (1).

Fâchée du désordre régnant sur le monde, Amaterasu y dépêcha Ninigi, nanti de ces droits insignes du pouvoir (le sabre, le miroir, symbolisant le Soleil, et le joyau) qui sont encore ceux de l'empereur. C'est le quatrième descendant de Ninigi, *Jimmu*-tenno, qui aurait été le premier empereur, encore légendaire, du Japon : son règne aurait même commencé le 11 février 660 avant J.-C.). Jimmu, descendant des dieux, serait donc le lointain ancêtre de l'empereur Akihito dont les cérémonies d'intronisation se sont déroulées le 22 novembre.

Les premiers textes japonais ne prennent une valeur historique que vers le VI[e] siècle de notre ère.

Les mythes de l'âge des dieux semblent n'être qu'une interprétation onirique et bousculant les chronologies d'événements dont on trouve trace dans des écrits chinois postérieurs. Ainsi peut-on penser que Jimmu fut un doublet légendaire d'un souverain de la fin du III[e] siècle.

Mais sur le mont Takachiho, le mythe cautionne l'histoire. *«Ainsi, c'est ici le lieu d'où proviennent mes ancêtres»* aurait dit le prince impérial Chichibu lorsqu'il visita le site en 1925. Rares sont les historiens qui pourraient répondre affirmativement au prince, apparemment quelque peu sceptique, puisqu'on se demande même si les trois trésors, symboles du pouvoir impérial, n'auraient pas été apportés par un prince coréen...

C'est du mont Takachiho, rappelle une inscription, que le petit-fils de Jimmu, l'empereur Takeiwatatsu, également légendaire, venait s'assurer *en regardant* la plaine à ses pieds si *«le peuple était heureux»*. Une légende qui renvoie en fait à un rite paysan ancien consistant à monter sur une colline au début du printemps pour regarder le pays : en réalité, les signes annonciateurs des récoltes.

Bien que l'emplacement de cette descente céleste des ancêtres impériaux soit controversé (un autre mont Takachiho existe au sud du Kyushu où, sous un abri de bois, est dressé un glaive de bronze, sacré mais non moins moderne, planté dans le sol qui serait celui de Ninigi), c'est la région du mont Kunimigaoka et de la petite ville de Takachiho, sur les contreforts sud du mont Aso, volcan encore en activité au centre du Kyushu, qui est supposée être le pays des dieux – comme le rappellent d'ailleurs au visiteur les enseignes ornant les reverbères des rues.

Si le paysage de vallons, de gorges *et de rizières en escaliers où*, contrairement à certaines régions dont l'agriculture est plus mécanisée, les gerbes de riz sèchent à l'automne sur de longs tréteaux, est très beau, Takachiho ne présente guère plus d'intérêt qu'une quelconque ville moyenne nippone. Elle est comme ailleurs prise dans le maelström touristique. Tout y est divin : du shochu (alcool de céréales), dont les effluves flottent sur la ville – raffiné, il porte le nom d'Amaterasu – à certains arbres, entourés avec componction d'une petite clôture protectrice dont une inscription précise qu'ils furent plantés de la main d'un membre de la famille impériale.

A *quelques* kilomètres, l'un des hauts lieux touristiques où défilent sans discontinuer les foules est la *Porte du rocher du ciel*. Le sanctuaire shinto (religion première du Japon, sorte d'animisme) construit *en magnifique hinoki* (*cyprès du* Japon) et frappé du chrysanthème, emblème impérial, est situé le long d'une gorge sauvage où roulent les eaux d'une petite rivière. Il fait face à ce qui aurait été la grotte où Amaterasu, déesse du Soleil, se serait cachée, plongeant le monde dans l'horreur des ténèbres. Autre épisode de ces mythes fondateurs du Japon, rapportés par la *Kojiki*.

Amaterasu est la fille du couple originel, Izanagi, le dieu, et Izanami, la déesse, chargé de stabiliser la terre née du chaos initial et dont le *Kojiki* dit qu'elle était comme une *«tache d'huile flottante, voguant comme une méduse»*. Alors *«se tenant sur le Pont flottant du ciel, ils plongèrent la hallebarde divine, l'agitèrent en cercle dans le sel marin et la retirèrent en faisant clapoter l'eau. A ce moment-là, les gouttes salées qui tombèrent de la hallebarde se superposèrent et devinrent des îles»*. Puis ils passèrent le reste de leurs jours à enfanter îles et divinités.

De leur union – et le *Kojiki* ne laisse guère de doute sur le fait qu'elle fut charnelle (Izanagi disant à son épouse : *«Mon corps s'est élaboré mais il a un endroit qui lui s'est trop élaboré. Ainsi je pense que si j'enfonce et je bouche ton endroit non élaboré avec mon endroit élaboré nous donnerons naissance à la terre»*), – naquirent entre autres divinités, Amaterasu et son frère, l'impétueux Susanoo. Courroucée par l'inconduite de celui-ci, qui avait jeté le corps d'un cheval céleste écorché vif dans une pièce où elle tissait, Amaterasu se retira dans une caverne, plongeant le monde dans la nuit.

Par petits groupes, les touristes sont emmenés par un prêtre sur une terrasse en contre bas du sanctuaire. Sur l'autre versant de la gorge, on distingue à peine entre les arbres l'orifice de la caverne. Depuis que l'endroit est devenu un lieu sacré, son accès est interdit.

Depuis les temps immémoriaux des mythes, ce lieu a été vénéré. A l'origine, le culte shinto était célébré dans la nature sans édifice : ce n'est qu'à la suite de l'introduction du bouddhisme au Japon (VI[e] siècle) que furent construit des sanctuaires.

Non loin, on montre aux visiteurs l'endroit (Takaamagahara) où les huit millions de dieux, préoccupés par la disparition d'Amaterasu, se réunirent et mirent sur pied un stratagème pour la faire sortir de sa caverne. A *l'exception de l'un d'entre* eux, renommé pour sa vigueur, qui se serait placé à l'entrée de la grotte céleste, *tous s'assemblèrent dans* le lit de la rivière. Puis, Ama no Uzume, une pimpante déesse, montée sur un fût vide, *«claqua des talons»* et commença à danser, se débarrassant progressivement de ses vêtements.

Son «strip-tease» fut si cocasse, que lorsqu'elle fut presque nue, les dieux éclatèrent de rire. Piquée par la curiosité, Amaterasu entrouvrit la porte de la caverne et, *surprise par* l'éclat de son reflet dans le miroir installé à dessein par les dieux, resta un moment interdite d'autant plus que, pour piquer au vif son amour-propre, la déesse dansante, faisant preuve d'une perfidie des plus féminines, lui lança que la liesse générale était due à la présence parmi eux d'*«une divinité plus noble que vous»*. Le dieu à la poigne puissante, aux aguets à l'entrée de la grotte, en profita pour tirer Amaterasu à l'extérieur. On interdit à la déesse solaire de recommencer.

Dans l'enceinte du sanctuaire se trouve un très bel édifice, coiffé d'un toit d'écorce, classé trésor national, qui abrite une scène de danse traditionnelle kagura. Cette danse remonte à la nuit des temps : elle aurait pour origine la transe de la déesse «strip-teaseuse» pour faire sortir Amaterasu de sa caverne. La musique qui accompagne un kagura était appelée autrefois *«divertissement des dieux»*, car elle était censée être jouée par les divinités elles-mêmes puis on qualifia ainsi celle destinée à les apaiser et à les divertir. Les premières mentions crédibles de l'existence kagura remontent au VIII[e] siècle, époque où les rites à caractère extatique auraient été transformés par la musique venue du continent.

Il existe plusieurs sortes de kagura. Celui de Takachiho, sans doute le plus ancien, s'est transmis de générations en générations de paysans. Il fait partie des rituels destinés à favoriser des récoltes abondantes. *Entre novembre et février*, les paysans se réunissaient pour assister à ces trente-trois danses masquées en buvant du saké et en chantant. Ce *kagura primitif* est devenu une attraction touristique qu'un groupe de jeunes de Takachiho s'efforcent de maintenir dans ses traditions.

Cette danse fut aussi à l'origine de rites de cour, à partir de l'époque Heian (VIII[e]-XI[e] siècle), pratiqués lors de la cérémonie de dégustation solennelle des prémices. Par opposition à ce kagura de cour, on parle des kagura dits des villages, apparus au Moyen Age et exécutés notamment à Ise et à Izumo, les deux grands sanctuaires sacrés (de culte shinto) du Japon : ils font allusion à divers aspects de la vie paysanne. Il y a aussi les kagura des chamanes *(miko)*.

Si l'on peut difficilement tirer des mythes une quelconque indication historiquement crédible sur l'origine de la famille impériale, ils renseignent en revanche sur certaines données fondamentales de la civilisation japonaise. Mythes cosmiques du chaos initial et du messager céleste, primauté d'une divinité solaire bénéfique, symbolisant l'énergie, culte de la fertilité lié à la procréation humaine, pratiques de vénération permettant d'établir un contact entre les hommes et les divinités par l'entremise de servants du culte, intermédiaires privilégiés dont l'empereur, descendant du messager céleste, sera une figure. On retrouve certains de ces thèmes dans la mythologie d'Asie du Sud-Est et de Polynésie, soulignent les spécialistes.

Comme en Asie continentale, les chamanes, *femmes médiums dans* une société agraire originellement matriarcale, jouèrent d'abord ce rôle d'intercesseur auprès des puissances supérieures. Selon Danielle et Vadime Elisseeff, l'énigmatique reine Himiko qui aurait régné au III[e] siècle symbolise *«la puissance de ces liens physiques et moraux qui unissent corps humains et esprits divins et traduit la quasi-identité existant à l'origine entre religion et gouvernement»*.

Ces croyances en des généalogies divines et impériales, que véhiculent les premières chroniques (*Kojiki* et quelques années plus tard, *Nihonshoki*) furent systématisées à partir du milieu du règne des shoguns Tokugawa (XVII[e]-milieu du XIX[e] siècle) sous l'influence des phylologues, ravivant la culture du Japon ancien et des empereurs oubliés, puis furent manipulées par les tenants des courants patriotiques.

Dans le vénérable sanctuaire de Takachiho, sous les frondaisons de gigantesques cryptomères que l'on dit plus que millénaires, sont vénérées quatre générations de divinités : Ninigi no Mikoto, messager céleste, *et ses descendants. Une* inscription au pied d'un petit pin rappelle qu'il fut offert au sanctuaire par Hirohito, qui n'y est cependant jamais venu. Selon le vieux prêtre du lieu qui vend entre autres souvenirs des brochures racontant aux enfants sous forme de bandes dessinées la descente du ciel de Ninigi, l'empereur actuel serait un parent des divinités.

Au cours du régime militariste d'avant-guerre une chanson célébrait Takachiho, terre des dieux et origine de la dynastie impériale. Il n'y a plus aujourd'hui que des touristes à se rendre, sans grande solennité, en ces lieux.

De notre envoyé spécial à Kyushu

Philippe Pons

(1) La traduction française *Kojiki*, par Masumi et Maryse Shibata, comporte une introduction sur l'aurore de l'histoire nippone, édition Maisonneuve et Larose. Sur les origines mythiques du Japon, voir également Danielle et Vadime Elisseeff, *la Civilisation japonaise*, Arthaud, et sur l'histoire de la période ancienne, les développements que lui consacre Francine Hérail dans son *Histoire du Japon, des origines à la fin de Meiji*, Publications orientalistes de France ainsi que le chapitre «Des origines jusqu'au VII[e] siècle», rédigé par François Macé de la toute récente *Histoire du Japon* (sous la direction de Francine Hérail), publiée aux éditions Horvath.

Le Monde

ÉCONOMIE

BILLET

Grève archaïque à Air France

Il y a quelque chose d'irréel dans le mouvement de grève que les syndicats tentent laborieusement de faire prendre à Air France.

Après l'*aéroport de Nice,quasi* paralysé depuis une semaine, par un arrêt de travail, *c'est* à Bordeaux que l'intersyndicale CGT-CFDT-FO-CGC appelle les employés de l'escale d'Air France à se croiser les bras, le 23 novembre. A Toulouse, la CGT seule a lancé un mot d'ordre dans le même sens.

La cause de cette agitation est un plan de fermeture de lignes entre la province et l'étranger annoncé, le 14 novembre, par la direction pour supprimer une des causes d'un déficit qui a atteint 170 millions de francs, au premier semestre (*le Monde* du 16 novembre). Les syndicats n'admettent pas cette rationalisation.

Ils se battent à Nice, à Bordeaux et à Toulouse pour éviter un détachement des personnels en surnombre auprès de la compagnie Air Inter, filiale d'Air France, et pour limiter la suppression des contrats de travail saisonniers.

Il ne semble pas qu'ils aient pris l'exacte mesure des bouleversements auxquels est promis le transport aérien. L'Europe suppose une concurrence accrue que souhaitent les passagers et que la Commission de Bruxelles s'applique à introduire.

Les turbulences nées de la crise du Golfe commencent à peine à ralentir la croissance et toutes les compagnies aériennes de la planète taillent dans leurs coûts. Les pilotes de SAS n'ont-ils pas accepté des sacrifices salariaux équivalant à 5 % de leur masse salariale ? Que l'on sache, aucun licenciement n'est envisagé chez Air France...

Le refus des personnels locaux d'Air France d'être transférés avec statut et avantages chez Air Inter, membre du même groupe Air France, laisse en outre mal augurer de l'homogénéité sociale de cet ensemble. *Même les* cheminots, qui ne sont pourtant pas considérés comme des parangons de souplesse, ne s'offusquent pas à ce point d'être détachés dans les filiales de la SNCF !

Sur tous ces points un tel archaïsme peut se révéler mortel dans la compétition aérienne qui s'annonce.

AI. F.

Avec le retrait de Montedison, le groupe chimique Enimont nationalisé de fait

M. Raul Gardini cède ses intérêts dans la chimie à l'Etat italien

L'industriel italien Raul Gardini a annoncé jeudi 22 novembre la vente de ses actions dans le groupe chimique Enimont. Il a aussi démissionné de la présidence de la holding financière du groupe Ferruzzi-Montedison (Ferruzzi Finanziaria), dont sa famille détient près de 40 % du capital. Selon ses proches, cette décision ne traduit pas *« un désaccord au sein de la famille »* mais *« la déception »* de l'industriel face à l'attitude du gouvernement italien qui l'a privé de sa grande ambition : la prise du contrôle d'Enimont. Le groupe de M. Gardini devrait recentrer ses activités autour de l'agroalimentaire, sa première vocation.

ROME

de notre correspondant

Fini. Pour Raul Gardini, puissant patron de la Montedison et du groupe Ferruzzi réunis, l'Italie, et l'Italie seulement, c'est terminé. S'estimant *« contraint »* par l'Etat et la magistrature à céder à la Société nationale des hydrocarbures (ENI) les 40 % qu'il détenait dans le groupe chimique Enimont, l'homme à la crinière d'argent jette l'éponge, claque la porte et ramasse ses billes. *« A partir de maintenant et pour des motifs idéologiques »*, liés à l'idée qu'il se fait de la libre entreprise, celui qu'on appelle ici *« il contadino »*, le « paysan », se démet de toutes les fonctions qu'il assumait dans les sociétés et les organismes de droit italien.

« Tant que je serais président de la Montedison, affirmait le 3 mars dernier l'héritier – par mariage – de la puissante famille Ferruzzi *je ne signerai jamais l'acte de vente de notre part dans l'Enimont. »* Cohérent avec lui-même, le président s'est d'abord démis la semaine dernière de son mandat dans cette société, puis, ce jeudi 22 novembre, il a abandonné la présidence de la Ferruzzi Finanziaria (Ferfin), holding qui contrôle, entre autres, la Montedison. Un peu plus tard dans la soirée, il annonçait qu'il abandonnait également son poste de vice-président de la Cofindustria (le CNPF transalpin), mais, cela, c'est accessoire.

Une formidable partie de poker-menteur

L'important à savoir pour la suite des événements est que M. Raul Gardini conserve – bien entendu – tous ses intérêts dans ces entreprises, qu'il a placé à leur tête des amis à lui, qu'il n'a aucunement l'intention de partir en retraite et que, bien au contraire, il a décidé d'exercer désormais ses réels talents de « condottiere » industriel et financier dans l'arène internationale.

Pour le reste, c'est vrai, sauf à imaginer que l'homme a joué et gagné une formidable partie de poker-menteur qui a duré deux longues années et qui se termine pour lui par un fabuleux bénéfice financier, *« il contadino »* est tellement amer d'avoir dû lâcher le contrôle de ce colosse de la chimie – qu'il avait contribué à faire naître et qu'il s'était juré de posséder entièrement, – qu'on peut croire à sa colère. M. Raul Gardini vient bien de subir le plus cuisant échec industriel de sa longue carrière.

Brève récapitulation d'un feuilleton riche en péripéties, en volte-face et en quelques coups bas bien sentis. Le colosse Enimont est né le 1er janvier 1989 du regroupement d'une bonne partie des activités chimie de la Montedison avec celles du groupe d'Etat ENI. En échange, chacun des deux partenaires reçoit 40 % du capital de la joint-venture. Les 20 % restants sont introduits en Bourse le 3 octobre 1989 à la suite d'une augmentation de capital. Synergies, activités complémentaires, nécessaire union d'intérêts transalpins pour créer un *« vrai grand pôle de la chimie italienne »* capable de faire front aux autres poids lourds du marché international. L'acte de naissance d'Enimont est pavé de bonnes intentions. Elles ne résisteront guère aux ambitions, affichées six mois après le mariage, par le *« contadino »* qui déclare alors publiquement se donner trois ans, pas un jour de plus, pour prendre le contrôle du gros bébé.

Les querelles commencent. Industriel avant tout, M. Gardini a une stratégie qu'il veut appliquer. Il faut, dit-il, restructurer, élaguer, augmenter encore le capital. L'ENI, qui, actionnaire étatique oblige, a des comptes politiques à rendre, n'est pas d'accord du tout avec les projets de son associé. Début 1990, après que le gouvernement eut brisé sa promesse de faire bénéficier la Montedison d'une large amnistie fiscale – ce qui altère encore les relations à l'intérieur d'Enimont, – on apprend que « le paysan » a fait discrètement ramasser en Bourse par ses alliés 11 % du capital de la joint-venture. Avec, entre autres, son allié français – Jean-Marc Vernes, – qui est membre du conseil d'administration de sa chère Montedison, M. Raul Gardini contrôle désormais 51 % d'Enimont, et sept membres, sur les douze de son conseil d'administration, sont à ses ordres. Il croit alors légitimement pouvoir appliquer son programme ; il se trompe.

Trahison des accords ?

Les directeurs de l'ENI parlent de *« trahison des accords »*, démissionnent, menacent et en appellent finalement à l'arbitrage de la magistrature. Après bien des péripéties, et une longue bataille de communiqués venimeux dans la presse locale et internationale, celle-ci finira par « congeler » les participations de l'une et l'autre des parties en état de guerre. Jusqu'à ce qu'une nouvelle instance d'arbitrage, acceptée par les deux parties, prenne acte de l'incompatibilité d'humeur entre les « époux » et somme l'un ou l'autre de racheter la part adverse. Prix fixé par les experts : 1 650 lires par action. Pendant quelques semaines, *« il contadino »* donne l'impression de vouloir payer. Lui qui déclarait – il n'y a pas si longtemps – *« la chimie, en Italie, c'est moi »*, sonde le marché des capitaux, cherche des alliances et... ne les trouve pas. Son groupe Ferruzzi-Montedison est déjà fortement endetté. Et puis, dès avant la crise du Golfe, la conjoncture internationale dans le secteur chimie s'était fortement dégradée.

Dès le début de la semaine, les bookmakers de la Bourse de Milan pariaient pour un jet de l'éponge par Gardini. *Ils ont gagné*, et les actionnaires de Ferruzzi-Montedison, à commencer dit-on par la famille des héritiers, poussent un gros soupir de soulagement. En acceptant les 1650 lires par action Enimont – la somme qu'il aurait lui-même dû payer à l'ENI s'il avait trouvé l'argent, – le numéro trois des grand « condottieri » d'Italie – derrière MM. Gianni Agnelli et Carlo De Benedetti – va encaisser la somme de 2 805 milliards de lires, soit, par rapport à la valeur de ce qu'il avait apporté en janvier 1989, un bénéfice net supérieur à 1 100 milliards de lires (environ 5 milliards de francs) !

Cette somme, qui entrera d'ici dix jours – ce sont les termes de l'accord – dans les caisses de la Montedison, allégera d'autant plus l'endettement consolidé du groupe que, évalué à 5 676 milliards de lires, il comprenait jusqu'ici 3 600 milliards de dettes propres à la société Enimont. Les voilà tout d'un coup effacées – ou plutôt renvoyées à la charge de l'ENI. En clair, grâce à cette défaite industrielle, l'endettement global du groupe Ferruzzi-Montedison – les deux sociétés sont fusionnées à partir de l'exercice 1991 – tombera de 9 000 milliards actuellement à environ 3 000. Belle affaire pour « le paysan », qui conserve encore, outre son empire agroindustriel, quelques beaux joyaux dans la chimie, et qui va ainsi pouvoir étendre encore ses activités à l'extérieur de la péninsule.

Pour l'ENI, dont le président, M. Gabriele Cagliari, affirmait jeudi qu'il avait *« des capacités d'autofinancement et des ressources propres »*, bref, les moyens de ses ambitions – *« J'affirme que l'État ne sortira pas un sou dans cette affaire »*, – l'addition se montera au total à 4 200 milliards de lires. Les « petits » actionnaires, alliés de M. Gardini compris, qui avaient vu le titre Enimont s'effondrer jusqu'à moins de 1 000 lires l'action juste avant la suspension des cotations à Milan le 9 novembre dernier, se verront en effet proposer, au choix, un échange de leurs titres contre des obligations, ou les mêmes conditions de rachat à 1 650 lires l'unité.

Les syndicats et les « politiques » *sont, dans* l'ensemble, *ravis de* l'issue du divorce, – *« une véritable expropriation oui »*, commentait avec sa modération coutumière M. Jean Marc Vernes – et seuls les industriels qui auraient pu être tentés par des unions contre nature avec l'État estiment qu'il s'agit là du plus retentissant échec de collaboration entre intérêts publics et privés. Pour le reste, on donnera très vite un nouveau nom de baptême à l'Enimont, il y aura une nouvelle restructuration, l'ENI se mettra en quête de nouvelles synergies avec des partenaires étrangers, décidera probablement une nouvelle augmentation de capital avec réintroduction en Bourse à la clef. Enfin, si tout va vraiment très bien, *« le grand pôle chimique italien »*, désormais entièrement étatisé et couvert de dettes, pourra, peut-être, renaître de ses cendres...

PATRICE CLAUDE

A 5,86 milliards de francs

Le déficit commercial a diminué en octobre

Le déficit du commerce extérieur de la France s'est très sensiblement réduit : il a été de 5,86 milliards de francs en octobre au lieu de 10,6 milliards de francs en septembre (chiffres *corrigés des variations saisonnières*). Le déséquilibre de nos échanges extérieurs reste très élevé mais sur les dix premiers mois de l'année il a diminué : 38,5 milliards de francs à comparer au 39,5 milliards de francs de la période correspondante de 1989.

Sur cette tendance, le déficit pour l'ensemble de l'année pourrait se limiter à une cinquantaine de milliards de francs soit moins que ce qui était généralement attendu, l'INSEE le chiffrant notamment à 60 milliards de francs. En 1989, le déficit de la balance commerciale avait déjà atteint 45,7 milliards de francs.

Ce qui retient l'attention dans les résultats d'octobre, c'est le haut niveau des importations et des exportations. Les achats à l'étranger ont atteint – après correction des variations saisonnières – 108,3 milliards de francs, un record absolu, contre 104,6 milliards de francs en septembre (+ 3,5 %) et 104,4 milliards en octobre 1989 (+ 3,7 %). La flambée des prix du pétrole n'explique pas à elle seule ce bond des importations, le déficit énergétique s'étant réduit le mois dernier de presque un milliard de francs.

De même les exportations progressent-elles fortement, après avoir plafonné pendant de longs mois. Elles ont atteint 102,4 milliards de francs en octobre après correction des variations saisonnières, contre 94 milliards en septembre, soit une augmentation de 9 % tout à fait exceptionnelle. Même s'il est prudent de faire la part des aléas mensuels, les ventes de la France à l'étranger augmentent de 6,8 % par rapport à octobre 1989. C'est beaucoup, dans une phase de ralentissement du commerce mondial.

L'autre fait marquant d'octobre, s'ajoutant à des niveaux très élevés d'échanges, est l'inégalité des résultats obtenus avec les pays étrangers. Avec les Etats-Unis, notre balance commerciale se détériore rapidement, le déficit mensuel atteignant 4,5 milliards de francs alors qu'il avait été limité à 2,2 milliards de francs en moyenne *mensuelle au cours du premier* semestre de cette année. Faut-il voir là les premiers résultats d'un dollar rendu sur-compétitif par la glissade de sa parité vis-à-vis des monnaies européennes ou ceux du ralentissement, peut-être de la stagnation de l'économie américaine, qui, produisant moins, importe moins ?

Quoi qu'il en soit, la réunification allemande et le boom économique qui se produit outre-Rhin compensent en partie le phénomène américain : le déficit commercial de la France avec l'Allemagne continue de se réduire et n'a été que de 2,4 milliards de francs en octobre contre 4 milliards en septembre avec une moyenne mensuelle de 4,1 milliards au cours du premier semestre de cette année. Il est plus étrange, en revanche, – même si cela nous est favorable à court terme – que nos échanges avec la Grande-Bretagne soient de nouveau excédentaires (+ 1,6 milliard de francs), alors que notre voisine s'enfonce dans la récession et que sa balance commerciale devrait s'améliorer.

Autre élément positif : le déficit de la balance commerciale des seuls biens manufacturés s'est nettement réduit en octobre revenant de 7,8 milliards de francs en septembre à 3,9 milliards de francs. La vente de onze Airbus pour un total de 2,5 milliards de francs (six en septembre pour 1,3 milliard) n'explique pas à elle seule cette amélioration. En revanche, l'excédent traditionnel de la balance agro-alimentaire est resté nettement plus faible que les mois précédents : 2,8 milliards de francs contre 4,4 milliards de francs en moyenne mensuelle sur les douze derniers mois. Il faut voir-là, une baisse sensible de nos ventes de céréales dans le monde.

ALAIN VERNHOLES

Les difficultés de l'industrie du pneumatique

Michelin annonce des mesures de chômage partiel pour la fin du mois de décembre

Le groupe Michelin France a annoncé le jeudi 22 novembre aux membres du comité central d'entreprise, réuni à titre exceptionnel à Clermont-Ferrand, des mesures de chômage partiel pour les deux dernières semaines du mois de décembre, celles-ci affecteront la majorité de ses établissements en France. Il a justifié ces mesures en évoquant une situation conjoncturelle défavorable et des stocks de pneus non écoulés.

CLERMONT-FERRAND

de notre correspondant

La décision de Michelin n'est pas une mesure minimale puisque l'arrêt pur et simple de la moitié du volume des productions a été annoncé pour l'avant-dernière semaine de décembre. De surcroît, certaines catégories pourraient être totalement arrêtées. Plus encore, pour la dernière semaine de décembre, l'arrêt de la production doit affecter de 85 % à 90 % des capacités.

A cela, il faut ajouter que des mesures de chômage partiel pourraient être prises en amont du processus de fabrication des pneumatiques durant la deuxième semaine de décembre 1990 et la première semaine de janvier 1991. Dès ce vendredi, la plupart des comités d'établissement des usines françaises de la manufacture ont été convoqués en réunion extraordinaire.

La majeure partie de ceux-ci sont touchés par cette mesure puisque le constat de mévente affecte les stocks de pneumatiques de poids lourds, de camionettes, de génie civil, sans compter les produits annexes. Les sites de Bourges, Cholet, La Roche-sur-Yon, Le Puy-en-Velay, Montluçon, Orléans, Poitiers, Tours, Troyes, sont ainsi directement concernés.

Unanimité syndicale

Dès jeudi, à Clermont-Ferrand, les syndicats CFDT, CGT et FO ont réagi. *Ces* mesures de chômage interviennent dans un climat qui n'est pas au beau fixe, après l'annonce en octobre des 2,3 milliards de francs de pertes du groupe pour 1990 et alors que le quatrième plan social de la manufacture portant sur la suppression de 2 260 emplois est en cours dans les usines du site clermontois. Mille personnes, en majorité des salariés bénéficiant de mesures de pré retraite par le biais d'un contrat FNE, ont déjà quitté l'usine, le plan devant être achevé fin mars 1991.

L'unanimité s'est faite dans les rangs syndicaux : *« A la mauvaise gestion de l'entreprise, qui n'aborde pas la situation de manière prospective, s'ajoutent des appétits mondialistes sans fondements véritables qui fragilisent la manufacture »*. *« Quoi qu'il en soit*, estiment les syndicats, *ce sont une nouvelle fois les salariés qui font les frais de l'inconséquence d'un tel comportement gestionnaire. »*

A cela, la direction répond que *« ces mesures s'inscrivent dans le cadre d'une politique d'ajustement déjà annoncée visant à réduire les stocks en ajustant la production aux ventes dans un marché rendu difficile par une concurrence de plus en plus vive »*.

JEAN-PIERRE ROUGER

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

4e arrdt

VUE UNIQUE
75 m² de CHARME. Direct pptaire. Vendredi, samedi 12/15 h. 54, r. des Archives

5e arrdt

PRIX INTÉRESSANT
Mº Gobelins. Imm. réc. Cft. 3 P., cuis., bains,. Parking. 79, RUE PASCAL, 5e étage. Samedi, dim. 14 à 17 h.

11e arrdt

PRIX INTÉRESSANT
Mº ST-AMBROISE
Imm. p. de t. 2e s/rue. 2 P., entrée, cuisine, bains, wc. Refait neuf. Voir pptaire. 8, RUE PASTEUR Samedi, dimanche 14 à 17 h.

15e arrdt

Pte Versailles. appt 5 P., 110 m², 2 caves, park. ét. élevé, asc. 2 750 000 F. Vercingétorix. 43-20-32-24

PRIX INTÉRESSANT
Mº Javel. Imm. réc., tt cft. Liv. 3 P., cuis., 2 bns, 100 m². Bien décoré. Loggia. Park. 16, r. Baland. Sam. 10-13 h. Dimanche de 14 h à 17 h.

Mº BOUCICAUT. Imm récent, tt cft, 5e ét. Park. 4 P., ent., cuis., bns. Balc. 57, rue de la Convention Samedi, dimanche 14/17 h.

16e arrdt

ATELIER EN DUPLEX
Mº JASMIN, 160 m² + terrasse. Atelier, 3 chb., 2 bns dép. Charme. 8, Villa Michel-Ange. (Pr. angle, 81, r. La Fontaine) Vend., samedi 13 h à 16 h 30.

20e

Particulier vend dans imm. pierre de taille, appart. F-3. Premier étage, tout confort. Proximité métro Pelleport. Tous commerces. Prix : 1 100 000 francs. Tél. : 43-60-82-44 apr. 19 h. Agences s'abstenir.

92 Hauts-de-Seine

BOURG-LA-REINE
plein centre, 130 m². Bel imm. Standing dont studio, bains séparable. 2 600 000 F. 46-61-80-25

locations non meublées demandes

Paris

Collaborateur permanent journal rech. 2/3 P. Paris, proche banlieue Ouest. Revenus annuels 180 KF. Aval possible. Tél. : 45-79-05-74

Collaborateur « Le Monde » recherche pour un de ses enfants un studio-kitchenette Paris ou proche banlieue. 1 700 F maximum. Tél. : 89-33-46-08 après 18 heures.

hôtels particuliers

NOGENT BOIS
TRIPLE RÉCEPT. 3 CHRES 2 BNS. DRESSING. CUIS. ÉQ. JARD. 250 m². GAR. 200 m². TOUT NEUF 4 900 000 F. SAMEDI DE 14 H A 17 H. 74, BD GAMBETTA.

maisons individuelles

MAROLLES-EN-BRIE
SEINE-ET-MARNE
Villa 7 P. sur 900 m² terrain, terrasse 200 m². R.C. : séj. dble cathédrale, cheminée, 2 chbres, s.d.bns, cuis. équipée, wc, buanderie. 1er ét. : 2 chbres, s.d.bns, dressing. Garage 2 voitures, quartier résident., proche com., écoles, lycée, équip. sportifs, golf, tennis, centre équestre. Prix 1 600 000 F à débattre. Apr. 19 h : 45-98-12-78

PARTICULIER VEND FONTENAY-AUX-ROSES
près centre MAIS. MEULIÈRE CARACT. S/sol. Gar. R-d-ch. surélevé. Séj. dble cheminée, cuis. éq. Véranda sur 60 m². Terrasse av. jard., plein sud. Étg. : 3 chb., tt cft. 1 sal. de bains, 2 s. d'eau + studio de jardin. 3 100 000 F. T. 46-60-08-29, le soir.

10' RER Bourg-la-Reine Pav. 1981, très soigné, quartier résidentiel. Séjour 5 chambres, 3 bains. Cave. Garage 2 voitures. 2 950 000 F. 46-61-80-25

BOURG-LA-REINE
sur terrain 260 m² 3 P., cuis., bains, wc + 1 P. 25 m², chauffage gaz. 1 370 000 F. 46-61-80-25

terrains

COSTA-RICA GUANACASTE
5 très beaux terrains de 15 ha chacun, contigus sur hacienda avec vue panoramique sur la cordillère. Vendus par propriétaire. A 10 mn de Liberia 30 mn des plages (Pacifique) Nous nous chargeons des permis de construire et de l'administration. Pour plus d'informations Tél. : (19) 49-41-54-48-12 Fax : (19) 49-41-54-22-17

pavillons

STE-GENEVIÈVE-DES-BOIS
Pav. 6 P. 110 m² + dble gge. De pl.-pied av. 4 chb. séj. dble. chem., cuis. et s.d.bs équipées. Cchff. fuel. Entièrement rénové. Expo sud. Jardin arboré. Proche écoles, commerces. 1 200 000 F. 60-15-23-34 URGENT.

BOIS-D'ARCY
Construction individuelle, séjour, chem., cuis. équipée, 4 chbres, bains, s. d'eau. Sous-sol 100 m², plein-pied cse mutation. 1 700 000 FNR. I.N. : 30-45-29-09.

COMBS-LA-VILLE
VENDS PAVILLON BRIQUE (moyen, un côté) comprenant : entrée, cuisine, double séjour, w.-c., lav., rang., terrasse avec véranda. Etage : 3 chambres, placards, salle de bains, w.-c., gar. (2 voit.), atelier, jardin clos. 300 mètres carrés PRIX : 770 000 F. TÉL. : 60-60-17-33.

bureaux bureaux

Ventes

PARIS XVIIe
500 m² + 10 PKGS
15 000 000 F
MB 45-02-13-43

Locations

DOMICILIATION
BURX - FAX - TS SERVICES
A.F.I. Paris. 48-74-69-41

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
Constitution de sociétés et tous services 43-55-17-50

GROUPE ASPAC
1er RÉSEAU NATIONAL DE CENTRE D'AFFAIRES
propose bureaux équipés et salles de réunions, domiciliations, SIÈGES SOCIAUX, démarches, formalités et CRÉATION immédiate de ttes entreprises, fax, permanence téléph., secrét. TTX, imprimerie et services personnalisés.
ETOILE 16e 47-23-61-61
GRENELLE 15e 47-23-67-58
ST-LAZARE 8e 42-93-50-54
LA FAYETTE 9e 47-23-61-61
BOULOGNE 92 48-20-22-25
VERSAILLES 78 30-21-49-49
+ 25 centres en France.
Prix compét. délais rapides. Depuis 1978 à votre service. Infos Minitel 3616 ASPAC.

DOMICILIATION
BUREAUX, TÉLÉCOPIE, TÉLEX
AGECO 42-94-95-28

Le Monde IMMOBILIER

Chaque semaine dans *le Monde* radio télévision une sélection de programmes immobiliers en résidence principale et de loisir en vente ou en location.

Renseignements : 45-55-91-82 poste 41 38

AGENDA IMMOBILIER

L'AGENDA

Antiquités

Partic. vend Collection Art de Chine et du Japon JADES IMPORTANTS CORAIL - TURQUOISES STATUETTES - IVOIRES Écr. : MG, 22, rue Drouot 75009 Paris, qui transm.

Cadeaux

EUGÈNE BOISERIE
CADEAUX D'AUTREFOIS
Artisanat français fait main. Décoration. Encadrement. Tableaux. Gravures. 32, rue Vignon, Paris 9e Tél. : 47-42-43-71

Canapé

L'ENTREPOT DU CANAPÉ
Les 23 et 24 NOVEMBRE vente exceptionnelle de canapés et fauteuils. Nombrx modèles en cuir et tissu. Par exemple : canapé 3 places entièrement déhoussable : 2 490 F. Canapé 3 places cuir pleine fleur aniline : 9 900 F au lieu de 17 450 F. Venez vite pour avoir le choix, tous les modèles sont disponibles. Entrepôt du Canapé. 26, rue des Sept-Arpents Le Pré-Saint-Gervais Tél. : 48-44-83-81 Ouvert de 10 h à 19 h.

Cours

Professeur de piano de l'Académie nationale de musique de Lituanie, 1er prix du Conservatoire Tchaïkovsky de Moscou, lauréat du Concours international d'orgue Franz-Liszt de Budapest, donne cours et leçons particulières de piano et d'orgue, niveau professionnel. EDOUARD OGANESSIAN. T. (1) 42-51-14-59

Ordinateurs

Vend ATARI 520 STF + Moniteur coul. + imprimante + 13 jeux + 30 disquet. vierges. + 3 joysticks + G.F.A. Basc. Px 4 000 F. T. 48-55-64-00.

automobiles

ventes

de 8 à 11 CV

Collaborateur Citroën vend XM Diesel Turbo 12 10 000 km. Mai 1990. Blanc beige. Tatouage. Pré-équipement radio. 155 000 F. Tél. bur. : 47-48-55-64 Tél. (le soir) : 45-06-62-62

ASSOCIATIONS

Appel

L'AUMISME
Un nouvel espoir pour une ère de Paix, d'Unité de Fraternité Conférence vidéo vendredi 30 nov. à 20 h Salle Martin-Luther-King, 32, rue Olivier-Noyer 14e. Métro Pernéty ou Alésia.

Conférence

Si l'art vous intéresse l'association PALETTE vous propose des conférences et des visites-conférences. Pour tous renseignements appelez le 42-71-52-87 ou le 45-54-28-88.

Session et stage

PROFESSEUR DE YOGA
Formation avec diplôme du 6-1 au 3-2 en Inde du 3-2 au 3-3 aux Bahamas. Centre de Yoga Sivananda, 123, bd de Sébastopol, 75002 Paris. Tél. : 40-26-77-49.

YOGA
Toujours en forme ! Stages pour débutants 29-11 – 13-12 à 20 h et 1-12 9-12 à 16 h : postures-respiration-relaxation. Centre de Yoga Sivananda. 123 bd de Sébastopol, 2e Tél. : 40-26-77-49.

- Prix de la ligne 47 F TTC (25 signes, lettres ou espaces).
- Joindre une photocopie de déclaration au *J.O.*
- Chèque libellé à l'ordre du *Monde Publicité*, adressé au plus tard le mercredi avant 11 heures pour parution du vendredi daté samedi au *Monde Publicité*, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

La rubrique Association paraît tous les vendredis, sous le titre Agenda, dans les pages annonces classées.

Le Monde des Cadres

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Avec l'arrivée au pouvoir du Parti national

La politique de déréglementation va continuer en Nouvelle-Zélande

Les travaillistes néo-zélandais ont été battus, le 27 octobre dernier, par le Parti national de M. Jim Bolger. Après une expérience originale de « libéral-travaillisme » à faire pâlir le modèle thatchérien, la droite revient pour achever l'œuvre de déréglementation entreprise par la gauche.

WELLINGTON

de notre envoyé spécial

Ce jour-là, le haut fonctionnaire du ministère du commerce extérieur pianotait fébrilement sur sa console informatique à la recherche de deux informations : le dernier score de la tournée française des All Blacks et l'état d'avancement des discussions du GATT. La première nouvelle lui arracha un sourire béat mais la seconde le plongea dans un vif dépit. *« Le GATT est fondamental pour la Nouvelle-Zélande, c'est un forum international qui peut nous permettre de redresser notre économie*, dit-il d'un air désolé. *Si on échoue à imposer le démantèlement du protectionnisme agricole, cela ne voudra plus rien dire pour nous. »*

C'est peu dire que Wellington craint le pire quelques jours avant le dernier rendez-vous de l'Uruguay round, prévu en décembre à Bruxelles. Les pourparlers du GATT cristallisent ici un patriotisme inquiet, voire offensé, un peu comme les investissements japonais en Australie ou l'écu au Royaume-Uni. Comment pourrait-il en être autrement dans un pays frappé de langueur économique et dont la production agropastorale alimente les trois quarts des exportations ?

Thérapie anti-protectionniste

La Nouvelle-Zélande jouera son va-tout à Bruxelles, où elle soutiendra, en sa qualité d'animatrice avec l'Australie du groupe de Cairns, des mesures de type chirurgical, comme le démantèlement sur dix ans de 90 % des subventions aux exportations agricoles. Pour le nouveau premier ministre conservateur Jim Bolger, ce sera le baptême du feu.

Objecterait-on la portée *« radicale »* pour les Européens d'une telle thérapie anti-protectionniste ? Les Néo-Zélandais rétorquent aussitôt, *à juste titre d'ailleurs*, qu'ils se sont eux-mêmes administré un traitement de choc non moins *« radical »*. Arrivé au pouvoir en 1984, le Labour Party s'est en effet livré à un systématique travail de démolition des divers monopoles et forteresses au point d'avoir transformé en laboratoire des recettes monétaristes l'économie la plus réglementée de l'OCDE (les Néo-Zélandais disaient par autodérision : *« l'économie la plus étatisée du monde après l'Albanie »*).

L'agriculture fut le premier champ de manœuvres : les subventions aux exportations furent supprimées tandis que les licences d'importation n'étaient plus requises et que les barrières douanières étaient graduellement démantelées. Simultanément, le ministre des finances et « gourou » ultra-libéral de l'époque, M. Roger Douglas, durcissait la politique monétaire afin de juguler une inflation de l'ordre de 13 %. Endettée, victime d'un dollar dopé par la flambée des taux d'intérêt, la campagne néo-zélandaise entrait en crise. *« Nous avons travaillé très dur »*, dit-on aujourd'hui pudiquement au ministère du commerce extérieur. D'où l'amertume vis-à-vis des atermoiements du GATT.

Le coup de grâce des privatisations

Encore ne s'agit-il là que d'un simple volet du dispositif de réformes appliquées à la hussarde par M. Douglas, dont les remèdes énergiques entrèrent dans l'histoire sous le label de *« Rogernomics »*. Le marché financier fut déréglementé, avec la décision de faire flotter le dollar néo-zélandais, de lever le contrôle des changes et d'autoriser l'installation de banques étrangères. Ici aussi, les *golden boys* connurent leur heure de gloire : le nombre d'opérateurs sur le marché triplait avant le krach de 1987.

Après s'être comparée à l'Albanie, la Nouvelle-Zélande se réfère désormais aux ... dragons asiatiques. *« Nous avons aujourd'hui le marché financier le plus déréglementé au monde après Hongkong »*, précise Allan Bollard, directeur de l'Institut de Nouvelle-Zélande de recherche économique.

M. Douglas pointa ensuite son scalpel vers le magma fiscal. Il abaissa le taux d'imposition sur le revenu de 66 % à 33 % pour la tranche supérieure (*top marginal rate*), les autres revenus étant imposés à un taux « standard » de 24 %, tandis que le taux de TVA était relevé de 10 % à 12,5 %. Mais ce fut surtout l'épisode des privatisations qui porta le coup de grâce à une orthodoxie travailliste déjà fort mal en point. Sans états d'âme particuliers, le gouvernement vendit pour 10 milliards de dollars néo-zélandais (31 milliards de francs) d'actifs de l'Etat.

Les Australiens, les Américains et les Japonais firent ainsi une entrée en force dans les anciens bastions du secteur public : Shipping Corp, New Zealand Steel, Postbank, Telecoms, Air New Zealand, etc. Des privés néo-zélandais, tels Fletcher Challenge Ltd ou Brierley Investments, profitèrent également de l'aubaine pour asseoir leurs positions dans les transports aériens, les banques et la pétrochimie.

Avant la défaite des travaillistes, fin octobre, d'autres cessions étaient envisagées : les trois aéroports internationaux du pays (Auckland, Wellington, Christchurch), les chemins de fer (NZ Rail) et l'électricité (Electricorp). Dans un pays fortement tenté par l'isolationnisme, ce climat de vente aux enchères du *« patrimoine national »* fit grincer bien des dents. *« Heureusement que les revendications foncières des Maoris ont gelé d'autres opérations, comme la privatisation des charbonnages »*, se console un ancien électeur du Labour.

Mais si l'opinion publique s'est raidie sur le tard, la vérité oblige à dire que M. Douglas n'a guère rencontré de résistances entre 1984 et 1988. Des signes encourageants plaidaient d'ailleurs dans le sens des *« Rogernomics »* : la productivité du travail fit un bond de 18 % dans l'industrie de 1986 à 1989. Les tarifs de téléphone fléchissaient de 20 % et le coût du fret dans les transports ferroviaires chutait de [illegible], ce qui permettait de contenir l'inflation à un taux de 5 %. De telles audaces soulevaient l'admiration des experts de l'OCDE qui, dans un rapport sur la Nouvelle-Zélande publié en avril 1989, qualifiaient ces résultats de *« remarquables »*.

Consensus autour des réformes

Stoïques, les Néo-Zélandais se déclaraient prêts à en payer le prix. *« Il y avait un consensus autour de ces réformes radicales parce que tout le monde avait conscience que notre économie était trop réglementée*, explique M. Bob Edlin, journaliste-éditorialiste à Wellington. *On faisait confiance au gouvernement lorsqu'il déclarait qu'après les réformes économiques il s'attaquerait aux réformes sociales. Mais après le krach d'octobre 1987, le social n'était toujours pas à l'ordre du jour. »*

L'« octobre noir » de 1987 marque en effet un tournant. Après l'effondrement spectaculaire de la Bourse (– 57 %), la Nouvelle-Zélande s'enlise dans la récession et ne connaîtra pas le rebond des autres économies de l'OCDE. Insensibles aux bons points délivrés par les experts étrangers, les Néo-Zélandais retiennent surtout que leur endettement extérieur plafonne à des niveaux sud-américains (70 % du PIB) et que le chômage s'aggrave. *« Le déclin de l'emploi dans l'industrie et l'agriculture était déjà très sensible mais le boom des activités financières avant le krach l'avait camouflé*, dit M. David Ward, économiste à l'Australia-New Zealand (ANZ) Bank. *L'heure de vérité fut d'autant plus mal ressentie que le pays a toujours connu le plein emploi. Sachez que dans les années 60 le nombre de chômeurs n'était que de trois ! »* Il est aujourd'hui de deux cent mille, soit près de 8 % de la population active.

A tout prendre, les Néo-Zélandais délaissèrent alors le libéral-travaillisme pour se tourner vers le Parti national de M. Jim Bolger qui poursuivra l'œuvre de dérégulation en cours tout en l'étendant à un secteur jusque-là épargné : le marché du travail. Il devrait notamment abolir le syndicalisme obligatoire et décentraliser au niveau de chaque entreprise les négociations salariales. Durant la campagne électorale, les amis de M. Bolger ne se sont pas privés de dénoncer l'héritage travailliste. Reste qu'ils sont secrètement satisfaits d'avoir laissé leurs prédécesseurs porter les premiers le fer dans la plaie.

FRÉDÉRIC BOBIN

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Baisse des résultats de 18 % en 1990

Thomson-CSF annonce un plan d'adaptation

M. Alain Gomez, président de Thomson-CSF, a annoncé jeudi 22 novembre que les résultats de son groupe devraient en 1990 diminuer de 18 % par rapport à 1989 et être de 2,16 milliards de francs au lieu de 2,6 milliards. Conformément à ce que la firme indiquait lors de l'annonce de ses résultats semestriels (*le Monde* du 28 septembre), ce résultat représente 6 % du chiffre d'affaires du groupe (36 milliards de francs).

Thomson-CSF, a expliqué M. Gomez, est arrivé en cette fin d'année à *« un nouveau point d'étape »*. Aussi, dans le scénario pessimiste retenu par le président du numéro deux mondial de l'électronique de défense – il prévoit une chute de l'activité de 20 % dans les trois prochaines années – le groupe doit-il préparer une *« reconfiguration »* de sa taille pour s'adapter à un chiffre d'affaires en baisse en francs constants (de l'ordre de 30 milliards de francs constants en 1993) tout en accroissant ses résultats. Les conséquences de cette analyse seront présentées dans les semaines à venir au personnel.

M. Gomez a aussi annoncé que sa filiale à 50 %, SGS-Thomson Microelectronics, devrait afficher *« une chute brutale de son résultat au second semestre »*, en raison de la baisse du dollar et de la concurrence japonaise qui entraîne une lutte des prix féroce. Comme tant d'autres de ses concurrents européens (Siemens, Philips), SGS-Thomson virera donc au rouge en 1990 et 1991. M. Gomez a enfin confirmé (*le Monde* du 23 octobre) que les discussions avec Siemens sont *« actuellement suspendues »* en raison de cette dégradation de marché.

F. V.

Renault veut assembler 40 000 véhicules par an en Iran

Renault relance ses activités iraniennes. Le constructeur automobile français vient en effet de signer une lettre d'intention avec la Saipa, société iranienne de production automobile, pour assembler 40 000 véhicules par an dans la banlieue de Téhéran. Selon le communiqué publié par Renault jeudi 22 novembre, la Saipa devrait installer une nouvelle ligne de montage pour assembler localement 20 000 Renault 21, production qui pourrait être portée à 50 000 véhicules à partir de 1995.

Par ailleurs, les deux partenaires poursuivraient l'assemblage de Renault 5 (plus de 110 000 véhicules ont déjà été montés depuis 1975) au rythme accru de 20 000 voitures par an.

□ **Rectificatif.** – Les montants annuels collectés par le PMU ne sont pas de 34 millions de francs, *comme nous l'avons indiqué par erreur* (*le Monde* du 23 novembre), mais bien de 34 milliards de francs.

SOCIAL

Le 44e congrès de la CFTC à Lille

M. Soisson plaide pour une accélération de la construction de l'Europe sociale

LILLE

de notre envoyé spécial

M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, a plaidé, jeudi 22 novembre à Lille, devant le 44e congrès confédéral de la CFTC, pour une accélération de la construction de l'Europe sociale. Il a souhaité un recours élargi à une majorité qualifiée pour l'adoption de textes relatifs au domaine social (qui nécessitent, pour l'essentiel, l'unanimité des pays membres). Le gouvernement français déposera des propositions dans ce sens le 26 novembre prochain, lors de la réunion des ministres du travail de la Communauté, a-t-il indiqué.

Si M. Soisson n'a pas fait allusion à la démission du premier ministre britannique, M. François Staedelin, nouveau président du Comité économique et social européen, a affirmé, pour sa part, que, *« désormais, les adversaires de l'Europe sociale ne pourront plus se cacher derrière la photo de Mme Thatcher »*.

D'autre part, M. Soisson a précisé qu'une *« vaste concertation »* entre le gouvernement et les partenaires sociaux sera organisée avant la fin de l'année, pour définir de nouvelles formes de représentation du personnel dans les PME. Ces contacts précéderont l'examen d'un projet de loi, lors de la session parlementaire de printemps, qui pourrait reprendre les propositions du rapport Bélier. Celui-ci préconise la constitution d'organismes représentatifs en dehors de l'entreprise, dès lors que celle-ci ne serait pas dotée de délégués du personnel (à partir de dix salariés) ou d'un comité d'entreprise (à partir de cinquante salariés) .

JEAN-MICHEL NORMAND

DISTRIBUTION

Après sa rencontre avec M. Harlem Désir

M. Leclerc maintient ses magasins à Argenteuil et aux Mureaux

M. Michel-Edouard Leclerc, coprésident du groupe de distribution, a annoncé jeudi 22 novembre, que deux des douze magasins de banlieue victimes de *« casseurs »*, dont la fermeture avait été annoncée, seraient maintenus : ceux d'Argenteuil (Val d'Oise) et des Mureaux (Yvelines).

M. Michel-Edouard Leclerc, qui a reçu jeudi 22 novembre M. Harlem Désir, président de SOS Racisme, inquiet de l'annonce de la fermeture des magasins dans les banlieues, a déclaré n'avoir aucune *« intention de quitter les banlieues où se trouvent les trois quarts de ses centres »*. Il a ajouté qu'il était prêt à discuter avec SOS Racisme pour résoudre les problèmes de violence dont sont victimes les magasins.

Léger tassement des embauches au deuxième trimestre

Les embauches se sont légèrement ralenties, au deuxième trimestre, dans les entreprises industrielles et commerciales employant plus de cinquante salariés, selon les résultats des dernières statistiques diffusées par le ministère du travail et consacrées aux mouvements de main-d'œuvre. En dépit d'un solde positif de 80 000 emplois supplémentaires (sur 880 000 embauches), le nombre des entrées s'est élevé à 7,8 % des effectifs en données corrigées des variations saisonnières, en recul par rapport au premier trimestre (8 %) et au deuxième trimestre 1989 (8,5 %). Si avec 2,2 % des effectifs, le nombre d'entrées sur contrat à durée indéterminée est resté stable depuis le début de l'année, le volume d'embauches sur contrat à durée déterminée a continué de diminuer, représentant 5,1 % des effectifs au deuxième trimestre contre 5,5 % au dernier trimestre 1989.

AGRICULTURE

M. Mermaz comprend les réactions syndicales sur la hausse du revenu agricole

Le ministre de l'agriculture, M. Louis Mermaz, a affirmé le *jeudi 22 novembre qu'il « comprenait parfaitement les réactions des syndicats agricoles »* lorsque ceux-ci estiment que les chiffres publiés par la Commission des comptes de l'agriculture et annonçant que le revenu brut des agriculteurs aura augmenté en moyenne de 5,1 % en 1990 (*le Monde* du 21 novembre) ne reflètent pas la réalité.

« Les chiffres, lancés sans habillage, font l'effet de torpilles », a déclaré le ministre, en annonçant son intention d'entamer avec le ministère des finances des conversations pour adopter des critères de calcul du revenu agricole différents. Sans mettre en cause le travail des statisticiens, M. Mermaz a souligné que cette notion de revenu moyen cachait de grandes disparités.

□ **Le groupe Pelège achète la société de design Carré noir** – Le groupe immobilier Pelège, à travers sa filiale Haussmann Communication, vient d'acquérir (en association avec la Compagnie financière Rothschild) 75 % d'une des principales sociétés de design françaises, Carré noir. Avec une centaine de personnes et 63 millions de francs de chiffre d'affaires, Carré noir conçoit des logos de sociétés (Rodier, NRJ, UTA lui doivent le leur) et des architectures intérieures (Auchan, Mégastore, etc.).

ÉCONOMIE

SOCIAL

Des Japonais qui meurent au travail

Au Japon, les salariés travaillent trop. Les morts soudaines liées à l'excès de travail augmentent, et les cadres sont désormais touchés

TOKYO

de notre correspondant

Pour la mémoire de son mari, Mme Sachiko Ishii a décidé de se faire entendre. Et sans doute beaucoup de Japonaises lui en sauront gré. Elle vient de déposer une demande d'indemnisation auprès du bureau de l'inspection du travail de la mairie de son arrondissement de Tokyo, invoquant la loi sur les accidents du travail : son mari, âgé de quarante-six ans, est mort en juillet dernier d'une défaillance cardiaque dans un hôtel de Nagoya, et elle estime, non sans raison apparemment, que son décès est dû à un excès de travail.

Au cours des dix mois qui ont précédé sa mort, M. Ishii avait effectué huit voyages à Moscou et avait été absent au total cent trois jours de chez lui. A la veille de sa mort, il était physiquement et nerveusement harassé. Son employeur, la maison de commerce Mitsui and Co., a implicitement reconnu que le décès de son cadre de la division des équipements industriels n'était pas sans relation avec un excès de fatigue puisqu'elle a déjà versé à la famille, à titre d'indemnisation, 30 millions de yens.

L'action de Mme Ishii est la première démarche entreprise par un parent demandant réparation pour excès de travail ayant entraîné la mort. Quelle que soit la suite qui lui sera donnée, elle est significative d'une triste réalité. Les Japonais ont la réputation de travailler beaucoup, « trop » selon les critères occidentaux. Certains, à la lettre, se tuent à la tâche.

Karoshi (une mort par excès de travail) et *pokkuri byo* (une mort soudaine) sont des expressions que l'on retrouve fréquemment dans la presse. Autrefois « réservées » aux travailleurs de force, ces mort d'épuisement, souligne l'*Asahi* dans son éditorial du 17 novembre, touchent désormais le monde des cadres.

« Les soldats de l'entreprise »

« Le courrier des lecteurs » des journaux reproduit d'autre part régulièrement des lettres de femmes qui se plaignent de la vie exténuante que mènent leurs maris, ceux que l'on appelle les *« soldats de l'entreprise »* (*kigyo heishi*), et espèrent que leurs enfants y échapperont.

Au cours des vingt dernières années, les morts soudaines de salariés fauchés en pleine force de l'âge (entre quarante et cinquante ans), dans un pays où l'espérance de vie des hommes est de soixante-dix-neuf ans, a considérablement augmenté. Si elles étaient une dizaine en 1969, elles se chiffraient à plus de six cents au cours de l'année dernière, selon les estimations d'un groupe d'avocats qui ont créé un service de conseil pour les familles dont l'un des membres présente des signes inquiétants. Depuis trois ans, le ministère du travail a d'ailleurs étendu à une semaine la période prise en considération pour établir si un décès peut être attribué à une raison professionnelle. Au cours des deux dernières années, plusieurs personnalités du monde des affaires ont disparu aux alentours de la quarantaine, tels que le président de Fanuc, M. Nobuo Hanaoka, ou le président du groupe de presse Fuji-sankei, M. Haruo Shikanai.

Compétition et course à la promotion

Moins sans doute que cet amour pour le travail que les étrangers prêtent aux Japonais, ce sont les pressions exercées au sein d'entreprises, que le patronat français faut-il le rappeler, donnait il y a quelques années en modèle, qui sont à l'origine de ces morts par excès de travail. L'extrême compétition qui y règne, la course à la promotion (et le sacrifice de soi-même qui en est une des clés) conjuguées aux pressions psychologiques diverses (le travail supplémentaire qui retombe sur le collègue si on prend des congés) concourent à créer un état de tension constant. A ce zèle auquel on reconnaît un « bon » esprit s'ajoutent les heures supplémentaires destinées à arrondir les fins de mois dans le cas des salariés moyens.

La durée annuelle de travail reste au Japon supérieure de plus de trois cents heures à celle des pays occidentaux (2 150 heures contre 1 655 dans le cas de l'Allemagne). Une enquête du département des loisirs du géant de la publicité Dentsu montrait qu'en 1987 dans certaines entreprises on travaillait jusqu'à trois mille heures par an. Loin de diminuer la durée de travail tendrait plutôt à s'allonger (+ 0,3 % en 1988). Depuis l'année dernière cependant, une loi impose un week-end obligatoire deux fois par mois aux fonctionnaires, les banques ferment samedi et dimanche, et en moyenne les entreprises du secteur privé accordent un samedi libre une à deux fois par mois. Un rapport du comité consultatif sur la durée du travail auprès de l'agence de planification montre qu'un salarié sur deux travaille plus de quarante-neuf heures par semaine et un sur quatre plus de soixante heures. Le comité a proposé une réduction des compensations versées au titre des heures supplémentaires et des pénalités pour les entreprises dont les employés ne prendraient pas leurs vacances. Selon la centrale syndicale Rengo, en 1989 les Japonais travaillant dans le secteur privé ont pris sept jours de congés. Même si les sondages indiquent que les jeunes préfèrent gagner moins et avoir plus de temps libre, l'objectif du gouvernement, mille huit cents heures par an, paraît donc loin d'être atteint.

A la durée du travail s'ajoutent pour la majorité des salariés des trajets longs et pénibles. Dans certains cas, le chef de famille habite une pièce proche de son entreprise tandis que sa famille vit en grande banlieue en raison du prix des loyers excessivement élevé en ville.

Gaman (endurance) est le leitmotiv des réponses de salariés quand on leur demande pourquoi ils acceptent autant de contraintes. L'absence de choix plus encore que le respect de la vertu d'endurance est le lot de la plupart. Qu'en retirent-ils ? Une certaine satisfaction dans le travail. La jeune génération est moins « résistante » que la précédente, moins prête à se sacrifier. Un allégement des contraintes est l'un des facteurs qui poussent les jeunes salariés, ceux que l'on nomme la *« nouvelle race »* (*shinjinrui*), à changer de travail fréquemment – ce qui n'était pas le cas de leurs aînés.

Un film sorti l'année dernière témoigne de ce « ras-le-bol » des contraintes et des pressions de toutes sortes qui *s'exercent sur* les individus : *Bakayaro Part II*, de Yoshimitsu Morita. Film à sketches, inégal, sardonique, il montre des situations intolérables qui finissent toujours par une scène où le héros lance à un patron tortionnaire, à un client irascible, à un amant impossible, ou à des parents abusifs un *« bakayaro »* : *« c... »*. Une réaction qui n'est plus du seul domaine de la fiction et témoigne que chez les jeunes la persévérance a des limites.

PHILIPPE PONS

□ **Reprise du travail des mineurs lorrains.** – Les 14 800 mineurs des Houillères du bassin de Lorraine (HBL) ont repris, sans incident, le travail, jeudi soir 22 novembre à Freyming-Merlebach (*Moselle*), au terme de la journée d'action organisée par leur intersyndicale CGT, CFDT, CFTC, FO et SAHBL (autonomes). Les barrages routiers qui paralysaient l'est du département ont été levés en début d'après-midi tandis que la circulation ferroviaire est redevenue normale dans la soirée. Si aucun des quatre puits n'a fonctionné durant la journée, seuls 1 300 mineurs ont manifesté leur mécontentement contre *« la liquidation des HBL »*. (*le Monde* du 23 novembre).

CONSOMMATION

Les écologistes suisses contre McDonald's

BERNE

de notre correspondant

Le géant de la restauration rapide McDonald's qui, au début d'octobre, consacrait son implantation en Suisse par la cotation de ses actions en Bourse de Bâle, Genève et Zurich, s'est subitement heurté à un vent de fronde dans le pays.

Celui-ci est parti de Schaffhouse, où McDonald's envisage d'ouvrir, l'an prochain, son dix-septième point de vente helvétique : la société a dû affronter l'hostilité... d'une quinzaine d'adolescents *« pour des raisons d'abord écologiques »*, parce qu'elle utilise des emballages jetables au lieu d'assiettes.

Les jeunes écologistes ont réussi à sensibiliser une partie de l'opinion et à s'assurer le soutien de quelques députés ; ils viennent de réunir 1 356 signatures pour demander, en vertu du droit *« d'initiative populaire »*, une modification de la loi cantonale conditionnant l'octroi d'une patente à un restaurant à l'emploi de vaisselle réutilisable.

L'exemple de Schaffhouse a fait des émules dans le canton de Saint-Gall, où un député écologiste vient de déposer une motion analogue au parlement local. A Lausanne, la récente ouverture d'un McDo drive-in a provoqué dans la presse des récriminations des lecteurs inquiets de voir s'amonceler les emballages perdus.

« McDonald's prend l'environnement au sérieux », ont rétorqué les responsables de la multinationale du hamburger, inquiets de voir son expansion – un nouveau point de vente toutes les dix-sept heures à travers le monde – entravée pour la première fois. *« Nos déchets sont visibles mais nous n'en produisons pas davantage et nous n'utilisons ni eau, ni détergent, ni énergie pour laver la vaisselle »*, ont-ils répliqué... sur papier recyclé, promettant de n'utiliser désormais que celui-ci.

JEAN-CLAUDE BUHRER



ÉCHECS

CHAMPIONNAT DU MONDE
NEW-YORK-LYON 1990

Reprise de la rencontre entre Kasparov et Karpov

La fièvre discrète de Lyon

Après les douze premières parties jouées à New-York du lundi 8 octobre au mercredi 7 novembre, le championnat du monde d'échecs, qui oppose Garry Kasparov, tenant du titre, à Anatoli Karpov, reprend à Lyon. La cérémonie d'ouverture devait se dérouler vendredi 23 novembre au Palais des congrès en présence de M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, de son homologue soviétique, M. Koslovsky, et de M. Michel Noir, maire de la ville. Samedi, à 17 heures, commencera la treizième partie (Karpov ayant les Blancs). Les deux joueurs sont actuellement à égalité (6-6). Il reste douze parties à jouer, le vainqueur étant celui qui atteint le premier le score de 12,5, mais le règlement stipule qu'en cas d'égalité finale (12-12) le champion du monde conserve son titre.

LYON

de notre envoyé spécial

Si Lyon a la fièvre des échecs, la ville s'applique, comme en toute chose, à n'en rien laisser paraître. Réserve de rigueur ou de circonstance. A quelques heures de la reprise du championnat du monde entre le tenant du titre, Garry Kasparov, et son challenger, Anatoli Karpov, il n'y avait quasiment aucun signe extérieur du choc prochain des deux «monstres», ni affiche ni oriflamme comme il est d'usage pour informer la population. Peut-être a-t-on ici la tête ailleurs, aux «ripoux» ou aux «banlieues cocktail Molotov». Depuis l'arrivée des deux K à l'aéroport de Satolas par un lundi 12 novembre humide, ils n'ont déclenché aucun mouvement de curiosité, aucune hystérie de groupies. Ils ont joué au tennis au TCL (Kasparov) ou au Métropole (Karpov), ils ont fait leurs courses dans les magasins, ils ont participé à différentes opérations de promotion sans mettre sur les dents les services de sécurité. Jeudi, trois jours avant la reprise officielle des parties, seuls un dais noir et un tapis rouge pouvaient signaler leur présence dans une bijouterie de la rue de la République. Les photographes, venus spécialement de Paris pour saisir leur molle poignée de main, étaient les seuls que l'événement excitait. Mais aucun dispositif policier exceptionnel ne semblait avoir été mis en place pour protéger le joaillier, qui révélait pour la premier fois le trophée promis au vainqueur, deux K tête-bêche, en or, bronze et diamants, d'une valeur estimée à 1 million de dollars (5 millions de francs environ).

Lyon sait être discrète. Elle feignait donc de ne pas connaître les retraites des deux champions. Mais elle n'ignorait pas que Garry Kasparov et son entourage s'étaient établis dans une ancienne demeure de la fondation Mérieux récemment acquise par le promoteur immobilier Giorgi, que cette résidence était boulevard des Belges et qu'elle permettait au champion du monde de sortir discrètement dans le parc de la Tête-d'or pour faire son jogging quotidien.

Quant à Anatoli Karpov et à quelques-uns de ses proches (les autres étant logés à l'hôtel), on pouvait les trouver dans une villa isolée de la Croix-Rousse. De là, l'ancien champion du monde a une vue imprenable sur la ville et il bénéficie d'un calme absolu. Les coqs, dont le chant pouvait être susceptible de l'empêcher de dormir, ont été momentanément déménagés du poulailler. Lyon savait aussi que la société Giorgi avait mis gracieusement son hôtel particulier à la disposition de Kasparov et que le loyer de la villa de Karpov était de 100 000 francs pour six semaines, mais Lyon ne voulait pas faire état de ces détails.

Lyon est pourtant bonne comptable, et en particulier des deniers de ses contribuables. Elle dit ainsi que ce championnat du monde ne lui coûtera pas 1 sou, c'est-à-dire presque rien puisque la municipalité n'a pris à sa charge que les frais de «mise à disposition du Palais des congrès. Broutilles par comparaison avec les 10 millions de francs que coûtera la prise en charge du prochain départ du Tour de France cycliste. Mais cette aventure est pourtant une affaire d'argent puisqu'il a fallu mettre sur la table des négociations quelque 20 millions de francs. Et la conclusion de l'opération fut des plus délicates. Il fallut beaucoup de passions et de tractations pour la mener à son terme.

La passion, c'est d'abord celle de deux hommes, M. Michel Noir d'une part et M. Bachard Kouatly d'autre part. Le premier est maire de Lyon depuis mars 1989. Mais il est amateur d'échecs depuis beaucoup plus longtemps. Il a disputé des championnats de France open. Il a failli devenir président de la Fédération française d'échecs. Il a promu dans sa circonscription des expériences de jeu en milieu scolaire pour favoriser la réussite des enfants.

Mauvais procès bon arrangement

Le second, Bachard Kouatly, est de père syrien et de mère française. Il a appris les échecs à Beyrouth quand les premiers accrochages entre forces libanaises et palestiniennes contraignaient à rester enfermé. Il est devenu le plus jeune maître international, puis le premier grand maître français. Michel Noir et Bachard Kouatly se sont rencontrés lors de différentes compétitions. Ils ont évoqué la possibilité d'organiser un championnat du monde pour la première fois en France. L'élection de Michel Noir au poste de maire a permis au projet de se matérialiser.

Lyon entra alors dans la phase de tractations. La ville de Wellington, qui voulait organiser l'événement à l'occasion du cent cinquantième anniversaire de l'indépendance de la Nouvelle-Zélande, avait lancé sa candidature de longue date. Seattle et Toronto s'étaient aussi mises sur les rangs. Rude concurrence. Il fallut convaincre le président de la Fédération internationale (FIDE), le sieur Florencio Campomanès, que Lyon disposait de tous les attributs d'une bonne candidature. Les plus célèbres cuisiniers de la région mirent ainsi les petits plats dans les grands pour convaincre ce Philippin, fine gueule, des charmes locaux. Ils durent se montrer particulièrement talentueux car la Fédération internationale n'hésita pas : lors de son congrès de Porto-Rico, en août 1989, la FIDE confia l'organisation du championnat à la deuxième agglomération française plutôt qu'à la capitale de la Nouvelle-Zélande.

Lyon n'avait pas gagné pour autant. La Fédération internationale n'est pas la seule à avoir son mot à dire dans le choix du site des championnats. L'association des grands maîtres doit aussi se prononcer. Bachard Kouatly en est le vice-président. L'agrément n'en fut que facilité. La course d'obstacle n'était pourtant pas terminée : le champion du monde, qui ne manque aucune occasion de mettre en difficulté le président de la FIDE depuis l'interruption du championnat du monde de 1984, se déclara complètement hostile à la préfecture du Rhône.

Embarras de Michel Noir. Il se flattait d'être un ami du champion du monde : ils s'étaient rencontrés une première fois à Paris lors d'un passage de Kasparov, qui connaissait l'intérêt du ministre du commerce extérieur de l'époque pour les dissidents soviétiques ; ils avaient ensuite disputé une «simultanée» à Nice. La situation semblait d'autant plus inextricable que Kasparov, d'origine juive, paraissait aussi se défier de Bachard Kouatly, d'origine arabe. Il fallut des jours et des nuits de négociations et toute la finesse de l'avocat d'affaires international Samuel Pisar pour aplanir tous les différends.

En fait il s'agissait surtout de sauver la face des deux principaux protagonistes de cette querelle, Kasparov et Campomanès. Pour cela il fallait que le championnat soit coupé en deux. Il y avait précisément un candidat au partage. New-York avait en effet profité de tous ces atermoiements pour entrer en lice. Mais au lieu d'un champ de bataille francs contre dollars, c'est un terrain d'entente qui fut trouvé. Au bénéfice des organisateurs français et américains : ils pourraient ainsi partager les frais. Un bon arrangement après de mauvais procès. New-York aurait la première partie du championnat, Lyon, qui mettait en jeu le fameux trophée, la phase finale. Les «hostilités» commencèrent ainsi à New-York. Pendant ce temps Lyon mettait la dernière main à sa part de contrat. Ou plus précisément Chessly, une association régie par la loi de 1901 spécialement constituée pour la circonstance. Bachard Kouatly en est le délégué général. Il a pris pour assistante une jeune femme polyglotte, Marie-Laure Benoît, qui avait l'expérience de l'organisation de manifestations de ce type dans le monde entier. Elle dit travailler quinze heures par jour et s'autosurnomme «Mlle Fourre-tout». La régie a été confiée à l'ancien directeur technique du Centre national d'art dramatique de Reims, Gilles Carle. Il a veillé à l'insonorisation de l'auditorium du Palais des congrès, dont la norme acoustique a été descendue à 35 décibels. Il a également dû régler les problèmes d'éclairage, de sièges des joueurs, de table de jeu, d'écran géant, de moniteurs TV, de stands, de restaurant et de salle de presse. Plus de sept cents formulaires de demandes d'accréditation ont été distribués. Des stagiaires de l'Ecole française des attachées de presse courent d'un téléphone à l'autre.

Tout devait être parfaitement en place pour la revue de détail vendredi 23 novembre, la cérémonie officielle de réouverture. Les cadrages, qu'effectueront les six caméras pilotées par un réalisateur de TF1 pour les besoins de son résumé exclusif quotidien, avaient même été passés au crible. Le seul point noir paraissait être l'absence d'eau courante dans le salon de coiffure.

En tout cas, après un séjour new-yorkais assez éprouvant, les deux champions ne semblaient pas avoir de récriminations particulières à formuler. Karpov avait obtenu l'installation d'un four suffisamment grand pour nourrir les quinze personnes qui prennent leur repas avec lui. Il avait aussi toutes les liaisons téléphoniques qu'il souhaitait avec Moscou. Kasparov avait obtenu un chauffeur arménien. On lui avait aussi procuré des chaises dures supplémentaires. Tous les deux affirmaient être parfaitement bien entre Rhône et Saône pour recommencer à *«pousser les pièces sur l'échiquier»*.

Lyon s'étonnait d'ailleurs que les deux hommes, arrivés avec une réputation de *«fauves tueurs d'hommes»*, soient apparemment aussi débonnaires et faciles à vivre. Certains y voyaient le signe de l'extrême concentration des joueurs, d'autres la marque de la fatigue accumulée au cours des premières parties. Lyon n'en attendait pas moins une bataille de titans qui ne lui ferait pas regretter de s'exposer à la curiosité du monde pendant six semaines.

ALAIN GIRAUDO

COMMUNICATION

□ **L'Algérie annonce la reprise prochaine des livraisons de la presse française.** – Les messageries algériennes de presse (ENAMEP) ont annoncé mercredi 21 novembre que la distribution de la presse française reprendrait avant la fin de l'année en Algérie. L'ENAMEP précise qu'elle *«souhaite»* auparavant apurer ses dettes avec les NMPP françaises (*le Monde* du 21 novembre). L'ENAMEP estime devoir 11 millions de francs aux NMPP.

□ **L'agence photographique Sygma acquiert Kipa-France.** – Sygma SA vient d'acquérir l'une de ses concurrentes, l'agence photographique de presse Kipa-France, créée en 1971 par M. Annemiek Veldman. Cette opération devrait permettre à Sygma, reprise par le groupe Oros Communication en mars dernier, de consolider sa position dans le peloton de tête des agences photographiques travaillant pour les magazines. Sygma SA poursuit également son développement dans la production audiovisuelle.

MARCHÉS FINANCIERS

Afin de réduire son endettement

Cerus cède au Crédit lyonnais ses parts dans Arnault et associés

Clinvest, filiale du Crédit lyonnais, et Cerus sont parvenus à un accord jeudi 22 novembre pour la reprise par la banque des 19,7 % d'Arnault et associés détenus par le holding français de M. Carlo de Benedetti.

La transaction, réalisée au prix unitaire de 425 francs, est estimée à un peu plus de 500 millions de francs. Cette somme permet à Cerus d'alléger un peu sa dette estimée à 4,5 milliards de francs. La firme va poursuivre sa politique de réduction de son endettement en cédant ses autres intérêts non stratégiques comme notamment Yves Saint Laurent et la Société générale de Belgique. Quant à Clinvest, parallèlement à cette opération, elle a acquis en Bourse 1,5 % du capital d'Arnault et associés, portant *ainsi* sa part totale à un peu plus de 29 %.

La banque d'affaires du Crédit lyonnais renforce ainsi sa position de deuxième actionnaire dans ce holding contrôlé par la famille Arnault (67,06 %). Cette société est la première d'une structure en cascade pemettant à M. Bernard Arnault d'être, directement ou indirectement, l'actionnaire le plus important via la Financière Agache ou Jacques Rober, de sociétés comme le Bon Marché, Conforama, Christian Dior et LVMH, (Louis Vuitton-Moët Hennessy).

Marceau investissements renonce à Lectra systèmes

Marceau investissements renonce à Lectra systèmes. La société financière de M. Georges Pébereau vient d'annoncer qu'elle *« ne donnait pas suite »* à son offre de reprise de l'entreprise girondine Lectra, numéro deux mondial dans le secteur des robots de coupe au laser pour les industries textiles.

Le projet n'a pu aboutir *« faute d'avoir pu réunir au sein de la société les moyens en recherche-développement nécessaires au maintien de la compétitivité mondiale de ses produits »*, indique le communiqué de Marceau.

La cotation de Lectra systèmes à la Bourse de Bordeaux est suspendue depuis lundi 19 novembre, dans l'attente d'une augmentation de capital. La société était en effet au bord du *dépôt de bilan, avec 70 millions de* francs de pertes prévues en 1990 sur un chiffre d'affaires de 820 millions.

L'abandon de Marceau investissements, qui proposait d'injecter 80 millions de francs, laisse la Compagnie financière du scribe de M. André Harari, déjà actionnaire à plus de 10 % de Lectra, seule sur les rangs pour la reprise . Ces derniers jours, cette dernière solution semblait d'ailleurs avoir la préférence des actionnaires et des banquiers de Lectra.

La filiale française de la Banque Bruxelles Lambert vend ses succursales

Les lourdes pertes de France-BBL, ex-Banque Dreyfus et filiale française de la Banque Bruxelles Lambert (BBL), pèsent sur les résultats de la maison-mère et contraignent cette filiale à lancer un plan de redressement. M. Jean Varda, son PDG, ex-directeur général du CIC-Ile de France, a annoncé que les cinq succursales de la banque allaient être vendues et que la masse salariale serait réduite de 30 % par allégement de l'effectif (720 personnes). La maison-mère apportera 210 millions de francs à sa filiale, qui va abandonner toute activité commerciale classique pour se concentrer sur les métiers financiers : ingénierie bancaire et *financière pour les entreprises*, notamment dans le négoce, l'agro-alimentaire, la communication, l'immobilier et l'aéronautique; gestion patrimoniale et collective; intermédiation boursière, avec sa société de Bourse ALO (Auboyneau-Labouret-Ollivier)

NEW-YORK, 22 novembre

Clos

Tous les marchés financiers et commerciaux américains ont chômé, jeudi 22 novembre, en raison de la célébration du Thanksgiving Day.

Une Bourse à Pékin en 1991

Une Bourse devrait ouvrir ses portes à Pékin, l'année prochaine, compte tenu du fort intérêt manifesté par les investisseurs sur les autres marchés financiers chinois, a annoncé, jeudi 22 novembre, l'agence China News Service, basée à Hongkong. Des marchés boursiers existent déjà à Canton, et dans la zone économique spéciale de Shenzhen.

TOKYO, 23 novembre

Clos

Tous les marchés boursiers et financiers japonais ont chômé vendredi 23 novembre en raison de la célébration du Labour Thanksgiving Day.

NTT affecté par la chute du Kabuto-cho

Nippon Telegraph and Telephone (NTT), le géant japonais des télécommunications, a annoncé une baisse de 38,8 % de son bénéfice net semestriel due à *la chute de la Bourse* de Tokyo et à la concurrence régnant au Japon dans le secteur nouvellement déréglementé des télécommunications.

Son bénéfice net non consolidé ressort à 70 milliards de yens (2,5 milliards de francs). Son bénéfice d'exploitation est en recul de 23,7 % à 155 milliards de yens (5,5 milliards de francs). Sur la même période, le chiffre d'affaires a progressé de 3 % pour atteindre 2 900 milliards de yens (105 milliards de francs). Un an avant, il n'avait progressé que de 0,9 %, souligne NTT. La chute de la Bourse de Tokyo explique aussi le recul des profits. Le portefeuille boursier détenu par NTT *s'est ainsi réduit de 20,6 milliards* de yens (720 millions de francs) tandis que les charges d'exploitation ont crû de 4,8 %.

Pour l'ensemble de l'année fiscale qui se terminera en mars prochain, NTT table sur une baisse globale de 20 % de son bénéfice net à 221 milliards de yens (5 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires globalement stable à 5 981 milliards de yens (216 milliards de francs) contre 6 022 mil*liards de yens l'an dernier*. La firme, pariant sur la réussite de ses efforts de rentabilité, a toutefois révisé à la hausse sa prévision de résultat d'exploitation

PARIS, 23 novembre =

Hésitation

La tendance était à l'hésitation vendredi à la Bourse de Paris. La première séance du nouveau mois boursier avait débuté sur une hausse sensible (0,87 %) avant de retrouver des niveaux proches du point d'équilibre (0,10 %) en fin de matinée. Toutefois en début d'après-*midi, les gains affichés par l'indice* CAC-40 auparavent avaient complètement disparu. Le baromètre de la place repassait dans le rouge (- 0,06 %). Plus tard dans la journée, peu avant l'ouverture de la Bourse de New-York, les valeurs françaises affichaient de nouveau une très légère avance de 0,05 %.

Les intervenants n'ont pas réagi à la réduction de moitié du déficit commercial français en octobre (un peu plus de 5 milliards de francs) *pas plus qu'à la tendance à la baisse* des taux à long terme. Un peu partout dans le monde, et notamment en Europe et en France, cette détente observée depuis le début de la semaine va en s'amplifiant. Cette baisse n'est apparemment pas jugée *suffisante par les gestion*naires, qui attendent avant tout un desserrement des taux à court terme.

Dans ces conditions, sur le marché à règlement mensuel, les plus *fortes* hausses étaient emmenées par De Dietrich, Luchaire et les Nouvelles Galeries. L'action du groupe de distribution s'appréciait au lendemain de l'autorisation donnée par les pouvoirs publics français au groupe suédois Proventus de dépas*ser les 20 % dans le capital des* Nouvelles Galeries et d'aller jusqu'à 33 %. Mais cette firme n'est pas « opéable », le groupe de distribution étant contrôlé par un bloc familial.

LONDRES, 22 novembre =

Indécision

Le cours des valeurs a terminé la journée de jeudi sur une note *indécise au Stock Exchange. L'in*dice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en légère hausse de 1,6 point à 2 127,9 points après avoir gagné en séance jusqu'à 33,9 points, à l'annonce de la démission de Mme Margaret Thatcher. La nouvelle avait initialement rassuré les boursiers en mettant un terme aux incertitudes relatives à la crise du gouvernement. Mais les candidatures du secrétaire au Foreign Office, *M. Douglas Hurd, et du chancelier* de l'Echiquier, M. John Major, à la direction du Parti conservateur face à M. Heseltine ont relancé le jeu des spéculations sur l'élection du prochain premier ministre. L'annonce d'une légère aggravation du déficit de la balance des paiements courants britannique en octobre à 1,08 milliard de livres est passée au second plan.

FAITS ET RÉSULTATS

□ **Tuffier et Associés : ouverture d'une information judiciaire.** – Le *parquet* du tribunal de Paris a ouvert jeudi 22 novembre une nouvelle information judiciaire contre les responsables de la société de Bourse Tuffier et Associés pour manipulation de cours, délits d'initiés, publication de comptes non sincères, diffusion de fausses informations et distribution de dividendes. Selon le rapport de la Commission des Opérations de Bourse transmis récemment au parquet, Tuffier et *une de ses filiales auraient notam*ment manipulé au début de l'été les cours de l'action Tuffier, cotée au second marché, afin de permettre aux administrateurs de la société de vendre leurs titres dans de meilleures conditions. Le juge, Mme Radenne, est déjà saisi d'une information judiciaire concernant la société de Bourse Tuffier, en faillite. Ce dossier avait été ouvert le 27 septembre contre X. pour abus de confiance, escroquerie et abus de biens sociaux.

□ **FNAC : bénéfice net en hausse de 18,4 % en 1989/1990.** – Le groupe FNAC, filiale de la GMF, a enregistré un bénéfice net (part du groupe) de 96,7 millions de francs au cours de l'exercice *1989-1990* clos le 31 août, en progression de 18,4 % par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires hors taxes s'est établi à 6,6 milliards de francs, en progression de 18 %. Le dividende proposé à la prochaine assemblée générale sera de 20,50 francs par action, contre 17 francs l'année précédente.

□ **Luchaire SA change de dénomination.** – Luchaire, filiale d'Epéda Bertrand Faure (EBF), changera de dénomination pour devenir Bertrand Faure à l'issue de son assemblée générale qui se tiendra le 26 décembre prochain. Ce changement devrait s'accompagner d'un regroupement des activités de l'ensemble des sociétés du groupe dans le secteur des sièges automobiles, Bertrand Faure devenant le holding de tête de ce nouvel ensemble. Epéda Bertrand Faure, pour sa part, reprendra la participation de 87,5 % que Luchaire détenait dans Ratier-Figeac, et contrôlera ainsi les sociétés représentatives de ses quatre activités : Epéda SA et Mérinos pour la literie, Delsey pour les bagages, Ratier-Figeac pour l'aéronautique et Bertrand Faure pour les sièges automobiles.

□ **SmithKline Beecham : hausse de 30 % du bénéfice.** – Le groupe pharmaceutique anglo-américain SmithKline Beecham (SB) a dégagé un bénéfice imposable de 218 millions de livres pour le troisième trimestre, en hausse de 30 % sur *celui réalisé en 1989 à pareille épo*que (168 millions), qui prévoit une « forte performance » pour le dernier trimestre. Ce résultat, légèrement supérieur aux prévisions d'analystes, a été acquis sur un chiffre d'affaires en baisse de 15 % à 1,08 milliard de livres, réduit à la fois par des cessions d'actifs plus tôt dans l'année et les effets de la baisse du dollar.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le bénéfice imposable progresse de 8 % à 634 millions de livres contre 588 millions sur un chiffre d'affaires en hausse de 1 % à 3,59 milliards de livres.

□ **Dynaction : baisse de 40 % du résultat semestriel.** – Dynaction, fédération d'entreprises industrielles, a réalisé au premier semestre un bénéfice net (part du groupe) de 32 millions de francs, en très net recul (- 40 %) sur son niveau des six premiers mois de 1989 (53 millions). Sur l'ensemble de l'exercice, Dynaction laisse entendre une baisse de son résultat consolidé, qu'il avait estimé à 160 millions. Si les filiales (120 millions de résultat prévus) devraient tenir leurs objectifs, il *pourrait ne pas en être de même* pour la maison-mère (40 millions prévus), laisse entendre l'avis.

Dynaction avait dégagé en 1989 un bénéfice net (part du groupe) de 114 millions. Holding cotée sur le second marché, Dynaction chapeaute des sociétés de taille moyenne comme Cellier (machines à papier), Dynelec (équipements électriques), Mecadyne (mécanique), Dynaspring (société en redressement), notamment.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Arnault Associés	425	412 30	Idianova	132	132
Asystel	106	....	I.M.S.	900	899
B.A.C.	146	....	IN2	285	285
B.I.C.M.	850	840	I.P.B.M.	125	125
Boiron (Ly)	432	440	Loca Investis.	285	295
Boisset (Lyon)	200	192	Locamic	79	75
Câbles de Lyon	3035	3056	Matra Comm.	120	123
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	913	909	Molex	97	97
Calberson	285	280	Olivetti Logabax	590	599
Cardif	416	416 50	Presbourg	90	....
C.E.G.E.P.	175	175	Publ.Filipacchi	270	264
C.F.P.I.	270	262	Razel	670	650
Ciments d'Origny	378	389	Rhône-Alp.Ecu (Ly.)	309	308
C.N.I.M.	795	795	St-H. Matignon	184 30	....
Codetour	280	280	Select Invest (Ly)	88	89
Comareg	280	279	Serbo	450	440
Conforama	860	878	S.M.T. Goupil	175	170
Creeks	255 80	255 80	Sopra	169 90	165
Dauphin	378 30	375	Supra	85	83
Delmas	650	675	Thermador H. (Ly)	240	240
Demachy Worms Cie	542	530	Unilog	170	172
Desquenne et Giral	228 50	231 30	Union Fin. de Fr.	350	360
Devanlay	852	877	Viel et Cie	88	88
Deville	400	393	Y. St-Laurent Groupe	833	833
Dollfus	176	176			
Editions Belfond	220	215			
Europ. Propulsion	395	383 50			
Finacor	125	128			
Frankoparis	161	157			
Grand Livre	414	414			
Gravograph	186	187			
Guimoli	840	840			
I.C.C.	232	225			
IDIA	338	335			

Marché des options négociables le 22 nov. 1990

Nombre de contrats : 30 063

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Déc. dernier	OPTIONS D'ACHAT Mars dernier	OPTIONS DE VENTE Déc. dernier	OPTIONS DE VENTE Mars dernier
Bouygues	480	–	11,50	–	–
CGE	520	48,50	–	5	17
Elf-Aquitaine	640	17,50	–	22	–
Eurotunnel SA-PLC	36	1,30	3,60	4	5,10
Euro Disneyland SC	90	9	–	–	–
Havas	525	7	–	37	–
Lafarge-Coppée	360	8,50	23,50	19	–
Michelin	70	2,40	6,40	–	–
Midi	920	–	108	16	42,10
Paribas	520	13,50	–	–	–
Pernod-Ricard	1 000	40	–	–	–
Peugeot SA	520	17,75	–	–	38
Rhône-Poulenc CI	260	–	12	32	–
Saint-Gobain	380	10,50	–	17,50	–
Source Perrier	1 400	7	–	–	–
Société générale	400	18	–	–	–
Suez Financière	300	17,90	–	5	–
Thomson-CSF	100	6,50	11,80	3,60	6,60

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 22 nov. 1990
Nombre de contrats : 80 399

COURS	ÉCHÉANCES Décembre 90	ÉCHÉANCES Mars 91	ÉCHÉANCES Juin 91
Dernier	99,48	99,44	99,44
Précédent	99,50	99,48	99,40

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Déc. 90	OPTIONS D'ACHAT Mars 91	OPTIONS DE VENTE Déc. 90	OPTIONS DE VENTE Mars 91
100	0,21	1,01	0,75	1,44

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,003 F ↑

Le dollar s'inscrivait en très légère hausse dans un marché calme vendredi 23 novembre. A Paris, la monnaie américaine a clôturé à 5,003 francs contre 4,9910 francs jeudi à la cotation officielle. Après avoir fortement progressé, puis chuté, la livre se stabilisait à 9,85 francs.

FRANCFORT	22 nov.	23 nov.
Dollar (en DM)	1,4799	1,4847

TOKYO	22 nov.	23 nov.
Dollar (en yens)	127,13	clos

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (23 novembre) ...... 9 3/8-9 1/2 %
New-York (22 novembre) ...... clos

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 29-12-89)*

	21 nov.	22 nov.
Valeurs françaises	75,50	76
Valeurs étrangères	77	77,10
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	425	428,55
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 626,97	1 639,68

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

	21 nov.	22 nov.
Industrielles	2 539,36	clos

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

	21 nov.	22 nov.
Industrielles	1 676	1 672,20
Mines d'or	155,20	156
Fonds d'Etat	81,30	81,79

TOKYO

	22 nov.	23 nov.
Nikkei Dow Jones	23 400,28	clos
Indice général	1 727,66	clos

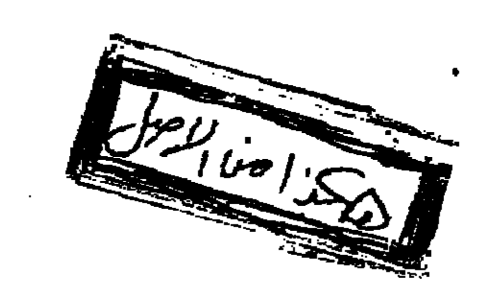
LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. +	UN MOIS ou dép. –	DEUX MOIS Rep. +	DEUX MOIS ou dép. –	SIX MOIS Rep. +	SIX MOIS ou dép. –
$ E.-U.	4,9895	4,9915	+ 69	+ 79	+ 125	+ 145	+ 475	+ 535
$ can.	4,2994	4,3049	– 111	– 80	– 195	– 152	– 377	– 291
Yen (100)	3,9195	3,9241	+ 39	+ 57	+ 78	+ 108	+ 280	+ 346
DM	3,3715	3,3745	+ 28	+ 47	+ 34	+ 59	+ 115	+ 178
Florin	2,9904	2,9934	+ 20	+ 37	+ 35	+ 60	+ 114	+ 173
FB (100)	16,3216	16,3388	+ 39	+ 178	+ 115	+ 314	+ 297	+ 811
FS	3,9916	3,9964	+ 33	+ 58	+ 49	+ 78	+ 229	+ 303
L (1 000)	4,4890	4,4948	– 139	– 90	– 257	– 180	– 511	– 253
£	9,8268	9,8358	– 349	– 304	– 644	– 570	– 1306	– 1145

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	7 5/8	7 7/8	7 11/16	7 13/16	8	8 1/8	7 13/16	7 15/16
Yen	7 3/4	8	8 1/8	8 1/4	8 5/16	8 7/16	8 5/16	8 7/16
DM	7 5/8	7 7/8	8 1/8	8 1/4	8 11/16	8 13/16	8 15/16	9 1/16
Florin	8 1/4	8 1/2	8 3/8	8 1/2	8 5/8	8 3/4	8 7/8	9
F.B.(100)	8 7/8	9 1/8	8 3/4	9	8 7/8	9 1/8	9 5/16	9 9/16
F.S.	8	8 1/4	8 1/4	8 3/8	8 5/8	8 3/4	8 1/2	8 5/8
L(1 000)	12 1/2	13 1/2	12 3/8	12 7/8	12 1/4	12 3/4	11 7/8	12 3/8
£	14	14 1/4	13 13/16	13 15/16	13 5/8	13 3/4	12 3/4	12 7/8
Franc.	9 3/16	9 7/16	9 1/2	9 5/8	9 5/8	9 3/4	9 7/8	10

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 23 NOVEMBRE

Cours relevés à 14 h 27

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
3755	C.N.E 3%	3804	3840	3835	+ 0 81
950	B.N.P. T.P.	945	940	940	- 0 53
984	Cr.Lyon. T.P.	970	970	970	....
1452	Renault T.P.	1226	1227	1227	+ 0 08
1480	Rhone Poul. T.P.	1465	1450	1450	- 1 02
1101	Saint Gobain T.P.	1110	1105	1105	- 0 45
950	Thomson T.P.	851	874	851	....
760	ACCOR	701	705	698	- 0 43
675	Air Liquide	637	640	638	+ 0 16
1830	Als.Superm.	1601	1601	1565	- 2 25
345	ALSPI	355	364	353	- 0 56
1820	Arjom. Prioux	1557	1590	1590	+ 2 12
845	AGF Sté Centrale	910	905	929	+ 2 09
830	Ass. Entrepr.	971	971	970	- 0 10
280	Avenir H. Média	264	260	249	- 5 68
210	Axa Midi Ass.	233	234	235 50	+ 1 07
230	Bafip	200	180	185	- 7 50
184	Bail-Equipem.	127	131 90	124 80	- 1 73
770	Bail Investiss.	800	820	805	+ 0 63
440	Bancaire	472	470	463 50	- 1 80
600	Bazar H.-V.	652	665	655	+ 0 46
735	Beghin-Say	680	686	677	- 0 44
1120	Berger (M)	1210	1249	1249	+ 3 22

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
1130	Compt Mod.	1144	1149	1132	- 1 05
144	Comptoir S.A.	98	....	....	....
305	CPR (Paris Réé.)	276	275 10	275 50	- 0 18
880	Créd. Foncier	919	920	895	- 2 61
585	Cr Lyon.(CI)	511	510	508	- 0 59
920	Credit Nat.	921	926	927	+ 0 65
205	CSEE	177 80	174 60	175	- 1 57
2190	Damart	1956	1994	1995	+ 1 99
440	Dassault Aviation	419	426	418	- 0.24
172	Dassault Elect.	138 70	147 80	144	+ 3 82
1290	De Dietrich	1448	1580	1572	+ 8 56
198	Dév.R.d.C.(Li)	195	199	199	+ 2 05
285	Dév.R.Sud-Est	282 80	281 90	280	- 0 99
350	D.M.C.	365	380	365 20	+ 0 06
3690	Docks France	3855	3800	3854	- 0 03
2300	Eaux (Gle)	2276	2275	2257	- 0 83
315	Ecco	294	286 50	302 50	+ 2 89
340	Elf Aquitaine	634	325	319 60	+ 0 82
950	Epeda B.-F.	940	950	950	+ 1 06
[illegible]	Esso-Elf (Certif)	468	244 60	249	+ 2 56

COMPTANT (sélection)

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Carbone Lorraine	838	820
Case Poclain	11 60	....
C.E.G.F (Frigor.)	370	370
Centenaire Blanzy	468	460
Cerabati	91 90	....
Champex Ny	130	130
CIC (CIP)	160 10	155
C.I.M.	760	760
C.I.T.R.A.M. (B)	2304	....
Clause	405	438
Cofimeg	256	....
Lambert Frères	360	365
Lille Bonnières	1750	1680
Loca-Expansion	305	300
Locafinancière	496	496
Locatel	181 60	....
Louis Vuitton	895	898
Louvre	3828	3805
Lucia	1710	1710
Machines Bull	32 50	32 50
Mag. Uniprix	141	145
Magnant	633	640
Télémécanique Elect.	3949	3947
Testut-Aequitas	800	....
Tour Eiffel	228	....
Ufiner	955	933
U.T.A.	2100	....
Vicat	340	340
Viniprix	1870	1870
Virax	145	145
Maroc Sté Brasserie	265	....

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Paternelle RD	1245	1250
Particip. Poncier	352	397
Quadrant	240	....
Romento N.V.	179	179 10
St-Gobain-Emballage	2800	2578 o
Sama Mesra	210	....
S.E.P.R.	1630	....
S.P.R. act. B	348	....
Ulinax	380	....
Waterman	1500	....
Whitman Corp.	88 50	....
Wonder	968	765 o

SICAV (sélection) 22/11

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Eurodyn	1077 52	1051 24
Euro Gan	6357 62	6113 10
Euromaf	26 92	26 52
Fonsicav	12469 54	12469 54
FRANCE-GAN	8673 91	8340 30
France Garantie	266 28	264 73
France Index Sicav	98 02	95 15
France Investiss.	439 69	428 97 •
France Oblig.	461 22	456 65
Francic	401 68	390 17
Francic Pierre	105 68	102 58
Francic-Regions	1135 17	1102 11
Paribas Capitalisation	1234 98	1216 74
Paribas Epargne	18073 90	18037 82
Paribas Opportunités	110 14	105 65
Paribas Patrimoine	506 64	486 99
Paribas Revenus	89 21	88 33
Patrimoine Retraite	192 59	188 81
Pervalor	610 42	592 64
Phénix Placement	289 22	280 80
Phénix Sécurité	10214 42	10214 42
Pierre Investissements	703 41	686 25
Placement A	1192 86	1168 47
Placements C.T.	7802 93	7787 36

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 23/11	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats-Unis (1 usd)	4 891	5 003	4 780	5 230
Ecu	6 960	6 962	....	....
Allemagne (100 dm)	337 300	337 050	326 500	347 500
Belgique (100 F)	16 325	16 314	15 750	16 800
Pays-Bas (100 fl)	289 010	288 950	289	309
Italie (1000 lires)	4 488	4 491	4 250	4 750
Danemark (100 krd)	87 790	87 870	84	92
Gde-Bretagne (1 L)	9 842	9 848	9 450	10 250
Grèce (100 drachmes)	3 288	3 288	4 050	4 050
Suisse (100 f)	398 320	399 150	386 500	411 500
Suède (100 krs)	90 020	90	86 500	94 500
Norvège (100 k)	86 300	86 380	82 500	90 500
Autriche (100 sch)	47 944	47 825	46 100	49 250
Espagne (100 pes)	5 315	5 327	5 100	5 650
Portugal (100 esc)	3 835	3 834	3 400	4 200
Canada (1 $ can)	4 304	4 311	4 120	4 520
Japon (100 yens)	3 927	3 932	3 680	3 680

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 23/11
Or fin (kilo en barre)	61260	61200
Or fin (en lingot)	61500	61150
Napoléon (20f)	385	387
Pièce Fr (10 f)	420	.....
Pièce Suisse (20 f)	412	407
Pièce Latine (20 f)	353	353
Souverain	481	481
Pièce 20 dollars	2060	2060
Pièce 10 dollars	1210	1210
Pièce 5 dollars	775	.....
Pièce 50 pesos	2385	2350
Pièce 10 florins	364	364

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - • : prix précédent - ≡ : marché continu

Le Monde

URSS

Débat serré au Parlement sur les propositions de M. Gorbatchev

Le Soviet suprême de l'URSS a commencé vendredi 23 novembre ses débats sur les nouveaux pouvoirs demandés la semaine dernière par Mikhaïl Gorbatchev, après avoir refusé, à trois voix près, une résolution visant à accepter ses propositions en bloc. Celle-ci demandait à M. Gorbatchev de procéder à une *« réorganisation fondamentale du pouvoir exécutif »* dans un délai de deux semaines. Un second vote a permis l'ouverture d'un débat point par point sur le projet présidentiel.

Le président du parlement de Russie, M. Boris Eltsine, qui devait faire vendredi des contre-propositions au Soviet suprême, avait émis des réserves sur les propositions de M. Gorbatchev, évoquant à nouveau l'idée d'un référendum. Les présidents des trois Républiques baltes ont pour leur part dénoncé ces propositions perçues comme *« une menace directe d'avoir recours à la force pour suspendre des institutions élues démocratiquement et les lois qu'elles ont adoptées »*.

Samedi dernier, les députés soviétiques avaient approuvé, à une large majorité, les *« principes »* contenus dans un paquet de huit mesures proposées par M. Mikhaïl Gorbatchev. Elles prévoyaient une réorganisation du pouvoir central, mettant sous l'autorité directe du président le pouvoir exécutif et associant à celui-ci, par des mécanismes non précisés, le conseil des présidents des quinze Républiques.

Certaines de ces mesures visaient aussi à limiter l'autonomie des Républiques en créant auprès de M. Gorbatchev des organes chargés d'y faire appliquer les lois et décrets du Kremlin, ce qui avait suscité la forte approbation des conservateurs.

L'élection cantonale partielle de Nice

L'héritage du médecinisme est en jeu

Les électeurs du cinquième canton de Nice sont appelés à voter dimanche 25 novembre et 2 décembre pour désigner le successeur de M. Jacques Médecin qui a démissionné de son mandat le 16 septembre. Ce scrutin, dans lequel s'affrontent treize candidats, dont la sœur de l'ancien maire, constitue un test pour la survie du médecinisme.

NICE

de notre correspondant régional

« Je sais très bien que le médecinisme risque de s'éteindre avec moi », avait déclaré M. Jacques Médecin peu de temps avant sa démission. *« Je n'ai pas d'héritier mâle*, constatait-il, *et je n'ai pas formé un membre de ma famille pour me succéder »*.

Surprise : à peine avait-il renoncé à ses mandats et choisi l'exil à l'étranger que sa sœur, Geneviève, une hôtelière de cinquante-trois ans, infirmait cette déshérence politique. S'il en restait une, ce serait elle... Sa candidature à l'élection dans le cinquième canton arrangeait les médecinistes orthodoxes auxquels elle épargnait des querelles de succession tout en symbolisant la continuité du système.

Le RPR a emboîté le pas, bon gré, mal gré, à Mme Médecin-Assémat. Mais l'UDF, également divisée sur la conduite à tenir, a finalement décidé de présenter un candidat, M. Didier Linotte, combattu par la majorité des élus de la mouvance niçoise mais soutenu par les radicaux, le CDS et, surtout, le maire de Cannes et président départemental du PR, M. Michel Mouillot.

L'élection de Nice n'est que la première étape d'une lutte d'influence entre les barons du médecinisme et ceux qui, à droite, sont partisans d'une « normalisation » politique. Derrière M. Linotte, se profile ainsi M. Pierre Laffitte, sénateur centriste, « père » de Sophia-Antipolis et candidat déclaré à la mairie de Nice avec l'appui ostensible du quotidien *Nice-Matin*.

Mme Médecin-Assémat est donnée favorite de la primaire qui l'oppose à l'UDF. La sœur du maire déchu de Nice a axé toute sa campagne sur la pérennité de la dynastie des Médecin. *« Je ne veux pas voir mettre fin*, proclame-t-elle dans sa profession de foi, *au contrat fondé sur la confiance et l'estime réciproques qui unit les Niçois à ma famille depuis soixante-deux ans. »*

M. Didier Linotte, ancien recteur de l'académie de Nice, joue à fond la carte du *« renouveau des hommes et des méthodes »*. Cet agrégé de droit public de quarante-deux ans et ancien conseiller de M. Raymond Barre, entré, en 1989, au PR – dont il est délégué national chargé des problèmes de l'éducation – met, aussi, en avant, sa *« compétence »* alliée à son *« honnêteté »*, une vertu plutôt malmenée à Nice. Sa base de départ : les 14 % de suffrages exprimés en faveur de M. Barre à l'élection présidentielle de 1988, base apparemment *insuffisante* pour lui permettre de déjouer les pronostics.

G. P.

SUR LE VIF — CLAUDE SARRAUTE

Justice expéditive

UNE grande première, le *départ de Mme Thatcher*. A la différence de Churchill après la guerre ou de de Gaulle au soir d'un référendum, elle n'est pas victime du verdict populaire, elle a été condamnée par anticipation, sur simple projection *du résultat d'une élection* bidon. Celle dont les sondages donnent à présent, semaine après semaine, en Occident, les résultats anticipés. Risques d'erreur et *manipulations à la clé*.

Etonnant glissement ! On ne *mène plus une politique pour la* soumettre ensuite à l'appréciation des citoyens, on la fonde sur leurs seules intentions de vote. Et le suffrage universel se réduit à un échantillonnage, fièvreusement consulté en prévision d'une possible ou impossible victoire.

C'est là qu'on mesure la force d'âme, la conviction, le grand dessein, bon ou mauvais – l'avenir en jugera – de Margaret Thatcher. *Elle aurait pu*, à l'exemple de tant d'autres, gouverner à vue avec pour seul routeur les instituts de sondages. Non ! En suivant, obstinée, convaincue, son chemin, elle s'est taillé la route d'un grand destin.

Celui qui distingue un politique d'un politicien. Vous me direz : Entre deux consultations, il est tout de même précieux de connaître l'état de l'opinion. Rocard a raison : Le *peuple n'a* pas de leçons à recevoir de ses princes. *Il est majeur. Il sait ce* qu'il veut. Et il est en droit d'exiger *ce qu'on lui refuse*. L'école privée, par exemple. D'accord. Absolument d'accord. Mais attention, il ne faut pas confondre. Là, il s'agit de problèmes de *société faciles à cerner. Quand* le gouvernement a décidé d'imposer la CSG, *mesure très impopulaire*, il est passé outre à nos résistances, estimant, sans doute à juste titre, que beaucoup d'entre nous lui en seraient un jour *reconnaissants*.

Oui, je sais, c'est aussi ce que *pensait Thatcher en* se cramponnant à sa poll tax envers et contre tous. Peut-être y a-t-il une nouvelle formule à trouver, qui permettrait à ceux qu'un trop long exercice du pouvoir *isole* de reprendre plus souvent contact avec le *pays réel. Franchement*, je n'arrive pas à comprendre en quoi les voeux d'une nation s'exprimeraient moins démocratiquement par un référendum que par un simple sondage d'*opinion*.

L'ESSENTIEL

SECTION A

SECTION B

SECTION C

SANS VISA

SECTION D

Services

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 23 novembre 1990 a été tiré à 582 553 exemplaires.

Le refus d'une information judiciaire dans l'affaire Urba

M. Georges Kiejman et le « masochisme du milieu politique »

Ministre délégué à la justice, M. Georges Kiejman est décidé à protéger le monde politique de ses tentations masochistes, quitte à laisser entendre que l'opportunité des poursuites judiciaires se résume parfois à de simples opportunités politiques. C'est du moins ainsi qu'il explique son opposition à l'ouverture d'une information judiciaire sur le financement du Parti socialiste et de la campagne présidentielle de M. Mitterrand en 1988 par les bureaux d'études Urba-Gracco, réclamée aussi bien par des députés de l'opposition que par le Syndicat de la magistrature, proche de la gauche.

« Si on ouvrait une information supplémentaire aujourd'hui, elle déboucherait sur des faits relativement secondaires, qui donneraient lieu ou à un non-lieu ou à une amnistie », a affirmé, jeudi 22 novembre sur Europe 1, M. Kiejman, non sans préjuger quelque peu les découvertes éventuelles d'une instruction judiciaire. *« Ca continuerait à entretenir indéfiniment une espèce de masochisme du milieu politique, qui ne réalise pas que, actuellement, il est en train de scier la branche sur laquelle il est assis »*.

Tout en reconnaissant que *« bien des milieux, y compris le milieu politique, ont besoin d'être assainis, de recevoir des leçons »*, M. Kiejman a aussi souligné que les leaders de l'opposition (MM. Jacques Chirac, Raymond Barre, Pierre Méhaignerie) *« n'ont absolument pas participé au déchaînement » contre le garde des sceaux*, M. Henri Nallet, pour son rôle de trésorier de la campagne de M. Mitterrand. Leur attitude signifie, selon lui, *« qu'ils sont conscients qu'il y a eu pour les partis politiques une grande difficulté à se financer, dans une atmosphère de surenchère, où la publicité atteignait des coûts vertigineux »*.

Démission du président de Rover France

M. Guy Bergeaud, président de Rover France, a annoncé mercredi 21 novembre qu'il quittait ses fonctions. Il semble que des divergences sur la stratégie de la marque en France l'aient opposé aux responsables de la maison mère, à Londres. M. Bergeaud avait remplacé à la tête de Rover, M. Bernard Lamy au mois de mai dernier. Ce départ intervient alors que la marque britannique est en plein renouvellement de sa gamme (*le Monde* du 22 novembre).

M. Neil A. Johnson, actuellement directeur des affaires européennes de Rover Group, lui succède. Agé de quarante et un ans, M. Johnson est entré chez British Leyland en 1974.

M. Julien Dray invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* »

M. Julien Dray, député socialiste de l'Essonne, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury RTL-*le Monde* » *dimanche 25 novembre*, de 18 h 30 à 19 h 30. M. Dray, qui est l'un des animateurs de la Nouvelle école socialiste » répondra aux questions de Patrick Jarreau et de Gérard Courtois du *Monde*, de Dominique Pennequin et Béatrice Adjaje de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

EN BREF

□ **AFRIQUE DU SUD : coup d'Etat manqué au Transkei.** – Une tentative de putsch dans le bantoustan du Transkei a été écrasée et le chef présumé des rebelles a été tué, a annoncé, jeudi 22 novembre, l'homme fort de ce territoire noir officiellement « indépendant », le général Bantu Holomisa. Parlant devant plusieurs milliers de personnes lors d'un meeting à Umtata, la capitale du Transkei, le général a affirmé que 12 rebelles, dont celui qu'il a présenté comme leur chef, le lieutenant-colonel Craig Duli, avaient été tués. Trois soldats loyalistes au moins ont trouvé la mort lors de l'attaque d'un camp militaire par les rebelles. Le lieutenant-colonel Duli avait pris part au putsch qui porta au pouvoir le général Holomisa le 30 décembre 1987. Membre du *Conseil militaire et* considéré comme le numéro deux du régime, il avait peu après été emprisonné pendant quelques mois, puis s'était ensuite enfui en territoire sud-africain. – *(AFP.)*

□ ***M. Vaclav Havel* inquiet d'un afflux de réfugiés soviétiques en Europe centrale.** – Le président Vaclav Havel a indiqué, jeudi 22 novembre à Berne, où il a entamé une visite de deux jours, qu'il avait évoqué à Paris, en marge du sommet de la CSCE, les risques d'un afflux d'émigrés soviétiques en Europe centrale fuyant la situation économique tragique de leur pays. La Pologne, inquiète aussi d'un chaos possible à ses *frontières orientales*, a déjà indiqué qu'elle redéployait dans ce sens ses forces armées, alors que la Finlande renforce son dispositif de garde-frontières en prévision de graves pénuries alimentaires cet hiver dans la région de Leningrad.

□ **Croissance économique soutenue en France au troisième trimestre.** – *Le produit intérieur brut* (PIB) de la France a augmenté de 1,3 % au troisième trimestre 1990, soit nettement plus vite qu'au premier trimestre (+ 0,8 %) et qu'au deuxième (+ 0,2 %). Ce regain s'explique par une forte demande intérieure, qui s'est manifestée notamment sous forme d'accroissement des stocks. Entre le troisième trimestre 1989 et le troisième trimestre 1990, la croissance économique a ainsi été de 3,1 %. Mais d'après les premières indications fournies pour le quatrième trimestre, la croissance économique devrait être très faible, sinon nulle, en fin d'année.

□ ***Le RPR a boycotté la réunion* hebdomadaire de Matignon sur le Golfe.** – Après les propos tenus, mercredi 21 novembre, à l'Assemblée nationale par M. Michel Rocard *(qui avait suspecté l'opposition* d'établir une discrimination parmi les députés n'ayant pas voté la censure), le RPR a boycotté, jeudi 22 novembre, la douzième réunion des représentants des groupes parlementaires avec M. Rocard sur la situation dans le Golfe. *Seul le sénateur RPR* de l'Ille-et-Vilaine, M. Yvon Bourges, qui n'en avait pas été prévenu, a assisté à cette réunion, qui a porté essentiellement sur l'éventualité *d'une résolution du Conseil* de sécurité des Nations-Unies autorisant le recours éventuel à la force contre l'Irak.